



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**INSPECTION GENERALE
DE L'ADMINISTRATION**

N°13-051/13-027/01

**INSPECTION GENERALE
DE LA POLICE NATIONALE**

13-254-1

**INSPECTION GENERALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE**

1513/GEND/IGGN/GCM

**INSPECTION GENERALE
DE L'INSEE**

59/DG75-B010/

RAPPORT

**SUR L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES
PAR LES FORCES DE SECURITE INTERIEURE**

TOME 1



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSPECTION GENERALE
DE L'ADMINISTRATION

N°13-051/13-027/01

INSPECTION GENERALE
DE LA POLICE NATIONALE

13-254-1

INSPECTION GENERALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

1513/GEND/IGGN/GCM

INSPECTION GENERALE
DE L'INSEE

59/DG75-B010/

RAPPORT

SUR L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES PAR LES FORCES DE SECURITE INTERIEURE

TOME 1

Etabli par :

Christian LOISEAU,
Inspecteur général
de la police nationale

Michel ROUZEAU,
Inspecteur général
de l'administration

Isabelle KABLA-LANGLOIS,
Inspectrice générale
de l'Insee

Armand SAVIN,
Commissaire principal
auditeur des technologies
de l'information et de la
communication à l'IGPN

Jean-Christophe SINTIVE,
Chargé de mission
à l'inspection générale
de l'administration

Claude LORON,
Colonel, inspecteur
de la gendarmerie nationale

– JUIN 2013 –

SYNTHESE

Les fonctionnaires de police et les militaires de la gendarmerie nationale reçoivent les plaintes des victimes d'infractions en application du code de procédure pénale. Ces plaintes font l'objet d'un enregistrement statistique qui permet par la suite de produire les statistiques de la délinquance, c'est-à-dire, sous leur forme actuelle, l'état 4001 des faits qualifiés de crimes et délits, constatés pour la première fois. Cet enregistrement, traditionnellement effectué en application d'un guide de méthodologie statistique commun aux deux forces de sécurité intérieure, se modernise progressivement dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouvel environnement informatique (NS2I), notamment structuré autour de logiciels de rédaction des procédures (LRP) déployés dans la gendarmerie nationale (LRPGN) et dans la police nationale (LRPPN, en cours de déploiement dans sa version connectée). Ces logiciels sont accompagnés d'applications dédiées aux statistiques, Puls@r-MIS mise en service depuis janvier 2012 en gendarmerie, et TSNICE en cours de déploiement pour la police.

Le contrôle de l'enregistrement des plaintes : des dérives observées, une fonction à instaurer

La mission s'est tout d'abord attachée à vérifier la manière dont la hiérarchie locale et centrale de la police et de la gendarmerie nationales contrôlent, indépendamment de l'environnement informatique, la qualité de l'enregistrement statistique des plaintes.

Cette qualité s'apprécie du point de vue de la qualification pénale donnée aux infractions et de l'indexation qui en résulte, celles-ci ayant des effets directs sur la mesure de la délinquance.

Or le processus d'enregistrement, confié à des agents qui n'ont reçu parfois qu'une formation de base en matière pénale, s'avère particulièrement complexe. Cette complexité résulte notamment de la distinction délicate à opérer entre les infractions à caractère délictuel – en particulier les dégradations – et les infractions à caractère contraventionnel, celles-ci n'étant pas comptabilisées, contrairement à celles-là, dans les statistiques de la délinquance. Les textes et la jurisprudence apportent en la matière une aide limitée aux agents chargés de l'enregistrement. La complexité de l'enregistrement résulte également de la diversité des unités de compte que ces agents doivent utiliser, unités qui varient selon la nature de l'infraction (notamment et selon les cas la victime, l'infraction, la procédure, le véhicule...). Le lieu de commission de l'infraction est parfois difficile à apprécier.

Ainsi, la marge de manœuvre et le risque d'erreur du personnel chargé de l'enregistrement sont importants.

Par ailleurs, l'enregistrement est soumis à des délais qui peuvent, s'ils sont excessifs, fausser les états statistiques mensuels, soit en raison de la difficulté de la qualification pénale, soit du fait des cycles de travail, ou encore de l'attente d'éléments de procédure.

Dans ces conditions, la qualité du contrôle hiérarchique est une condition de la fiabilité de l'enregistrement, et donc de celle des statistiques de la délinquance.

Or la mission a constaté, au vu de ses entretiens et de ses déplacements dans les services, que la qualité de l'enregistrement des plaintes n'était plus depuis quelques années, une priorité de

la hiérarchie. Ce constat est commun aux deux forces de sécurité intérieure, malgré les spécificités des chaînes de contrôle de la police et de la gendarmerie nationales.

La mission a procédé à des contrôles ponctuels par sondages sur des échantillons de plaintes dans les services qu'elle a visités. Elle a redressé elle-même la qualification pénale et l'indexation attribuée aux faits constatés dans les procédures concernées, dans des proportions parfois très importantes, mais aussi très variables d'un lieu à un autre, dépendant de l'intérêt plus ou moins grand porté par les chefs de service au flux quotidien des plaintes et à leur traitement.

Par ailleurs, elle a établi que les autorités centrales se sont désengagées du contrôle sur la qualité de l'enregistrement. Les administrations centrales l'auditent sans en tirer les conséquences (DGPN) ou ne l'auditent pas du tout (DGGN), en-dehors de rappels verbaux dans les cas de dérives manifestes. Les inspections générales des forces, soit ne le pratiquent pas (IGGN, IGS jusqu'à une période récente), soit s'en sont désengagées (IGPN).

Le management par objectifs de la délinquance, connu sous la dénomination de « politique du chiffre » a largement contribué à cette absence ou ce désengagement du contrôle de l'enregistrement. Les chefs de service, placés entre l'injonction d'afficher de bons résultats et l'impératif de contrôler la bonne application du guide de méthodologie statistique, privilégiaient souvent la première option.

Au-delà d'un simple défaut de contrôle, certaines directives de l'administration centrale ont pu contribuer à minorer fortement les statistiques de la délinquance en généralisant des pratiques d'enregistrement non conformes. Ainsi, deux directives successives de la direction centrale de la sécurité publique ont suffi, en 2006, pour faire passer le taux de dégradations délictuelles par rapport à la délinquance générale de 16% à 11%, faisant sortir, dès 2007 et les années suivantes, près de 130 000 faits de l'état 4001 annuel.

La mission a établi un constat particulier pour la préfecture de police. Il lui a été indiqué et confirmé par tous ses interlocuteurs parisiens que, vraisemblablement depuis 2006 ou 2007, perdurait dans la capitale une pratique de report systématique de l'enregistrement des faits dès lors que les objectifs chiffrés assignés à un commissariat étaient atteints pour le mois concerné. Ce report d'enregistrement pouvait retrancher jusqu'à une semaine de faits constatés des statistiques mensuelles de la délinquance dans telle ou telle circonscription. Les statistiques avaient ainsi perdu tout contenu opérationnel, n'indiquant plus la réalité géographique et temporelle de la délinquance.

Au cours de ses travaux, la mission a établi qu'au-delà de ces pratiques de report calendaire, une pratique de dissimulation massive avait eu cours. En effet, au moins dans un arrondissement parisien (la préfecture de police procédait à des vérifications dans d'autres arrondissements au moment de la remise du rapport de la mission) plusieurs milliers de faits n'avaient pas été du tout « passés en statistique » en 2012, ce que le logiciel Omega – en usage à la préfecture de police – permettait.

Une nouvelle impulsion ministérielle, puis des instructions données par les directeurs généraux de la police et de la gendarmerie nationales, ainsi que par le préfet de police, ont constitué un début de réponse à cette situation.

Au delà, la mission recommande notamment d'instaurer un contrôle de l'enregistrement des plaintes et d'assurer son suivi dans la police et la gendarmerie nationales. Elle recommande également d'opérer rapidement un contrôle approfondi de la chaîne d'enregistrement des plaintes dans les commissariats de la capitale, et par sondage dans des circonscriptions de sécurité publique de la petite couronne parisienne.

Le nouvel environnement informatique de l'enregistrement des plaintes : des outils pertinents à améliorer, une rupture statistique confirmée

Le déploiement dans la gendarmerie nationale de Puls@r-MIS (pour message d'information statistique) en janvier 2012, et l'entrée en service progressive du logiciel de rédaction des procédures de la police nationale (LRPPN V3), au cours des années 2013 et 2014, sont de nature à modifier et améliorer les conditions de l'enregistrement des plaintes dans les forces de sécurité intérieure.

Ces outils apportent en effet à l'agent chargé de la prise des plaintes une assistance à l'enregistrement statistique des faits constatés, sous la forme de « menus déroulants », qui assurent la concordance entre la qualification pénale de ces faits par nature d'infraction (Natinf) et l'indexation choisie par l'agent dans l'état 4001 (index). Ces menus déroulants ont la vertu d'interdire le choix d'une indexation incompatible avec la nature de l'infraction. Ils présentent également, aux yeux de la mission, d'autres avantages : visibilité accrue par la hiérarchie, traçabilité des enregistrements, enrichissement direct des bases nationales (antécédents judiciaires, objets, images), perspectives de connexion à terme avec les statistiques judiciaires.

Toutefois, des améliorations restent nécessaires. Certaines sont en cours : livraison de modules du LRPPN indispensables pour guider l'action opérationnelle des responsables départementaux, suppression des divergences entre les tables de concordance Natinf/index de la DGPN et de la DGGN. D'autres n'ont pas été prévues et font l'objet de recommandations de la mission, comme la mise en place d'une étape de validation hiérarchique des plaintes dans les services de police, ou une amélioration de l'ergonomie des « menus déroulants » dans les deux forces.

Enfin l'acculturation des services aux nouveaux outils présente des défis de taille aux services : des efforts de formation interne doivent être faits au-delà de la formation initiale aux logiciels. La question de l'avenir des personnels administratifs actuellement chargés de l'enregistrement dans les services de sécurité publique, auxquels vont se substituer progressivement les fonctionnaires de police chargés du recueil de la plainte, doit être examinée et faire l'objet d'une doctrine de l'administration centrale, qui aujourd'hui ne l'a pas même esquissée.

L'entrée en service du nouvel outil dans la gendarmerie nationale en janvier 2012 a produit une « rupture statistique », non anticipée par l'Arme, repérée et partiellement analysée par l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONDRP). Il était demandé à la mission d'analyser et de produire une mesure de cette rupture. Deux méthodes alternatives et complémentaires d'analyse des données par index, dont l'une a bénéficié de l'appui technique de la direction en charge de la méthodologie à l'Insee, ont été utilisées.

Les travaux statistiques ainsi conduits ont permis à la mission d'identifier les index ayant très probablement subi une rupture résultant du nouvel environnement informatique, de produire une quantification approximative de l'amplitude de la rupture pour chaque index concerné et de préciser sa période d'apparition. Cette analyse détaillée a requis de procéder préalablement à une correction des variations saisonnières et des effets calendaires sur les données brutes mensuelles de la délinquance constatée sur la période 2001-2013. La traduction graphique des résultats de ce lissage permet au demeurant de visualiser la rupture statistique due au nouvel outil.

L'« effet Puls@r » a diverses origines : déplacements d'enregistrement entre contraventions et délits créant une remontée en niveau des délits constatés, ces déplacements étant sans doute dus à la fiabilisation de l'enregistrement permise par le nouvel outil ; bascules entre index de l'état 4001, liées à une meilleure précision de l'indexation ; prise en compte d'infractions spécifiques dans les index appropriés, alors qu'elles étaient répertoriées jusque là dans des index généralistes ; plus marginalement, choix différents d'index du fait de leur ordre de présentation dans le « menu déroulant ».

Le changement d'outil n'est toutefois pas responsable de l'ensemble des évolutions importantes de faits constatés entre 2011 et 2012. Les outils statistiques permettent d'écarter avec une assez grande certitude ce motif d'évolution dans plusieurs cas. Les facteurs sont alors à chercher ailleurs : augmentation tendancielle de certains faits de délinquance tels que les cambriolages ; forte baisse de certaines infractions révélées par l'activité des services (IRAS), tels que les infractions à la législation des étrangers (ILE) suite à la jurisprudence de la Cour de cassation ; fin du « pilotage par objectifs » de la délinquance, même si ce dernier facteur, le changement de doctrine, ne se fait sentir que lentement et progressivement.

Quoiqu'il en soit, la mission relève que 38 des index que comprend l'état 4001, soit plus du tiers, apparaissent touchés par une rupture statistique. L'ONDRP n'en avait à ce stade identifié qu'une douzaine. L'effet Puls@r, bien réel, impacte les chiffres de la délinquance de la gendarmerie à hauteur de 35 000 à 50 000 faits annuels, soit 3,5% à 5% de la délinquance constatée en zone gendarmerie. L'impact se concentre sur 2012, mais une partie ne sera visible qu'en 2013, car certains index subissent une rupture progressive sur les premiers mois de 2012. Par agrégats, celui le plus touché proportionnellement par la rupture statistique est celui des atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP), suivi de celui relatif aux atteintes aux biens (AAB).

Globalement, la mission considère que les analyses comparatives fondées sur les données brutes de délinquance constatée avant et après 2012 sont invalides. Elles demeurent toutefois valides sur certains index et quelques sous-agrégats. Ainsi, seul un retraitement statistique fin, intégrant une correction des effets du changement de logiciel, est susceptible de redonner une fiabilité à ces comparaisons qui devraient alors s'appuyer sur des données retraitées. A cet effet, elle recommande que les travaux de quantification des effets de la rupture statistique initiés par la mission soient prolongés par l'ONDRP, ou par le service statistique ministériel qui serait le cas échéant créé, et permettent d'aboutir à la production de données rétropolées (reconstituées en langage statistique) sur le passé. Elle recommande également que soient mises en place de manière durable la production et la diffusion de données mensuelles corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires, aux côtés de celles des données brutes aujourd'hui réalisées. De tels traitements statistiques, de pratique courante pour les données infra-annuelles, permettent en effet de repérer rapidement les ruptures statistiques et les retournements de tendance quelle qu'en soit l'origine.

La mise en service du LRPPN produira vraisemblablement dans la police nationale, en 2013 et jusqu'en 2015, une rupture de même nature dont l'ampleur quantitative ne peut être prédite, dans la mesure où le déploiement de l'outil dans un nombre significatif de départements ne s'est produit qu'à la fin des travaux de la mission. En tout état de cause, la rupture dans la police nationale sera plus progressive et étalée dans le temps et moins aisément différenciable de l'évolution spontanée de la délinquance. En effet, le déploiement progressif de l'outil sur le territoire national sera accompagné d'un double enregistrement simultanément sur l'ancien et le nouvel outil. Un travail de comparaison entre les résultats issus des deux outils sera réalisé, dont il est prévu qu'il s'accompagne d'un effort de convergence. Si la bascule de la production statistique à partir du nouvel outil n'interviendra qu'à l'issue du déploiement complet, cet effort de convergence aura donc des effets indirects sur les statistiques toujours produites avec l'ancien outil. Dans les données brutes agrégées par index sur l'ensemble du territoire national, ces premiers effets indirects ne pourront pas être différenciés aisément d'évolutions véritables sur les faits constatés.

Par ailleurs, la mission estime que les statistiques de la délinquance enregistrée par la police nationale ne seront pas fiabilisées en données brutes avant le 1^{er} janvier 2016. Dès lors, 2016 constituera la première année de référence fiable pour les statistiques de la délinquance enregistrée par les forces de sécurité intérieure. Les comparaisons des données brutes non corrigées ne seront alors possibles qu'à partir de l'année 2017 (comparaison entre l'année complète 2017 et l'année complète 2016, où entre un même mois de ces deux années).

Toutefois, cette hypothèse optimiste est basée sur un déploiement complet de LRPPN en mode connecté avant l'été 2014. Si le calendrier devait s'en trouver décalé en fin d'année 2014, voire en début 2015, la première année fiable ne pourrait être alors que l'année 2017. Dans ces conditions, les premières comparaisons annuelles de données brutes ne pourront être effectuées qu'en 2018.

Des travaux statistiques fins devront nécessairement être réalisés dans la période de déploiement progressif du logiciel et dans les mois qui suivront, en distinguant les départements relevant des différentes vagues de déploiement, afin de chercher à identifier et mesurer l'impact du nouveau logiciel. Ces travaux seront une source précieuse pour rétablir une capacité d'analyse dans les années à venir des évolutions sous-jacentes de la délinquance enregistrée, qui fasse abstraction des effets de bascule d'outil. Ils devront être complétés par des exercices de rapprochement statistique avec les données comparables de l'enquête annuelle « cadre de vie et sécurité », dite enquête de « victimation », réalisée sous maîtrise d'œuvre de l'Insee et dont les résultats sont publiés par l'ONDRP.

La gouvernance statistique : indépendance organique et conformité aux normes statistiques, plusieurs scénarios d'évolution

La mission a pris connaissance des travaux de la mission parlementaire d'information sur les statistiques de la délinquance, rencontré les acteurs du dispositif actuel, défini les critères possibles des choix à opérer et décrit des scénarios d'évolution.

Elle a rappelé les indiscutables améliorations du dispositif apportées par la création et le développement de l'ONDRP, mais aussi indiqué les raisons pour lesquelles ce dispositif n'est pas aujourd'hui considéré comme conforme aux normes françaises et européennes de la statistique publique. Elle a notamment explicité les règles de fonctionnement du service statistique

public français, composé de l'Insee et de services statistiques ministériels présents dans une quinzaine de ministères, et les vertus reconnues d'un tel système « déconcentré ».

La mission n'a pas retenu le scénario dit du « statu quo », qui conduirait à ne pas créer de service statistique ministériel (SSM), et à renoncer de manière sans doute durable aux avantages d'une reconnaissance de la statistique de la délinquance comme une statistique publique.

Elle a ensuite comparé les avantages et les limites respectifs de trois autres scénarios d'évolution :

- la création d'un SSM au ministère de l'intérieur, distinct de l'ONDRP ;
- la transformation de l'ONDRP en SSM du ministère de l'intérieur ;
- enfin, la transformation de l'ONDRP en SSM rattaché au Premier ministre, sous la forme d'un service à compétence nationale (SCN).

Le choix à opérer entre ces trois scénarios lui a semblé se resserrer entre le premier et le troisième, afin de préserver l'acquis essentiel que constitue l'indépendance de l'ONDRP, qui fait l'objet d'un large consensus.

Pour le choix final, la mission, sans mésestimer la pertinence qui s'attache à marquer plus fortement encore cette indépendance en positionnant le SSM en dehors du ministère de l'intérieur, a exprimé une préférence pour le premier de ces trois scénarios, la création d'un SSM au ministère de l'intérieur distinct de l'ONDRP, qui permet :

- d'exploiter au mieux une proximité opérationnelle du futur SSM avec les forces de sécurité intérieure, qui bénéficieraient ainsi de sa compétence et de son expertise sur le plan des productions statistiques opérationnelles, conformément au fonctionnement des autres SSM ;
- de permettre au SSM d'accompagner avec plus d'efficacité le processus de transition vers le nouvel outil d'enregistrement des plaintes déployé dans la police nationale, et de disposer aisément des éléments d'information utiles aux analyses statistiques de la rupture qui s'annonce ;
- de ne pas s'orienter vers un positionnement hors norme pour le service statistique public, qui ne reçoit l'adhésion ni du président de l'Autorité de la Statistique Publique, qui l'envisage au mieux comme une solution transitoire, ni du directeur général de l'Insee ;
- tout en renforçant la place d'un ONDRP tourné vers ses missions essentielles, notamment l'approche multi sources de la délinquance et la mise en cohérence des indicateurs de la chaîne pénale.

Ce scénario devra nécessairement, s'il est retenu, prendre en compte la contrainte budgétaire et valoriser au mieux les redéploiements d'effectifs permis par une telle réorganisation.

TABLE DES RECOMMANDATIONS

Avertissement: l'ordre dans lequel sont récapitulées ci-dessous les recommandations du rapport ne correspond pas à une hiérarchisation de leur importance mais simplement à leur ordre d'apparition au fil des constats et analyses du rapport.

RECOMMANDATION N°1 : INSTAURER UN CONTROLE DE L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES ET ASSURER SON SUIVI DANS LA POLICE ET LA GENDARMERIE NATIONALES.	38
RECOMMANDATION N°2 : INTEGRER DANS L'AGREGAT DES ATTEINTES AUX BIENS (AAB) LES DEGRADATIONS CONTRAVENTIONNELLES.	40
RECOMMANDATION N°3 : SOLLICITER LA PRISE D'UNE CIRCULAIRE DE POLITIQUE PENALE PAR LE MINISTERE DE LA JUSTICE AU SUJET DE L'INTERPRETATION A DONNER A L'ARTICLE L133-24 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER.	41
RECOMMANDATION N°4 : OPERER RAPIDEMENT UN CONTROLE APPROFONDI DE LA CHAINE D'ENREGISTREMENT DES PLAINTES DANS LES COMMISSARIATS DE LA CAPITALE ET PAR SONDAGE DANS DES CIRCONSCRIPTIONS DE SECURITE PUBLIQUE DE LA PETITE COURONNE PARISIENNE.	44
RECOMMANDATION N°5 : MUTUALISER LES METHODOLOGIES DE CONTROLE DE L'ENREGISTREMENT STATISTIQUE PAR LES INSPECTIONS GENERALES..	47
RECOMMANDATION N°6 : VEILLER A LA CONVERGENCE DES SAISIES, ISSUES RESPECTIVEMENT DE STIC FCE OU OMEGA ET DU LRPPN, AFIN D'EXPLOITER AU MIEUX L'APPORT DE CELUI-CI.	51
RECOMMANDATION N°7 : RESTAURER DANS LES MEILLEURS DELAIS LA CONVERGENCE ENTRE LES TABLES DE CONCORDANCE DU LRPPN ET DU LRPGN.....	57
RECOMMANDATION N°8 : COMPLETER LES FONCTIONNALITES DU LRPPN PAR UNE PHASE DE VALIDATION HIERARCHIQUE OBLIGATOIRE DE L'ENREGISTREMENT DE LA PLAINTE.....	57
RECOMMANDATION N°9 : METTRE EN PLACE, PAR L'ONDRP PUIS PAR L'EVENUEL SSM, LA PRODUCTION ET LA DIFFUSION DE DONNEES CORRIGEEES DES VARIATIONS SAISONNIERES ET CALENDAIRES SUR LES STATISTIQUES DE LA DELINQUANCE ENREGISTREE ET POURSUIVRE L'ETUDE DE LA MISSION PAR UN VERITABLE TRAVAIL DE RETROPOLATION DES SERIES AFIN DE PERMETTRE LES COMPARAISONS SUR LES 38 INDEX IMPACTES PAR LA MISE EN ŒUVRE DE PULS@R-MIS.....	93
RECOMMANDATION N°10 :POURSUIVRE, EN POLICE NATIONALE, LA DOUBLE COMPTABILITE STATISTIQUE STIC FCE OU OMEGA ET LRPPN JUSQU'AU 1 ^{ER} JANVIER 2015.....	96

SOMMAIRE

SYNTHESE.....	5
TABLE DES RECOMMANDATIONS.....	11
INTRODUCTION.....	17
IERE PARTIE LE CONTROLE DE L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES, UN PROCESSUS COMPLEXE ET FAIBLEMENT CONTROLE, CE QUI A FACILITE DES DERIVES IMPORTANTES	19
1 - L'ENREGISTREMENT STATISTIQUE DES PLAINTES N'EST REGI PAR AUCUNE NORME LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE.....	19
1.1. <i>Les prescriptions du code de procédure pénale sont relatives à la réception des plaintes, ainsi qu'à la centralisation de la documentation criminelle</i>	19
1.1.1. Les dispositions législatives relatives à la réception et à la transmission des plaintes	19
1.1.2. Les dispositions réglementaires relatives à la centralisation de la documentation criminelle ...	20
1.2. <i>Leur enregistrement est régi par des circulaire internes aux forces et un guide de méthodologie statistique</i>	20
2 - LA COMPLEXITE DU PROCESSUS D'ENREGISTREMENT ENGENDRE DES PRATIQUES VARIABLES DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE, QUI ONT DES EFFETS STATISTIQUES DIRECTS	21
2.1. <i>La qualification délictuelle ou contraventionnelle de certaines infractions est peu encadrée par les textes et la jurisprudence.....</i>	22
2.1.1. Des textes imprécis ou complexes	22
2.1.2. Une jurisprudence difficile à interpréter, des pratiques judiciaires diverses	23
2.1.3. Des pratiques des forces très différentes	24
2.1.4. Une marge de manœuvre du personnel d'enregistrement qui est importante.....	24
2.2. <i>D'autres variables ont des effets statistiques directs.....</i>	25
2.2.1. La variabilité des unités de compte selon les infractions peut générer des erreurs d'enregistrement.....	25
2.2.2. L'appréciation du lieu de commission des infractions est parfois délicate	27
2.2.3. Le délai d'enregistrement influe sur la qualité de celui-ci et sur la fiabilité des statistiques	28
3 - LA QUALITE DU CONTROLE LOCAL EST VARIABLE.....	29
3.1. <i>L'organisation de la chaîne de contrôle est différente entre la police et la gendarmerie nationale</i>	29
3.1.1. Le processus de contrôle au sein de la gendarmerie nationale	29
3.1.2. Le processus de contrôle au sein de la police nationale	31
3.2. <i>La gendarmerie nationale : des cas avérés de méconnaissance des règles d'enregistrement.....</i>	32
3.3. <i>La police nationale : une intervention de la hiérarchie sujette parfois à caution</i>	33
4 - LES AUTORITES CENTRALES S'ABSTIENNENT DE CONTROLER LA QUALITE DE L'ENREGISTREMENT PAR LES SERVICES LOCAUX OU DE DONNER SUITE AUX CONTROLES	34
4.1. <i>La faiblesse du contrôle exercé par les directions ou de ses suites</i>	34
4.1.1. La direction centrale de la sécurité publique : une prise en compte dans les audits, non suivie d'effets	34
4.1.2. La direction générale de la gendarmerie nationale : une absence de contrôle systématique....	35
4.1.3. La préfecture de police : l'absence totale de contrôle jusqu'à une période récente	35
4.2. <i>L'absence ou le retrait des inspections techniques</i>	36
4.2.1. Un contrôle inopiné des conditions d'accueil qui ne couvre pas les pratiques d'enregistrement	36
4.2.2. L'IGPN : des contrôles abandonnés depuis quelques années	36
4.2.3. L'IGGN et l'IGS : un domaine non contrôlé	37
4.3. <i>La nécessité d'instaurer un contrôle de l'enregistrement des plaintes et d'assurer son suivi</i>	37
5 - DES DERIVES SIGNIFICATIVES SE SONT AINSI DEVELOPPEES	38
5.1. <i>Les objectifs quantitatifs de baisse de la délinquance ont dénaturé l'enregistrement des plaintes.....</i>	38
5.1.1. La fiabilité des statistiques est restée étrangère aux préoccupations des services	38
5.1.2. Ces statistiques ont perdu leur intérêt opérationnel pour les chefs de services	39

5.2.	<i>Des directives centrales ont produit des « à coups » dans l'enregistrement des faits constatés.....</i>	39
5.2.1.	Les effets des directives de la DCSP relatives à la prise en compte des dégradations	39
5.2.2.	Les effets des directives de la DGGN sur le déstockage des messages d'information statistique (MIS).....	40
5.2.3.	Les directives de politique pénale du Ministère de la justice : l'exemple des escroqueries économiques et financières	40
5.3.	<i>Des pratiques locales contestables sont constatées</i>	41
5.3.1.	Le recours aux déclarations d'usagers, une pratique à surveiller	41
5.3.2.	Des reports d'enregistrement des faits constatés	42
5.3.3.	Quelques pratiques de minoration importante de la délinquance	43
6 -	UN EFFORT DE REMISE EN ORDRE A ETE INITIE RECEMMENT	45
6.1.	<i>Une impulsion ministérielle.....</i>	45
6.2.	<i>Des directives nationales récentes</i>	45
6.3.	<i>La réalisation récente d'audits dans les services de la préfecture de police</i>	46
 IIEME PARTIE L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE ET SES CONSEQUENCES STATISTIQUES, UNE AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'ENREGISTREMENT, AU PRIX D'UNE RUPTURE STATISTIQUE TRANSITOIRE		
1 -	L'ENREGISTREMENT S'INSERE PROGRESSIVEMENT DANS UN NOUVEAU SYSTEME D'INFORMATION.....	49
1.1.	<i>Le déploiement décalé des logiciels de procédure dans la police et la gendarmerie nationales</i>	49
1.1.1.	La gendarmerie nationale : le choix du « Big Bang ».....	49
1.1.2.	La police nationale : une progressivité dictée par les contraintes techniques.....	50
1.2.	<i>L'insertion différenciée dans un nouveau système d'information et d'investigation.....</i>	51
1.2.1.	La gendarmerie nationale : le choix d'un transit des données par le biais du MIS	51
1.2.2.	La police nationale : le choix d'un transfert direct à partir de la procédure	51
1.3.	<i>La pré-plainte en ligne, des incidences encore faibles sur la mesure de la délinquance .</i>	52
1.4.	<i>Les nouveaux agrégats de mesure de la délinquance et de pilotage de l'activité des services.....</i>	53
1.4.1.	L'abandon du chiffre unique	53
1.4.2.	L'abandon des IRAS	53
1.4.3.	La création de nouveaux agrégats	54
2 -	LES NOUVEAUX OUTILS SONT DE NATURE A AMELIORER LA QUALITE DE L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES, MEME SI DES AJUSTEMENTS ET DES REORGANISATIONS SONT A PREVOIR.....	55
2.1.	<i>Des améliorations notables.....</i>	55
2.1.1.	Une assistance à la qualification initiale et à l'indexation des faits constatés	55
2.1.2.	Une visibilité par la hiérarchie.....	55
2.1.3.	Une traçabilité de l'enregistrement	56
2.1.4.	Une alimentation à terme de l'infocentre	56
2.1.5.	La réintégration possible des faits à leur lieu de commission	56
2.1.6.	Les perspectives de la connexion avec les statistiques judiciaires	56
2.2.	<i>Des ajustements à prévoir.....</i>	57
2.2.1.	Supprimer les divergences entre les tables de concordance du LRPPN et du LRPGN.....	57
2.2.2.	Créer en police nationale un processus de validation hiérarchique des enregistrements.....	57
2.2.3.	Livrer les modules de gestion et de « requêtage » local du LRPPN.....	58
2.2.4.	Faire évoluer l'ergonomie des menus déroulants.....	58
2.3.	<i>Des conséquences à tirer en termes de conduite du changement</i>	58
2.3.1.	Le défi de l'acculturation aux nouveaux outils.....	58
2.3.2.	L'importance de la formation.....	59
2.3.3.	La difficile question des gains de productivité	59
3 -	LEUR MISE EN SERVICE DANS LA GENDARMERIE NATIONALE A CEPENDANT CONDUIT A UNE RUPTURE STATISTIQUE AMORCEE EN 2012	60
3.1.	<i>Une rupture statistique confirmée par plusieurs analyses convergentes</i>	60

3.1.1.	Le repérage par l'ONDRP	60
3.1.2.	Les explications de la DGGN.....	61
3.1.3.	La comparaison des données annuelles glissantes de la délinquance en zone gendarmerie et en zone police	63
3.1.4.	L'identification des ruptures statistiques par l'application d'outils statistiques d'analyse des données infra-annuelles.....	69
3.2.	<i>Un « effet PULS@R » multiforme</i>	<i>74</i>
3.2.1.	Une meilleure précision de l'indexation, créant des bascules pertinentes et durables en niveau entre index	74
3.2.2.	Un ordre des index ayant pu créer des déplacements plus factices	75
3.2.3.	Quelques évolutions vraisemblables de périmètres	76
3.2.4.	Des déplacements d'enregistrement dans les index entre contraventions et délits	76
3.2.5.	Un logiciel qui garantit l'enregistrement de la totalité des plaintes	76
3.2.6.	Des effets sur 2012 qui influent sur la comparaison 2012/2011 mais aussi sur la comparaison entre 2013 et 2012.....	77
3.3.	<i>Des effets non liés à l'outil</i>	<i>78</i>
3.3.1.	Des variations notables de la délinquance sur certains index.....	78
3.3.2.	Une forte baisse de certaines IRAS	79
3.3.3.	Une approche différente du pilotage par objectif	80
3.4.	<i>La quantification de l'effet « Puls@r ».....</i>	<i>81</i>
3.4.1.	L'effet mis en évidence par les analyses de la mission	81
3.4.2.	Le poids significatif de ces effets sur la plupart des agrégats de mesure de la délinquance	85
4 -	LA MISE EN SERVICE DU LRPPN PRODUIRA VRAISEMBLABLEMENT DANS LA POLICE NATIONALE UNE RUPTURE DE MEME NATURE DONT L'AMPLEUR QUANTITATIVE NE PEUT ETRE PREDITE.....	86
4.1.	<i>Des statistiques de faible valeur prédictive dans les sites pilotes du déploiement LRPPN.....</i>	<i>86</i>
4.2.	<i>Des précautions à prendre dans la conduite du déploiement au cours des années 2013 et 2014.....</i>	<i>88</i>
5 -	LES ANALYSES COMPARATIVES DE LA DELINQUANCE CONSTATEE AVANT ET APRES 2012 SONT EN PARTIE INVALIDES.....	89
5.1.	<i>La comparaison annuelle 2011/2012 et 2012/2013 des données brutes est invalide pour plus d'un tiers des index de la délinquance.....</i>	<i>89</i>
5.1.1.	Plus du tiers des index et la plupart des agrégats sont touchés par la rupture	89
5.1.2.	Une comparaison des données brutes invalide sur la période 2011/2012 mais également sur 2012/2013.....	89
5.2.	<i>Pour ces index, seul un retraitement statistique fin est susceptible de redonner une fiabilité à ces comparaisons.....</i>	<i>91</i>
5.2.1.	Les travaux sur données individuelles.....	91
5.2.2.	Les travaux sur données mensuelles agrégées par index	92
5.2.3.	Un travail de réropolation devra être réalisé	93
5.3.	<i>Celles-ci bénéficieront le moment venu d'un rapprochement avec les données comparables de l'enquête de victimation</i>	<i>93</i>
5.4.	<i>Une nouvelle rupture statistique se produira vraisemblablement dès 2013 et jusqu'en 2015 du fait du déploiement progressif de LRPPN.....</i>	<i>95</i>
5.4.1.	Par construction LRPPN présente, encore plus que Puls@r, les éléments pouvant conduire à une rupture statistique	95
5.4.2.	... mais qui sera plus étalée dans le temps du fait de la progressivité du déploiement... ..	95
5.4.3.	... créant un risque de confusion des effets entre rupture statistique et évolution véritable de la délinquance.....	96
5.4.4.	... et imposant un travail statistique minutieux utilisant les outils statistiques appropriés... ..	96
5.4.5.	... avec au final un impact sur les données brutes enregistrées qui s'étalera sur les années 2013 à 2015	97
5.5.	<i>Les comparaisons annuelles des données brutes devraient retrouver une fiabilité raisonnable début 2017 sous réserve du respect du calendrier de déploiement</i>	<i>97</i>
5.6.	<i>Les travaux statistiques fins réalisés au cours de la période de déploiement permettront néanmoins de conserver une certaine capacité d'analyse des évolutions de la délinquance.....</i>	<i>97</i>

IIIEME PARTIE LA GOUVERNANCE STATISTIQUE, UNE MISE EN COHERENCE POSSIBLE QUI IMPOSE DES CHOIX D'ORGANISATION 99

1 - LE SYSTEME DE PUBLICATION DES STATISTIQUES DE LA DELINQUANCE CONSTATEE A CONNU DES AMELIORATIONS INDISCUTABLES DEJA SOULIGNEES PAR LA MISSION PARLEMENTAIRE D'INFORMATION	99
1.1. <i>La mise en place en 2004 d'un observatoire indépendant de la délinquance - et désormais de la réponse pénale - doté d'un conseil d'orientation.....</i>	99
1.1.1. Genèse et missions de l'observatoire	99
1.1.2. Fonctionnement de l'observatoire.....	100
1.1.3. La publication par l'ONDRP de bulletins mensuels et annuels d'analyse des données administratives de la délinquance enregistrée	101
1.2. <i>La réalisation sous maîtrise d'œuvre de l'INSEE de l'enquête de victimation.....</i>	102
1.3. <i>Le rassemblement et la mise en regard des différentes sources d'information relatives à la délinquance</i>	103
1.4. <i>L'émergence d'un potentiel d'étude</i>	105
2 - IL EST CEPENDANT JUGE NON CONFORME AUX NORMES FRANÇAISES ET EUROPEENNES DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE.....	106
2.1. <i>Un service statistique public « déconcentré » réunissant l'Insee et les services statistiques ministériels.....</i>	106
2.2. <i>Le service statistique public, le péri-SSP et la notion de statistique publique</i>	108
2.3. <i>Coordination, régulation, contrôle.....</i>	109
2.3.1. La coordination assurée par l'Insee	109
2.3.2. La coordination assurée par le Cnis	110
2.3.3. L'Autorité de la statistique publique : régulation et contrôle	110
2.4. <i>Le péri-SSP et la labellisation des données administratives qu'il produit</i>	112
2.5. <i>Gouvernance de la statistique publique et réglementation en matière de secret statistique</i>	114
3 - UN ARBITRAGE DEVRA DONC ETRE EFFECTUE ENTRE PLUSIEURS SCENARIOS	115
3.1. <i>Les critères des choix à effectuer</i>	115
3.1.1. La finalité opérationnelle de la mesure de la délinquance	115
3.1.2. La conformité aux normes de la statistique publique	116
3.1.3. Les impératifs de la modernisation de l'administration publique.....	116
3.1.4. Les garanties sur l'indépendance maintenue de l'ONDRP dans l'exercice de ses missions	117
3.2. <i>Premier scénario : le statu quo</i>	117
3.3. <i>Deuxième scénario : La création d'un service statistique ministériel de la sécurité intérieure au ministère de l'intérieur distinct de l'ONDRP</i>	118
3.4. <i>Troisième scénario : L'ONDRP devient le service statistique ministériel de mesure de la délinquance au sein même du ministère de l'intérieur</i>	121
3.5. <i>Quatrième scénario : la transformation de l'ONDRP en un service à compétence nationale rattaché au Premier ministre.....</i>	123

INTRODUCTION

Par lettre de mission datée du 18 février 2013 (*cf.* annexe 1), le ministre de l'intérieur a chargé l'inspection générale de l'administration, avec le concours des inspections générales de la police nationale et de la gendarmerie nationale (*cf.* annexe 2), d'une mission sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure. Par ailleurs, il a sollicité, auprès du ministre de l'économie et des finances, l'appui de l'Insee (*cf.* annexe 3).

L'équipe constituée était conduite, pour le ministère de l'intérieur, par Michel ROUZEAU, inspecteur général de l'administration et composée de Jean-Christophe SINTIVE, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration, Christian LOISEAU, inspecteur général de la police nationale, chargé de mission à l'inspection générale de la police nationale, Armand SAVIN, commissaire principal de police et auditeur des technologies de l'information et de la communication à l'IGPN, du colonel Claude LORON, chargé de mission à l'inspection générale de la gendarmerie nationale. L'inspection générale de l'Insee était représentée par Madame Isabelle KABLA-LANGLOIS, inspectrice générale de l'Insee.

Après avoir conduit un grand nombre d'entretiens auprès des administrations et organismes centraux (cabinet du ministre de l'intérieur, direction générale de la police nationale, direction générale de la gendarmerie nationale, préfecture de police, autorité de la statistique publique, observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, Insee, secrétariat général de la défense et de la sécurité nationales) et des services centraux chargés du contrôle et du suivi de l'enregistrement statistique des plaintes, la mission s'est déplacée dans des services territoriaux (commissariats parisiens du 7^{ème} et du 11^{ème} arrondissement, directions départementales de sécurité publique de la Drôme, de la Meurthe-et-Moselle et de la Seine-Maritime, groupements de gendarmerie départementale du Vaucluse et de l'Essonne).

Ces déplacements ont permis à la mission de mieux appréhender l'intégralité de la chaîne territoriale d'enregistrement statistique des plaintes, d'étudier avec les premiers utilisateurs (« plaignants ») les impacts techniques des nouveaux logiciels de rédaction de procédures et d'examiner le rôle des premiers échelons de contrôle à la fois dans la gendarmerie nationale (commandant de brigades territoriales, commandant de compagnie, commandant de brigade départementale de renseignement et d'information judiciaires, commandant de groupement) et dans la police nationale (chef de quart judiciaire, chef du service de sécurité de proximité, chef de la sûreté départementale, directeur départemental de la sécurité publique). La liste des personnes rencontrées par la mission est présentée en annexe 5.

La mission a complété ses entretiens par différents contrôles sur pièces et travaux statistiques. Elle a ainsi contrôlé près de 800 procédures de dégradations délictuelles et contraventionnelles recueillies lors de ses déplacements dans les services (*cf.* annexe 11). Elle a également contrôlé des registres de main-courante de la police nationale (*cf.* annexe 20). Elle a conduit avec l'appui de la direction de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale de l'Insee, une étude sur les statistiques de la délinquance (état 4001) afin de déterminer les éléments de la rupture statistique dans la gendarmerie nationale en 2012 (*cf.* annexes 31, 32, 33). Elle a effectué un premier examen des conséquences statistiques de la mise en place de LRPPN connecté sur les sites pilotes de la police nationale (*cf.* annexe 34). Elle a enfin étudié en détail les divergences des tables de concordance entre les natures d'infraction (Natinf) et les index des deux logiciels de rédaction de procédure (*cf.* annexe 28). Le rapport comprend deux tomes.

Le présent tome comprend trois parties. La première partie, qui examine les modalités du contrôle de l'enregistrement statistique des plaintes dans les forces de sécurité intérieure a été réalisée sans le concours de l'inspection générale de l'Insee. La deuxième partie traite les conséquences statistiques de l'évolution de l'environnement informatique des deux forces de sécurité intérieure dans le domaine de l'enregistrement des plaintes. Enfin la troisième partie, après avoir rappelé les normes françaises et européennes de la statistique publique, examine les avantages et les limites respectifs de plusieurs scénarios de gouvernance envisageables à l'avenir pour organiser la mesure de la délinquance.

Le second tome regroupe les annexes.

IIÈRE PARTIE LE CONTROLE DE L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES, UN PROCESSUS COMPLEXE ET FAIBLEMENT CONTROLE, CE QUI A FACILITE DES DERIVES IMPORTANTES

1 - L'ENREGISTREMENT STATISTIQUE DES PLAINTES N'EST REGI PAR AUCUNE NORME LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE

1.1. LES PRESCRIPTIONS DU CODE DE PROCEDURE PENALE SONT RELATIVES A LA RECEPTION DES PLAINTES, AINSI QU'A LA CENTRALISATION DE LA DOCUMENTATION CRIMINELLE

1.1.1. Les dispositions législatives relatives à la réception et à la transmission des plaintes

Il convient de distinguer la réception et la transmission de la plainte de son enregistrement statistique.

L'enregistrement statistique des plaintes par les policiers ou les gendarmes, distinct de la prise de plainte elle-même, est un acte à finalité purement administrative, qui, même s'il entraîne une première qualification pénale de l'infraction rapportée par le plaignant, n'est pas encadré par le code de procédure pénale.

Le contenu des obligations législatives faites aux services de police et de gendarmerie dans leur relation avec le plaignant est en effet clairement délimité par l'article 15-3 du code de procédure pénale. Aux termes de cet article, « *la police judiciaire est tenue de recevoir les plaintes déposées par les victimes d'infractions à la loi pénale et de les transmettre, le cas échéant, au service ou à l'unité de police judiciaire territorialement compétent* ». Cette injonction, énoncée par le législateur en 2000¹, a été complétée en 2004², dans les termes suivants : « Tout dépôt de plainte fait l'objet d'un procès-verbal et donne lieu à la délivrance immédiate d'un récépissé à la victime. Si elle en fait la demande, une copie du procès-verbal lui est immédiatement remise. »

Les obligations législatives à l'égard du plaignant consistent donc dans la réception de la plainte, la rédaction d'un procès-verbal et la délivrance d'un récépissé de plainte ainsi qu'à la demande du plaignant, d'une copie du procès-verbal, enfin la transmission de la plainte à l'unité d'enquête. Il n'est pas fait mention de l'enregistrement statistique de la plainte dans ces dispositions.

De ces obligations résulte le principe du « guichet unique » en matière de dépôt de plainte, instauré par une circulaire du garde des sceaux, ministre de la justice³ : ce principe consiste à permettre le dépôt d'une plainte dans n'importe quel service de police ou de gendarmerie, quels que soient sa compétence géographique ou le lieu de commission des faits.

Ces obligations législatives ont été rappelées dans le cadre de la charte de l'accueil du public et de l'assistance aux victimes, en vigueur depuis le 15 janvier 2004, complétée en novembre 2007 et affichée dans les unités de police et de gendarmerie. Cette charte énonce, outre les

¹ Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes.

² Loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité.

³ CRIM 00-13 F1 du 4 décembre 2000.

obligations susmentionnées, des règles de comportement quant aux modalités d'accueil des victimes.

1.1.2. Les dispositions réglementaires relatives à la centralisation de la documentation criminelle

L'exploitation des « renseignements relatifs à la criminalité » fait l'objet d'obligations de portée réglementaire énoncées par l'article D8 du Code de procédure pénale, modifié à plusieurs reprises.

Aux termes de cet article, « *les services de police et les unités de gendarmerie adressent aux services relevant de la direction centrale de la police judiciaire ou de la direction centrale de la police aux frontières ou de la sous-direction de la police judiciaire de la direction générale de la gendarmerie nationale les renseignements relatifs à la délinquance et à la criminalité susceptibles d'être exploités dans un but de centralisation, de classification ou de diffusion (avis, fiches, statistiques)* ».

Ces normes relatives à la documentation criminelle ne répondent pas prioritairement à un but statistique d'information du Gouvernement et de l'opinion. Elles sont fondamentalement liées aux missions de la police judiciaire, qui consistent à connaître les phénomènes criminels pour lutter efficacement contre eux, identifier leurs auteurs et les déférer devant la justice.

Le respect de ces dispositions suppose une organisation efficace de l'enregistrement des plaintes dans les services de police et de gendarmerie.

1.2. LEUR ENREGISTREMENT EST REGI PAR DES CIRCULAIRE INTERNES AUX FORCES ET UN GUIDE DE METHODOLOGIE STATISTIQUE

Malgré l'absence de norme législative ou réglementaire régissant directement l'enregistrement statistique des plaintes, la nécessité d'organiser cet enregistrement est apparue très tôt dans les forces de sécurité intérieure.

Une circulaire de 1963⁴ énonçait déjà les directives à respecter dans les polices urbaines « *pour une tenue rationnelle des registres et fichiers, selon une méthode et des procédés identiques* ». La création en 1972 de l'état 4001, destiné à la consignation dans un répertoire de 107 index des faits qualifiés de crimes et délits constatés par les services de police et de gendarmerie, l'automatisation des tâches dans les unités élémentaires de police et de gendarmerie (procès-verbaux criminels et correctionnels, courrier judiciaire) ont progressivement structuré l'enregistrement des plaintes dans les forces de sécurité intérieure.

Chacune des deux forces a été amenée à édicter régulièrement des directives générales ou particulières relatives à l'enregistrement des plaintes, pour préciser les conséquences à tirer de la création de nouvelles infractions dans le code pénal – « enrichissement » législatif ou réglementaire - ou adapter l'organisation des unités à la mise en place de nouveaux outils informatiques d'enregistrement.

⁴ Circulaire SN/PU/N° 3630 du 29 novembre 1963.

Ainsi, la direction centrale de la sécurité publique a diffusé entre 1998 et 2013 à ses services locaux une vingtaine d'instructions plus moins directement liées à la « doctrine de la prise de plainte », pour reprendre la terminologie de sa sous-direction des missions.

Quant à la direction générale de la gendarmerie nationale, elle utilise chaque mise à jour du guide de méthodologie statistique pour apporter des précisions sur l'enregistrement des plaintes à ses groupements ou unités.

Au-delà de ces instructions périodiques, c'est en effet ce guide de méthodologie statistique, commun à la police et à la gendarmerie nationales, qui constitue la référence principale en matière d'enregistrement des plaintes dans les forces de sécurité intérieure. Son objet est cependant limité à l'assistance des services dans l'indexation des faits constatés de délinquance et de criminalité entre les 107 index de l'état 4001.

Elaboré par la direction centrale de la police judiciaire en concertation avec tous les services concernés, le guide de méthodologie statistique a fait l'objet d'une première édition en 1988 et d'une deuxième en 1995. Il est régulièrement mis à jour et a notamment fait l'objet d'importantes précisions méthodologiques diffusées aux services en janvier 2008.

2 - LA COMPLEXITE DU PROCESSUS D'ENREGISTREMENT ENGENDRE DES PRATIQUES VARIABLES DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE, QUI ONT DES EFFETS STATISTIQUES DIRECTS

L'enregistrement des plaintes est un processus particulièrement complexe. Pour chaque plainte recueillie, le guide de méthodologie statistique assigne à des fonctionnaires ou des militaires servant à la base de la pyramide hiérarchique dans les unités élémentaires de police ou de gendarmerie de nombreuses tâches et vérifications telles que :

- l'assurance que les faits constatés entrent dans le champ de la statistique : crimes ou délits commis ou tentés, constatés pour la première fois par les services de police ou de gendarmerie, et consignés dans toute procédure transmise à l'autorité judiciaire ;
- la détermination de l'index correspondant à chaque infraction parmi les 107 index de l'état 4001 ;
- l'application de la règle de comptage statistique propre à l'infraction constatée, en veillant à éviter les doubles comptes ;
- le comptage des faits élucidés, qui va déterminer le calcul du taux d'élucidation par infraction ;
- le comptage des personnes, physiques ou morales, mises en cause ;
- le classement des personnes physiques mises en cause selon leur nationalité, leur âge, leur sexe, leur destination (libre ou écroué) ;
- le comptage des gardes à vue.

Malgré la diffusion du guide de méthodologie, chacune de ces tâches élémentaires est susceptible de donner lieu à une application différenciée dans le temps et dans l'espace. Cette diversité est particulièrement lourde de conséquences lorsqu'il s'agit de délimiter la qualification délictuelle ou contraventionnelle de certaines infractions, mais d'autres variables peuvent également produire des effets significatifs.

2.1. LA QUALIFICATION DELICTUELLE OU CONTRAVENTIONNELLE DE CERTAINES INFRACTIONS EST PEU ENCADREE PAR LES TEXTES ET LA JURISPRUDENCE

« Les contraventions n'entrent pas dans le champ de la statistique ».

Ce rappel du guide de méthodologie statistique est lourd de conséquences, car des volumes considérables d'infractions peuvent ainsi se déplacer, au gré des pratiques d'enregistrement, hors du champ de la statistique de la délinquance si la qualification contraventionnelle est retenue par l'agent chargé d'enregistrer la plainte, ou au contraire lui être réintégrés s'il retient la qualification délictuelle. Or force est de constater que les textes et la jurisprudence ne lui facilitent pas la tâche.

2.1.1. Des textes imprécis ou complexes

2.1.1.1. Le cas des destructions, dégradations ou détériorations de biens appartenant à autrui

Le domaine des dégradations volontaires est particulièrement sujet à des variations spatiales ou temporelles dans la mesure de la délinquance.

L'article 322-1 du code pénal dispose que *« la destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, sauf s'il n'en est résulté qu'un dommage léger »*, l'infraction étant alors réprimée par l'article R635-1 du même code en tant que contravention de 5^e classe.

Le délit peut d'ailleurs être aggravé selon la destination ou la nature du bien dégradé (article 322-2 du code pénal), la pluralité d'auteurs ou la qualité de la victime, ou le lieu de commission (article 322-3).

L'appréciation de la légèreté du dommage, qui conditionne la qualification délictuelle ou contraventionnelle de l'infraction, ne fait pas l'objet d'autre précision.

2.1.1.2. Le cas des violences légères

L'article R625-1 du code pénal dispose que *« les violences volontaires ayant entraîné une incapacité totale du travail d'une durée inférieure ou égale à huit jours sont punies de l'amende prévue pour les contraventions de la 5^e classe »*. Si aucune incapacité totale du travail n'est constatée, les mêmes faits sont qualifiés de contravention de 4^e classe.

Le critère ainsi retenu pour départager les violences délictuelles ou contraventionnelles peut paraître plus précis que dans l'exemple des dégradations, destructions ou détériorations. Toutefois, la qualification redevient délictuelle dès lors que certaines circonstances aggravantes sont réunies, relatives notamment aux liens de parenté entre l'auteur et la victime, à la qualité de la victime, à son âge, à son orientation sexuelle, ou à d'autres critères,

énumérés dans quinze alinéas de l'article 222-13 du code pénal. Ainsi, une moindre attention portée aux circonstances de la commission de l'infraction peut déplacer l'appréciation qui sera portée sur la qualification pénale de l'infraction, et donc sur la prise en compte statistique du fait constaté.

2.1.2. Une jurisprudence difficile à interpréter, des pratiques judiciaires diverses

La jurisprudence définit la notion de « dommage léger » comme une dégradation qui n'atteint pas la substance même du bien qui peut donc être remis en état, ou une dégradation qui n'entraîne que des dégâts minimes⁵. Il en est ainsi du cas d'un véhicule dont les pneus ont été dégonflés ou dont la carrosserie a été éraflée, mais qui reste utilisable.

En matière de « tag », la jurisprudence retient traditionnellement la qualification délictuelle dès lors que l'inscription atteint la substance, la matérialité du bien, ou plus concrètement, que cette inscription s'avère indélébile.

Cette jurisprudence peut constituer une aide à la qualification, mais n'est pas nécessairement connue des services locaux, et ne permet pas toujours de porter une appréciation sur les situations concrètes auxquelles ils sont confrontés.

La mission a constaté que les parquets, parfois interrogés par les directeurs départementaux de sécurité publique ou les commandants de groupement de gendarmerie sur la qualification délictuelle ou contraventionnelle à attribuer aux infractions, adoptent des pratiques différentes selon les ressorts.

Certains procureurs considèrent qu'il ne rentre pas dans leurs attributions de donner des instructions préalables aux services sur la qualification pénale de faits dans le cadre de l'enregistrement des plaintes, a fortiori lorsqu'il s'agit d'une délinquance de masse dont une partie significative ne donnera pas lieu à poursuites. Ces magistrats voient dans l'acte d'enregistrement un processus statistique étranger à leur mission de direction de la police judiciaire. L'intervention du ministère public est éventuellement postérieure à la transmission de la procédure et se fait « au cas par cas », par une requalification de l'infraction. D'autres « parquetiers » édictent à l'intention des services une doctrine, soit par une instruction formelle – par exemple en fixant un montant de dommage au-delà duquel la dégradation devra être considérée comme délictuelle (500 euros dans l'Essonne) –, soit par des indications plus formelles, en annotant par D (délit) ou C (contravention) une liste d'infractions communiquée par un fax du directeur départemental de la sécurité publique (DDSP) valant demande d'instructions. La mission a observé que le procureur de la République de Valence a transmis aux services un mémento pratique permettant de clarifier cette distinction (*cf.* annexe 13).

⁵ Crim. 13 mai 1954 ; Crim. 22 octobre 1958 ; Crim. 22 février 1983.

2.1.3. Des pratiques des forces très différentes

Les pratiques de qualification délictuelle ou contraventionnelle mises en œuvre par les forces de sécurité intérieure aboutissent à des résultats divers, entre les forces et en leur sein.

2.1.3.1. Entre les forces

En sécurité publique (DDSP de métropole), la part des dégradations contraventionnelles, rapportée au total des infractions délictuelles⁶ et contraventionnelles de dégradation, atteignait un ratio de 40,3% en 2011 et 39,3% en 2012. Dans la gendarmerie nationale (groupements de gendarmerie de métropole), le même ratio était double de celui de la sécurité publique : 85% en 2011 et 76% en 2012.⁷

Les pratiques des deux forces sont donc totalement dissemblables, même si ces comparaisons sont à relativiser par les volumes respectifs de faits constatés : 203 504 délits de dégradations en sécurité publique et 46 572 en gendarmerie pour l'année 2012.

2.1.3.2. Au sein des forces

Pour la seule année 2011, le ratio ci-dessus calculé se situait en sécurité publique dans une fourchette allant de 6% (DDSP de Seine-Maritime) à 79% (DDSP de Haute-Corse). En gendarmerie nationale, il variait moins, pour la même année, entre 63% et 93%.

La structure de la délinquance, différente entre la zone police et la zone gendarmerie, et différente entre départements, peut expliquer une partie de ces dissemblances. Elles n'en révèlent pas moins, sur des volumes d'infractions importants, des pratiques d'enregistrement très hétérogènes.

2.1.4. Une marge de manœuvre du personnel d'enregistrement qui est importante

Devant l'imprécision des textes et de la jurisprudence, la diversité des pratiques judiciaires, la marge de manœuvre laissée aux personnels chargés de l'enregistrement est importante. Cette marge de manœuvre peut les conduire non seulement à effectuer des choix d'enregistrement fluctuants au sein d'une même famille d'index, mais aussi entre deux familles d'index différentes.

Ainsi, une tentative de cambriolage pourra se trouver déqualifiée en dégradation légère, si la seule dégradation de la serrure ou de l'alarme de l'appartement du plaignant est prise en considération, aucun vol n'ayant été finalement commis. Une telle déqualification aura pour effet non seulement de minorer les statistiques de la délinquance du ressort, mais produira également si elle se multiplie, une « myopie » opérationnelle quant aux caractéristiques de la délinquance dans le secteur affecté par une telle pratique d'enregistrement.

⁶ Somme des index 66, 67 et 68.

⁷ Cf. annexe 6 : tableau statistique des taux de dégradations délictuelles et contraventionnelles.

2.2. D'AUTRES VARIABLES ONT DES EFFETS STATISTIQUES DIRECTS

2.2.1. La variabilité des unités de compte selon les infractions peut générer des erreurs d'enregistrement

Les unités de comptabilisation prévues par le guide de méthodologie statistique sont au nombre de huit : la victime, la victime entendue, le plaignant, l'auteur de l'acte, l'infraction constatée, la procédure, le véhicule et le chèque (cf. annexe 7).

La mission observe que certaines natures d'infraction - Natinf - (cf. II^{ème} partie, paragraphe 2.1.1.) prises en compte pour qualifier les faits peuvent être parfois associées à plusieurs index. Cette association à plusieurs index est bien évidemment normale. Elle permet à l'enquêteur de choisir l'index correspondant à la fois à la Natinf sélectionnée et à des éléments d'indexation additionnels (victime mineure ou majeure par exemple). Toutefois, il peut arriver que pour une même Natinf, les index proposés aient des unités de compte différentes.

Ainsi, pour les services de police, on utilise 2218⁸ Natinf dont 602 sont associés à plusieurs index de l'état 4001. Parmi ces derniers 362 correspondent à des index dont les unités de compte sont différentes.

La gendarmerie nationale, utilise quant à elle 3596⁹ Natinf dont 364 sont associées à plusieurs index, et parmi ces derniers, 120 ont des unités de comptes différentes.

Le tableau ci-dessous répartit respectivement pour la gendarmerie et la police nationale, le nombre de Natinf existant par regroupement d'unités de comptabilisation observé.

Les unités de comptabilisation	DGGN	DGPN
	Nombre Natinf	Nombre Natinf
Plaignant – chèque	3	
Plaignant – Infraction	1	
Procédure – auteur	9	9
Procédure – chèque	2	2
Procédure – Infraction	1	1
Procédure – Plaignant	60	55
Victime – Infraction	1	1
Victime – Plaignant	6	91
Victime – Procédure	2	22
Victime - Procédure – Plaignant	2	155
Victime - Véhicule - Procédure – Infraction	1	

⁸ Table de référence de la police nationale mise à jour en mai 2013.

⁹ Table de référence de la gendarmerie nationale mise à jour en mai 2013.

Les unités de comptabilisation	DGGN	DGPN
	Nombre Natinf	Nombre Natinf
Victime entendue – Infraction	13	14
Victime entendue - Procédure – Plaignant		1
Victime entendue – Procédure	1	
Victime entendue - Véhicule – Infraction	17	10
Victime entendue - Victime - Procédure - Plaignant - Infraction	1	
Victime entendue - Victime - Procédure - Plaignant - Infraction - auteur		1
Totaux	120	362

Il ressort par exemple de ce tableau (à la ligne n°7) que pour la gendarmerie et pour la police il existe une Natinf qui est associée à des index dont l'unité de compte est soit la « procédure » soit « l'infraction ».

Ainsi, pour la gendarmerie la Natinf « violation de la libre disposition du salaire par l'employeur » - code 3945 - est associée aux index 15, 16, 17, 18 et 19 pour lesquels l'unité de compte est l'infraction et à l'index 107 qui a pour unité de compte la procédure.

Pour la police nationale la Natinf « enlèvement ou séquestration ou prise d'otage en bande organisée » - code 11529 - est associée aux index 8 et 9 dont l'unité de compte est l'infraction et à l'index 10 qui a pour unité de compte la procédure.

2.2.1.1. l'impact du choix de l'index

Ainsi, pour une « escroquerie » (code Natinf 7875) si le gendarme retient l'index 91 "Escroqueries et abus de confiance" qui ne comptabilise que le ou les plaignants, les statistiques seront différentes de celles obtenues avec l'index 89 « Falsifications et usages de chèques volés » qui prend en compte le nombre de chèques volés. Le passage du premier vers le second fera croître le chiffre des faits constatés dans l'hypothèse courante de l'utilisation de plusieurs chèques.

Pour la police l'« Usage de faux en écriture » (code Natinf 1992) est associé aux index 85 « Autres faux en écriture » et 87 « Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales ». Si le premier index est retenu, seule la procédure sera comptée alors que pour le second le nombre de plaignants sera enregistré.

Ces deux exemples démontrent que si le responsable de l'enregistrement ne connaît pas précisément toutes les caractéristiques des index, son choix peut influencer sensiblement sur les statistiques. Ils démontrent également qu'un transfert entre index peut entraîner non seulement un déplacement de la délinquance enregistrée d'un index vers un autre, mais également une baisse ou une hausse de la délinquance enregistrée en raison d'un changement parallèle d'unité de compte.

2.2.1.2. Une comptabilité erronée

Les faits constatés peuvent être en hausse si une même infraction est comptabilisée par plusieurs services. Ainsi, l'infraction d'« emploi par personne morale d'un étranger non muni d'une autorisation de travail salarié » (code Natinf 21456) est prise en compte par la procédure et non par le nombre de travailleurs concernés. Une entreprise de construction immobilière - personne morale - responsable de plusieurs chantiers répartis dans différents départements peut faire l'objet de plusieurs procédures entamées dans chacun des sites où un travailleur n'est pas en règle. Il y aura au niveau national pour cette infraction un chiffre plus important que ce qu'il devrait être.

Par ailleurs, il peut également être tentant de modifier l'unité de compte pour minorer la délinquance constatée. Ainsi, prenons l'exemple de phénomènes sériels comme il s'en produit souvent. Un délinquant dégrade dans une rue, une dizaine de véhicules en leur crevant les 4 pneus et en cassant les vitres. Le guide de méthodologie statistique précise que dans cette situation, il convient de répertorier un fait constaté par plaignant (index 68). Le service saisi devrait donc constater 10 faits. Or, il est possible de ne comptabiliser qu'un seul fait en modifiant l'unité de compte et en prenant ici la procédure. La mission a pu constater que cette pratique, bien que non prévue par le guide, est courante. Elle est d'ailleurs d'autant plus tolérée, que si l'auteur avait incendié les 10 véhicules au lieu de les dégrader, il n'aurait alors fallu comptabiliser qu'un seul fait à l'index 63¹⁰. En effet, pour cet index, l'unité de compte est bien la procédure.

2.2.2. L'appréciation du lieu de commission des infractions est parfois délicate

Selon le principe du « guichet unique », la constatation des faits et l'enregistrement des plaintes ne tiennent pas compte du lieu où a été commis l'infraction. Chaque citoyen peut déposer plainte dans n'importe quel service de police ou de gendarmerie pour un fait commis quel que soit le lieu de commission de l'infraction. Le fait ainsi constaté par le service premier saisi y sera comptabilisé. Cela a un effet sensible sur les chiffres enregistrés par des services situés au cœur de pôles d'activité importants. En effet, les plaignants s'y rendent plus facilement lors d'une pause sur leur lieu de travail.

Cette situation est observée sur le site de la Défense (92) dont plus de 25% des faits enregistrés ne sont pas commis sur place, ce qui a imposé la mise en place d'une structure d'accueil adaptée.

De même, la brigade de gendarmerie de Gif-sur-Yvette a vu le nombre des plaintes croître en raison de sa position à l'extrémité de la ligne du RER B. Les franciliens avant d'aller ou en rentrant du travail profitent de la proximité de la brigade pour y déposer plainte pour des événements n'ayant pas eu lieu dans la ville, ni parfois même dans le département.

Lorsque l'infraction signalée est commise par Internet, il est difficile de préciser le lieu de la commission de l'infraction. Le ou les auteurs peuvent agir depuis un ou plusieurs cybercafés et se connecter à des fournisseurs d'accès dont les serveurs sont installés à l'étranger. Le dépôt de plainte prendra en considération le lieu d'habitation de la victime en précisant que le mode opératoire est « Internet ».

¹⁰ Index 63 : Incendies volontaires de biens privés.

Pour les faits déclarés dans un moyen de transport public tel que le train ou l'avion, la règle d'enregistrement stipule qu'ils doivent être localisés sur le point d'arrivée du trajet. Cette disposition sera maintenue même si le plaignant se rend compte pendant le déplacement de l'évènement.

Enfin les plaintes déposées pour des faits commis à l'étranger sont localisés précisément sur le lieu où ils ont été commis. En revanche, par rapport aux statistiques nationales de la délinquance, tous les faits localisés hors de France ne sont pas pris en compte. En conséquence, le vol d'un portefeuille déclaré dans le train de Lyon et Turin, sera localisé en Italie et ne sera donc pas enregistré dans les statistiques, même si la victime s'en est aperçue avant de passer la frontière.

2.2.3. Le délai d'enregistrement influe sur la qualité de celui-ci et sur la fiabilité des statistiques

2.2.3.1. Les pratiques constatées dans la police nationale

Dans les services de police, la plupart des plaintes sont actuellement centralisées en format papier et en trois exemplaires par l'unité de liaison, d'information et de synthèse (ULIS) de la DDSP pour être d'une part contrôlées et attribuées aux différents pôles d'enquête puis d'autre part, enregistrées dans le système de traitement des infractions constatées et des faits constatés et élucidés (STIC-FCE).

L'absence du personnel chargé de l'enregistrement

L'équipe chargée de l'enregistrement des plaintes est composée de secrétaires et d'adjoints administratifs. Son effectif est de l'ordre d'une dizaine de personnes au plus pour les gros services et de deux à cinq pour ceux de taille moyenne. Pendant les congés d'été, l'absence d'une ou deux personnes peut allonger les délais de saisie et avoir pour effet de reporter sur le mois suivant les derniers faits constatés.

En outre, le cycle de travail de l'équipe étant hebdomadaire (du lundi au vendredi), si le mois se termine par un dimanche, les faits constatés lors des trois derniers jours sont généralement reportés.

Un outil d'enregistrement vétuste

En dehors de la préfecture de police qui exploite l'application Omega, l'enregistrement des plaintes est réalisé par le biais de l'application Odyssée. Ces deux applications développées dans un environnement DOS présentent une grande vétusté et leur fiabilité reste relative. En attendant le déploiement du nouveau système d'information et d'investigation (NS2I) associé au logiciel de rédaction des procédures de la police nationale (LRPPN – cf. II^{ème} partie) les utilisateurs veillent à ce que chaque enregistrement soit bien pris en compte sans erreur dans le serveur.

Il arrive que l'outil subisse quelques dysfonctionnements qui retardent également l'enregistrement des faits constatés.

2.2.3.2. Les pratiques constatées dans la gendarmerie nationale

Au sein de la gendarmerie nationale les plaintes associées à la création d'un message d'information statistique (MIS) sont suivies chronologiquement dans un dispositif informatique intégré et font l'objet d'un contrôle hiérarchique (cf. I^{ère} partie, paragraphe 3.1.1.). Tant que le mois n'est pas achevé, même si la plainte et le MIS ont été approuvés par la brigade départementale de recherches et d'investigations judiciaires (BDRIJ), il est toujours possible de corriger le fait constaté en le requalifiant, voire en le supprimant. En revanche lorsque l'échéance est passée il n'est plus possible de revenir sur les statistiques à la baisse car le fait transmis par le MIS est comptabilisé.

De ce fait, les MIS concernant des faits qui imposent une vérification plus approfondie sont comptabilisés avec un délai de quelques jours. Par exemple, une plainte pour agression sexuelle ne sera pas validée immédiatement, afin de vérifier à partir des premiers éléments de l'enquête la réalité des faits. Si celle-ci est déclarée en fin de mois, il est probable qu'elle ne soit enregistrée statistiquement que sur le mois suivant.

3 - LA QUALITE DU CONTROLE LOCAL EST VARIABLE

3.1. L'ORGANISATION DE LA CHAINE DE CONTROLE EST DIFFERENTE ENTRE LA POLICE ET LA GENDARMERIE NATIONALE

Le contrôle de l'enregistrement des plaintes dans les deux institutions s'est construit en fonction des outils informatiques de collecte de cette information et de l'organisation des services dans lesquels la plainte est prise et la procédure rédigée.

3.1.1. Le processus de contrôle au sein de la gendarmerie nationale

Le dispositif de la gendarmerie nationale a été profondément modifié et modernisé avec la mise en œuvre en janvier 2012 du module MIS (message d'information statistique) de la suite logicielle Puls@r de cette arme, et s'appuie sur une circulaire nationale émise à cet effet¹¹.

Ce module permet d'enregistrer les informations statistiques relatives à la mesure de la délinquance selon les prescriptions du guide méthodologique de l'état 4001. Un dispositif d'assistance semi-automatique pour la saisie du message d'information statistique fiabilise l'enregistrement des données.

La création du MIS doit intervenir dès que l'enquêteur dispose des éléments lui permettant d'établir la réalité d'une infraction pénale, qualifiée crime ou délit (hors périmètre routier). Les MIS créés alimentent instantanément la base centrale. Pris en compte après contrôle et validation du commandant d'unité puis de la BDRIJ, ils font l'objet d'un traitement mensuel visant à établir les statistiques de la délinquance.

Ce processus vise à uniformiser les pratiques dans ce domaine et à simplifier le travail d'élaboration de la statistique. Il permet de suivre chaque affaire au fil de son développement, d'éviter les anomalies statistiques et de limiter la marge d'erreurs.

¹¹ Circulaire n°330 000/GEND/MPP du 21 décembre 2011 relative à l'emploi du module MIS de Puls@r.

Puls@r introduit une cohérence entre l'infraction renseignée dans le procès-verbal grâce au logiciel de rédaction de procédures de la gendarmerie (LRPGN) et le champ pénal visé par le suivi statistique de la délinquance. Ainsi, dès lors que l'infraction constitue un crime ou un délit (hors périmètre routier), une action automatisée signale à l'enquêteur qu'il doit créer un « MIS ».

Une fois signalé comme devant être créé, le MIS peut-être établi par tout militaire de l'unité.

L'infraction retenue dans le procès-verbal (code Natinf) établit une correspondance vers un ou plusieurs index.

Puls@r facilite cette indexation, en offrant automatiquement la possibilité :

- soit d'indexer directement le fait ;
- soit de guider l'enquêteur en lui proposant un choix limité d'index.

Le système permet toujours à l'enquêteur de choisir lui-même l'index le plus adapté.

L'unité de compte correspondant à l'index retenu (il peut s'agir de la procédure, des victimes...) s'affiche après la sélection de l'index et conditionne le nombre de faits statistiques enregistrés.

Afin de permettre à l'utilisateur de produire une information statistique correspondant à la réalité des faits constatés, un dispositif de correction est prévu. Toutefois, les contraintes liées aux traitements mensuels de la statistique de la délinquance limitent les possibilités de rectification.

Le commandant d'unité doit s'assurer que toutes les informations statistiques transmises par son unité sont complètes et justes. Il doit donc vérifier chaque MIS généré et le valider.

La BDRIJ doit s'assurer que les informations statistiques transmises par l'ensemble des unités du département sont complètes et justes. Elle doit donc vérifier chaque MIS validé par les commandants d'unités. Les informations statistiques relatives à la délinquance ne sont disponibles sur l'infocentre¹² qu'à l'issue de cette dernière étape.

En cas d'erreur de qualification de l'infraction, le commandant d'unité peut, grâce à la fonction « gestion des Natinf » du module « Registre »¹³ (cf. IIe partie, paragraphe 1.1.1.), modifier le code Natinf figurant dans la base. Il doit ensuite reprendre la procédure de validation du MIS après lui avoir affecté le bon index.

La BDRIJ détient la capacité de supprimer un MIS tant qu'elle ne l'a pas validé dans le système Puls@r. Toute action de la BDRIJ est visible à l'échelon de l'unité élémentaire. Une

¹² D'après l'instruction n°300 000 GEND/MPP du 20 décembre 2011 relative aux principes d'emploi de l'application métier Puls@r, « l'exploitation des données recouvre l'accès à des informations sélectionnées et leur mise en forme pour en faciliter l'analyse. Pour cela, des applications informatiques de type « infocentre » mettent à disposition des utilisateurs des informations saisies et validées au plus tard la veille du jour de consultation :

-« infocentre XI » utilisé par l'échelon central et jusqu'au niveau groupement,

-« infocentre Birt » version simplifiée, adaptée aux besoins moins diversifiés des formations et unités élémentaires. »

¹³ D'après la circulaire n°320 000 GEND/MPP du 20 décembre 2011 relative à l'emploi du module « Registre » de Puls@r, « le module « Registre » de Puls@r permet de numéroter tout document officiel à l'arrivée ou au départ de l'unité ».

fois validé et donc intégré sur Infocentre, le MIS ne peut plus être supprimé. Seuls certains compléments peuvent encore lui être apportés.

Le commandant de groupement de gendarmerie départementale est responsable de la qualité des informations statistiques se rapportant à l'action de la gendarmerie dans son département, y compris celles des formations spécialisées qui y sont implantées. À ce titre, il portera une attention particulière à l'évolution des volumes de MIS selon leurs statuts, « en cours de création », « générés », « validés unité élémentaire – UE », « validés BDRIJ » et « clôturés » (cf. annexe 8). Il s'assurera en outre de la cohérence de ces données avec la délinquance constatée sur sa circonscription.

Le bureau du contrôle de gestion, de l'évaluation et de la performance (BCGEP) de la direction générale de la gendarmerie nationale possède la capacité d'écarter un MIS entaché d'erreur lors des traitements centraux. Cette non prise en compte dans les traitements est définitive. Elle doit être motivée notamment par l'importance de l'erreur signalée. La BDRIJ et l'unité d'origine du MIS concerné en sont informées.

3.1.2. Le processus de contrôle au sein de la police nationale

Le dispositif de contrôle de l'enregistrement des plaintes par la hiérarchie locale n'est pas défini précisément par une directive organique nationale.

Chaque circonscription a adapté son service afin de faire face au volume des plaintes qu'elle traite au quotidien. Même si les différents services n'ont pas toujours les mêmes prérogatives ni les mêmes appellations, on peut néanmoins définir un schéma de l'enregistrement des procédures sensiblement identique dans tous les départements¹⁴.

Ce sont des « plaignants », généralement agent de police judiciaire (APJ), qui enregistrent les procédures grâce à l'outil LRPPN version 2.3 déployé récemment sur l'ensemble des sites de la DCSP et de la préfecture de police. Comme pour le LRPGN, il existe une aide qui permet au fonctionnaire de qualifier l'infraction à l'aide des codes Natinf (nature d'infraction). Quelle que soit l'organisation retenue, il y a toujours deux relectures de la procédure par les échelons hiérarchiques afin de s'assurer de l'exactitude de la qualification. A partir de ce moment, la procédure papier arrive la plupart du temps à la sûreté départementale (SD) afin d'y être indexée au sens de l'état 4001.

Le chef de la SD ou son adjoint est alors chargé d'indexer les procédures à partir de la qualification donnée par le service des plaintes. Ces personnels reprennent parfois la qualification si celle-ci s'avère erronée et transmettent la procédure papier, indexée au sens du 4001, au personnel administratif de l'unité de liaison et d'information et de synthèse (ULIS), chargé cette fois-ci de transcrire dans l'outil STIC-FCE (système de traitement des infractions constatées – faits constatés et élucidés) - pour la DCSP - ou Oméga - pour la préfecture de police - cette indexation.

A partir de cette étape l'enregistrement statistique est validé et aucun organisme central ne peut par la suite modifier les enregistrements.

¹⁴ Cf. annexe 9 et 10 : architectures actuelle et future de la chaîne d'enregistrement statistique en police nationale.

3.2. LA GENDARMERIE NATIONALE : DES CAS AVÉRÉS DE MECONNAISSANCE DES RÈGLES D'ENREGISTREMENT

La mission a procédé à l'analyse d'un échantillon de plaintes enregistrées dans le ressort des groupements de gendarmerie départementale de l'Essonne et du Vaucluse (cf. annexe 11).

Le groupement de l'Essonne a fourni la copie de 213 procédures portant sur des faits de dégradations contraventionnelles ou délictuelles. Les unités du groupement ont ainsi relevé 169 contraventions et 49 délits¹⁵. La mission a analysé l'ensemble des pièces de procédure. Elle relève pour sa part 78 contraventions, 130 délits éligibles à l'état 4001 et 9 délits de fuite¹⁵.

Pour le groupement du Vaucluse, sur les 160 procédures transmises à la mission, la qualification initiale choisie par les unités aboutissait à 88 contraventions et 72 délits. La mission relève, quant à elle, 56 contraventions, 92 délits éligibles à l'état 4001 et 12 délits de fuite.

La qualité des procédures et des constatations s'avère bien supérieure dans le Vaucluse. Elle influe directement sur l'indexation qui s'avère également de meilleure qualité dans ce groupement.

La mission note ainsi que dans l'Essonne, la faiblesse de certaines constatations et notamment l'absence de déplacement sur les lieux des faits dénoncés par les victimes, l'absence de constatation de police technique et scientifique et le manque de témoignages laisse le flou planer sur les faits eux mêmes et donc sur leur indexation.

Il est à noter cependant que le parquet d'Evry a donné des directives afin, par exemple, de ne considérer aucune dégradation comme délictuelle en-deçà de 500 € de dommages. Aucune directive particulière n'est donnée dans le Vaucluse.

La mission relève ainsi pour l'ensemble des procédures examinées les pratiques suivantes:

- l'omission régulière des circonstances aggravantes pour les dégradations (tags, escalade, effractions, en réunion, biens publics, ...), ce qui a pour conséquence de les enregistrer comme des contraventions de 5^{ème} classe et non comme des délits ;
- l'enregistrement comme dégradations légères (contraventions de 5^{ème} classe), de dégradations importantes dont les montants sont très supérieurs à 500€ ;
- l'enregistrement comme dégradations légères, principalement dans l'Essonne, de dégradations, avec l'aide d'outils, d'ouvertures de type fenêtres, portes fenêtres, portes d'entrée, ou serrures alors que bien souvent il s'agit de tentatives de cambriolage ;
- l'enregistrement comme dégradations légères des dégradations de serrures ou de vitres de véhicule alors qu'il s'agit bien souvent de tentatives de vol à la roulotte ;
- l'enregistrement comme dégradations légères de dégradations de « neiman » de véhicules alors qu'il s'agit bien souvent de tentatives de vols de véhicule ;
- l'enregistrement de dégradations légères en lieu et place de délits de fuite.

¹⁵ Il peut bien évidemment y avoir plusieurs faits pour chaque procédure, ce qui explique que le total des contraventions et de délits relevés par les unités et par la mission s'avère supérieur au nombre de procédures examinées.

Quelques exemples de procédures mal qualifiées sont proposés en annexe 12.

Au bilan, pour les 373 procédures examinées, alors que les unités de gendarmerie avaient enregistré 69% de contraventions (257/373), la mission n'en a relevé que 36% (134/373). Les délits éligibles à l'état 4001 sont passés après examen par la mission de 121 à 222, soit une augmentation de 83%.

3.3. LA POLICE NATIONALE : UNE INTERVENTION DE LA HIERARCHIE SUJETTE PARFOIS A CAUTION

La mission a procédé, comme en gendarmerie, à l'analyse de plaintes enregistrées dans les ressorts des directions départementales de sécurité publique de la Drôme et de la Seine-Maritime.

La circonscription de Valence a fourni la copie de 203 procédures portant sur des faits de dégradations contraventionnelles (99, classés en code Q) et délictuelles au sens de l'index 4001 (104). Après analyse, la mission a pour sa part relevé 20 contraventions, 180 délits, 3 délits de fuite et une procédure purement administrative.

La circonscription de Rouen a pour sa part fourni 173 procédures dont 98 étaient classées en code Q (contraventionnelles) et 75 délictuelles. La mission relève 77 contraventions, 91 délits et 4 délits de fuite.

Ces deux circonscriptions avaient été « choisies » en raison de leur pourcentage de dégradations par rapport à la délinquance générale (cf. I^{ère} partie, paragraphe 2.1.3.2 et annexe 6) qui est de 6,7% pour la Drôme donc très en dessous de la moyenne nationale qui s'établit à 11,5%, et de 16,7% pour la Seine-Maritime. On retrouve ces caractéristiques dans les échantillons de plaintes analysées. La qualité des procédures et les actes d'investigation s'avèrent de meilleure facture au sein de la DDSP de la Seine-Maritime.

Il est cependant à noter que la directive du procureur de la République déjà évoquée (cf. annexe 13) encadre beaucoup l'indexation, ce qui influe manifestement sur les statistiques. Ainsi parmi les procédures examinées, la mission relève les pratiques suivantes :

- l'enregistrement comme dégradations légères, principalement dans la Drôme, de tous les faits liés à l'automobile, occultant ainsi les tentatives de vols à la roulotte, voire certaines tentatives de vol de véhicule ;
- l'enregistrement comme dégradations légères de certains délits de fuite ;
- l'enregistrement comme dégradations légères, notamment dans la Drôme, de dégradations de serrure, d'ouverture de type portes et portes-fenêtres alors qu'il pourrait s'agir dans bien des cas de tentatives de cambriolages ;
- l'enregistrement comme dégradations légères de dégradations importantes dont les montants s'avèrent importants.

Au bilan, pour les 376 procédures examinées, alors que les unités de la police nationale avaient enregistrées 52% de contraventions (197/376), la mission n'en a relevé que 25% (97/376). Les délits éligibles à l'état 4001 sont passés après examen de la mission de 179 à 271 soit une augmentation de 52%.

4 - LES AUTORITES CENTRALES S'ABSTIENNENT DE CONTROLER LA QUALITE DE L'ENREGISTREMENT PAR LES SERVICES LOCAUX OU DE DONNER SUITE AUX CONTROLES

La mission a clairement établi que dans la mise en œuvre concrète des schémas d'organisation précédemment décrits, la conformité des pratiques d'enregistrement des plaintes ne fait pas partie des priorités du contrôle exercé par les directions sur leurs services locaux, ou à tout le moins que cette priorité s'est fortement affaiblie au fil du temps.

4.1. LA FAIBLESSE DU CONTROLE EXERCE PAR LES DIRECTIONS OU DE SES SUITES

4.1.1. La direction centrale de la sécurité publique : une prise en compte dans les audits, non suivie d'effets

4.1.1.1. Les missions d'assistance conseil

La DCSP s'est dotée d'une cellule de coordination des audits (CCA), placée sous l'autorité directe du directeur central, et dont la mission a rencontré le responsable.

La CCA a systématisé depuis 2008 des « audits » de prise de fonctions, qui constituent en fait, selon la terminologie en usage dans le service, des « missions d'assistance conseil » - et non de « contrôle » - auprès du nouveau directeur départemental de la sécurité publique ou du nouveau chef de circonscription de sécurité publique (CSP) lorsqu'il prend ses fonctions. Ces missions ne sont donc pas impromptues, sauf exception, par exemple à la demande d'un préfet. Elles ont été développées parallèlement au désengagement de l'IGPN (cf. 1^{ère} partie, paragraphe 4.2.2.).

La mission a consulté les rapports des « missions d'assistance conseil » réalisées par les équipes de la CCA au cours de l'année 2012, soit 26 missions en DDSP et 29 en CSP. Des extraits de certains d'entre eux, significatifs en ce qui concerne le contrôle de l'enregistrement des plaintes, sont joints en annexe au rapport¹⁶.

La mission a noté que la plupart des rapports d'audit contiennent une analyse chiffrée de la « fiabilité des indicateurs », et notamment de deux indicateurs essentiels pour mesurer la qualité de l'enregistrement des plaintes, qui sont respectivement :

- le taux de « code Q » pour les dégradations, mesurant la part des dégradations contraventionnelles dans le total des dégradations (cf. 1^{ère} partie, paragraphe 2.1.3.) ;
- et le taux de « code K », mesurant la part de déclarations d'utilisateurs enregistrées dans la main courante informatisée (MCI) mais revêtant un caractère pénal, et qui auraient donc du normalement faire l'objet d'une prise de plainte suivie d'un enregistrement comme délit ou comme contravention.

Les rapporteurs des audits du CCA n'hésitent pas à relever le caractère anormal des taux de code Q et code K ainsi relevés par rapport aux valeurs considérées comme normales.

¹⁶ Cf. Annexe 14 Extraits d'audits conduits par la CCA.

4.1.1.2. Les limites de la méthode

Ces constats sont cependant limités dans leur intérêt et dans leurs effets par trois facteurs :

- tout d'abord, la CCA ne dispose pas au profit de ses « auditeurs » d'un guide méthodologique des missions d'assistance-conseil qui se référerait notamment à des seuils permettant d'apprécier objectivement la signification des indicateurs mesurés. Il a toutefois été indiqué à la mission qu'un tel guide est en cours d'élaboration ;
- les « lettres de restitution » adressées au responsable local à l'issue de la mission ne mentionnent pas systématiquement les constats effectués quant à la qualité de l'enregistrement des plaintes ;
- ensuite et surtout, aucune synthèse annuelle des rapports de mission n'est réalisée sur la qualité de l'enregistrement des plaintes, contrairement à ce qui est pratiqué pour d'autres points de contrôle considérés, à juste titre d'ailleurs, comme des « risques majeurs » : protection des scellés, conditions de conservation des armes, prévention des risques.

On peut donc considérer que les pratiques d'enregistrement des plaintes sont observées, mesurées, comparées, voire critiquées, mais qu'aucun suivi global de cette fonction n'est assuré au niveau de la direction centrale.

4.1.2. La direction générale de la gendarmerie nationale : une absence de contrôle systématique

La DGGN dispose d'une mission de pilotage de la performance (MPP), placée directement sous l'autorité du directeur général. La mission a rencontré les responsables de ce service, chargé du contrôle de gestion et de l'appui à la performance.

La MPP n'effectue pas de contrôle sur place des groupements et unités, elle n'« inspecte pas », selon les termes de son responsable. Elle n'effectue, en ce qui concerne les pratiques d'enregistrement des plaintes, aucun audit de conformité ou de qualité. Toutefois, elle peut être amenée, au vu de l'évolution de certains indicateurs, par exemple le nombre de MIS stockés et non validés, à adresser des observations au service concerné en lui demandant de rectifier une anomalie.

4.1.3. La préfecture de police : l'absence totale de contrôle jusqu'à une période récente

La mission a rencontré les responsables de la Direction de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP) qui, jusqu'à une période très récente, n'effectuait aucun contrôle organisé de la qualité de l'enregistrement des plaintes dans les commissariats parisiens.

Ont été également auditionnés les responsables du service régional de documentation criminelle (SRDC), doté d'un effectif important (une centaine d'agents) dont la mission principale s'avère extérieure au champ de la mission. Elle consiste en effet à vérifier la correcte application de l'alinéa 4 de l'article 6 de la loi du 6 février 1978 qui dispose : « *les*

données qui figurent dans un traitement de données à caractère personnel sont exactes, complètes et si possible mises à jour ; les mesures appropriées doivent être prises pour que les données inexactes ou incomplètes au regard de la finalité pour lesquelles elles sont collectées ou traitées soient effacées ou corrigées ». Il s'agit donc de vérifier la mise à jour des données individuelles dans le STIC.

4.2. L'ABSENCE OU LE RETRAIT DES INSPECTIONS TECHNIQUES

Les inspections générales de la police nationale (IGPN), de la gendarmerie nationale, (IGGN), des services (IGS - Préfecture de police) se sont totalement désintéressées, ou désengagées, dans les dernières années, du contrôle de la qualité de l'enregistrement des plaintes.

4.2.1. Un contrôle inopiné des conditions d'accueil qui ne couvre pas les pratiques d'enregistrement

Les conditions d'accueil des plaignants dans les services de police et les unités de gendarmerie font l'objet de contrôles inopinés et anonymes par les inspections générales de la police et de la gendarmerie nationales. Un rapport annuel est élaboré par ces deux services de contrôle.

La mission a pris connaissance du rapport de février 2013 sur la qualité de l'accueil dans les unités de gendarmerie en 2012¹⁷. L'essentiel des considérations de ce rapport porte sur la signalétique, les horaires d'ouverture, la qualité des infrastructures, l'adaptation des locaux à l'accueil des usagers, l'accès des personnes à mobilité réduite, l'affichage de la charte d'accueil, les délais d'attente. Par ailleurs, un questionnaire a été adressé par les enquêteurs de l'IGGN à 354 victimes, dont 4% ont déclaré n'avoir reçu ni copie de la plainte, ni récépissé de dépôt de plainte à l'occasion du dépôt de leur plainte. Il s'agit bien ici de vérifier le strict respect des exigences du code de procédure pénale, et non de contrôler l'enregistrement des plaintes à la suite de leur dépôt.

Un bilan des contrôles inopinés effectués en 2011 dans 144 services de police a été réalisé par l'IGPN. Dans ce rapport, les conditions d'accueil du public, de prise en charge des victimes et de rétention des personnes font l'objet d'une exploitation informatisée et d'une analyse conduisant au classement « vert », « orange » ou « rouge » des services contrôlés. Des cas de difficulté à déposer plainte ou de refus de plainte sont signalés, mais marginaux (1 à 2% des cas examinés) et ayant lieu « le week-end, en dehors des heures ouvrables et en cas de forte affluence ». Mais il ne s'agit pas plus de contrôler l'enregistrement des plaintes que dans le rapport de l'IGGN.

4.2.2. L'IGPN : des contrôles abandonnés depuis quelques années

Il a été indiqué à la mission que le bureau « analyse et méthodes » de l'IGPN réalisait jusqu'à 2008 des audits portant notamment sur la qualité de l'enregistrement des plaintes, que ce service a abandonnés. La raison avancée, argumentée par les conclusions d'un audit de la Cour des comptes, était que de tels « audits métiers » relevaient plutôt de la direction centrale et ont d'ailleurs été repris par la CCA (cf. I^{ère} partie, paragraphe 4.1.1).

¹⁷ Cf. annexe 15 : extraits du rapport de l'IGGN sur la qualité de l'accueil.

La mission a cependant compris, à travers les propos de ses interlocuteurs, que la véritable raison de cet abandon du contrôle de l'enregistrement par l'IGPN était l'absence de priorité donnée à ce contrôle au niveau supérieur, voire même le constat qu'il allait à l'encontre du pilotage par objectif des statistiques de la délinquance, sur lequel on reviendra plus loin (cf. 1ère partie, paragraphe 5.1).

4.2.3. L'IGGN et l'IGS : un domaine non contrôlé

Il a été indiqué à la mission que l'IGGN ne contrôle pas la qualité de l'enregistrement des plaintes, ni avant ni depuis la mise en place d'un pilotage par objectif des statistiques de la délinquance.

Le même constat peut être fait jusqu'à une période très récente, pour l'IGS de la Préfecture de police, service essentiellement dédié à des missions disciplinaires et qui ne possédait aucune culture de l'audit, comme la Cour des comptes l'avait relevé en juillet 2010. L'IGS n'effectuait même pas de contrôle inopiné des conditions d'accueil, ceux-ci étant à l'époque réalisés par la Direction de la police urbaine de proximité (DPUP – devenue DPSPAP après la création de la police d'agglomération parisienne).

4.3. LA NECESSITE D'INSTAURER UN CONTROLE DE L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES ET D'ASSURER SON SUIVI

La mission recommande que le contrôle de la qualité de l'enregistrement des plaintes soit mis en place et organisé dans la police et la gendarmerie nationales.

Ce contrôle doit être effectué à un triple niveau.

Le premier niveau de contrôle relève des responsables départementaux, qui doivent compléter les vérifications techniques relevant de leur service départemental d'investigation (SD ou BDRIJ) par un investissement personnel régulier. Au moment de leur prise de fonction et par sondages réguliers, le directeur départemental et le commandant de groupement de gendarmerie doivent ainsi s'assurer personnellement, par l'examen d'échantillons de plaintes, de la fiabilité de la chaîne d'enregistrement. Le déploiement de logiciels de rédaction de procédures, qui permettra une fiabilisation accrue de cette chaîne, ne saurait affranchir les chefs de service de cette responsabilité importante qui a trop souvent été perdue de vue.

Le deuxième niveau de contrôle relève des directions centrales. La Direction générale de la gendarmerie nationale doit mettre en place un véritable contrôle central de la chaîne d'enregistrement, par des audits internes périodiques. La DGPN doit s'assurer que les « missions d'assistance conseil » pratiquées par la DCSP donnent lieu à une synthèse, une exploitation et des suites effectives. Elle doit étendre ces vérifications aux services territoriaux des autres directions centrales de police, même si la prise de plainte y constitue une activité plus marginale.

Enfin, les inspections générales de la police et de la gendarmerie nationales doivent assurer le troisième niveau de contrôle, qui consiste d'une part à examiner la fiabilité du contrôle de deuxième niveau (rapports annuels de synthèse des directions générales) et d'autre part à faire de même, à l'occasion de leurs déplacements dans les services et unités, pour le contrôle de premier niveau.

Recommandation n°1 : Instaurer un contrôle de l'enregistrement des plaintes et assurer son suivi dans la police et la gendarmerie nationales.

5 - DES DERIVES SIGNIFICATIVES SE SONT AINSI DEVELOPPEES

5.1. LES OBJECTIFS QUANTITATIFS DE BAISSSE DE LA DELINQUANCE ONT DENATURE L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES

Tous les interlocuteurs, centraux et locaux, rencontrés par la mission, lui ont signalé que les objectifs quantitatifs de baisse de la délinquance, fixés aux services de police et de gendarmerie dans les dernières années, avaient dénaturé l'enregistrement des plaintes dans les services.

La référence à un objectif de baisse de la délinquance générale (« chiffre unique ») s'est certes estompée pour être remplacée en 2010¹⁸ par une référence plus sélective aux trois agrégats permanents de l'ONDRP : atteintes aux biens (AAB), atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) et escroqueries et infractions économiques et financières (EEIF), ainsi qu'à des indicateurs ciblés d'évolution de la délinquance portant sur certaines infractions telles que les cambriolages, les violences crapuleuses ou les violences intrafamiliales.

Néanmoins, la pression exercée sur l'obtention de résultats quantitatifs, se traduisant par des réunions regroupant au ministère de l'intérieur les responsables départementaux de la sécurité des départements ayant obtenu les moins bons – ou les meilleurs – résultats, a eu pour résultat :

- de faire passer au second plan la nécessité d'une indexation orthodoxe des faits constatés ;
- voire de reporter ou de négliger l'enregistrement de certains faits constatés ;
- en passant par des pratiques intermédiaires consistant à minorer les index « en agrégat » et majorer les index « hors agrégat », ainsi qu'à déqualifier les délits en contraventions.

Le résultat de ces pratiques a été double : il a réduit la fiabilité des statistiques et leur intérêt opérationnel pour les chefs de services.

5.1.1. La fiabilité des statistiques est restée étrangère aux préoccupations des services

L'obtention de statistiques fiables passe par la qualité des outils d'enregistrement et de collecte mais réside aussi dans la priorité donnée par les services centraux à la qualité de l'enregistrement et l'intérêt des services locaux à renforcer cette qualité.

Aucun de ces deux critères n'a été réuni au cours des dernières années. Les responsables centraux alors en fonction ont indiqué à la mission avoir limité leur contrôle à l'émission d'alertes ciblées en direction des chefs de services dont les pratiques leur paraissaient dériver excessivement. Certains responsables locaux ayant pris leurs fonctions dans des services où

¹⁸ Circulaire IOCK 10043 30 J du 12 février 2010 relative aux nouveaux outils statistiques de la délinquance et de l'activité des services dans la lutte contre l'insécurité.

ces dérives s'étaient antérieurement développées ont pris sur eux de pratiquer des contrôles par sondages et de restaurer des pratiques d'enregistrement plus orthodoxes, en l'absence de directives nationales à cet égard.

5.1.2. Ces statistiques ont perdu leur intérêt opérationnel pour les chefs de services

L'intérêt local d'une mesure fiable de la délinquance est d'orienter l'action des chefs de service dans la lutte contre la délinquance, par une analyse géographique et temporelle de celle-ci.

Dès lors que les pratiques d'enregistrement des faits constatés sont orientées en partie par la recherche de résultats correspondant aux objectifs assignés plus que par la volonté de refléter exactement la situation locale, la statistique perd son intérêt opérationnel dans la mesure où elle prive les responsables départementaux d'un outil de pilotage de l'activité de leurs services.

C'est ce que tous les chefs de services rencontrés par la mission lui ont indiqué.

5.2. DES DIRECTIVES CENTRALES ONT PRODUIT DES « A COUPS » DANS L'ENREGISTREMENT DES FAITS CONSTATES

5.2.1. Les effets des directives de la DCSP relatives à la prise en compte des dégradations

L'enregistrement des dégradations dans les services de sécurité publique était gouverné depuis 1991 par la note dite « Broussard » du nom de son signataire¹⁹, note qui prescrivait l'enregistrement délictuel des dégradations « même si elles doivent faire l'objet par la suite d'une déqualification pénale par le Parquet ».

Du fait d'une déclinaison uniforme et généralisée de ce principe, la part des dégradations recensées (index 66 à 68) par rapport à l'ensemble des faits constatés est restée relativement stable (de 16 à 17%) entre 1999 et 2005.

Dans le courant de l'année 2006, deux notes vont successivement contribuer à rompre cet équilibre :

- une première note de février 2006²⁰ a invité les responsables territoriaux de sécurité publique à se rapprocher des parquets « *pour tous besoins de clarification pouvant survenir quant à l'aspect délictuel de certaines infractions* », l'autorité judiciaire étant présumée apporter une « *aide à toute levée de doute* » ;
- une deuxième note de décembre 2006²¹, sans préciser si elle remplaçait les dispositions précédentes, a établi une règle nouvelle selon laquelle « *la qualification pénale des destructions, dégradations et détériorations délictuelles ou*

¹⁹ Note DCPU/CM n° 006865 du 30 mai 1991 – cf. annexe 16.

²⁰ Note DCSP/SD-MP/DUAJ n° 0034 du 13 février 2006 – cf. annexe 17.

²¹ Note DCSP/SD-MP/DUAJ n° 00197 du 19 décembre 2006 - cf. annexe 17.

contraventionnelles pourra être ajustée en fonction de la nature et de l'importance des faits, dûment établies par l'enquêteur ».

Or force est de constater que la part des dégradations délictuelles dans la délinquance générale, qui représentait comme on l'a vu 16 à 17% depuis 1999, a chuté chaque année pour s'établir à 11,76% en 2011, ce qui représente une baisse d'environ 130 000 faits.

La mission recommande que les effets statistiques massifs d'une variation des pratiques d'enregistrement délictuel ou contraventionnel des dégradations soient évités à l'avenir. A cet effet, il convient de regrouper les statistiques contraventionnelles et délictuelles des dégradations.

Recommandation n°2 : Intégrer dans l'agrégat des atteintes aux biens (AAB) les dégradations contraventionnelles.

5.2.2. Les effets des directives de la DGGN sur le déstockage des messages d'information statistique (MIS)

Les unités de la gendarmerie nationale produisent un message d'information statistique (MIS) pour chaque fait délictuel constaté. La validation de ce MIS par la hiérarchie entraîne la comptabilisation statistique du fait ainsi constaté.

Le « stockage » dans les services de MIS non validés pour vérification, ou pour d'autres raisons - surcharge de travail, souhait éventuel de minorer les chiffres de la période concernée - entraîne donc un effet de report statistique qui fausse la mesure temporelle de la délinquance.

A contrario, l'envoi par la DGGN de messages visant à déstocker les MIS en cours de validation, vertueux dans son principe, est de nature à gonfler artificiellement les chiffres mensuels qui suivent l'envoi du télégramme, notamment en fin d'année.

5.2.3. Les directives de politique pénale du Ministère de la justice : l'exemple des escroqueries économiques et financières

Depuis la loi « *sécurité quotidienne* » du 15 novembre 2001, la responsabilité du titulaire d'une carte de crédit n'est pas engagée si la carte a été contrefaite ou si le paiement contesté a été effectué frauduleusement, à distance, sans utilisation physique de la carte, conformément aux dispositions de l'article L133-24 du code monétaire et financier.

En conséquence, la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice a prescrit aux procureurs généraux²² d'« *informer de leurs droits les nombreuses personnes qui déposent plainte sans avoir préalablement effectué de démarches auprès de leur banque pour bénéficier du remboursement prévu par la loi, ou qui sont dans la pratique fortement incitées à le faire par leur banque alors que ce remboursement est indépendant du dépôt de la plainte* ». Cette instruction a été relayée par la DCSP²³.

²² Dépêche 06 F 1250 C1 du 2 août 2011 – cf. annexe 18.

²³ Note DCSP du 1^{er} septembre 2012 – cf. annexe 19.

Il en est résulté la généralisation d'une pratique consistant à décourager les usagers de telles infractions de déposer plainte, en se limitant à porter à leur connaissance les dispositions du code monétaire et financier, ce qui a été relevé par l'ONDRP comme une pratique ayant pour effet de baisser artificiellement les chiffres de l'agrégat des escroqueries et infractions économiques et financières.

Dans son intervention lors de la conférence de presse du 18 janvier 2013 consacrée au bilan et aux perspectives de la politique de sécurité 2012-2013, le ministre de l'intérieur a donc indiqué vouloir se rapprocher de sa collègue garde des sceaux, ministre de la justice, afin d'obtenir « *que les Français puissent, de nouveau, porter plainte* ».

Or la mission a constaté au cours de ses déplacements que certains services départementaux ont d'ores et déjà pris l'initiative, suite à cette intervention du ministre et en l'absence d'instructions explicites du parquet local, de recueillir à nouveau ces plaintes par procès-verbal simplifié.

La mission recommande que l'ambiguïté qui résulte de cette situation soit dissipée sans délai, afin d'éviter des pratiques d'enregistrement hétérogènes.

Recommandation n°3 : Solliciter la prise d'une circulaire de politique pénale par le ministère de la justice au sujet de l'interprétation à donner à l'article L133-24 du code monétaire et financier.

5.3. DES PRATIQUES LOCALES CONTESTABLES SONT CONSTATEES

5.3.1. Le recours aux déclarations d'usagers, une pratique à surveiller

La mission a souhaité vérifier si l'usage de la main courante informatisée (MCI) pour recueillir des déclarations d'usagers en lieu et place de plaintes pour des faits qui auraient dû être qualifiés pénalement, constitue une pratique courante qui pourrait avoir des effets significatifs sur la mesure de la délinquance.

Elle a examiné, pour la sécurité publique, l'évolution des « codes K », c'est-à-dire des déclarations d'usagers, rapportée à celle des faits de délinquance constatés.

Globalement, le ratio du nombre de déclarations d'usagers « code K », rapporté au nombre de faits de délinquance générale, a progressé en sécurité publique (France métropolitaine) de 7,63% en 2005 à 12,99% en 2012. Ces moyennes masquent des situations très disparates. En 2005, le ratio minimum était de 2,27% (Haute-Garonne) et le ratio maximum de 34,59% (Haute-Saône). En 2012, ces deux valeurs extrêmes étaient respectivement de 5,13% (Haute-Loire) et 45,97% (Lozère)²⁴.

La progression observée n'a pas de signification immédiate du point de vue de la qualification des faits, puisque la main courante recèle de très nombreuses déclarations non pénales. Cette progression peut d'ailleurs s'expliquer par une accoutumance des services à l'usage de la main courante et un recueil plus systématique des déclarations, surtout dans des petits départements où la pression quotidienne est moins forte sur les fonctionnaires chargés de l'accueil.

²⁴ Cf. annexe 20 : les taux de codes K en sécurité publique.

C'est pourquoi la mission a procédé à un contrôle par sondage dans un département, la Meurthe et Moselle.

La circonscription de sécurité publique de Nancy a enregistré, en mars 2012, 245 déclarations d'usagers. Or 92 de ces déclarations concernaient l'utilisation frauduleuse de données bancaires, pour lesquelles il était fait instruction aux services, sur le plan national, de ne pas prendre les plaintes (*cf.* I^{ère} partie, paragraphe 5.2.3.) et pour le reste, seules 6 mentions, soit 2,5% du total, pouvaient être considérées comme litigieuses, dont 3 dégradations, un vol à la roulotte et 2 "violations de domicile" constituant plutôt à la lecture des faits des actes préparatoires à des vols dans des logements. En mars 2013, pour 284 déclarations d'usagers sur la même circonscription, le sondage n'a révélé que 9 mentions (3%) qui auraient dû être enregistrées dans l'état 4001.

Ainsi, dans ce cas de figure, le seul ratio de codes K (celui de la Meurthe-et-Moselle est élevé, puisque représentant 22% des faits constatés) n'est pas forcément révélateur d'une volonté de dissimulation, mais parfois au contraire d'un souci d'exhaustivité dans la transcription des formalités d'accueil du public.

Il est vrai que des pratiques plus litigieuses peuvent exister dans d'autres départements ou circonscriptions. C'est pourquoi le taux de codes K doit rester un indicateur à surveiller, et doit faire l'objet de contrôles par sondage dans le cadre de la mise en place du contrôle de la qualité de l'enregistrement des plaintes, recommandé par la mission (*cf.* I^{ère} partie, paragraphe 4).

5.3.2. Des reports d'enregistrement des faits constatés

5.3.2.1. Dû aux effets calendaires ...

Le report d'enregistrement des faits constatés ne constitue pas à lui seul une pratique litigieuse. Il peut se justifier par le délai de validation hiérarchique, par la nécessité de procéder à des vérifications sur les faits eux-mêmes, ou plus prosaïquement par l'« effet fin de semaine » (lorsque les deux derniers jours du mois coïncident avec un samedi, un dimanche ou un jour férié), enfin par des congés dans des services à faibles effectifs. Il est en revanche de nature à « gonfler » certains mois par rapport à d'autres, et donc à fausser la statistique de la délinquance. Des instructions ont été données récemment pour réduire les effets de tels reports (*cf.* I^{ère} partie, paragraphe 6.2).

5.3.2.2. ... ou résultant de pratiques plus systématiques

Il a été rapporté à la mission que le report d'enregistrement était devenu depuis plusieurs années à la préfecture de police une pratique systématique et organisée visant à minorer les statistiques de la délinquance.

Selon le nouveau directeur de la direction de la sécurité publique de l'agglomération parisienne (DSPAP), dont les propos ont été confirmés par son adjoint, en fonction au moment des faits, et par au moins deux responsables de commissariats parisiens, également anciens dans leurs fonctions, cette pratique, confirmée par des documents communiqués à la mission²⁵, était la suivante.

²⁵ *Cf.* annexe 22 : note DSPAP du 11 février 2013.

L'étude la situation statistique donnait lieu à des déterminations précises de « résultats » à atteindre chaque mois pour chacune des directions territoriales de la DSPAP, le plus souvent à la baisse, mais aussi à la hausse lorsqu'un objectif de baisse n'était pas réaliste, quitte à compenser cette hausse dans un commissariat par une baisse dans un autre. Cette « compensation » a été étendue en dehors de Paris, dans le cadre de la compétence élargie du préfet de police à la petite couronne parisienne.

Cette « procédure » se traduisait par l'arrêt prématuré des enregistrements au sein des circonscriptions qui avaient atteint leur « résultat » avant la fin du mois. Ainsi, il pouvait arriver fréquemment que l'enregistrement des faits cesse dès le 25, voire le 23, du mois. Le report a donc parfois concerné jusqu'à une semaine d'enregistrement.

Les faits dont l'enregistrement était constaté étaient théoriquement réintégrés en statistique le mois suivant ou à la fin de l'année. Dans la pratique, s'était ainsi constitué un « portefeuille »²⁶ de plus de 5 600 faits, pour ce qui concerne l'année 2012, et que la mission n'a pu évaluer pour ce qui concerne les années antérieures. Les instructions orales données à cet effet provenaient, selon les déclarations faites à la mission au cours de ses entretiens, du cabinet du préfet de police. Elles étaient relayées par l'état-major de la direction. Un commissaire d'arrondissement rencontré par la mission a indiqué avoir été confronté à des « observations » de sa hiérarchie lorsqu'il a souhaité, à son arrivée, réintégrer en statistique plusieurs centaines de faits, représentant environ un mois de délinquance dans l'arrondissement.

Quant à l'ancienneté de cette pratique, la mission n'a pas recueilli d'éléments très précis. Les déclarations faites à la mission semblent toutefois la faire remonter à 2007 ou 2008, car en 2006, la remontée quotidienne des faits de la délinquance vers la direction n'était pas possible dans le cadre de l'application « Omega », en vigueur à la préfecture de police.

5.3.3. Quelques pratiques de minoration importante de la délinquance

5.3.3.1. En sécurité publique et en gendarmerie

Dans un département ayant fait l'objet d'un audit de la politique départementale de sécurité (mission permanente de l'IGA avec le concours de l'IGPN et de l'IGGN) les auditeurs ont complété leurs investigations habituelles par l'examen des conditions d'enregistrement des plaintes.

En sécurité publique, le DDSP a indiqué qu'il avait constaté à son arrivée un taux de « code Q » anormalement élevé à ses yeux, de 20,22% en 2010. Il a dès lors procédé personnellement à un contrôle par sondage des plaintes déposées dans les services et de leur qualification pénale retenue, constatant de trop fréquentes déqualifications des faits correspondants. Ce contrôle l'a conduit à un rappel de la nécessité de respecter les règles d'enregistrement, en application du guide de la méthodologie statistique. Il en est résulté un effondrement du nombre de faits classés en code Q, qui a diminué de 4304 faits en 2011 par rapport à 2010, soit une réduction de 40%. Le DDSP relève que le taux de code Q a ainsi diminué de près de moitié en un an, passant à 10,12%. Cette évolution met en lumière des pratiques antérieures regrettables.

²⁶ Encore appelé « bourrelet » ou « tapis » dans le vocabulaire informel et imagé en usage pour désigner ce procédé.

Le commandant du groupement de gendarmerie a tenu des propos quasi identiques lors des entretiens menés avec la mission. Il a indiqué avoir procédé à un audit de la BDRIJ, chargée de valider les enregistrements statistiques. Il a indiqué que des pratiques non conformes aux règles d'enregistrement avaient été constatées à l'occasion de cet audit :

- reports d'enregistrement de messages d'informations statistique (MIS) ;
- contraventionnalisation injustifiée de délits ;
- voire absence d'émission de MIS malgré la transmission d'une procédure au parquet ;
- ou même, non prise en compte de faits constatés sur le territoire de compétence de la sécurité publique ou d'une unité extérieure à la compagnie, voire à la brigade, suite à la mise en place du « guichet unique ».

5.3.3.2. A la Préfecture de police

Pendant ses travaux, et ultérieurement à ses premiers entretiens à la Préfecture de police, la mission a reçu de la DSPAP des éléments démontrant des pratiques passées et avérées de dissimulation, au-delà d'un report même important d'enregistrement des faits constatés.

L'état-major de la DSPAP a ainsi relevé sur un arrondissement, par sondage, des faits particulièrement préoccupants²⁷.

Dans un seul arrondissement, le 17^e, 6686 faits, dont 984 délits et 5702 contraventions, ont été enregistrés sans activation de leur prise en compte statistique. 70% de ces 984 délits non « statés » selon la terminologie employée (non passés en statistique) concernaient des faits extérieurs à l'arrondissement quant à leur lieu de commission mais déclarés dans celui-ci. Ces pratiques auraient cessé en mars 2013. Elles font peser des doutes très forts sur la fiabilité des statistiques de la délinquance à Paris en 2012 et aussi pour les années antérieures.

La mission considère que l'ampleur de ces pratiques justifie la mise en place d'un audit approfondi de l'IGPN dans l'ensemble des arrondissements parisiens, audit qui devra s'étendre au moins par sondage aux départements de la petite couronne.

Recommandation n°4 : Opérer rapidement un contrôle approfondi de la chaîne d'enregistrement des plaintes dans les commissariats de la capitale et par sondage dans des circonscriptions de sécurité publique de la petite couronne parisienne.

²⁷ Cf. note DSPAP – annexe 22.

6 - UN EFFORT DE REMISE EN ORDRE A ETE INITIE RECEMMENT

6.1. UNE IMPULSION MINISTERIELLE

L'abandon définitif des objectifs chiffrés de baisse de la délinquance générale est de nature à renforcer la sincérité et donc la qualité de l'enregistrement des plaintes dans les forces de sécurité intérieure (cf. annexe 23).

A la fin de l'année 2012²⁸, le ministre de l'intérieur s'exprimait ainsi :

« Il a été mis fin à la politique du chiffre pour trois raisons simples. Primo, les objectifs assignés à l'avance avaient des effets pervers en termes de qualité de l'accueil des victimes, avec des tendances grandissantes au refus de prise de plainte, ce qui est inacceptable pour le service public. Secundo, les indicateurs de mesures étant trop globalisants, de véritables artifices de contournement que tous les policiers connaissent s'étaient développés de manière industrielle pour obtenir des chiffres présentables. Tertio, la stratégie départementale exclusivement chiffrée avait tendance à étouffer les stratégies territorialement ancrées ».

Il avait formulé quelques jours plus tôt l'exigence suivante²⁹ : *« les reports statistiques du fait d'enregistrements clos le 26^{ème} ou 27^{ème} jour du mois, les déqualifications judiciaires injustifiées, les déperditions entre le logiciel de rédaction de procédures et le logiciel de centralisation statistique : toutes ces pratiques, là où elles avaient cours, doivent cesser sans délai ! C'est une obligation de service public ».*

Dans la foulée de ces expressions publiques, une circulaire aux préfets³⁰ exprimait la volonté du ministre de *« rompre avec la politique du chiffre, qui consiste à fixer des objectifs à l'avance au risque de dévoyer les règles d'enregistrement statistique pour pouvoir les atteindre ».*

6.2. DES DIRECTIVES NATIONALES RECENTES

Cette méthode est relayée par les directions auprès des services locaux.

Les directeurs généraux de la police et de la gendarmerie nationales ont adressé dès la fin de l'année 2012 aux services placés sous leur autorité des instructions visant à ce que la fiabilité et la pertinence des statistiques s'appuient sur des résultats relatifs à des mois complets, qui ne soient pas tronqués par la présence de jours fériés ou de week-ends en fin de mois.

Relayée notamment par la DCSP³¹, l'instruction du DGPN³² a conduit l'échelon central à prescrire la remontée des relevés statistiques le 2^{ème} jour ouvrable du mois et l'adaptation de l'organisation des services à cet effet.

²⁸ Discours devant les préfets le 13 novembre 2012.

²⁹ Discours cadre sur la sécurité du 19 septembre 2012, prononcé à l'école militaire devant les responsables départementaux de la sécurité intérieure - cf. annexe 23.

³⁰ Circulaire INT K 1300186 C du 28 janvier 2013 relative à la stratégie et aux orientations en matière de lutte contre la délinquance pour 2013.

³¹ Note DCSP.SDPIS/DSIO n°00135 du 22 novembre 2012 – cf. annexe 25.

³² Note DGPN/CAB 12-6784-D du 12 novembre 2012 - cf. annexe 24.

Une note du DCSP aux DDSP³³ indique par ailleurs que « *l'analyse strictement quantitative des chiffres de la délinquance n'a plus cours* », même si « *des résultats ambitieux sont attendus* » en matière de « *pilotage de l'action des services* », ce qui se traduira par « *la mise en place de nouveaux indicateurs d'environnement, de résultats et de performance* ». D'ores et déjà, il est annoncé dans cette note que le suivi mensuel des résultats obtenus fera l'objet de « *réunions périodiques d'évaluation et de soutien* », au cours desquelles les indicateurs examinés seront des taux d'élucidation et des ratios d'efficacité opérationnelle (tels que des taux de signalisation papillaire et biologique).

Le DGGN, dans le programme d'action national pour 2013³⁴ (PAN) mentionne la nécessité « *d'inscrire notre action dans une performance durable, au-delà de la seule approche statistique* » et de préférer « *la définition de tendances... à la désignation d'objectifs chiffrés* ».

Dans ses déplacements, la mission a relevé par ses constatations techniques l'effet des pratiques passées ainsi décrites par le ministre de l'intérieur, et noté que l'état d'esprit instauré par ses déclarations a d'ores et déjà des effets directs sur l'évolution récente des pratiques d'enregistrement des services.

6.3. LA REALISATION RECENTE D'AUDITS DANS LES SERVICES DE LA PREFECTURE DE POLICE

Suite aux constats de report ou de dissimulation de faits de délinquance dans les services de la préfecture de police, qui ont contribué en partie par la suite à des augmentations importantes de la délinquance mesurée par un effet mécanique, l'IGS a été missionnée récemment par le préfet de police pour réaliser des audits. Il s'agit :

- d'une part, d'auditer le contrôle et l'enregistrement des plaintes dans des services, en s'appuyant sur une méthodologie réalisée par les auditeurs et pouvant être reproduite ;
- d'autre part, d'analyser la progression de certains faits de délinquance.

La mission s'est fait communiquer deux rapports d'audit réalisés par l'IGS.

L'un d'entre eux porte sur le contrôle de l'enregistrement des plaintes et procédures de la circonscription de sécurité publique de Vincennes. Réalisé en mars 2013, il n'a pas donné lieu à des constats de dérives dans cette circonscription de la petite couronne parisienne, mais a permis de tester une méthodologie qui pourra être utilement étendue à d'autres circonscriptions, et à des arrondissements parisiens.

Un autre audit de l'IGS est relatif à la « *hausse statistique des cambriolages sur le ressort de la police d'agglomération parisienne* », et a été réalisé en avril 2013, suite à un mouvement de hausse sensible de cette catégorie d'infractions à la fin 2012. Le contrôle a porté sur des circonscriptions de Paris et de la petite couronne parisienne.

Il résulte de cet audit que malgré une augmentation objective des faits de cambriolages, révélée notamment par l'analyse de l'évolution des interventions de police secours et des déplacements de police technique et scientifique sur les lieux d'infraction, des pratiques non

³³ Note de service n° 29 du 14 février 2013 relative aux objectifs de la DCSP pour l'année 2013.

³⁴ Note 12564 GEND/MPP du 14 février 2013.

orthodoxes d'enregistrement avaient pu fausser la mesure de l'évolution statistique 2011/2012/2013 dans des proportions importantes. Ont été ainsi mises en valeur par les auditeurs :

- des déclarations de cambriolages recueillies dans la main courante informatisée au lieu de faire l'objet de prises de plaintes ;
- des fluctuations de date de clôture mensuelle des statistiques impactant directement leur exploitation opérationnelle ;
- des pratiques d'arrêt de l'enregistrement à une date déterminée : une circonscription a ainsi été contrainte de « *garder en réserve* » 1 300 faits et de les réinjecter en statistiques fin 2012, provoquant une hausse artificielle ;
- l'indexation en « *dégradations* » de nombreuses tentatives de cambriolage.

La mission recommande que les méthodologies de contrôle qui sont ou vont être mises en place par les inspections générales des forces soient mutualisées.

Recommandation n°5 : Mutualiser les méthodologies de contrôle de l'enregistrement statistique par les inspections générales.

IIÈME PARTIE L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE ET SES CONSEQUENCES STATISTIQUES, UNE AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'ENREGISTREMENT, AU PRIX D'UNE RUPTURE STATISTIQUE TRANSITOIRE

1 - L'ENREGISTREMENT S'INSERE PROGRESSIVEMENT DANS UN NOUVEAU SYSTEME D'INFORMATION

1.1. LE DEPLOIEMENT DECALE DES LOGICIELS DE PROCEDURE DANS LA POLICE ET LA GENDARMERIE NATIONALES

1.1.1. La gendarmerie nationale : le choix du « Big Bang »

C'est en 2002, avec la création des communautés de brigades, qu'il a été décidé de créer un logiciel qui permettrait aux différentes unités de la communauté de traiter des données en commun. La gendarmerie a développé à partir de 2009 l'ensemble de la suite logicielle BB2000, cœur du système d'information d'une unité élémentaire.

Après avoir mis en place en janvier 2010 le module permettant de gérer les amendes forfaitaires, le service des technologies de l'information de la sécurité intérieure ST(SI)² était prêt courant 2011 à déployer le module « Registre », permettant de tracer l'ensemble des courriers et procédures d'une communauté en réseau et le module « MIS » (message d'information statistique) permettant l'indexation des procédures et la comptabilisation de la statistique de la délinquance au niveau central. Il s'agissait ainsi de passer à un nouvel environnement informatique, Puls@r.

Ces deux modules ont été déployés dans deux groupements de gendarmerie départementale (GGD) le 1^{er} novembre 2011 à titre expérimental. Après un mois, aucune difficulté de transmission de données en base centrale n'avait été relevée. Sur le plan statistique, le suivi régulier de l'intégration des faits permettait de dresser le bilan suivant :

- les personnels s'étaient approprié le dispositif dans un bref délai (à partir du 20 novembre) ;
- l'évolution statistique dans le total des index imputable au changement de système était très légère (-3 % soit -23 faits dans le GGD 37 et -6 % soit -155 faits dans le GGD 60, tandis que l'évolution nationale était de -2,94 %) ;
- il n'existait pas d'évolution notable statistique dans le détail des index imputable au système : aucune évolution particulière n'était relevée, notamment aucune bascule de faits ni d'évolutions notables entre index.

Malgré une appréhension liée au changement, la mise en œuvre des nouvelles applications « MIS » et « Registre » n'avait pas posé de problème majeur. Ceux rencontrés dans les premiers jours étaient plus liés à une méconnaissance des applications qu'à un problème de conception ou de programmation. Les utilisateurs appréciaient le « confort » d'utilisation plus ludique de ces nouvelles applications (couleurs, icônes, etc.), et étaient parvenus dans les deux départements à utiliser l'outil sans grandes difficultés.

Tant sur le plan technique que sur le plan fonctionnel, ces deux modules répondaient aux attentes des utilisateurs, respectant ainsi les principes définis lors de la conception. Toutes les

garanties étaient offertes afin de déployer dans l'ensemble des groupements de métropole en janvier 2012.

Afin d'accompagner le projet, près de 1 000 militaires avaient été formés par l'équipe projet en 6 semaines. La formation des unités d'outre-mer venait de s'achever par visio-conférence en liaison avec le commandement de la gendarmerie d'outre-mer. Les écoles associées dès la conception du système, étaient en ordre de bataille et adaptaient leur programme au calendrier de déploiement.

Deux motifs primordiaux ont alors décidé le directeur général de la gendarmerie nationale à déployer les deux modules au 1er janvier 2012. Le premier, d'ordre opérationnel, était de mettre en œuvre un nouvel outil statistique au début d'une année, afin de s'assurer d'une cohérence dans les données statistiques. Le deuxième était surtout d'ordre technique. L'instabilité des référentiels de BB 2000 laissait présager un avenir difficile, tant pour les utilisateurs sur le terrain qui disposent de moins en moins de machines avec un environnement « Windows », alors que Puls@r fonctionne sous « Ubuntu », que pour les statisticiens. Puls@r offrait une sécurité accrue à ce niveau et facilitait le travail de tous les acteurs de la chaîne d'analyse et d'exploitation des données statistiques. De plus, il paraissait impossible aux yeux de la DGGN, autant techniquement qu'au niveau des personnels, de laisser vivre les deux systèmes (BB 2000 et Puls@r-MIS) ensemble pendant plusieurs mois.

Le basculement vers Puls@r-MIS a donc été effectué pour l'ensemble des groupements de gendarmerie au 1^{er} janvier 2012.

1.1.2. La police nationale : une progressivité dictée par les contraintes techniques

La police nationale était, à l'instar de la gendarmerie, dotée d'un outil de rédaction de procédure vieillissant qu'il était nécessaire de moderniser. Confié, en 2006, à la direction centrale de la police judiciaire responsable de la statistique ministérielle avec l'aide d'une société de services, le développement du logiciel de rédaction des procédures de la police nationale (LRPPN) est parvenu en 2011 à une version stabilisée (V 2.3) mais non encore connectée au système central. Intégré dans le dispositif plus large du nouveau système d'information dédié à l'investigation (NS2I), le LRPPN a vocation à terme à alimenter le nouveau système de traitement des antécédents judiciaires (TAJ), le nouveau fichier des objets et véhicules signalés (FOVeS) ainsi que le traitement de la statistique nationale des infractions constatées (TSNICE) regroupant les bases STAT 4001 et STAT OP.

Afin de tester l'ensemble de ce dispositif ambitieux, quatre circonscriptions de police ont été érigées en sites pilotes afin de valider l'ensemble des mécanismes liés à NS2I. Ainsi depuis novembre 2012, des fonctionnaires formés utilisent quotidiennement les nouveaux outils (LRPPN V 3) qui font l'objet d'un suivi attentif afin d'améliorer les fonctionnalités et tester les remontées des informations en base centrale.

Cependant, afin de conserver une cohérence dans les données statistiques, les « stiqueuses »³⁵ continuent d'alimenter le STIC FCE ou Oméga, concomitamment à l'indexation sur le LRPPN.

Fin 2012, la DGP a donné une nouvelle impulsion au déploiement en accélérant le processus de généralisation.

³⁵ Stiqueuses : vocable usuel désignant les personnels administratifs chargés dans l'ancien système d'enregistrer statistiquement les plaintes à partir des procédures écrites.

Ainsi, trente départements se sont vus dotés du LRPPN V3 fin avril 2013, trente nouveaux le seront en septembre 2013 et le restant en mars 2014³⁶.

Ce déploiement progressif va donc permettre à la police nationale de former sur une période plus longue ses personnels et de conduire le changement dans des délais moins contraints que pour la gendarmerie.

En revanche, les statistiques nationales ne seront publiées sous l'empire du LRPPN qu'après le déploiement complet de celui-ci. Ce basculement sera précédé d'une période de « double saisie ». Celle-ci garantira une bonne appropriation du nouvel outil d'enregistrement. Pendant cette phase, les chefs de service devront veiller à exploiter les améliorations apportées par le LRPPN, ce qui doit conduire à une cohérence entre les saisies effectuées sur les deux logiciels.

Cette phase permettra par ailleurs, d'apporter des améliorations au nouvel outil par comparaison avec les données issues du STIC.

Recommandation n°6 : Veiller à la convergence des saisies, issues respectivement de STIC FCE ou OMEGA et du LRPPN, afin d'exploiter au mieux l'apport de celui-ci.

1.2. L'INSERTION DIFFERENCIEE DANS UN NOUVEAU SYSTEME D'INFORMATION ET D'INVESTIGATION

1.2.1. La gendarmerie nationale : le choix d'un transit des données par le biais du MIS

Dans un souci de contrôle hiérarchique des procédures, la gendarmerie a développé dans l'outil Puls@r-MIS des fonctionnalités qui permettent la visualisation, le contrôle et éventuellement la modification du MIS par la hiérarchie locale (commandant de brigade ou de communauté de brigades) et départementale (BDRIJ) (*cf.* I^{ère} partie, paragraphe 3.1.1).

Ce dispositif a l'avantage d'affiner la qualification pénale et l'inconvénient potentiel et symétrique de permettre la réapparition de dérives.

Il doit donc s'accompagner d'audits réguliers de l'enregistrement des plaintes à l'initiative de l'administration centrale (*cf.* recommandation n°1).

1.2.2. La police nationale : le choix d'un transfert direct à partir de la procédure

A l'inverse, le logiciel LRPPN a été conçu dès le départ avec la volonté d'éviter toute intervention à l'issue de l'établissement de la procédure. Ainsi, le « plaignant » de demain, « devenu statisticien » (*sic*) selon l'expression des interlocuteurs de la mission, appliquera le guide de méthodologie statistique jusqu'à l'indexation de l'infraction, faisant le travail qui était antérieurement celui des « stiqueuses ». La hiérarchie ne pourra modifier la qualification pénale que par l'intermédiaire d'une demande faite au « plaignant » de rédiger un « procès verbal de requalification », processus relativement lourd, et elle pourra corriger l'indexation dans la limite étroite de la marge permise par le logiciel.

³⁶ Note DGPN Cab 13-2605-D du 22 avril 2013 sur le déploiement LRPPN.

Ce choix est dicté par le souci louable de limiter les dérives qui ont été décrites dans la première partie du rapport. Il devrait également conduire en théorie à des redéploiements d'effectifs administratifs aujourd'hui dédiés à l'enregistrement statistique.

Cependant, les interlocuteurs locaux de la mission apprécieraient de pouvoir disposer d'une fonctionnalité permettant, à l'instar de la gendarmerie, de contrôler plus simplement et directement la qualification et l'indexation des procédures afin d'assurer de la fiabilité des données (cf. recommandation n° 9).

1.3. LA PRE-PLAINTÉ EN LIGNE, DES INCIDENCES ENCORE FAIBLES SUR LA MESURE DE LA DELINQUANCE

Expérimentée depuis 2008 dans les Yvelines, la Charente-Maritime, et depuis 2011 en Haute-Garonne et dans le Bas-Rhin, la pré-plainte en ligne (PPEL) a été progressivement généralisée à compter du 7 janvier 2013, à la demande du ministre de l'Intérieur. La généralisation du dispositif à l'ensemble du territoire (métropole et outre-mer), en trois étapes successives (7 janvier, 4 février et 4 mars 2013) s'est déroulée avec succès.

Les premiers chiffres montrent une montée en puissance régulière du dispositif avec 13 314 (11 420 pour la police nationale et 1 894 pour la gendarmerie nationale) pré-plaintes déposées en mars et 13 688 (12 010 et 1 678) en avril (cf. annexe 26). Que ce soit pour la police et la gendarmerie le taux de prise de plainte effective suivant la pré-plainte est très stable depuis le début, soit deux tiers des pré-plaintes initiales.

Le tiers de pré-plaintes qui n'aboutissent pas est dû à trois facteurs principaux :

- des faits qui peuvent faire l'objet dans le cadre de la politique pénale du parquet d'un traitement en dehors du champ pénal (ex. vol de poubelles) ou d'une saisine directe de la justice par voie d'une lettre plainte (ex. vols à l'étalage) ;
- un recours inapproprié au dispositif par les usagers qui télé-déclarent des infractions ne relevant pas du champ d'application des pré-plaintes en ligne (infractions contre personne dénommée ou/et des atteintes aux personnes) ou des faits relevant d'autres contentieux (civil ou commercial) ;
- un renoncement au dépôt de plainte (pour des raisons propres à l'auteur du signalement) en ne venant pas au rendez-vous fixé.

Ainsi ce nouveau dispositif représente environ 8 000 plaintes par mois pour l'ensemble de la police nationale et 1 100 pour la gendarmerie nationale. Pour chaque service ou unité, l'impact sur l'organisation de l'accueil et de la prise de plainte reste relativement marginal.

Par ailleurs, ce dispositif ne paraît pas engendrer pour le moment, de propension accrue des plaignants à déposer plainte.

En témoignent :

- d'une part, le faible volume constaté de pré-plaintes en ligne ;
- d'autre part, l'attestation, par les services rencontrés par la mission, que les personnes concernées auraient quoi qu'il en soit déposé plainte en l'absence du dispositif.

Les circonscriptions de sécurité publique les plus sollicitées ont dû mettre en place une organisation spécifique qui ne semble pas perturber le service et permet même une plus grande fluidité, ce qui est un des objectifs recherchés.

Les deux forces ont mis en place une veille de la boîte courriel spécifique aux pré-plaintes, au centre d'information et de commandement (CIC) pour les circonscriptions de sécurité publique et dans les centres d'opération et de renseignement de la gendarmerie (CORG) la nuit pour les groupements de gendarmerie.

1.4. LES NOUVEAUX AGREGATS DE MESURE DE LA DELINQUANCE ET DE PILOTAGE DE L'ACTIVITE DES SERVICES

1.4.1. L'abandon du chiffre unique

Après une décennie de prédominance du chiffre unique de la délinquance qui consistait à ne prendre en compte que la totalité des faits délictuels et criminels, il a été décidé de réfléchir à une refonte des outils de pilotage de l'activité des services.

En septembre 2012, un groupe de travail interne au ministère de l'intérieur a été constitué pour y réfléchir et déterminer une nouvelle présentation des statistiques de la délinquance. Plusieurs objectifs lui ont été assignés et annoncés par le ministre de l'intérieur dans sa conférence de presse du 18 janvier 2013 :

- « rompre avec une présentation des statistiques reposant sur des indicateurs trop globaux, trop imprécis et trop hétérogènes (chiffre unique de la délinquance, taux d'élucidation global) ;
- rendre compte de phénomènes qui ne sont pas présentés, aujourd'hui, dans le bilan de la délinquance (délicts routiers, violences conjugales, phénomènes émergents tels que la cybercriminalité...) ;
- redonner aux statistiques leur véritable vocation : être un outil au service de l'efficacité de l'action des policiers et des gendarmes ;
- rendre davantage compte de données qualitatives ;
- restituer, au-delà du chiffre des faits poursuivis pénalement, l'ensemble des missions assurées par les forces de sécurité. »

Ce groupe de travail a abouti à la conception d'un outil novateur, qu'il a soumis à l'appréciation de l'ONDRP. Celui-ci en a validé les principes et suggéré des pistes d'amélioration. La maquette jointe en annexe 27, représente l'aboutissement du projet et de cette phase de concertation. Elle repose sur deux piliers : d'une part, une présentation renouvelée des statistiques de la délinquance et, d'autre part, une refonte complète des indicateurs de suivi de l'efficacité des services.

1.4.2. L'abandon des IRAS

Cette deuxième partie du nouvel outil correspond à une refonte complète, dans la forme comme dans le fond, des moyens de suivi de l'efficacité des services. En effet, l'efficacité des

services était mesurée par un indicateur unique appelé le taux d'IRAS « infractions révélées par l'action des services » qui consistait à décrire le nombre de faits délictuels ou criminels que les forces de sécurité intérieure ne pouvaient révéler que par leur action, comme les affaires de stupéfiants ou les faits relatifs aux étrangers en situation irrégulière. Mais ces faits étaient également comptabilisés comme des faits de délinquance dans l'état 4001. Ainsi, les policiers et les gendarmes se trouvaient alors face à l'injonction paradoxale d'obtenir une baisse des faits constatés tout en augmentant les IRAS.

Afin de mieux mesurer l'efficacité des services, plusieurs objectifs sont désormais poursuivis :

- il s'agit de mesurer la capacité des services à élucider les infractions les plus préoccupantes pour nos concitoyens : les cambriolages, les vols d'automobile, les vols avec violences, les coups et blessures volontaires, les violences sexuelles ;
- il s'agit également d'obtenir une vision complète des actions menées contre certains fléaux, et notamment les trafics de drogue. La quantité de stupéfiants saisis, tout comme le total des avoirs criminels appréhendés, feront partie des indicateurs suivis ;
- des indicateurs qualitatifs sur l'utilisation des techniques policières sont mis en place. Ils permettront notamment de suivre les activités de la police technique et scientifique et de mesurer son apport dans la résolution des affaires ;
- enfin, il est rendu compte de toute l'étendue des missions de service public remplies par les services de police et de gendarmerie, au-delà de celles qui constituent leur cœur de métier (gardes, escortes, procurations,...), ainsi que de l'activité en termes de prévention et de partenariat.

1.4.3. La création de nouveaux agrégats

De la même façon, une nouvelle présentation des statistiques de la délinquance comporte 14 agrégats, qui, pour certains, contiendront non seulement le chiffre des infractions constatées pénalement, mais aussi le nombre d'interventions effectuées par les services. Parmi ces agrégats, on retrouve les indicateurs historiques de l'ONDRP : la nécessité d'affiner l'analyse de la délinquance est conciliée avec celle de préserver la continuité statistique.

La construction de certains indicateurs ne sera pas possible avant plusieurs mois (violences intrafamiliales, cybercriminalité,...) en raison du déploiement progressif du LRPPN.

Les principales évolutions à noter sont les suivantes :

- un indicateur spécifique aux violences intrafamiliales est créé, comprenant notamment les violences conjugales : alors que toutes ces violences qui se cachent dans l'intimité des foyers constituent un enjeu majeur des politiques publiques, l'état 4001 ne permet pas, aujourd'hui, d'en assurer la comptabilisation ;
- un agrégat sera consacré à la grande criminalité afin de suivre, dans la durée, l'évolution des crimes et des délits les plus graves : les homicides, les règlements de compte entre malfaiteurs, les vols à main armée, les grands trafics de stupéfiants, ou encore les attentats ;

- à l'heure où internet et les réseaux sociaux font partie de notre quotidien, l'outil actuel ne permet pas de quantifier la délinquance qui y sévit : un agrégat intitulé «cybercriminalité » viendra pallier ce manque ;
- la lutte contre l'insécurité routière est une politique publique prioritaire : le niveau de la délinquance routière sera restitué au travers d'un indicateur dédié ;
- enfin, un nouvel agrégat dénommé « comportements portant atteinte à la tranquillité publique » est créé. Il sera composé d'infractions ou d'incivilités qui, si elles ne sont pas forcément graves, nuisent au quotidien des habitants.

2 - LES NOUVEAUX OUTILS SONT DE NATURE A AMELIORER LA QUALITE DE L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES, MEME SI DES AJUSTEMENTS ET DES REORGANISATIONS SONT A PREVOIR

2.1. DES AMELIORATIONS NOTABLES

2.1.1. Une assistance à la qualification initiale et à l'indexation des faits constatés

Les procéduriers disposent avec les logiciels de rédaction de procédure de la gendarmerie (LRPGN) et de la police nationale (LRPPN) d'un outil qui leur présente, par le biais d'un « menu déroulant », la liste des natures d'infraction (Natinf) répertoriées par le ministère de la justice et sélectionnées par leurs directions respectives. Ceci a pour effet d'homogénéiser la qualification initiale et de permettre, dès la prise de la plainte, l'indexation des faits constatés.

Cette assistance à la qualification et à l'indexation est instrumentalisée par la création de tables de concordance entre les Natinf et les index. Elles ont théoriquement la vertu d'interdire le choix d'une indexation incompatible avec les natures d'infraction.

2.1.2. Une visibilité par la hiérarchie

Chaque échelon de la hiérarchie, en fonction des droits qui lui sont accordés par le chef de service, a la possibilité de prendre connaissance des plaintes enregistrées, et ainsi de vérifier la qualification pénale retenue ainsi que l'index choisi par le rédacteur initial de la procédure. Ceci a deux conséquences vertueuses :

- cette visibilité à tous les niveaux de la hiérarchie, si elle est correctement exploitée par l'instauration d'un contrôle attentif, est de nature à limiter les éventuelles erreurs d'enregistrement ;
- en cas de contrôle par un échelon supérieur ou à l'occasion d'audits ou d'inspections, il sera aisé de contrôler la cohérence globale entre la description de l'infraction, la première qualification pénale choisie à travers la Natinf, et l'indexation.

Cette possibilité connue de tous est de nature à limiter les dérives de la qualité de l'enregistrement.

2.1.3. Une traçabilité de l'enregistrement

Toutes les plaintes reçoivent désormais un numéro de procédure, ce qui permet aux échelons hiérarchiques de tracer aisément leur évolution.

Ainsi, pour le LRPPN, l'option « enregistrement des documents judiciaires » permet de consulter les statistiques d'activité du service et de gérer au mieux le portefeuille de chaque fonctionnaire ou d'un groupe. En outre, un indicateur informe le chef de groupe ou de service des dates d'exécution arrivant à échéance.

L'environnement Puls@r assure la traçabilité des MIS à chaque étape de leur validation puis de leur clôture.

Ces fonctionnalités sont également utiles au management et au contrôle.

2.1.4. Une alimentation à terme de l'infocentre

Ces outils offrent l'unicité de saisie des informations et ainsi évitent une perte de temps considérable et un risque d'erreur de copie ou d'interprétation.

Dès lors qu'il établit une procédure, le rédacteur procède à l'enregistrement des dates, faits (infractions), personnes physiques ou morales mises en cause ou victimes, objets, alimentant ainsi l'infocentre.

Des zones formatées facilitent l'exploitation rationnelle et immédiate des données recueillies lors de la prise de plainte. Ces dernières sont transmises et si besoin mises à jour, au fil de l'eau dans les bases nationales (traitement des antécédents judiciaires (TAJ), fichiers des objets et véhicules signalés (FOVeS)). Elles sont aussitôt consultables par les enquêteurs. Ces liens sont déployés dans les unités de gendarmerie et en phase de généralisation dans les services de police.

2.1.5. La réintégration possible des faits à leur lieu de commission

Les différents lieux de commission des faits étant pris en compte dans un champ particulier de la base de données, les dispositifs permettent - ou permettront à l'issue du déploiement des logiciels - aux services de sécurité publique et aux unités de gendarmerie de disposer d'une information actualisée sur les faits qui ont été commis dans leur zone de compétence et ainsi d'adapter la réponse opérationnelle. Il est toutefois nécessaire que les procéduriers remplissent complètement les champs correspondant lors de la rédaction de la procédure (*cf.* II^{ème} partie, paragraphe 2.2.2.).

2.1.6. Les perspectives de la connexion avec les statistiques judiciaires

Les procédures enregistrées dans les logiciels de rédaction seront à terme directement transmises aux services du ministère de la justice et intégrées dans le fichier CASSIOPEE qui assure les échanges dématérialisés au sein même de cette institution. L'application renverra dans TAJ les suites judiciaires données aux procédures et les intégrera dans les statistiques de la réponse pénale.

Depuis le début de l'année 2013, le site pilote de déploiement du LRPPN de Laval valide le lien permettant la transmission de ses procédures à l'autorité judiciaire par le biais de CASSIOPEE.

2.2. DES AJUSTEMENTS A PREVOIR

2.2.1. Supprimer les divergences entre les tables de concordance du LRPPN et du LRPGN

A partir de l'analyse des tables de référence des natures d'infractions recueillies par la mission au mois de mai 2013, il est apparu que la gendarmerie et la police n'attribuent pas le ou les mêmes index pour des Natinf choisies en commun.

Sur les 2218 Natinf retenues par la police nationale et les 3596 retenues par la gendarmerie nationale, seules 1654 sont communes aux deux forces. En outre, la mission observe que pour 191 d'entre elles, le ou les index de l'état 4001 associés sont tous différents et que pour 215 autres au moins, un index est différent (*cf.* annexe 28).

Ces divergences, même si elles ne portent pas sur les faits les plus fréquemment rencontrés, ne peuvent être maintenues sans corrompre la validité des statistiques de la délinquance.

Recommandation n°7 : Restaurer dans les meilleurs délais la convergence entre les tables de concordance du LRPPN et du LRPGN.

2.2.2. Créer en police nationale un processus de validation hiérarchique des enregistrements

L'enregistrement des plaintes dans le LRPPN ne prévoit pas de fonctionnalité de validation hiérarchique et ne laisse que la possibilité de modifier l'indexation dans un cadre contraint ou de faire rédiger un procès-verbal de requalification par le « plaignant ». En conséquence, si les échelons supérieurs ne s'impliquent pas dans le contrôle des dossiers, il est possible qu'apparaissent des erreurs statistiques. La mission a d'ailleurs interrogé, à plusieurs reprises au cours de ses déplacements, des fonctionnaires en charge de l'enregistrement des plaintes. Très peu d'entre eux, pour ne pas dire aucun, n'étaient conscients des impacts de leurs choix procéduraux sur les statistiques de la délinquance. Peu d'entre eux étaient conscients qu'ils choisissaient une Natinf puis un index statistique, croyant juste qu'ils devaient remplir des champs permettant de mieux qualifier littérairement l'infraction pénale constatée.

Recommandation n°8 : Compléter les fonctionnalités du LRPPN par une phase de validation hiérarchique obligatoire de l'enregistrement de la plainte.

2.2.3. Livrer les modules de gestion et de « requêtage » local du LRPPN

Dans le cadre des besoins opérationnels les services locaux doivent pouvoir interroger la base de données du LRPPN pour extraire les informations nécessaires à la localisation des lieux de délinquance. Le module de « requêtage » devra être livré au plus tôt et facilement exploitable. Actuellement les directions actives de la DGPN définissent leurs besoins.

Les retards de livraison de ce module, qui n'avait pas été initialement prévu, sont de nature à allonger le délai de déploiement du LRPPN. Son intérêt est majeur pour les directeurs départementaux de la sécurité publique qui doivent en disposer pour orienter convenablement le pilotage de la lutte contre la délinquance.

Il en va de même pour le module dit « de gestion », indispensable aux services de gestion pour coordonner l'utilisation de l'outil par les « plaignants ».

2.2.4. Faire évoluer l'ergonomie des menus déroulants

L'outil informatique n'est pas suffisamment ergonomique et convivial (cf. annexe 29). Les différents services rencontrés au cours de la mission en ont tous déploré les défauts suivants :

- la fenêtre de présentation n'étant pas extensible, elle n'utilise qu'une partie de l'écran.
- le menu déroulant ne permet pas de voir l'ensemble des qualifications possibles et des index associés.

Ce dernier point a pour effet de limiter le choix de l'utilisateur qui n'ayant pas une vue complète de l'ensemble des possibilités pourrait être incité à retenir l'une des premières solutions présentées et ne choisira pas nécessairement la qualification la mieux adaptée.

2.3. DES CONSEQUENCES A TIRER EN TERMES DE CONDUITE DU CHANGEMENT

2.3.1. Le défi de l'acculturation aux nouveaux outils

Dans la police nationale, l'indexation à des fins statistiques est actuellement le travail d'un nombre restreint de fonctionnaires. Ces personnes n'ont pas la maîtrise de la procédure pénale mais ont acquis, par expérience, une excellente connaissance de la méthodologie de l'enregistrement statistique des plaintes. Le chef d'un service de « stiqueuses », surtout lorsque son effectif est significatif, peut ainsi s'appuyer sur cette équipe pour contrôler la fiabilité des statistiques.

Avec le déploiement du LRPPN, l'enregistrement statistique des plaintes sera dévolu à chaque personnel chargé de leur recueil. Les fonctionnaires de police ne sont pas encore préparés à cette mission et un effort de sensibilisation devra être réalisé par chaque service tant au niveau du « plaignant » lui-même qu'à celui de sa hiérarchie directe, pour repérer au plus tôt les erreurs d'indexation et les corriger localement.

2.3.2. L'importance de la formation

La formation mise en place au sein des services de police dure une journée pour un « plaignant » et deux jours pour un gestionnaire.

Il est impossible, à l'issue de cette seule et courte formation, de maîtriser l'outil LRPPN. Cette formation doit être complétée par une implication et un suivi de la hiérarchie et des personnels référents. Par jour, par semaine ou par mois les fonctionnaires devront être informés des erreurs commises, relevées par le gestionnaire ou l'échelon supérieur, dans le cadre d'un véritable travail pédagogique.

Le formateur doit rappeler que d'une part les données enregistrées sont directement prises en compte dans les statistiques du service et d'autre part que les identités, les descriptions et les caractéristiques des objets cités seront directement intégrés dans les fichiers opérationnels.

2.3.3. La difficile question des gains de productivité

Pour la police nationale, lorsque le LRPPN sera pris en main par les procéduriers, l'activité du personnel actuellement chargé de l'enregistrement des faits sera moins soutenue.

Dans une phase transitoire, il sera toujours cependant nécessaire de disposer d'un personnel ayant une bonne maîtrise des index pour reprendre des omissions ou corriger les mauvais choix détectés par la hiérarchie.

Toutefois, le nombre d'agents nécessaires à cet effet pourra et devra à terme être réduit sensiblement. Des redéploiements devraient ainsi être rendus possibles, soit au profit de tâches administratives, si cela est jugé possible, soit d'un enrichissement de la documentation criminelle, bien que leur formation initiale et leurs pratiques professionnelles ne les prédisposent pas à une pratique qui est celle d'agents et d'officiers de police judiciaires.

Encore faudrait-il qu'une stratégie soit définie à cet égard par la direction centrale de la sécurité publique. Celle-ci ne s'en est pas encore dotée, accaparée il est vrai par le déploiement du nouveau logiciel. Elle devra cependant se pencher rapidement sur l'avenir de personnels administratifs qui ont par le passé, dans certains services, constitué l'unique référence stable en matière d'enregistrement des plaintes.

3 - LEUR MISE EN SERVICE DANS LA GENDARMERIE NATIONALE A CEPENDANT CONDUIT A UNE RUPTURE STATISTIQUE AMORCEE EN 2012

3.1. UNE RUPTURE STATISTIQUE CONFIRMEE PAR PLUSIEURS ANALYSES CONVERGENTES

3.1.1. Le repérage par l'ONDRP

Dans son bulletin mensuel de novembre 2012 sur la criminalité et la délinquance enregistrées en octobre 2012³⁷, l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), révèle, pour la première fois, l'hypothèse d'un décrochage de nature statistique des chiffres de la délinquance constatée par la gendarmerie. *« L'Observatoire est confronté à une situation inédite car les nombres de faits constatés par la gendarmerie nationale depuis près d'un an, et en particulier depuis le mois de juin 2012, affichent des particularités d'autant plus remarquables que dans le même temps rien de comparable n'apparaît dans les statistiques enregistrées par la police nationale. »*. Dès lors, l'ONDRP décide de ne plus agréger les chiffres de la police et de la gendarmerie et d'effectuer des analyses distinctes. Cette décision a été suivie d'effet dans les bulletins qui ont été publiés depuis (décembre 2012, bulletin pour l'année 2012, février à avril 2013).

Dans ce même bulletin de novembre 2012, l'ONDRP émet l'hypothèse que la mise en service en janvier 2012 de l'application Puls@r a eu un impact fort sur la délinquance enregistrée : *« l'absence d'effet du système Puls@r est très improbable compte tenu de la singularité des variations observées et de leur calendrier d'apparition. »* Il envisage même que cet effet en soit l'explication principale : *« Aucune autre hypothèse à ce jour ne semble pouvoir remplir de façon aussi convaincante les deux conditions suivantes : être propre à la gendarmerie nationale et être en phase avec les mois au cours desquels les fortes augmentations ont été mesurées »*. Toutefois, à part quelques constats chiffrés pour étayer cette discontinuité statistique sur certains index caractéristiques de cette rupture (12, 38, 47, 49, 52, 68, 89)³⁸, ce bulletin n'effectue pas d'étude détaillée du phénomène mais annonce un *« dialogue avec la gendarmerie nationale ... afin de tenter d'expliquer un phénomène statistique qui apparaît comme assez déconcertant »*.

A l'occasion de la publication du bulletin mensuel suivant, celui de décembre 2012³⁹, l'ONDRP confirme l'existence d'une rupture sans, cette fois non plus, en définir l'étendue ni en donner les premières explications. En revanche, de nouveaux index « en décrochage » sont identifiés (25, 48, 73)⁴⁰.

C'est finalement lors du bulletin pour l'année 2012 publié le 18 janvier 2013⁴¹, que l'ONDRP confirme une *« très probable rupture statistique »*, précise *« qu'il n'est pas impossible qu'une amélioration du processus de collecte ait provoqué une rupture de continuité statistique »* et

³⁷ http://www.inhesj.fr/sites/default/files/files/ondrp_bm/bm_2012-11.pdf

³⁸ 12 : Menaces ou chantages dans un autre but ; 38 : Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés, 47 : Viols sur mineur(e)s ; 49 : Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s ; 52 : Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants ; 68 : Destructures et dégradations de véhicules privés ; 89 : Falsifications et usages de chèques volés.

³⁹ http://www.inhesj.fr/sites/default/files/files/ondrp_bm/bm_2012-12.pdf

⁴⁰ 25 : Vols avec violences sans armes contre des femmes sur la voie publique ou autre lieu public ; 48 : Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s ; 73 : Violences à dépositaires de l'autorité.

⁴¹ <http://www.inhesj.fr/fr/books/453-2daf6c/>

avance la première analyse. Cette analyse est fondée sur la recherche de marqueurs de rupture statistique que sont pour l'ONDRP : une forte variation en volume, une forte variation en proportion, une forte variation en part de faits constatés par rapport à l'ensemble de la délinquance nationale. Avec cette méthode, en fonction du cumul des marqueurs et de leur intensité, l'ONDRP identifie des index en rupture avec une probabilité quasi certaine (38, 48, 49, 52, 68, 89), des index en rupture avec une probabilité élevée (12, 26, 47, 73, 83)⁴² et des index en rupture avec une probabilité moyennement élevée (11, 25, 32)⁴³. L'ONDRP précise toutefois que cette liste n'est pas exhaustive et que « *déterminer ce qui en est à l'origine sera une tâche très complexe, dont l'observatoire n'est pas en mesure, à ce jour, de fixer le terme* ».

Enfin, les bulletins mensuels des mois de février à avril 2013⁴⁴ effectuent le suivi détaillé sur les premiers mois de l'année de cinq index signalés en rupture en 2012 (48, 49, 52, 73, 89) dans les bulletins précédents afin de déterminer comment ils évoluent et notamment s'ils se stabilisent à des niveaux comparables à ceux observés en 2012. Ainsi, en avril 2013, l'ONDRP concluait que « *pour ces index, les nombres de faits constatés par les gendarmes, exprimés en moyenne par jour au cours du premier trimestre 2013 se situent à des niveaux supérieurs ou égaux à ceux du premier trimestre 2012. Cela conforte l'hypothèse selon laquelle les index considérés ont connu un changement d'ordre de grandeur en 2012 qui serait lié au lancement au mois de janvier d'un nouvel outil de collecte...* ».

L'ONDRP a donc bien identifié une rupture des statistiques de la délinquance enregistrées par la gendarmerie en 2012 à partir du mois de novembre 2012. Il a pris, à raison, la décision de ne plus agréger les données des deux forces de sécurité intérieure. Il effectue un suivi détaillé des index les plus manifestement touchés par cette rupture. Toutefois, depuis cette identification d'une rupture statistique, aucune analyse exhaustive sur l'ensemble des index n'a été menée pour tenter de chiffrer index par index les décalages dus à l'outil. Par ailleurs, assez peu d'explications ont été avancées et l'étude lancée avec la gendarmerie nationale n'a pas encore permis d'aboutir à une conclusion nette quant à l'étendue précise de la rupture. L'ONDRP a toutefois obtenu, en avril 2013, la communication des données détaillées sur les années 2011 et 2012 afin de pouvoir conduire de nouvelles analyses.

3.1.2. Les explications de la DGGN

3.1.2.1. Une absence d'anticipation de la rupture statistique et une révélation tardive

La direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), bien que recueillant et analysant régulièrement l'évolution de la délinquance, notamment par les travaux de la mission de pilotage de la performance (MPP), n'avait pas identifié de rupture statistique avant son annonce par l'ONDRP en novembre 2012. Seule la hausse massive des taux d'élucidation et des personnes mises en cause en décembre en raison de la clôture prématurée de l'ensemble des messages d'information statistique en cours à la fin d'année 2011 a été prévue et expliquée. En effet, la bascule de l'ancienne application BB2000 vers l'application Puls@r a

⁴² 26 : Vols avec violences sans armes contre d'autres victimes, 83 : Autres faux documents administratifs.

⁴³ 11 : Menaces ou chantages pour extorsion de fonds, 32 : Vols à la tire.

⁴⁴ http://www.inhesj.fr/sites/default/files/files/ondrp_bm/bm_2013-02-v2.pdf ;

http://www.inhesj.fr/sites/default/files/files/ondrp_bm/bm_2013-03-v4.pdf ;

http://www.inhesj.fr/sites/default/files/files/ondrp_bm/bm_2013-04.pdf ;

été effectuée dans l'ensemble des unités de gendarmerie au 1^{er} janvier 2012. Elle a alors nécessité la clôture de tous les messages en cours dans BB2000. Or c'est à la clôture de ces messages, qui a lieu normalement à la fin de l'enquête judiciaire, que les élucidations, les victimes et les personnes mises en cause, les gardes-à-vue, et les écrous entrent en statistique. Dès lors et par anticipation, le mois de décembre 2011 a connu une forte hausse de ces items. Corrélativement, les premiers mois du début d'année 2012 ont connu une baisse de ces mêmes items. Ainsi et par exemple, le taux de résolution des atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) s'est élevé à 180% en décembre 2011 pour une moyenne mensuelle oscillant plutôt autour des 80%, ou encore celui des atteintes aux biens (AAB) s'est établi à 40% en décembre 2011 à comparer aux 14,9% du taux d'élucidation de l'année 2012.

Cependant, cet effet statistique clairement identifié n'a aucune conséquence sur le volume et la nature des faits constatés. L'impact du changement de logiciel sur l'évolution des faits constatés n'avait donc pas été anticipé. Dès lors, cette absence d'anticipation s'est traduite par une difficulté à appréhender et à comprendre la rupture statistique. Le premier constat de l'ONDRP effectué dans son bulletin mensuel de novembre 2012 a été le fait déclenchant des recherches des causes de la rupture.

3.1.2.2. Des explications partielles sur les seuls index cités par l'ONDRP

Alertée par l'ONDRP, la DGGN a donc cherché à partir du mois de novembre 2012, les raisons de cette rupture statistique. Dans une première approche, la gendarmerie nationale a écarté, en grande partie l'éventualité d'un impact dû au changement de logiciel, et a privilégié les causes externes : « *Sans exclure totalement les effets de facilitation de l'application Puls@r, ces travaux portent également sur d'autres hypothèses, telles des changements de comportement des victimes ou des flux de population s'implantant en zone gendarmerie* »⁴⁵. L'hypothèse d'une absence d'impact du changement du logiciel a ensuite été progressivement abandonnée. Un tel impact est évoqué parmi d'autres effets (deux années 2010 et 2011 historiquement faibles en volume, un phénomène conjoncturel liée à la durée de la crise accentuant la délinquance acquisitive et la violence, l'amélioration de la révélation des faits par un meilleur dispositif de prise en compte) dans la note du 2 janvier 2013 sur l'évolution de la délinquance constatée par la gendarmerie en métropole en 2012. Il est enfin clairement établi dans les travaux conduits conjointement avec l'ONDRP à partir du mois de mars 2013⁴⁶.

Toutes les investigations menées par la DGGN l'ont été sur la base des 14 index cités en rupture par l'ONDRP⁴⁷. Les explications sont ainsi présentées sous forme de tableaux construits sur la base de ces index. Ils contiennent, en dehors du constat chiffré des évolutions constatées en 2012, les éléments d'analyses statistique et factuelle (cf. annexe 30).

Ainsi, certaines explications de nature statistique mettent en avant des transferts entre index dus à une meilleure indexation grâce à l'outil. Il s'agit notamment d'un transfert de faits de l'index 13 vers l'index 12, de l'index 50⁴⁸ vers les index 48 et 49, de l'index 7 vers l'index 52,

⁴⁵ Note 111372 GEND/MPP du 3 décembre 2012 du directeur général de la gendarmerie au directeur de cabinet du ministre de l'intérieur (cf. annexe30).

⁴⁶ Message n°20082 GEND/MPP du 8 mars 2013 et procès verbal de réunion n°25819 GEND/MPP du 28 mars 2013 (cf. annexe 30).

⁴⁷ Les index 11, 12, 25, 26, 32, 38, 47, 48, 49, 52, 68, 72, 83, et 89.

⁴⁸ Index 50 : Atteintes sexuelles.

de l'index 72⁴⁹ vers l'index 73 , de l'index 92 vers l'index 89 et entre les index 66, 67 et 68⁵⁰. Pour construire ces explications, la DGGN met en cause de nouveaux index non encore cités par l'ONDRP (50, 66, 67, 72) sans pourtant en conclure qu'ils ont eux aussi été des « victimes collatérales » de la rupture des index cités par l'ONDRP.

L'augmentation constatée sur l'index 47 apporte un nouvel élément d'explication technique, celui d'une qualification hâtive des faits dans un MIS, MIS qui une fois le mois d'enregistrement passé ne peut plus être revu à la baisse.

Par ailleurs, les ruptures constatées par l'ONDRP sur les index 11, 25, 26, 32, et 83 ne sont expliquées que par des éléments factuels externes (contexte économique national, augmentation des cours de l'or, meilleure prise en compte des violences faites aux femmes, meilleure sécurisation des titres) et ne reçoivent donc aucune explication technique.

Enfin, les explications statistiques données sur certains index et déjà exposées ci-dessus sont toujours doublées d'explications factuelles externes sans que les parts respectivement dues à l'outil et à ces éléments externes ne soient évaluées. Ainsi, par exemple, pour l'index 38, les explications externes mettent en avant une recrudescence des vols de carburant due à la hausse des prix à la pompe, une hausse des vols de pots catalytiques due à la présence de métaux précieux, et la sécurisation accrue des véhicules qui engendre un transfert des vols de véhicules vers les vols d'accessoires. Or ces différents éléments d'analyse ne sont pas chiffrés.

Ainsi, bien qu'une analyse partielle mette en évidence que le nouveau logiciel Puls@r a eu un impact sur les chiffres de la délinquance enregistrée par la gendarmerie en 2012, sa part de « responsabilité » n'a été établie ni par l'ONDRP ni par la gendarmerie.

3.1.3. La comparaison des données annuelles glissantes de la délinquance en zone gendarmerie et en zone police

3.1.3.1. Une approche globale par index

A la différence de l'ONDRP et de la gendarmerie nationale, la mission a décidé d'étudier le décrochage statistique dans sa globalité et non à partir de ses « traces visibles » laissées sur certains index. Ainsi, la méthode décrite ci-après a été appliquée a priori à tous les index en partant du principe que la mise en œuvre du logiciel Puls@r a pu toucher l'ensemble des 103 index de l'état 4001⁵¹. En effet, la mission est partie du principe que l'impact global de la rupture ne pourrait être évalué qu'à condition que l'ensemble des index le composant soient expertisés. Les tableaux de calculs sont présentés en annexe 31.

La méthode étudie chacun des index séparément afin d'éviter la dilution des effets dans des agrégats. Elle étudie les index sur la période s'étalant de janvier 2009 à avril 2013 afin de disposer de trois années pleines avant la rupture, de l'année de rupture 2012 et de 4 mois en 2013 après la rupture. La méthode utilise également quand cela est intéressant une population témoin, composée par les chiffres de la délinquance enregistrée par la police nationale sur la même période. Enfin la méthode appliquée est à la fois graphique, car elle utilise des graphes

⁴⁹ Index 72 : Outrages à dépositaire de l'autorité.

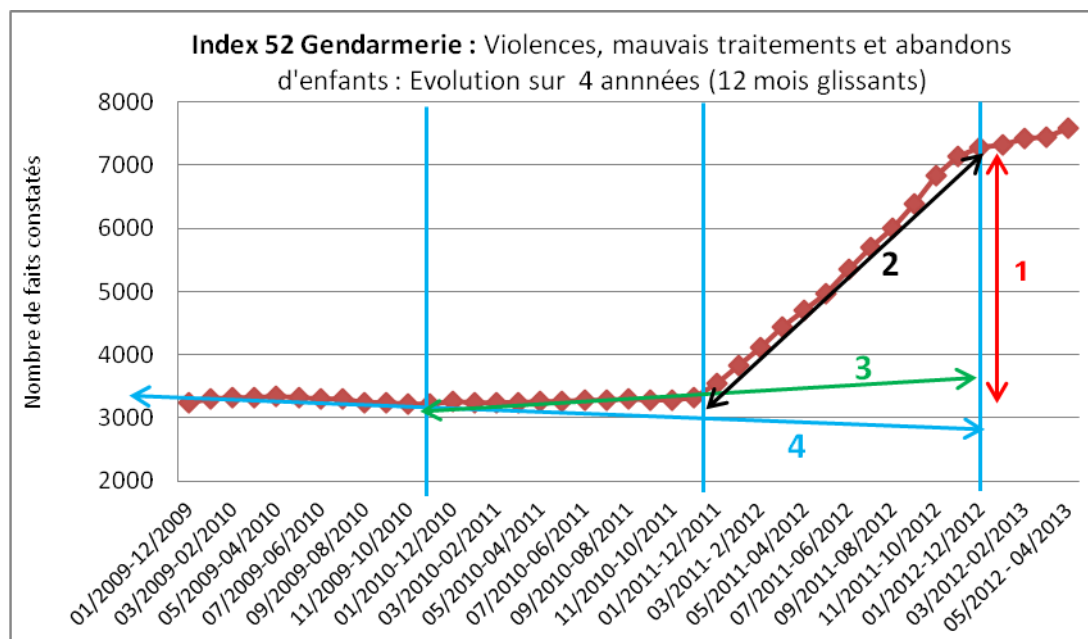
⁵⁰ Index 66 : Autres destructions et dégradations de biens publics ; index 67 : Autres destructions et dégradations de biens privés.

⁵¹ L'état 4001 était à l'origine composé de 107 index, mais les index 96, 97, 99 et 100 ont été supprimés.

construits en données annuelles glissantes, et mathématique, car les données du graphe sont comparées aux résultats des calculs effectués.

3.1.3.2. Les éléments de calcul du décalage dû à Puls@r

Le décalage dû à l'outil Puls@r (flèche rouge n°1 sur le schéma ci-dessous) est calculé pour chacun des index comme étant la moyenne des décalages entre la droite de régression (cf. note de bas de page n°47) de l'année 2012 (flèche noire n°2) et celles des années 2010-2011 (flèche verte n°3) et 2009-2011 (flèche bleue n°4).



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP

En effet, la droite de régression de l'année 2012 représente l'évolution en année glissante des données recueillies sous Puls@r. La droite de régression 2009-2011 représente la tendance en nombre de faits constatés pour l'index considéré sur les 3 années avant la mise en œuvre de Puls@r. La droite de régression 2010-2011 représente la tendance en nombre de faits constatés pour l'index considéré sur les seules 2 années avant Puls@r.

La mission a choisi de faire la moyenne des décalages entre ces trois droites pour prendre en compte deux phénomènes distincts. Le décalage entre la droite de régression 2012 et la droite de régression 2009-2011 met en évidence le décalage entre la tendance de long terme de la délinquance sur cet index et la tendance constatée en 2012 sous Puls@r. Le décalage entre la droite de régression 2012 et la droite de régression 2010-2011 permet de ne pas écarter du calcul les évolutions très récentes de la délinquance sur cet index considéré. Faire la moyenne entre ces deux décalages permet de prendre en compte ces deux phénomènes distincts de manière égale.

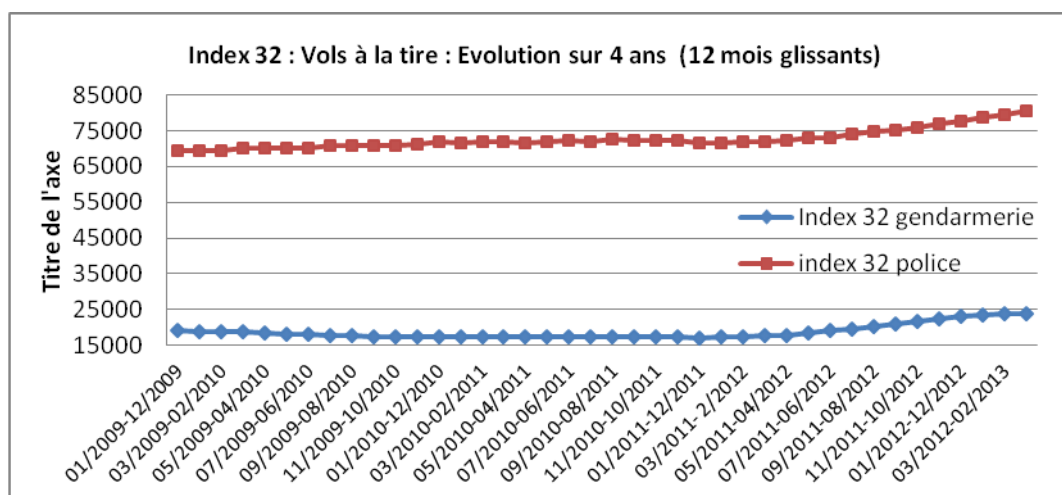
Cette méthode permet également d'évaluer une marge d'erreur. Celle-ci représente la moitié de la différence entre ces deux décalages. La marge d'erreur vise alors à représenter la différence entre les deux tendances de l'évolution de la délinquance, tendance à court terme et tendance à long terme. Ainsi si une tendance prend en 2012 l'ascendant sur l'autre, l'impact dû à Puls@r calculé sera toutefois contenu dans cette marge d'erreur.

3.1.3.3. Les éléments de précision du calcul du décalage

La méthode utilisée et présentée ci-dessus ne permet pas de prendre en compte une tendance nouvelle survenue en 2012. En effet, elle se trouve « noyée » dans la droite de régression 2012 et cette tendance éventuelle est alors incluse dans le décalage calculé. Pour tenter d'écarter cette tendance nouvelle du calcul du décalage et de ne conserver que le décalage dû à l'outil, la mission a pris en compte une population de référence constituée des chiffres de la délinquance enregistrée par la police nationale.

Toutefois, cette référence n'a été prise en compte dans le calcul du décalage que dans le cas où cela apparaissait pertinent. En effet, si avant la mise en œuvre de Puls@r, les chiffres de la délinquance évoluaient différemment entre les deux forces, il est vain et non justifié d'effectuer la moindre projection sur une évolution similaire en 2012. Dès lors, la mission a considéré que cela n'était envisageable qu'à la condition que les données de la police et de la gendarmerie soient fortement corrélées. Mathématiquement cette corrélation est représentée par le coefficient de corrélation linéaire⁵². La mission a choisi un coefficient supérieur à 0,85, très proche de 1, le maximum pour ce coefficient.

Dès lors, la méthode utilisée prend en considération cette bonne corrélation lorsqu'elle existe et parvient de la sorte à prendre en compte une tendance nouvelle survenue en 2012, s'il en existe. Plus précisément, la mission a ainsi soustrait du décalage calculé selon la méthode exposée précédemment le pourcentage d'évolution de l'index considéré en police en 2012 appliqué à la délinquance enregistrée pour cet index en gendarmerie en 2011. Ainsi, cela permet de calculer quelle aurait été la délinquance enregistrée en 2012 par la gendarmerie sans Puls@r si elle avait évolué de la même façon que celle enregistrée par la police.



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP

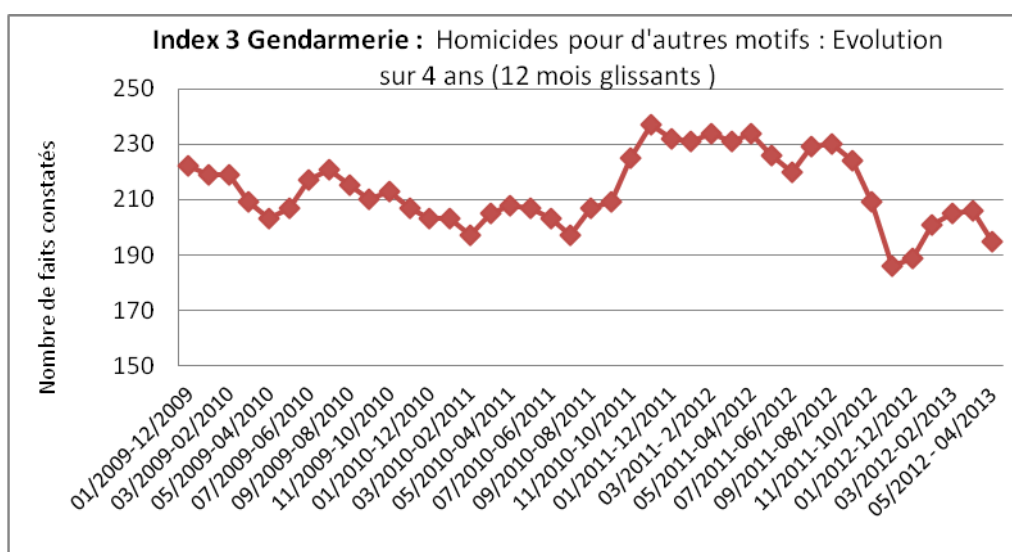
⁵² Le calcul du coefficient de corrélation entre 2 variables numériques consiste à déterminer la liaison existant entre ces variables à l'aide d'une droite. Les caractéristiques de cette droite sont calculées en minimisant l'erreur commise en représentant la liaison entre ces variables par une droite. La droite résultant de cet ajustement s'appelle la droite de régression. Plus la qualité de représentation de la liaison entre ces variables par cette droite est bonne, et plus le coefficient de corrélation linéaire associé l'est également. Ce coefficient est égal au rapport de leur covariance et du produit non nul de leurs écarts types. Le coefficient de corrélation est compris entre -1 et 1. Plus la valeur absolue du coefficient de corrélation linéaire est proche de 1, plus la corrélation entre les variables est forte. Une corrélation égale à 0 signifie que les variables ne sont pas corrélées. Quand le signe du coefficient de corrélation linéaire est négatif, c'est que la première variable est fonction décroissante de l'autre, la droite de régression correspondante est alors également décroissante. Un des intérêts de ce coefficient de corrélation linéaire, c'est qu'il ne dépend pas des unités choisies pour les variables, à la différence de la covariance qui elle en dépend.

Ainsi et pour illustrer cette explication, l'index 32 « vols à la tire » a eu une évolution similaire en police et en gendarmerie ces dernières années. Le coefficient de corrélation entre les données en 2012 est de 0,99. En police, les vols à la tire ont augmenté de 8,53% en 2012. Ce même pourcentage appliqué aux faits constatés en gendarmerie en 2011 représente 1470 faits. Dès lors, le raisonnement conduit à déduire ces 1470 faits du décalage calculé par la méthode précédente et qui représente 6663 faits, soit un décalage dû au seul outil évalué à 5193 faits⁵³.

3.1.3.4. Les éléments d'exclusion du calcul du décalage

La mission a exclu du calcul du décalage dû à Puls@r un certain nombre d'index pour des raisons liées à la pertinence même du raisonnement présenté ci-dessus.

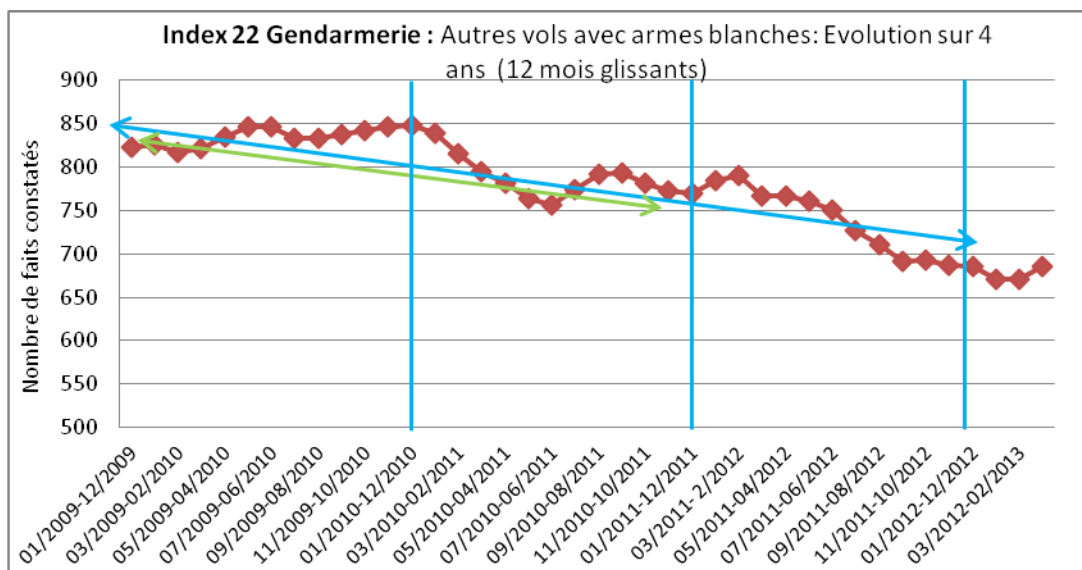
Tout d'abord ont été exclus, les index non significatifs statistiquement et représentant moins de 500 faits par an en moyenne sur les années 2009-2013. Ces exclusions ne sont pas uniquement d'opportunité, mais elles s'expliquent pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'impact calculé dû à Puls@r resterait négligeable en volume même s'il était important en pourcentage. Mais surtout, les données statistiquement faibles ont une évolution erratique dans le temps et se prêtent assez mal aux projections tendanciellles. L'exemple du graphe concernant l'index 3 ci-dessous est significatif.



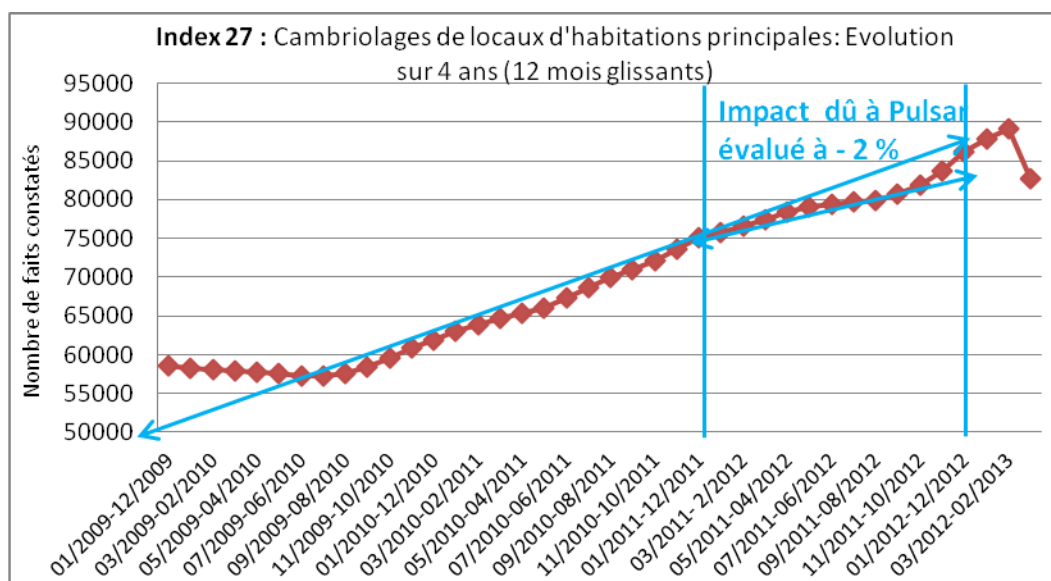
Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP

Ont également été exclus, les index dont les coefficients directeurs des droites de régression 2009-2011 et 2009-2012 sont très proches. En effet, si ces coefficients directeurs sont proches, cela signifie que le logiciel Puls@r n'a pas eu d'impact sur l'évolution tendancielle de la délinquance constatée pendant sa mise en œuvre. Là encore, l'exemple ci-dessous concernant l'index 22 « autres vols avec armes blanches » est significatif.

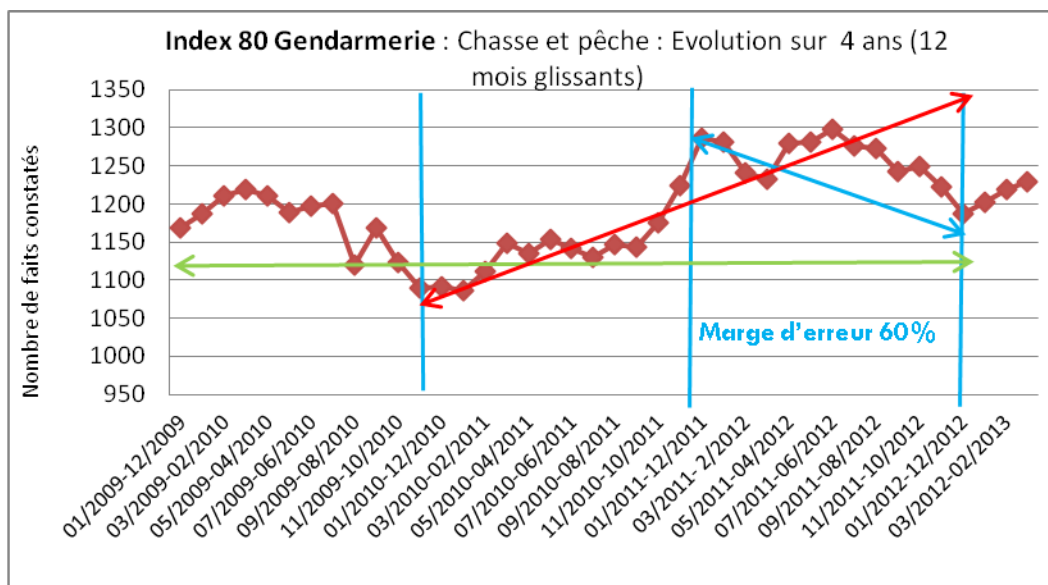
⁵³ La méthode exposée permet de bien approcher empiriquement les effets de rupture de tendance sur les chiffres de la gendarmerie nationale et exploite simplement l'information statistique additionnelle véhiculée par les chiffres de la police nationale. Il s'agit d'une première approche. La méthode exposée peut en particulier être affinée par l'utilisation de méthodes économétriques, qui permettraient notamment de véritablement « étalonner » les données de gendarmerie nationale sur celles de la police nationale et mieux exploiter le caractère semblable éventuel des évolutions sur longue période.



Par ailleurs, ont également été exclus, les index dont la part du décalage calculé dû à l'outil est inférieure à 4% des faits enregistrés. En effet, dans ces conditions, la différenciation entre une évolution de tendance en 2012 et un impact dû par l'outil lui-même devient extrêmement délicate.

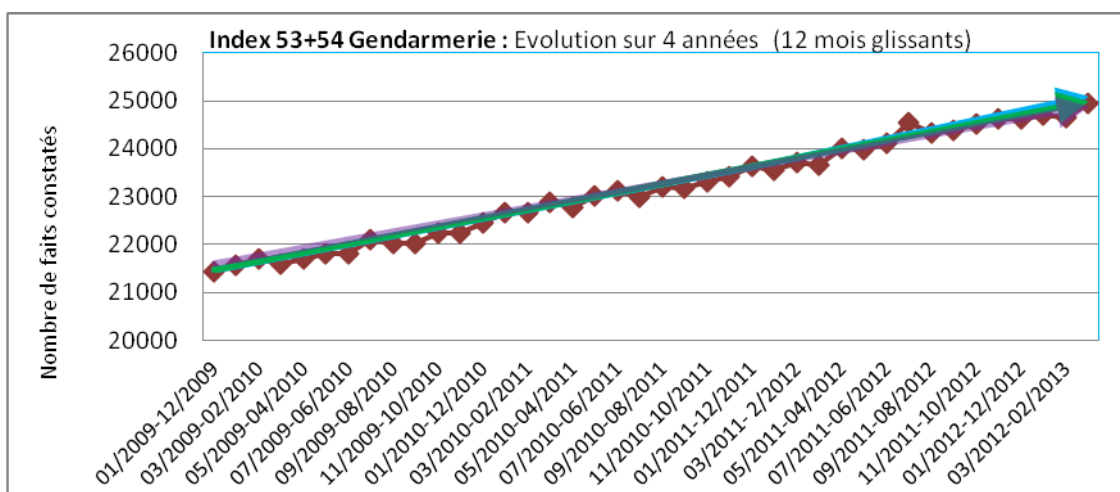
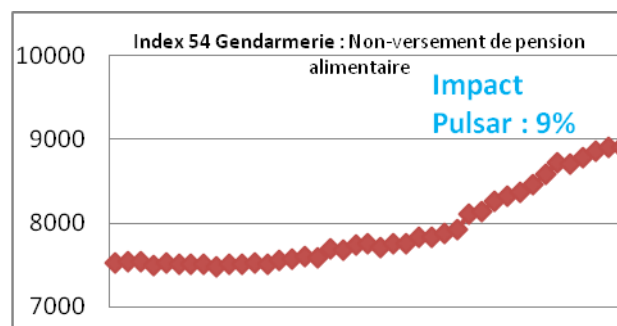
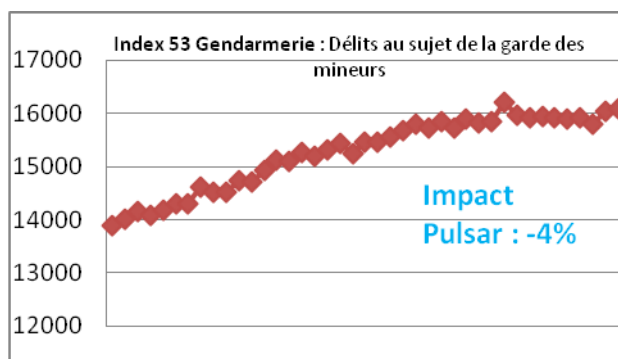


Enfin, ont finalement été écartés, dans cette première méthode, les index dont la marge d'erreur calculée était supérieure à 40% du décalage, comme dans l'exemple ci-dessous concernant l'index 80 « chasse et pêche ». En effet, la marge d'erreur est d'autant plus importante que les variations mensuelles avant la mise en œuvre de Puls@r étaient déjà importantes. Dès lors, il est difficile de mettre en évidence un effet dû au logiciel.



3.1.3.5. Une application possible aux sommes d'index

En appliquant la méthode expliquée ci-dessus aux sommes d'index, il est possible de mettre en évidence des évolutions d'index qui semblent dues exclusivement à des transferts provoqués par la bascule dans le nouvel outil.



Ainsi, comme l'illustrent les graphiques ci-dessus, alors qu'étudiés séparément les index 53 et 54 présentent un décalage dû à l'outil respectivement de -4% et 9%, ce décalage est nul quand on étudie la somme de ces index. Dès lors, la méthode suggère un pur échange direct entre les deux index des faits de délinquance enregistrés dû à l'outil, la baisse des faits enregistrés pour l'index 53 s'étant reportée vers l'index 54.

3.1.3.6. Des premières conclusions à confirmer

L'analyse de l'ONDRP fondée sur des marqueurs de rupture, n'est pas allée jusqu'à identifier l'ampleur du phénomène. Or, loin d'être circonscrite aux seuls 14 index identifiés, 18 si l'on ajoute les 4 index identifiés par la gendarmerie comme « victimes collatérales » (cf. II^{ème} partie, paragraphe 3.1.2.2.), la rupture statistique concernerait significativement plus du tiers des index.

La méthode présentée ci-dessus dans ses principes est assez simple à mettre en œuvre a posteriori et ne nécessite pas d'outils mathématiques très élaborés. Elle permet une première estimation quantitative pour chaque index des décalages dus à l'outil. Elle n'est toutefois pas suffisamment fine pour matérialiser le mois précis du décrochage statistique ni pour préciser le type de décrochage « level shift » ou rupture de niveau, point aberrant, changement transitoire de niveau ou rampe annuelle ou semestrielle (cf. II^{ème} partie, paragraphe 3.4.1.2.). Cette précision ne peut être obtenue que par l'application d'outils statistiques d'analyse des données infra-annuelles en mobilisant l'expertise de statisticiens avertis. Cette analyse, présentée ci-dessous et conduite avec l'appui de la direction chargée de la méthodologie de l'Insee, a permis de confirmer les premières conclusions de la mission.

3.1.4. L'identification des ruptures statistiques par l'application d'outils statistiques d'analyse des données infra-annuelles

L'application des outils d'analyse statistique appropriés permet d'identifier les ruptures statistiques de données infra-annuelles. Ces outils sont ainsi particulièrement utiles dans le cadre de l'analyse des effets de la rupture statistique liés au nouveau logiciel de recueil de procédures de la gendarmerie nationale.

3.1.4.1. L'analyse statistique des données infra-annuelles : une méthodologie consacrée et largement utilisée

Les séries de données infra-annuelles de type socio-économique sont le plus souvent soumises à des évolutions saisonnières, indépendamment de leur évolution tendancielle. Les activités productives ou commerciales, par exemple, subissent des fluctuations régulières liées à la période de l'année. Les exemples sont extrêmement nombreux et très divers, par exemple l'effet des périodes de soldes, de la pause estivale, de l'arrivée en septembre sur le marché de l'emploi des étudiants diplômés, les effets saisonniers dans le domaine agroalimentaire, etc.

Ces évolutions saisonnières, d'une certaine régularité, ne permettent pas d'analyser l'évolution de fond d'un phénomène en comparant directement les données brutes mensuelles ou trimestrielles entre deux périodes successives. Une telle comparaison intégrerait en effet l'effet saisonnier, qui viendrait brouiller l'évolution de fond que l'on cherche à entrevoir. **Certes, il est toujours possible de neutraliser ces effets saisonniers par le calcul d'évolutions de douze mois en douze mois. C'est ainsi, au demeurant, que procède**

l'ONDRP dans ses publications mensuelles⁵⁴. Cette pratique a toute sa légitimité statistique. Toutefois, les analyses qui s'appuient sur de telles évolutions en moyenne annuelle glissante ne permettent pas d'identifier rapidement les évolutions de tendance, ni surtout de repérer quand elles interviennent précisément. Dès lors, **l'analyse des données s'en trouve appauvrie, surtout dans les périodes dites de retournement tendanciel ou en cas de rupture statistique liée à un choc.**

Afin de disposer d'une méthodologie d'analyse des données temporelles au plus près du moment où les phénomènes interviennent, tout en neutralisant les effets saisonniers répétitifs qui brouillent la compréhension des chiffres bruts, les statisticiens ont développé des outils d'analyse mathématique et des logiciels permettant d'isoler, dans une série temporelle, ce qui relève de l'effet saisonnier et ce qui n'en relève pas et traduit donc une véritable tendance au-delà d'effets irréguliers.

Les données infra-annuelles sont aussi généralement soumises à des effets calendaires. Par exemple, une activité mesurée sur un mois ou sur un trimestre va être dépendante du nombre de jours ouvrables que le mois ou le trimestre comporte. Ou encore, dans certains secteurs, par exemple liés à l'éducation, l'activité diffère fortement le mercredi des autres jours de la semaine. Cet effet est différent de l'effet saisonnier : un mois de mars peut, selon les années, comporter un nombre différents de samedi ou de dimanche, ou de mercredi, contenir ou non le lundi de Pâques, etc. Soucieux de pouvoir procéder à des analyses qui font abstraction de ces phénomènes calendaires, les statisticiens ont également développé des outils d'analyse mathématique et des logiciels permettant d'isoler l'effet calendaire (souvent abusivement appelé effet « jours ouvrables ») de ce qui n'en relève pas.

Au final, les séries infra-annuelles peuvent ainsi être corrigées de leurs variations saisonnières et de leurs effets calendaires. L'analyse des évolutions d'un mois sur l'autre ou d'un trimestre à l'autre de données ainsi modifiées devient alors possible, même si des fluctuations d'un caractère différent (ni saisonnier, ni calendaire) restent présentes et se surajoutent aux évolutions tendanciennes que l'on cherche généralement à mesurer.

Les outils dits de « correction des variations saisonnières et d'effets calendaires » (« CVS-CJO ») sont très communément utilisés depuis plus de trente ou quarante ans et sont systématiquement mis en œuvre dans ses travaux par l'Insee, qui publie à la fois les données brutes et les données retraitées CVS-CJO. En outre, des avancées régulières, tant méthodologiques que d'outil, rendent ces instruments de plus en plus accessibles.

Au-delà des développements qui suivent et vont expliciter comment ces outils statistiques permettent d'identifier et de mesurer des ruptures, **il est indéniable que l'analyse des données enregistrées de la délinquance aurait beaucoup à gagner de l'application de ces outils et de la production et de la diffusion, aux côtés et en supplément des données brutes aujourd'hui diffusées et évidemment essentielles pour mesurer factuellement la délinquance enregistrée un mois donné, de données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires.**

⁵⁴ L'ONDRP mesure ainsi, en avril 2013, la progression d'un index en sommant la donnée mensuelle relative à cet index entre mai 2012 et avril 2013 et en la comparant à la somme de la donnée entre mai 2011 et avril 2012.

3.1.4.2. L'appréhension des ruptures par l'usage des outils statistiques adéquats⁵⁵

Les outils statistiques de correction des variations saisonnières et des effets calendaires intègrent la **capacité à identifier des changements soudains qui affectent la tendance de la série de données temporelles examinée**. Ces changements soudains peuvent être des points aberrants (lié à un phénomène exceptionnel, non reproductible affectant soit la donnée mesurée, soit la mesure effectuée) affectant ponctuellement la donnée, mais aussi des changements durables affectant définitivement le niveau général de la donnée mesurée. Ces changements durables peuvent avoir toutes sortes d'origine : une **modification législative ou réglementaire influençant les comportements ou les résultats de ces comportements, que l'on cherche à mesurer, un choc externe, une modification durable des règles d'enregistrement de l'information, etc.**

Afin de rétablir la qualité de l'analyse des données, les outils statistiques intègrent désormais la capacité à distinguer, au sein de la tendance sous-jacente à une série de données temporelles, ce qui ressort de telles ruptures ponctuelles ou durables et ce qui est une évolution tendancielle véritable, à séparer les deux éléments, et à proposer une mesure de l'effet de rupture.

3.1.4.3. L'application aux données de délinquance enregistrée de la gendarmerie nationale : identification des ruptures, de leur date de survenue, et mesure

Les outils statistiques dont nous venons d'explicitier la finalité permettent d'identifier les index relatifs à la délinquance enregistrée par la gendarmerie nationale ayant fait l'objet d'une rupture statistique en 2012. Une telle rupture est a priori durable. Néanmoins, plusieurs situations peuvent se présenter. **Elle peut être survenue dès le mois de janvier, date de mise en place du nouveau logiciel de recueil des procédures. Mais elle a pu aussi s'étaler sur plusieurs mois, sous l'effet par exemple de phénomènes d'apprentissage,** certains enregistrements statistiques intervenant plus tardivement qu'à la date de survenue des faits, après intégration du fonctionnement du logiciel.

Dans ces conditions, des travaux statistiques ont été effectués pour tester l'existence de ruptures, et leur caractère étalé ou non dans le temps⁵⁶. Quatre jeux de tests ont été effectués : identification automatique par le logiciel d'une rupture importante en janvier 2012⁵⁷ ; identification à l'issue d'une procédure manuelle d'une rupture en janvier 2012, la rupture ainsi identifiée étant dans ce cas de moindre importance ; identification à l'issue d'une procédure manuelle d'une rupture progressive tout le long du premier semestre 2012 ; identification à l'issue d'une procédure manuelle d'une rupture progressive tout le long de l'année 2012.

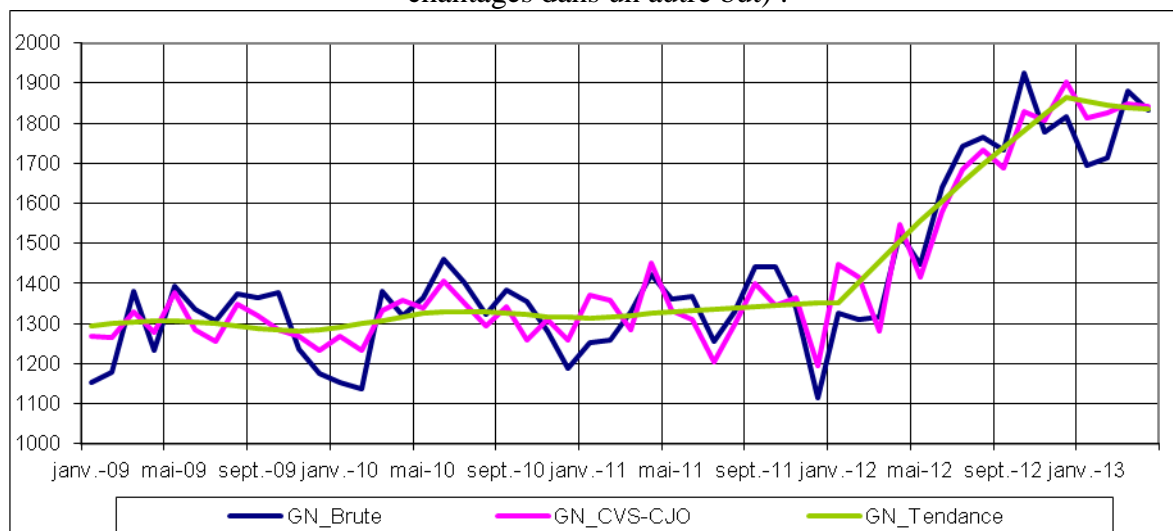
⁵⁵ Le travail qui a été effectué s'appuie sur une analyse fine des données de la gendarmerie nationale. Néanmoins, il s'agit d'une analyse uni-variée (analyse d'une seule « variable », la donnée mensuelle correspondant à tel index mesuré par la gendarmerie nationale). Une analyse multi-variée (utilisant simultanément la donnée mensuelle du même index mesuré par la police nationale) serait encore préférable. Il n'était bien sûr pas possible d'introduire ce niveau de complexité dans le cadre de la mission.

⁵⁶ Ces travaux ont été effectués par la direction de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale de l'Insee (DMCSI), sollicitée en appui technique de la mission.

⁵⁷ Ou en décembre 2011 : cas de quelques rares ruptures intervenues à la mise en œuvre de la formation intensive au nouveau logiciel.

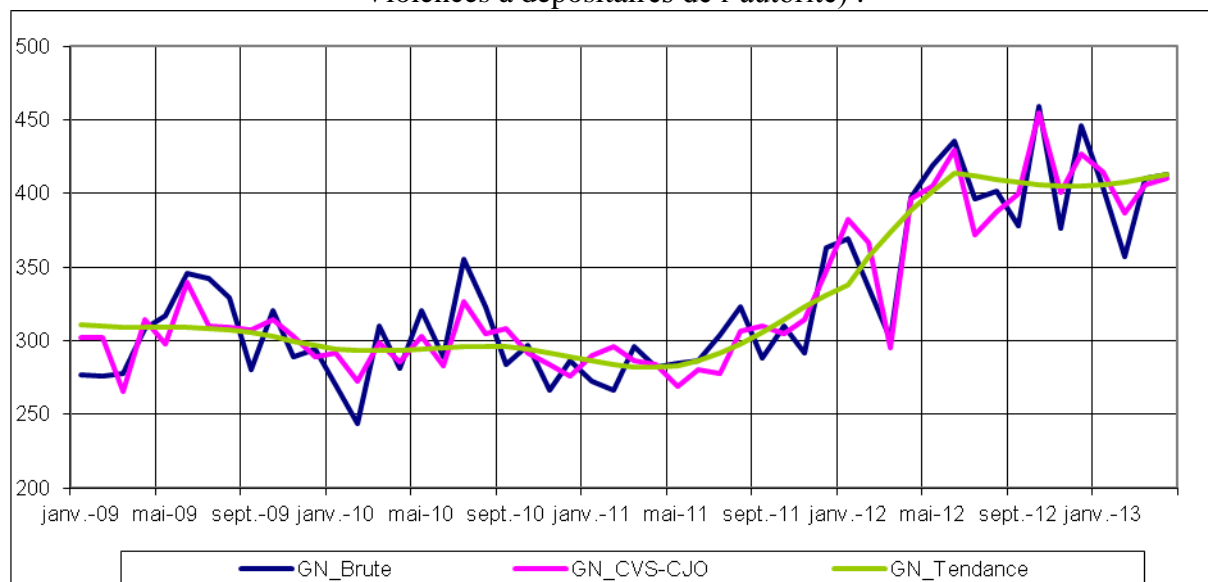
Les graphiques suivants, réalisés avec l'appui de la DMCSI de l'Insee, illustrent ces différents types de rupture. Au passage, ils permettent de constater visuellement l'importance des phénomènes saisonniers et la possibilité de les appréhender au travers d'outils statistiques.

Cas d'une rupture statistique progressive tout au long de l'année 2012 (index 12 : Menaces ou chantages dans un autre but) :



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP

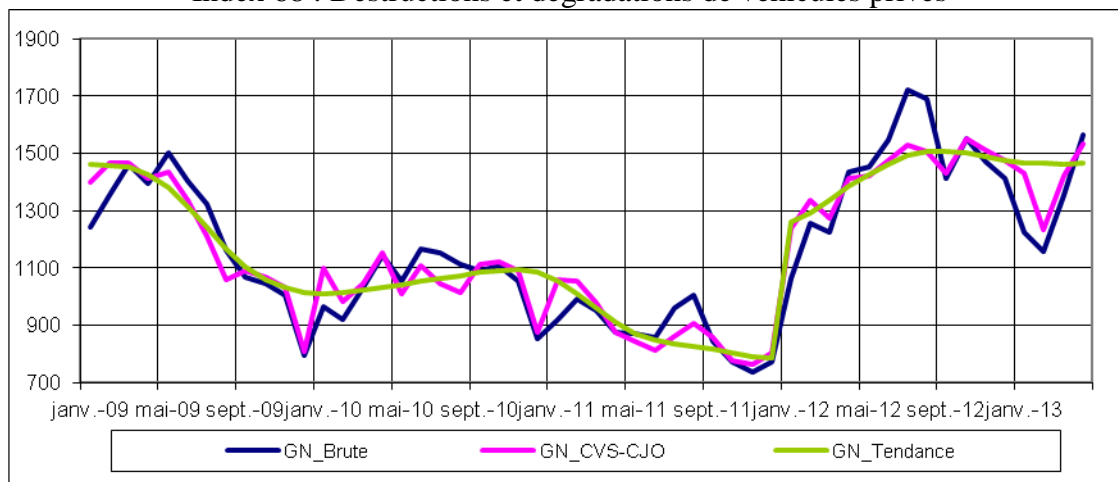
Cas d'une rupture statistique progressive tout au long du premier semestre 2012 (index 73 : Violences à dépositaires de l'autorité) :



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP

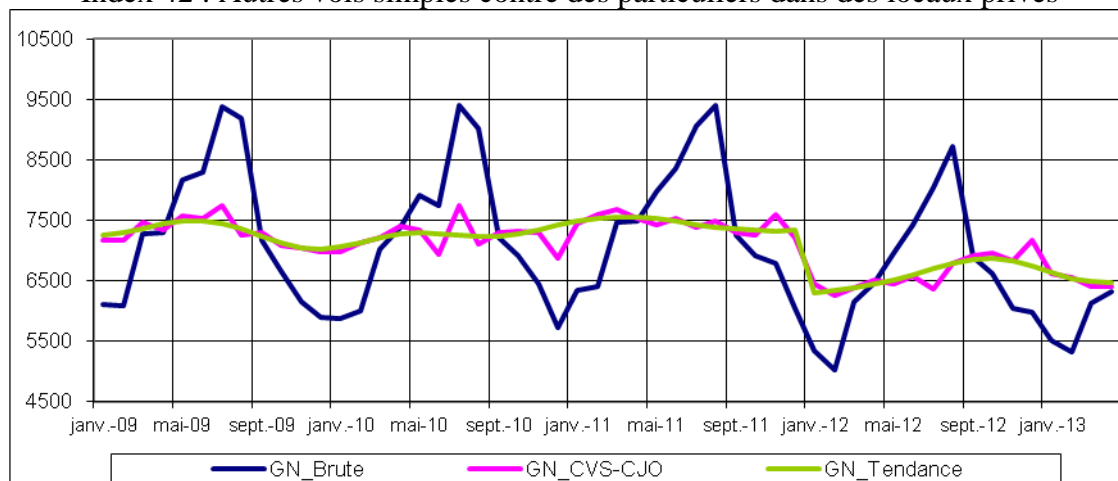
Différents cas d'une rupture statistique survenant dès le mois de janvier 2012 (index 68, détecté automatiquement, et index 42, détecté manuellement) :

Index 68 : Destructures et dégradations de véhicules privés



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP

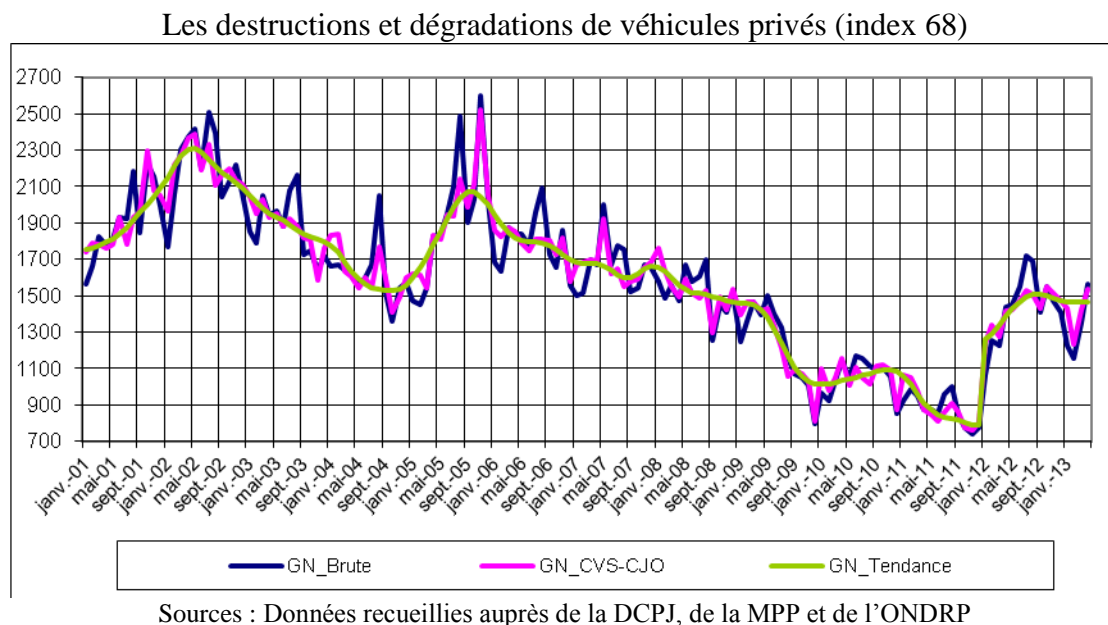
Index 42 : Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP

Il faut toutefois noter qu'il n'est pas toujours aisé de distinguer entre les différents cas de rupture. Les tests permettent de caractériser le caractère vraisemblable d'hypothèses de rupture, mais certains cas sont ambigus, et peuvent s'analyser statistiquement comme résultant d'une rupture centrée sur un mois ou progressive. Cela vient du fait que la décomposition d'une donnée brute entre sa composante tendancielle, les éléments saisonniers et les facteurs d'irrégularité inhérents à toute donnée infra-annuelle n'est pas univoque, même si l'analyse statistique peut se réduire à quelques types de décompositions, souvent cohérents et donnant des résultats très similaires. Au demeurant, d'autres scénarios auraient également pu être testés (rupture sur les deux ou trois premiers mois de l'année par exemple). Mais au final, seule une analyse fine, fondée sur une compréhension du phénomène, une mise en perspective à partir des données de long terme et une comparaison avec les observations effectuées sur les chiffres enregistrés par la police nationale, permet dans de tels cas de privilégier un effet plutôt qu'un autre. Cela fera l'objet des travaux du paragraphe 3.4 de cette II^{ème} partie.

Pour illustrer l'importance d'examiner aussi les données dans une perspective de long terme, il convient de souligner que des évolutions fortes de certains index ont pu intervenir sur certaines périodes du passé, sans qu'il soit possible de déterminer aisément leur origine. On constate dans ces conditions qu'il n'est pas toujours si aisé de distinguer une rupture statistique liée à un logiciel par rapport à des évolutions réelles, fortes et concentrées dans le temps, du phénomène enregistré. Le graphique ci dessous, relatif aux destructions et dégradations de véhicules privés enregistrées par la gendarmerie nationale depuis 2001, l'illustre assez bien.



3.2. UN « EFFET PULS@R » MULTIFORME

3.2.1. Une meilleure précision de l'indexation, créant des bascules pertinentes et durables en niveau entre index

3.2.1.1. Une assistance par l'outil qui permet de mieux préciser la qualification et l'indexation des infractions

Une meilleure indexation des crimes et délits dans la nomenclature 4001 constitue l'un des objectifs recherchés par la mise en place du nouveau logiciel. En spécifiant dans une table de passage les index compatibles avec une nature d'infraction donnée, le logiciel limite les risques d'erreur d'indexation, comparativement à une situation antérieure où l'indexation était réalisée indépendamment de la qualification littérale de l'infraction, et sans contrainte de cohérence. Il rend également plus fréquente une indexation précise de l'infraction, au travers de la liste de possibilités proposées à la personne qui réalise la saisie (« menu déroulant »), rendant a priori moins fréquente - mais aussi moins souvent possible - la saisie d'un index généraliste par défaut.

Plusieurs indices laissent penser que cet objectif est bien en partie atteint, dans la mesure où l'un des effets notables du passage à Puls@r est la diminution du nombre d'infractions enregistrées dans des index généralistes, et à l'inverse un accroissement de celles relatives à des index très spécifiques. Ainsi, parmi les causes des évolutions à la baisse de l'index

généraliste 42 « autres vols simples contre des particuliers dans des lieux privés » et à la hausse de l'index spécifique 32 « vol à la tire » se trouvent cet effet d'une meilleure indexation, même s'il en est d'autres que l'on va également passer en revue. De même, l'indice 106 « autres délits économiques et financiers » connaît une forte baisse identifiée comme attribuable à Puls@r, qui contraste avec l'évolution haussière que connaît ce même indice issu de l'enregistrement en zone police. Un autre exemple est celui des vols à main armée. L'index généraliste 19 « autres vols à main armée » subit une rupture à la baisse, probablement due à une meilleure indexation. L'accroissement respectif de chacun des index spécifiques 15, 16, 17 et 18 est cependant trop faible pour être repéré comme significatif. Le dernier exemple que l'on donnera ici est celui des infractions liées aux chèques : l'indice 89 « falsifications et usage de chèques volés » enregistre un palier de hausse, tandis que l'indice généraliste 92 « infractions à la législation sur les chèques » subit une rupture à la baisse, d'une moindre amplitude cependant, due à une différence des unités de compte (chèque pour le premier et plaignant pour le second).

Ces types d'évolutions d'index et effets de bascule sont à la fois pertinents et durables. Ils traduisent une meilleure comptabilisation des faits dans les index appropriés, qui devrait perdurer.

3.2.1.2. A contrario, un outil qui rend plus difficile une indexation inappropriée

Au-delà de l'impact sur les index et des ruptures statistiques induites, l'amélioration de la précision de l'indexation est en soi un phénomène durable qui mérite d'être souligné. Elle rendra à l'avenir plus malaisé d'affecter – involontairement, mais aussi volontairement – certaines natures d'infraction à des index généralistes qui comportent un nombre conséquent de fait et sur lesquels des fortes évolutions de délits très spécifiques ne se voyaient pas tant qu'on avait la possibilité de les y inscrire, par erreur ou non.

3.2.2. Un ordre des index ayant pu créer des déplacements plus factices

Une partie des déplacements d'index comporte cependant aussi un aspect plus factice, lié à l'ordre dans lequel les index sont proposés dans le « menu déroulant » en cas d'indexation multiple envisageable. Les index sont proposés systématiquement dans un ordre croissant. Ceci est susceptible d'influencer le choix d'un index se présentant plus haut dans la liste. On peut ici parler d'un effet catalogue. Il peut être particulièrement important lorsque des choix nombreux sont proposés.

L'un des exemples probables de ce phénomène est celui des délits sexuels. Les index 47, 48 et 49 enregistrent des accroissements significatifs liés à Puls@r, tandis que dans le même temps, l'index 50 diminue fortement. Le chiffre global des délits sexuels (index 46 à 50), pour sa part, évolue très peu.

L'effet précédent (transfert pertinent entre index) peut aussi se conjuguer à l'effet catalogue que l'on vient de décrire et ainsi être pollué par celui-ci, dans une proportion que l'on ne peut malheureusement pas appréhender. Ainsi, il n'est pas exclu que le transfert entre les index 32 et 42 ait aussi pour origine cet effet. De même, s'agissant des vols à main armée, une partie de la diminution de l'index 19 et de son report vers les index classés plus haut, 15 à 18, pourrait provenir de l'effet catalogue.

L'effet catalogue n'est toutefois pas si prégnant que cela. Il existe des infractions de nature complémentaire, pour lesquels Puls@r se traduit par l'accroissement de l'index dont la numérotation est la plus élevée. Pour prendre un exemple, les faux en écriture publique (index 83) subissent une rupture à la baisse, tandis que les autres faux en écriture (index 84) enregistrent une rupture à la hausse.

3.2.3. Quelques évolutions vraisemblables de périmètres

Le nouveau logiciel de recueil des procédures relie désormais une table de quelques 3 600 natures d'infractions différentes à une indexation en une centaine de catégories. Précédemment, l'indexation s'appuyait sur environ 500 types d'infractions, avec une table de passage censée être univoque (un type d'infraction correspondait nécessairement à un index particulier, dans le guide de méthodologie) mais avec une finesse bien plus limitée de la nomenclature des types d'infraction.

Pour prendre un exemple, des délits tels que les agressions contre des mineurs dans des transports, ou hors des établissements scolaires, n'étaient pas répertoriés dans la liste des 500 types d'infraction. N'étant pas spécifiques, il est probable qu'ils étaient traditionnellement enregistrés dans l'index généraliste relatif aux violences n'ayant pas entraîné la mort, c'est-à-dire l'index 7. Depuis la mise en œuvre de Puls@r, ces types d'agressions peuvent être enregistrés sous l'index 52, qui est proposé systématiquement, le cas échéant au côté de l'index 7, conformément à l'intitulé « violences, mauvais traitements et abandons d'enfants ». Jusque-là, selon la table de passage du guide méthodologique, il semble que les violences intégrées à cet index relevaient quasiment toujours du mauvais traitement familial.

3.2.4. Des déplacements d'enregistrement dans les index entre contraventions et délits

Une conséquence importante de la mise en place de Puls@r a été le déplacement d'enregistrement dans les index entre les contraventions et les délits. L'effet apparaît extrêmement élevé pour les dégradations de véhicules privés ainsi que pour les dégradations d'autres biens privés.

La sélection, au moment de l'enregistrement de la plainte, d'une nature d'infraction de type délictuel entraîne automatiquement la création d'un MIS et donc un index délictuel : les choix imposés par le logiciel sont contraignants.

Toutefois, il faut souligner, conformément à ce qui a été établi précédemment (*cf.* I^{ère} partie, paragraphe 2), qu'une qualification insuffisante de la nature de l'infraction peut toujours fausser l'indexation, et conduire à enregistrer comme contraventions ce qui ressort de délits. Ainsi le choix d'une nature d'infraction contraventionnelle au moment de la création de la pièce de procédure, alors même que l'affaire semble être de nature délictuelle, n'entraînera pas la création d'un MIS.

3.2.5. Un logiciel qui garantit l'enregistrement de la totalité des plaintes

Le logiciel Puls@r et la méthodologie qui l'accompagne rend désormais impossible le non enregistrement des plaintes d'un point de vue statistique. Jusque-là, on ne pouvait pas exclure que des plaintes enregistrées ne donnent pas lieu, in fine, à la production de messages

d'information statistique. Oubli, absence de contrôle, etc. pouvaient conduire inéluctablement à la non prise en compte d'une partie des délits dans les enregistrements statistiques. Aucun outil informatique de contrôle n'existait pour identifier, a priori, les erreurs, involontaires ou non, et pour imposer leur correction.

Désormais, Puls@r, en liant la prise de plainte et son enregistrement statistique, en offrant des mécanismes de traçabilité et de contrôle à plusieurs niveaux, y compris central, de la traduction de la plainte en enregistrement statistique dans un index, garantit l'enregistrement de la totalité des plaintes.

Cela n'empêche naturellement pas que, de manière contrôlée et connue par la hiérarchie qui accède aux outils informatiques, la prise en compte des plaintes du point de vue statistique ait pu être retardée. Cela s'est produit, selon les éléments recueillis par la mission, dans les premiers mois d'apprentissage du logiciel, en 2012. Mais ce retard, visible et sous contrôle, a ensuite été résorbé, sans quoi la trace de non prise en compte des plaintes aurait été conservée.

3.2.6. Des effets sur 2012 qui influent sur la comparaison 2012/2011 mais aussi sur la comparaison entre 2013 et 2012

Les effets du passage à Puls@r que l'on a pu mentionner ont pu être immédiats, et être identifiables (en données CVS/CJO) dès les premiers mois de 2012, ou progressifs, s'étalant sur les six premiers mois de l'année voire sur l'année toute entière. Ce caractère progressif est un effet d'apprentissage qui peut être de deux ordres :

- la meilleure indexation, même si elle est assistée, peut s'affiner sur la durée ;
- une décision de prendre en compte les MIS tardivement peut créer un creux soudain dans les premiers mois de l'année puis une remontée dans les mois qui suivent, avec un ressaut non durable pour prendre en compte les enregistrements retardés.

Le caractère plus ou moins rapide de l'effet Puls@r sur un index a pour conséquence que cet effet peut se répartir, lorsque l'on mesure les évolutions annuelles, entre l'évolution 2012/2011 et l'évolution 2013/2012.

Typiquement et schématiquement :

- un effet immédiat et portant complètement sur janvier 2012 n'impactera que l'évolution 2012/2011. En effet, le « bon » niveau est atteint par l'index dès le début de l'année 2012. La comparaison 2013/2012 n'est pas perturbée ;
- un effet progressif et régulier tout au long de l'année impactera pour moitié l'évolution 2012/2011 et pour moitié l'évolution 2013/2012 ;
- entre les deux, un effet progressif et régulier sur le premier semestre 2012 impactera pour $\frac{3}{4}$ la comparaison 2012/2011 et pour $\frac{1}{4}$ la comparaison 2013/2012.

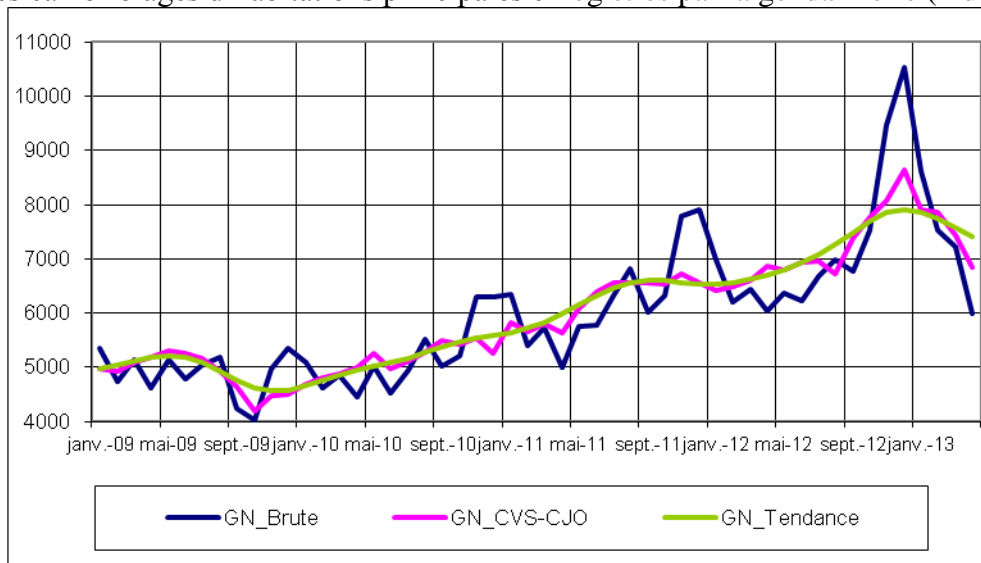
3.3. DES EFFETS NON LIES A L'OUTIL

Une première approche sur certains index qui évoluent fortement en 2012 pourrait être, au vu de ce qui a été démontré ci-dessus (cf. II^{ème} partie, paragraphes 3.1. et 3.2.), d'imputer tout ou partie de la hausse ou de la baisse à une rupture statistique. Or cette approche simpliste est également fautive et occulterait de véritables évolutions de tendance de la délinquance sur certains index. Les outils statistiques dont la mission a fait usage permettent de différencier, le plus souvent, un choc statistique dû au changement de pratiques d'enregistrement (en l'occurrence la mise en œuvre d'un nouveau logiciel), de tendances de fond de la donnée étudiée.

3.3.1. Des variations notables de la délinquance sur certains index

L'index le plus illustratif de ce phénomène d'évolution notable de la délinquance qui n'intègre pas, ou pas de manière aisément identifiable, d'impact de l'outil concerne les cambriolages de locaux d'habitations principales (index 27). En effet, les deux méthodes exposées ne détectent aucune rupture statistique visible. La tendance apparaît véritablement haussière en raison d'éléments externes au processus d'enregistrement. Ainsi, les 14,7% de hausse constatée en 2012, représentant un peu plus de 11 000 faits supplémentaires, sont, si ce n'est uniquement, en tout cas très majoritairement, imputables à l'augmentation de la pression délinquante.

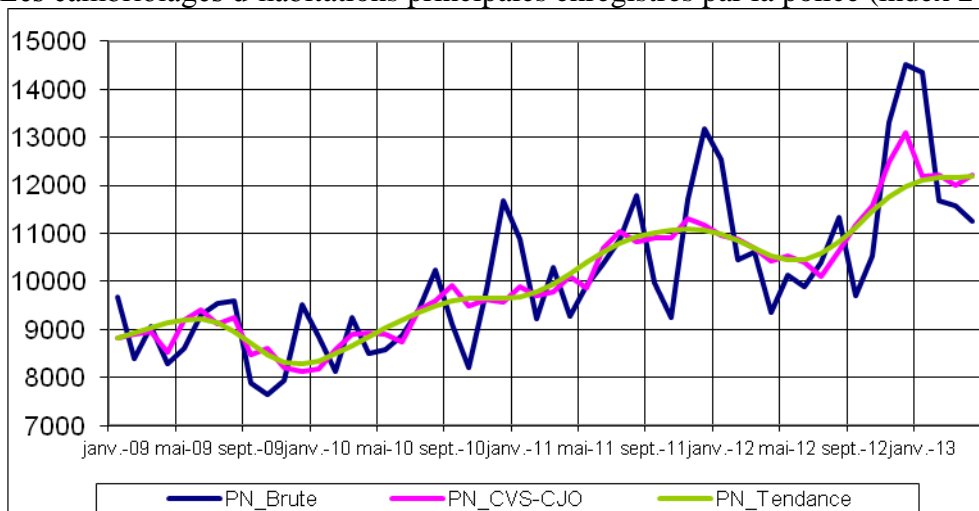
Les cambriolages d'habitations principales enregistrés par la gendarmerie (index 27)



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP, graphique réalisé avec l'appui de la DMCSI de l'Insee

Par ailleurs, et comme le confirme le graphique ci-après, l'évolution est similaire pour ces mêmes faits enregistrés cette fois-ci par la police nationale. Tout cela atteste qu'il s'agit bien d'une tendance nationale forte. Elle a d'ailleurs été confirmée à la mission lors de ses déplacements que ce soit en province ou en région parisienne. Elle poursuit enfin une tendance observée depuis quelques années et confirmée par l'enquête « victimation » (cf. III^{ème} partie, paragraphe 1.2.).

Les cambriolages d'habitations principales enregistrés par la police (index 27)



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP, graphique réalisé avec l'appui de la DMCSI de l'Insee

D'autres évolutions importantes à la baisse apparaissent également, au moins en grande partie, indépendantes du changement de logiciel. Il s'agit par exemple des vols simples sur chantier (index 39). Les deux méthodes utilisées n'ont pas mis en évidence de rupture statistique alors même qu'en 2012, la délinquance enregistrée sur cet index a chuté de 10,3 %, représentant une baisse de plus de 1 100 faits sur l'année.

3.3.2. Une forte baisse de certaines IRAS

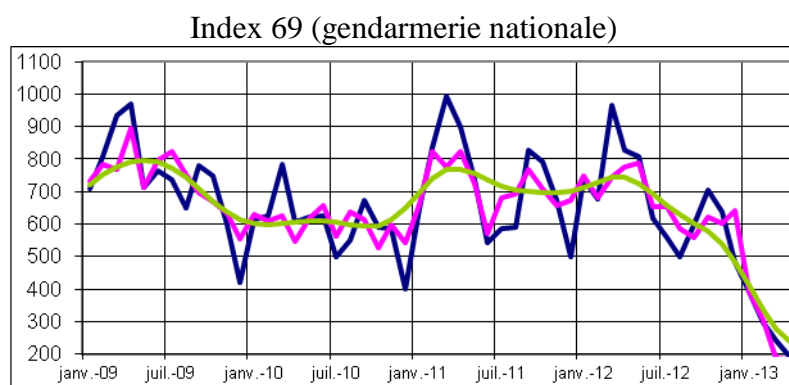
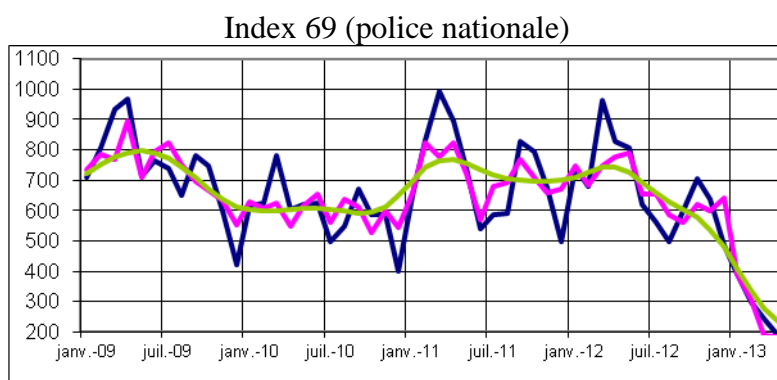
Les 3 index des infractions à la législation sur les étrangers⁵⁸ accusent, en gendarmerie, une baisse de -8,8% en 2012 et qui représente près de 700 faits en moins. Les méthodes exposées n'ont détecté aucune rupture statistique due au changement du logiciel d'enregistrement, confirmant là encore leur faculté de différenciation d'une rupture due à un outil d'enregistrement, d'un autre type de rupture que l'on sait par ailleurs due à une modification de la législation sur les étrangers.

En effet, la première chambre civile de la Cour de cassation a pris la décision le 5 juillet 2012⁵⁹ de mettre un terme aux mesures de garde à vue pour vérifier la régularité du séjour des étrangers. Cette décision confirme l'avis de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 5 juin 2012. Ce n'est qu'en fin d'année qu'une rétention administrative d'une durée de 16 heures a été instaurée par la loi n°2012-1560 du 31 décembre 2012, permettant aux enquêteurs de disposer d'un temps suffisant pour effectuer les vérifications administratives et judiciaires nécessaires dans ce type d'enquête.

Comme le présentent les graphes ci-après, la baisse est notable et similaire en police. Ainsi, elle n'est donc pas, avec certitude, imputable à l'outil.

⁵⁸ Index 69 : infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers ; index 70 : Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers ; index 71 : autres infractions à la police des étrangers.

⁵⁹ 1^{ère} chambre civile de la cour de cassation, 5 juillet 2012, pourvoi n°11-19.250.



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP, graphiques réalisés avec l'appui de la DMCSI de l'Insee

3.3.3. Une approche différente du pilotage par objectif

Comme cela a été présenté dans le tome 1 (*cf.* 1^{ère} partie, paragraphe 6.1), l'annonce de la fin de la politique du chiffre en milieu d'année 2012 est de nature à renforcer la qualité de l'enregistrement des plaintes dans les forces de sécurité intérieure. Ainsi, la mise en place des nouveaux agrégats moins « globalisants », la fin du chiffre unique, la disparition des objectifs chiffrés départementaux conduisent à un changement d'approche qui est en train de se diffuser lentement dans les différents services de police et de gendarmerie.

Les statistiques de la délinquance enregistrée redeviennent progressivement un véritable outil de pilotage de l'activité opérationnelle des forces, statut qu'elles avaient peu à peu perdu au profit de celui d'outils de communication et de contrôle de la performance des services. D'ailleurs, au cours de ses différents déplacements, la mission a noté que l'état d'esprit instauré par cette nouvelle impulsion a d'ores et déjà des effets sur l'évolution des pratiques d'enregistrement des services.

Toutefois, ce changement est progressif et n'a été amorcé véritablement que vers la fin de l'année 2012. Dès lors, les effets de l'évolution de la doctrine ne se sont pas ou très peu ressentis sur l'évolution chiffrée de la délinquance en 2012.

Par ailleurs, la mission n'a pas mis en évidence en gendarmerie d'impact qui serait dû, en milieu d'année, à un changement de doctrine. L'hypothèse avancée par l'ONDRP, notamment

dans son bulletin mensuel de décembre 2012⁶⁰, et qui propose comme piste à explorer « l'arrêt annoncé au mois de mai 2012 de la course effrénée aux chiffres » semble devoir être écartée. En effet, de nombreux index décrochent fortement dès le mois de janvier⁶¹, alors que d'autres évoluent progressivement, sur les 6 premiers mois voire sur toute l'année 2012. Un premier réflexe pourrait être de dissocier ces évolutions s'étalant sur 6 ou 12 mois des effets dus à un outil qui a été installé partout en France le 1^{er} janvier 2012. Une telle approche serait inadéquate. En effet, à certains égards, il y a eu un processus d'appropriation du nouvel outil, qui, lui, s'étale sur plusieurs mois et dont les effets se font ressentir très progressivement (cf. II^{ème} partie, paragraphe 3.4.1). Par ailleurs, les données infra-annuelles, une fois corrigés des variations saisonnières et des effets calendaires, ne font jamais apparaître une rupture initiée en milieu d'année. Enfin, la police nationale n'a pas subi non plus d'effet d'accélération de la délinquance en milieu d'année 2012 qui se verrait sinon nettement sur les données CVS-CJO. Il semble donc qu'il faille écarter définitivement l'hypothèse d'un impact de la fin de la « course aux chiffres ».

En revanche, pour l'année 2013, ce changement de doctrine aura sans doute des effets plus marqués. En effet, la mission a pu constater à travers les différents sondages sur les échantillons de procédures qu'elle a collectés au cours de ses déplacements, qu'un retour à « l'orthodoxie » du guide de méthodologie statistique aura nécessairement un impact visible sur certains des index « gros contributeurs » de l'état 4001, et notamment les index 7, 27 à 43, et 66 à 68. Cet impact sera nécessairement progressif car il sera diffus et non synchrone sur l'ensemble du territoire, mais il aura lieu.

3.4. LA QUANTIFICATION DE L'EFFET « PULS@R »

3.4.1. L'effet mis en évidence par les analyses de la mission

3.4.1.1. Plus du tiers des index impactés par une rupture

A partir de l'ensemble des analyses qu'elle a conduites et confrontées entre elles, la mission relève que 38 index sur les 103 que comprend l'état 4001, soit plus du tiers, sont probablement touchés par une rupture statistique (cf. annexe 33). Parmi ces 38 index, la mission en relève 24 pour lesquels un tel impact est quasiment certain. L'ONDRP en avait à ce stade identifié entre 12 et 14.

La mission a cherché à quantifier l'impact de Puls@r sur chacun des index concernés, en utilisant conjointement et en confrontant les deux méthodes qui ont été exposées, et qui le plus souvent donnent des ordres de grandeur similaires. Pour chaque index, la mission s'est également attachée à apprécier le degré de fiabilité de l'existence ou de l'inexistence d'un impact, en se fondant sur les apports respectifs des deux méthodes et les marges d'erreurs associées, ainsi que sur un troisième critère plus qualitatif relatif à la capacité de la mission de cerner les mécanismes de l'effet Puls@r (transfert entre tel et tel index, explications plausibles ou probables, etc.). Il est cependant essentiel d'insister sur le fait que les chiffres qui suivent constituent par nature une estimation que des travaux plus approfondis encore, pourront bien sûr permettre d'affiner.

⁶⁰ http://www.inhesj.fr/sites/default/files/files/ondrp_bm/bm_2012-12.pdf

⁶¹ Dans quelques cas dès le mois de décembre : la formation intensive sur l'outil pratiquée sur 6 semaines en amont du déploiement en est la raison très probable.

Sur les 38 index ayant probablement subi une rupture, 13 subissent une rupture à la baisse qui s'établit à environ -20 700 faits, et 25 subissent une rupture à la hausse qui s'établit à +64 200 faits. Le différentiel de la rupture statistique due à Puls@r est donc significatif et s'établit à environ +43 500 faits. Ce différentiel représente l'effet Puls@r approximatif sur les statistiques de la délinquance en gendarmerie. **Au-delà des aléas d'appréciation de l'effet sur chaque index, la mission estime donc que cet effet est bien réel et qu'il impacte les chiffres de la délinquance de la gendarmerie à hauteur de 35 000 à 50 000 faits.**

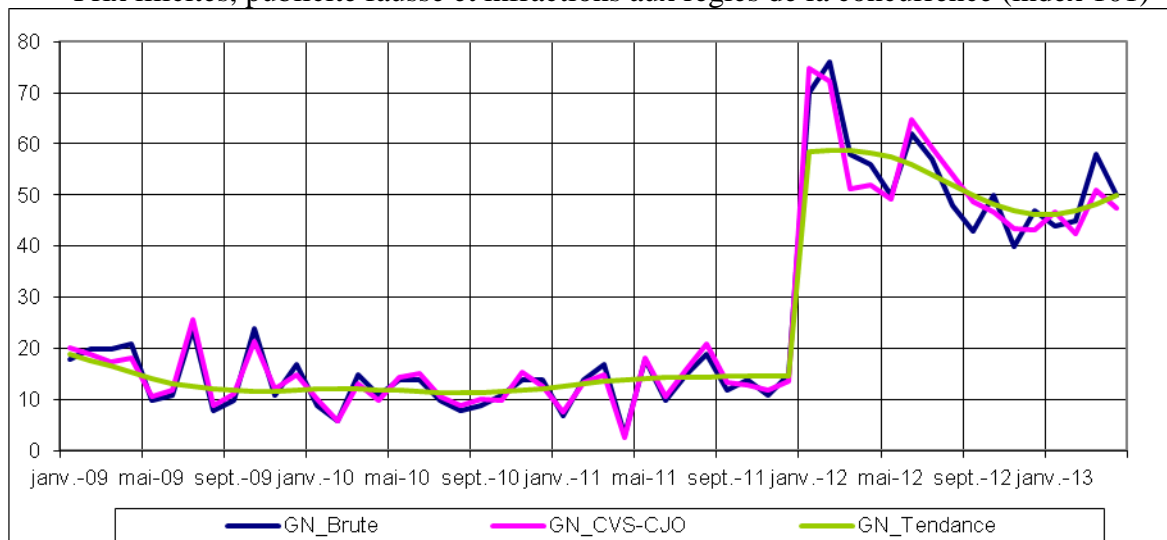
Cet impact est lié au changement de logiciel. Toutefois il n'est pas uniforme et se matérialise selon les index par des scénarios de rupture très différents (rupture immédiate ou s'étalant sur quelques mois). Il s'appliquera en fonction de ces scénarios de rupture soit totalement à l'année 2012, soit en partie à l'année 2012 et en partie à l'année 2013.

3.4.1.2. Des scénarios de rupture différents selon les index

Le « level shift » positif

Selon les travaux conduits, huit index apparaissent subir un « level shift » positif. Il s'agit des index : 25, 26, 48, 49, 52, 68, 89, et 101. Ce « level shift » se matérialise par un fort décrochage à la hausse en début d'année 2012, puis une stabilisation au nouveau niveau de délinquance enregistrée atteint⁶². Ce type de rupture met en évidence une bascule rapide entre les deux processus sans période d'adaptation. Dans ce cas de figure, l'intégralité de l'impact est affecté à l'année en cours, et dans le cas présent à l'année 2012. Ci-dessous, la mission présente un exemple de rupture mis en évidence par l'index 101. Le « level shift » est parfaitement visible en janvier 2012.

Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence (index 101)

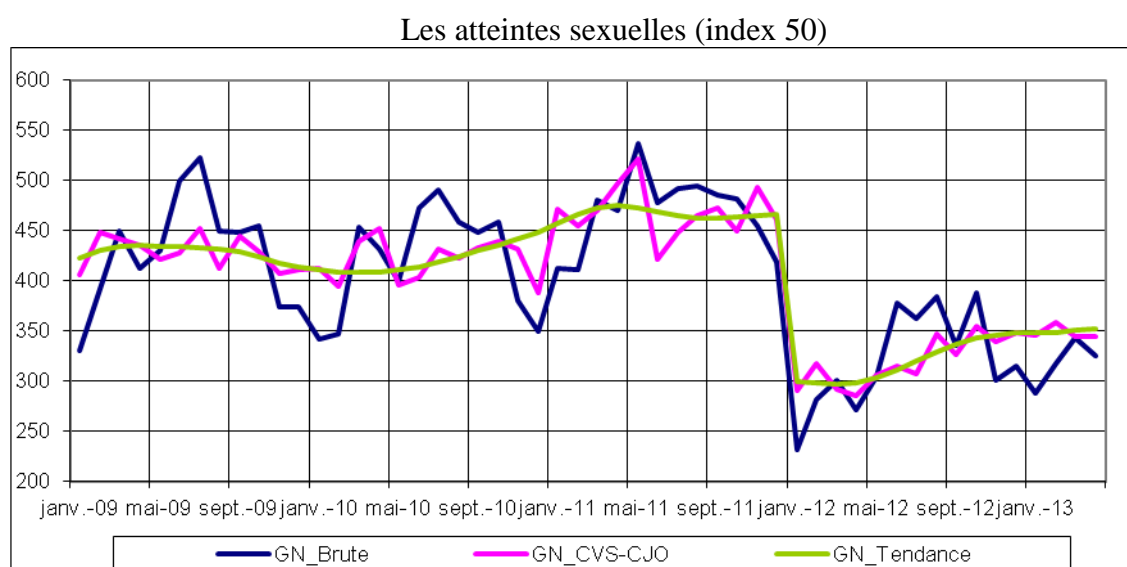


Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP, graphique réalisé avec l'appui de la DMCSI de l'Insee

⁶² Sauf exception : l'index 26 rediminue ainsi subitement en septembre 2012.

Le « level shift » négatif

Treize index apparaissent subir un « level shift » négatif. Il s'agit des index : 13, 19, 31, 42, 50, 56, 58, 60, 72, 79, 84, 92 et 106. Ce « level shift » se matérialise par un fort décrochage à la baisse en début d'année 2012, puis une stabilisation au nouveau niveau de délinquance enregistrée atteint. Ce type de rupture met également en évidence une bascule rapide entre les deux processus sans période d'adaptation. Dans ce cas de figure, l'intégralité de l'impact est affecté à l'année en cours, et dans le cas présent à l'année 2012. Ci-dessous, la mission présente un exemple de rupture mis en évidence par l'index 50. Le « level shift » est parfaitement visible en janvier 2012.

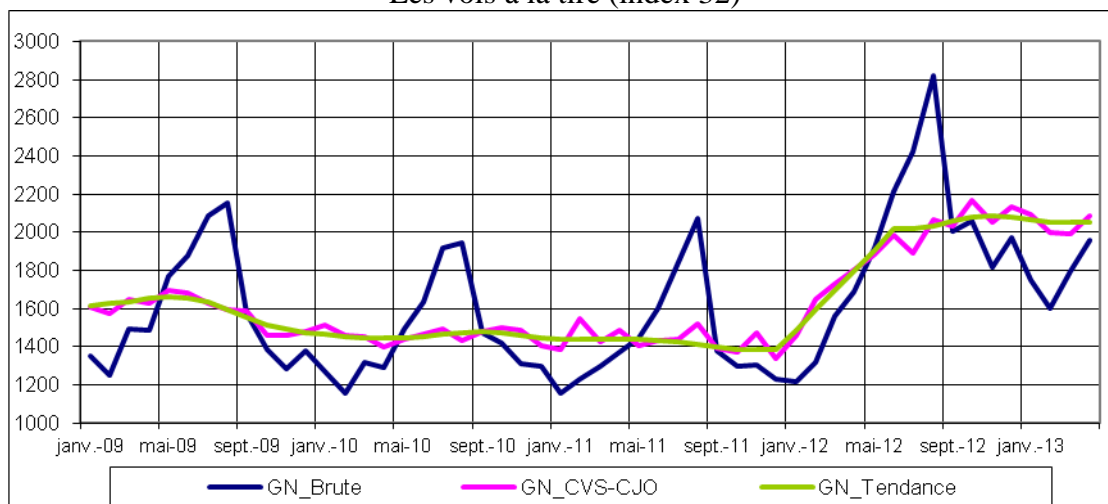


Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP, graphique réalisé avec l'appui de la DMCSI de l'Insee

La rampe semestrielle

Douze index présentent une rupture sous forme de rampe semestrielle. Il s'agit des index 5, 7, 11, 30, 33, 47, 53, 54, 67, 73 et 83. Cette rampe matérialise une rupture progressive qui s'est étalée sur un semestre. Elle met en évidence une adaptation au nouveau processus de manière progressive mais relativement rapide. Dans ce cas de figure, seuls les trois quarts de l'impact calculé s'appliquent à l'année en cours (ici l'année 2012), le quart restant s'applique alors à l'année suivante (ici 2013). Ci-après la mission présente un exemple de rampe semestrielle mise en évidence par l'index 32.

Les vols à la tire (index 32)

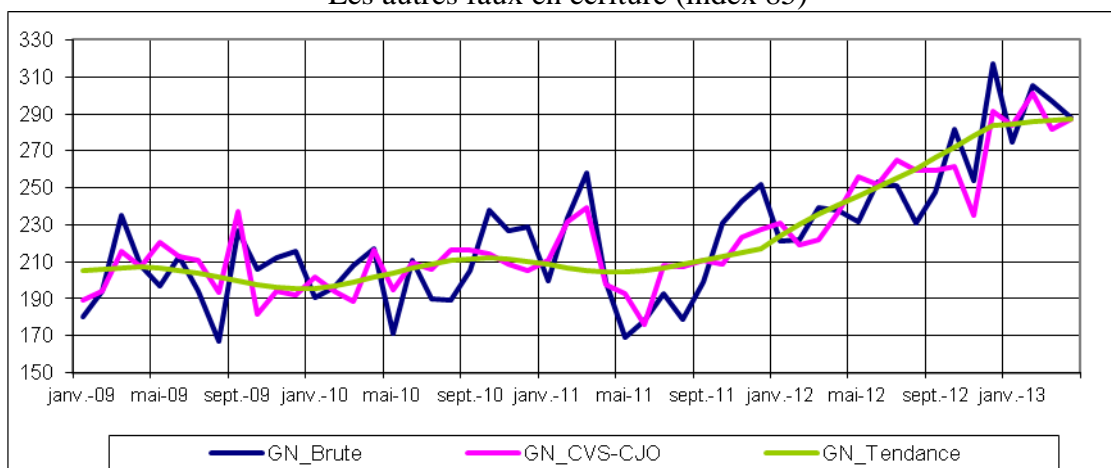


Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP, graphique réalisé avec l'appui de la DMCSI de l'Insee

La rampe annuelle

Enfin, cinq index présentent une rupture sous forme de rampe annuelle. Il s'agit des index 12, 29, 38, 44, et 85. Cette rampe matérialise une rupture progressive qui s'est étalée sur toute l'année⁶³. Elle met en évidence une adaptation au nouveau processus de manière progressive. Dans ce cas de figure, seule la moitié de l'impact calculé s'applique à l'année en cours (ici l'année 2012), l'autre moitié s'applique alors à l'année suivante (ici 2013). Ci-dessous la mission présente un exemple de rampe annuelle mise en évidence par l'index 85.

Les autres faux en écriture (index 85)



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP, graphique réalisé avec l'appui de la DMCSI de l'Insee

⁶³ Les cas de rampe annuelle ont été examinés avec une attention particulière, car il n'est pas intuitif qu'un processus d'adaptation soit si long. Trois index en particulier (12, 38 et 85) sont pourtant bien caractérisés par un accroissement très conséquent sur 2012, qui contraste fortement avec l'évolution de l'index par le passé y compris sur longue période (depuis 2001) et avec l'évolution du même index mesuré par la Police nationale dans sa zone d'intervention. Les index paraissent en outre se stabiliser en données CVS-CJO à partir de fin 2012-début 2013.

La rupture est en règle générale intervenue dès les premiers mois de l'année 2012. En effet, au total, plus des quatre cinquièmes des index qui sont identifiés comme ayant subi une rupture apparaissent l'avoir subie immédiatement ou dès le premier semestre de l'année 2012⁶⁴.

Bien évidemment, ces différents scénarios de rupture sont idéaux. Ainsi, la plupart des ruptures des 38 index sont le résultat de la superposition de plusieurs scénarios⁶⁵. La mission, par simplification, les a cependant classés dans l'une ou l'autre rubrique en fonction des caractéristiques dominantes de la rupture. En tout état de cause, cela semble indiquer que l'apprentissage du logiciel a été plus ou moins progressif en fonction des index, certains étant peut-être plus intuitifs que d'autres.

3.4.2. Le poids significatif de ces effets sur la plupart des agrégats de mesure de la délinquance

La rupture constatée sur chacun de ces 38 index se reporte intégralement sur le ou les agrégats auxquels ces index sont rattachés. Toutefois, les effets de rupture s'ajoutent au sein de l'agrégat en fonction de leur part respective dans chaque index impacté et présent dans l'agrégat. Il est donc impossible d'identifier un type de rupture pour chaque agrégat. En revanche, cette rupture peut être chiffrée de manière approximative par agrégat. On peut, en effet, sommer les estimations chiffrées d'impact relatives aux index impactés composant l'agrégat. Comme expliqué supra, la rupture identifiée pour un index donné s'applique intégralement à l'année 2012 s'il s'agit d'un « level shift », elle se reporte à moitié sur 2013, s'il s'agit d'une rampe annuelle, et elle se reporte d'un quart en 2013 s'il s'agit d'une rampe semestrielle. L'impact de la rupture par agrégat est présenté dans le tableau ci-dessous.

Les impacts de la rupture statistique due à Puls@r pour les différents agrégats de la délinquance⁶⁶

Agrégats	Délinquance enregistrée en 2012	Impact total Puls@r évalué	Part de l'impact appliqué à l'année 2012	Part de l'impact reporté sur l'année 2013
Atteintes aux biens	654 805	25 020	15 690	9 330
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	113 591	19 404	14 877	4 527
Escroqueries et infractions économiques et financières	104 691	6 036	5 736	300
Infractions relevées par l'action des services	90 574	-840	-1560	720
Total ⁶⁷	1 031 470	43 464	28 722	14 922

Source : Données ONDRP et MPP, calculs réalisés par la mission

⁶⁴ Le diagnostic d'une rupture concentrée dès les premiers mois de l'année est confirmé si l'on se concentre sur les 24 index pour lesquels une rupture liée au logiciel apparaît quasi certaine à la mission. En effet 15 sont des ruptures de type « level shift », 6 sont des ruptures de type rampe semestrielle et 3 seulement sont des ruptures de type « rampe annuelle ».

⁶⁵ Par ailleurs on a limité à deux types de rampes les tests effectués mais dans l'absolu d'autres scénarios auraient pu être testés (rampe sur les deux premiers mois de l'année, sur les trois premiers mois etc.).

⁶⁶ Il importe d'insister une nouvelle fois sur le caractère approximatif du chiffrage réalisé. Afin de faciliter la lecture du tableau et sa mise en regard avec l'annexe plus détaillée, le chiffrage à l'unité près a été conservé, même s'il s'agit d'une approximation. Par ailleurs, il n'est pas possible d'indiquer une marge d'erreur au sens statistique précis du terme, puisque le chiffrage résulte de la confrontation de deux méthodes quantitatives alternatives et intègre une appréciation qualitative. Il convient toutefois de souligner l'assez grande robustesse de ce chiffrage par agrégat, tout particulièrement s'agissant des deux premiers. Cette robustesse s'apprécie notamment en comparant le chiffrage à celui obtenu par le recours à l'une ou l'autre seulement des méthodes, ou par la seule prise en compte des 24 index pour lesquels l'effet est quasi certain. La mission considère que la fourchette de fiabilité pour ces deux agrégats et pour le total est d'environ +/-15%.

⁶⁷ Le total n'est pas égal à la somme des agrégats car certains index sont représentés dans plusieurs agrégats et alors que par ailleurs, certains autres index ne sont représentés dans aucun agrégat.

L'agrégat le plus touché par la rupture est celui des atteintes volontaires à l'intégrité physique. Il est particulièrement impacté par les fortes ruptures à la hausse qui apparaissent avoir affecté les index 7 (+3840 faits), 52 (+3720 faits), 73 (+1200 faits), 47 à 49 (+3036 faits), 11 et 12 (+6528 faits), les quantifications indiquées étant, rappelons-le, approximatives. Par ailleurs, il a été fortement touché dès l'année 2012, puisque 5 index en rupture qui le composent ont décroché par effet de « level shift ». Il devrait en revanche être moins affecté en 2013 (+ 4 527 faits). Par ailleurs, il faut souligner que la plupart des index de cet agrégat identifiés par la mission comme affectés par Puls@r l'on également été par l'ONDRP. Enfin, on peut essayer de reconstituer l'évolution qu'aurait enregistrée cet agrégat en l'absence de bascule dans un nouvel outil. Selon les données publiées par l'ONDRP, l'agrégat des AVIP enregistrés par la gendarmerie nationale a connu une hausse de 17,3% en moyenne annuelle en 2012 par rapport à 2011, contre +1,3% en 2011 par rapport à 2010 et -0,3% en 2010 par rapport à 2009. En soustrayant au chiffre 2012, l'estimation chiffrée de l'impact Puls@r, on peut considérer que le taux d'évolution annuelle en 2012 aurait avoisiné 2% (*cf.* annexe 33, 3^{ème} paragraphe).

L'agrégat des atteintes aux biens est proportionnellement moins impacté que les AVIP mais la rupture statistique reste bien réelle. Ainsi, le taux d'accroissement entre 2011 et 2012 se situe autour de +1,5% si l'on prend en compte pour les soustraire des données 2012 les estimations chiffrées de l'impact Puls@r, alors que cet accroissement sur données brutes est de +4,0% (+0,3% en 2011 et -2,5% en 2010). **Par ailleurs, l'agrégat des atteintes aux biens sera le plus touché par l'impact résiduel en 2013 (+9 330 faits).**

Enfin, l'agrégat relatif aux escroqueries et infractions économiques et financières et l'agrégat des infractions relevées par l'action des services semblent subir un impact plus marginal. Par ailleurs, l'impact Puls@r n'est qu'une des sources de la variabilité parfois forte des sous-agrégats qui les composent.

4 - LA MISE EN SERVICE DU LRPPN PRODUIRA VRAISEMBLABLEMENT DANS LA POLICE NATIONALE UNE RUPTURE DE MEME NATURE DONT L'AMPLEUR QUANTITATIVE NE PEUT ETRE PREDITE

Comme il vient d'être expliqué, la mise en œuvre de l'outil Puls@r a engendré, en gendarmerie, une discontinuité des statistiques de la délinquance. Pour la DGP, le fait de poursuivre en parallèle l'enregistrement des statistiques sur Odyssée (ou Omega) et sur le LRPPN permettra de suivre pendant plusieurs mois l'évolution de la différence entre les chiffres et d'essayer d'en expliquer l'origine. L'objectif sera de réduire les erreurs de saisie d'index de façon à ne plus observer que le décalage dû à la qualité de l'outil. En conséquence la discontinuité qui résultera de la prise en compte des statistiques issues de LRPPN devrait être le gage de la fiabilisation de celles-ci.

4.1. DES STATISTIQUES DE FAIBLE VALEUR PREDICTIVE DANS LES SITES PILOTES DU DEPLOIEMENT LRPPN

Au cours de la mission, les chiffres de la délinquance enregistrée pour les mois de janvier à avril 2013 par les quatre sites pilotes de LRPPN V3 - le commissariat du onzième arrondissement de Paris (75) et les 3 circonscriptions de Laval (53), de Toul (54) et de Briey (54) - ont été pris en compte.

Pour le site parisien le nombre moyen de faits constatés mensuellement est de 1030 pour le LRPPN et 1034 pour le STIC-FCE et pour les 3 autres circonscriptions ces nombres sont respectivement de (279, 224), (84, 67) et (50, 56). Globalement les différences ne semblent pas faire ressortir d'importantes modifications dans les statistiques prises dans leur ensemble.

Toutefois, en analysant les chiffres index par index, il ressort des évolutions sensibles qui peuvent être expliquées, à l'instar du logiciel Puls@r-MIS, par des basculements entre index ou par la prise en compte de faits qui ne le sont pas dans STIC-FCE.

Les analyses présentées ci-dessous sont extraites des chiffres du commissariat du onzième arrondissement dont l'importance de la délinquance enregistrée permet de percevoir une tendance, ce qui n'est pas le cas pour les 3 autres circonscriptions pilotes. Les tableaux complets sont présentés en annexe 34.

Des bascules d'index

La mission observe notamment que les index 30 (Vols avec entrée par ruse en tous lieux), 31 (Cambriolages d'autres lieux) et 32 (Vol à la tire) présentent sur LRPPN et pour les 4 mois de double enregistrement (janvier à avril 2013) respectivement 15, 25 et 601 faits enregistrés de plus que sur le STIC-FCE.

En revanche, les index 33 (Vols à l'étalage), 41 (Autres vols simples contre des établissements publics ou privés), 42 (Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés), et 43 (Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics) présentent sur LRPPN respectivement 17, 52, 10 et 935 faits de moins que dans le STIC FCE.

Ces bascules d'index très nettes particulièrement entre les index 43 et 32 peuvent être la conséquence de la présentation du menu déroulant des index sur l'application LRPPN. Ainsi ceux qui semblent être les plus employés par les rédacteurs sont ceux qui se situent au début de la liste. Cet effet catalogue a déjà été constaté par la mission pour le logiciel Puls@r-MIS (cf. II^{ème} partie, paragraphe 3.2.2.).

Une bascule très nette est visible entre les index 11 (menaces ou chantages pour extorsion de fonds) et 12 (menaces ou chantages dans un autre but). En effet, sur les 4 premiers de l'année 2013, alors que 49 faits et 31 faits ont été enregistrés sur le STIC-FCE respectivement pour les index 11 et 12, 24 et 53 faits ont été enregistrés sur LRPPN sur la même période. Cet effet de bascule pertinente entre index, a également été mentionné pour le logiciel Puls@r-MIS (cf. II^{ème} partie, paragraphe 3.2.1.).

Une alimentation d'index par des faits anciennement classés en contravention

Les index 67 (Autres destructions et dégradations de biens privés) et 66 (Autres destructions et dégradations de biens publics) présentent sur LRPPN respectivement 225 et 16 faits enregistrés de plus que sur le STIC-FCE. Ces augmentations ne s'expliquent pas par des transferts en provenance d'autres index. Il est donc tout à fait envisageable que les « plaignants » aient qualifié comme délictuelles des dégradations habituellement enregistrées sur le STIC-FCE comme des contraventions de 5^{ème} classe. Encore une fois, ce phénomène a également été identifié par la mission pour le logiciel Puls@r-MIS (cf. II^{ème} partie, paragraphe 3.2.4.).

Des délits non constatés dans STIC-FCE

Certains faits ne sont apparemment jamais ou presque jamais enregistrés dans le STIC-FCE dans ce service. C'est le cas notamment des « falsifications et usages de cartes de crédits » (index 90), puisqu'entre janvier et avril 2013, seuls 4 faits y sont répertoriés. Or, les « plaintiers » ont enregistrés sur la même période 216 faits sur LRPPN. Cet effet démontre que jusqu'à présent, ces plaintes prises pourtant par les enquêteurs n'entraient pas en statistique.

D'autres différences majeures mais trop faibles en volume pour être analysées

De nombreux autres index subissent de fortes distorsions en pourcentage mais les volumes étant très faibles, il n'est pas possible d'en tirer des conclusions sur le fonctionnement du logiciel. En effet, ces différences peuvent être dues principalement à des décalages dans le temps des enregistrements statistiques sur le LRPPN et sur le STIC-FCE ou à des erreurs de manipulation de l'outil LRPPN.

4.2. DES PRECAUTIONS A PRENDRE DANS LA CONDUITE DU DEPLOIEMENT AU COURS DES ANNEES 2013 ET 2014

Depuis le mois de mai, des services nombreux en effectifs ont débuté la double saisie des statistiques. Pour certains, un groupe de coordination a été mis en place pour impliquer tous les responsables d'équipe et suivre mensuellement les divergences entre les enregistrements sur le STIC et sur le LRPPN.

L'origine de ces différences devra être identifiée au plus tôt pour en informer les rédacteurs concernés. Si ces derniers ont choisi un index différent de celui sélectionné par le secrétariat chargé de l'enregistrement (les gestionnaires) ou s'ils n'en ont pas choisi, ils devront être informés de la solution qu'ils auraient dû adopter.

Cela portera autant sur le choix de l'index que sur la qualification et la saisie de tous les éléments qui enrichiront l'infocentre concernant la victime, les mis en cause et les objets cités.

Des recadrages mensuels devront être réalisés pour suivre la prise en compte des observations et vérifier que progressivement les choix d'index convergent et que les fichiers sont bien renseignés.

De plus le centre national d'aide aux utilisateurs (CNAU) chargé de répondre aux sollicitations de l'ensemble des services de la police et de la gendarmerie nationales pour les questions ou difficultés d'ordre fonctionnel, technique ou opérationnel (soutien utilisateur) permettra de compléter pendant les heures ouvrables la formation locale. Ce support téléphonique capable de répondre à toute question des utilisateurs est en mesure de faire remonter au niveau national les problèmes les plus courants.

5 - LES ANALYSES COMPARATIVES DE LA DELINQUANCE CONSTATEE AVANT ET APRES 2012 SONT EN PARTIE INVALIDES

5.1. LA COMPARAISON ANNUELLE 2011/2012 ET 2012/2013 DES DONNEES BRUTES EST INVALIDE POUR PLUS D'UN TIERS DES INDEX DE LA DELINQUANCE

5.1.1. Plus du tiers des index et la plupart des agrégats sont touchés par la rupture

Comme démontré précédemment (cf. II^{ème} partie, paragraphe 3.4), en gendarmerie, plus du tiers des index a été touché par une rupture statistique due à la mise en œuvre du logiciel Puls@r au 1^{er} janvier 2012. Sur ces index, la rupture constatée rend, de fait, impossible une quelconque comparaison des données brutes en gendarmerie mais également sur le plan national (chiffres agrégés de la police et de la gendarmerie).

En effet, les transferts entre index avec ou sans changement d'unité de compte et la révélation de faits contraventionnels anciennement non pris en compte engendrent des distorsions telles que toute comparaison et surtout, toute tentative d'explication factuelle des évolutions sur ces index s'avèreraient entachées de graves erreurs de raisonnement.

Par ailleurs, les agrégats des atteintes aux biens, des atteintes volontaires à l'intégrité physique et des escroqueries et infractions économiques et financières ont tous été impactés sur plusieurs de leurs index. Dès lors toute comparaison des données brutes de ces agrégats s'avère également impossible en gendarmerie et sur le plan national.

Enfin, les nouveaux agrégats, construits sur la base des index impactés par la rupture sont également touchés et ne pourront pas être comparés.

A contrario, la comparaison demeure tout à fait possible sur les 64 index qui n'ont pas été impactés. Elle demeure également possible sur certains sous-agrégats qui soit n'ont pas été impactés (vols avec armes blanches, incendies volontaires, attentats à l'explosif, autres violences physiques crapuleuses, infractions à la législation sur les étrangers, infractions à la législation sur le travail), soit n'ont subi que des transferts globalement neutres entre index (vols à main armée, infractions à la législation sur les stupéfiants).

5.1.2. Une comparaison des données brutes invalide sur la période 2011/2012 mais également sur 2012/2013

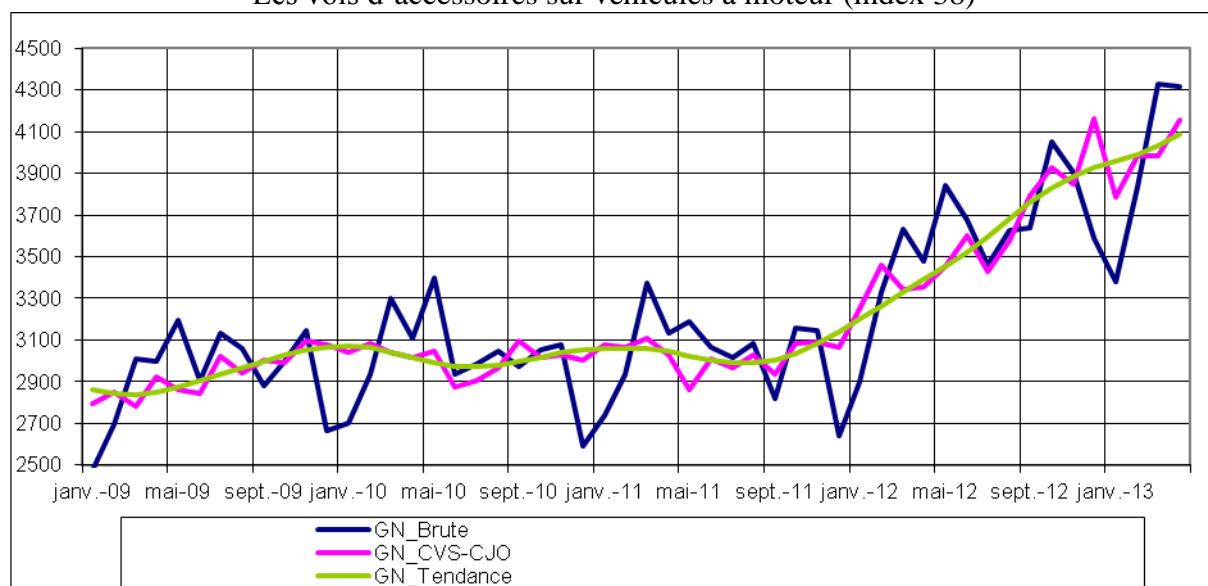
Dans une première approche, il aurait été assez facile d'énoncer que seule l'année de bascule vers le nouveau logiciel est impactée et que dès lors seule la comparaison des données brutes sur la période 2011/2012 est impossible.

Or, dans les faits, la rupture s'est étendue sur toute l'année 2012 car bien que la mise en œuvre logicielle ait eu lieu pour toutes les unités de gendarmerie en même temps sur l'ensemble du territoire au 1^{er} janvier 2012, l'appropriation par les militaires de ce nouveau logiciel n'a pas été immédiate. Cet effet de montée en puissance de la maîtrise technique par les utilisateurs du logiciel explique également pourquoi, certains index n'ont connu un véritable décrochage qu'après le 1^{er} trimestre 2012.

Ainsi, un commandant de groupement auditionné par la mission écrivait au directeur de cabinet du préfet dès avril 2012 : « La DGGN nous avait alertés sur de possible anomalies et une correction par lissage sur les premiers mois de l'année 2012. Nous y sommes donc puisqu'aux -36,3% en délinquance générale (DG) et -26% en délinquance de proximité (DP) de la 1^{ère} quinzaine de janvier 2012, succèdent les +37% en DG et +23,7% en DP de la 1^{ère} quinzaine d'avril 2012 ... Ainsi, les anomalies détectées fin mars 2012 avec « effet boule de neige » se répercutent sur avril 2012... ».

Cette adaptation progressive à l'outil porte ainsi en elle une autre conséquence, celle de l'impossibilité de comparer les chiffres de la délinquance enregistrée en gendarmerie sur les premiers mois de l'année 2013 avec ceux du début de l'année 2012, et plus généralement la comparaison en moyenne annuelle entre 2013 et 2012 (cf. II^{ème} partie, paragraphe 3.4.2). Seuls les index pour lesquels aurait eu lieu une bascule idéale dès janvier 2012 de l'intégralité de l'évolution de la délinquance enregistrée dû à l'outil pourraient éventuellement être comparés. Toutefois, cette bascule idéale, qui supposerait une parfaite appropriation du nouvel outil statistique dès le 1^{er} janvier par l'ensemble des militaires de la gendarmerie générant des MIS, n'existe pas, même si certains index s'en rapprochent (ceux ayant basculé par « level shift »).

Les vols d'accessoires sur véhicules à moteur (index 38)



Sources : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP, graphique réalisé avec l'appui de la DMCSI de l'Insee

Le graphique ci-dessus et représentant l'index 38 est ainsi significatif. Il met en évidence, trois temps dans cette rupture. Une rupture assez lente en début d'année 2012, une accélération en cours d'année, et finalement, depuis le mois de janvier 2013, une augmentation un peu moins rapide qu'en fin d'année 2012. La poursuite de la rupture en début d'année peut s'expliquer par le fait qu'en début d'année 2012, en raison de la non appropriation immédiate du logiciel, la rupture « idéale » n'a pas eu lieu et dès lors, elle se poursuit sur les premiers mois de l'année 2013. Cela n'est pas exclusif, par ailleurs, de l'augmentation de la délinquance sous-jacente.

5.2. POUR CES INDEX, SEUL UN RETRAITEMENT STATISTIQUE FIN EST SUSCEPTIBLE DE REDONNER UNE FIABILITE A CES COMPARAISONS

Comme on vient de l'indiquer, la rupture statistique introduite par la bascule vers un nouvel outil d'enregistrement ne rend plus possible l'interprétation de nombreuses séries brutes relatives à la délinquance, issues des bases administratives de la gendarmerie nationale. Aussi, en l'absence de retraitement statistique, les évolutions en moyenne annuelle ne reprennent un sens qu'à partir de 2013, voire seulement à partir de 2014 lorsque la rupture a été progressive tout au long de 2012 (voir partie précédente). Cependant, même sur données brutes, pour certains index pour lesquels des bascules entre index se sont produites de manière circonscrite, les évolutions en moyenne annuelle redeviennent interprétables à un niveau plus agrégé. C'est le cas, par exemple, de la sous agrégation des vols à main armée. Par ailleurs, sur une période longue, les évolutions tendanciellles conservent un sens dès lors que l'on fait abstraction des points de rupture.

Au delà de ces considérations, un retraitement statistique fin est susceptible de redonner une fiabilité à ces comparaisons, soit en travaillant sur des données fines (individuelles) et les concepts, soit en effectuant des travaux économétriques sur les données agrégées (index).

5.2.1. Les travaux sur données individuelles

Pour effectuer ce retraitement, l'une des voies est d'analyser à la source la rupture statistique, en exploitant différentes sources d'informations :

- premièrement, les guides méthodologiques et matrices de passage en vigueur avant et après la bascule opérée, de façon à repérer les évolutions de concept ou les évolutions de périmètre à la source de certaines ruptures ;
- deuxièmement, les données individuelles, à partir desquelles on peut chercher à mesurer la part attribuable à ces évolutions de concept dans la rupture observée.

Pour obtenir la plus grande robustesse dans l'analyse, ces deux dimensions doivent être utilisées ensemble.

Cette première voie, fondée sur les données individuelles, est susceptible d'apporter un premier jeu d'éléments pouvant sous-tendre une « rétopolation » sur le passé des nouvelles séries, c'est-à-dire une reconstitution théorique des données du passé cohérente avec les données observées après rupture, permettant de disposer de nouveau de séries longues sans rupture. Les travaux de « rétopolation » sont d'usage courant en statistique dans les cas de changement de nomenclature ou de changement de « base »⁶⁸, évolutions indispensables permettant de prendre en compte le développement de nouveaux phénomènes et la disparition progressives d'autres phénomènes.

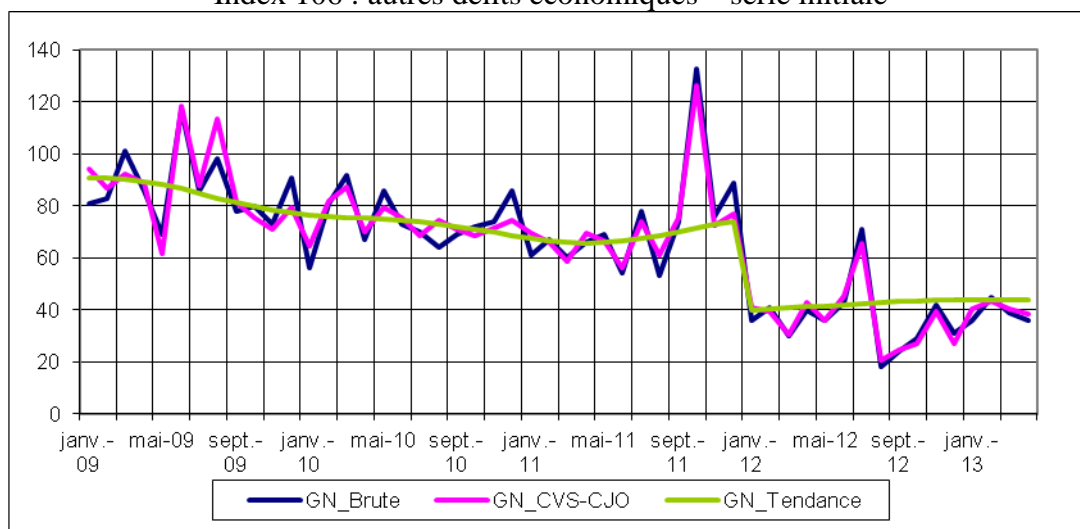
⁶⁸ Lorsque les séries sont calculées par rapport à une année de base, il est courant de changer de base tous les cinq ans environ, changements souvent accompagnés d'évolutions de concept et de nomenclature. A titre d'exemple, les comptes nationaux sont établis par rapport à une année de base.

5.2.2. Les travaux sur données mensuelles agrégées par index

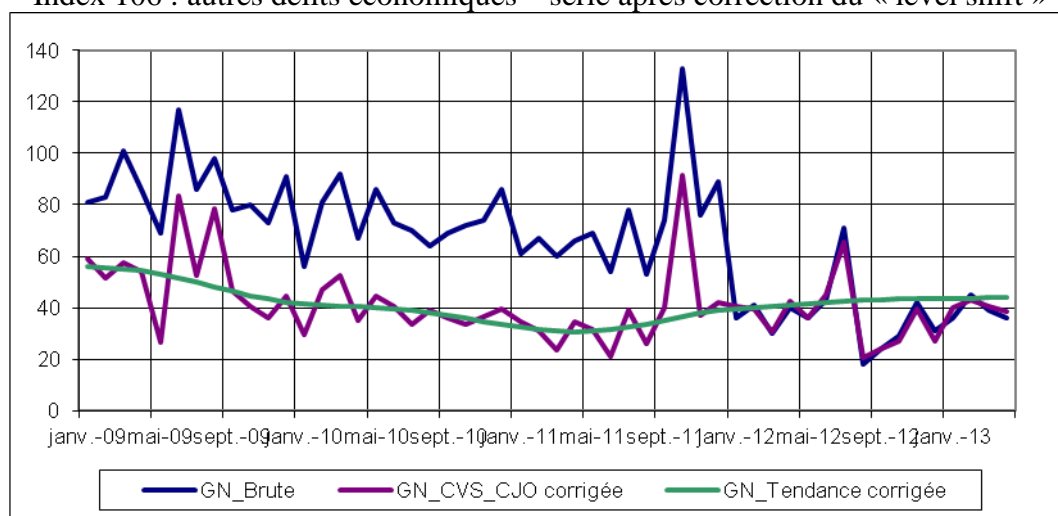
La seconde voie, complémentaire, est de procéder à un retraitement statistique des séries brutes infra-annuelles constituées par les index (il s'agit donc de données par nature agrégée), en les corrigeant des facteurs qui rendent impossible l'interprétation des évolutions infra-annuelles des données brutes, effets saisonniers et calendaires (cf. II^{ème} partie, paragraphe 3.1.3). Ce retraitement statistique permet de repérer la date du choc statistique, et permet d'observer les évolutions infra-annuelles de l'index dès après la survenue du choc. Cette seconde voie permet de récupérer plus rapidement une capacité d'interprétation des tendances des données et de leur évolution conjoncturelle (au cours des trimestres qui suivent) ou sur courte période (dans les toutes premières années qui suivent le choc).

Elle permet aussi de recalculer des données infra-annuelles corrigées de la rupture statistique enregistrée, et donc d'offrir une base alternative de rétropolation. L'exemple suivant illustre ce point.

Index 106 : autres délits économiques – série initiale



Index 106 : autres délits économiques – série après correction du « level shift »



Sources des deux graphes ci-dessus : Données recueillies auprès de la DCPJ, de la MPP et de l'ONDRP, graphique réalisé avec l'appui de la DMCSI de l'Insee

Les ruptures identifiées sur les séries infra-annuelles et leur quantification sont toutefois souvent discutables en niveau et en nature (cf. II^{ème} partie, paragraphe 3.4.). En particulier, cette quantification bénéficie particulièrement des éléments contenus dans la série passée, ainsi que de travaux d'étalonnage sur toute source d'information que l'on pense corrélée avec la série que l'on corrige. L'évolution de la série observée sur les données de la police nationale est l'une des sources d'étalonnage, comme on a pu l'indiquer. L'enquête « victimation » (voir infra) est une autre source possible. Un travail approfondi est donc requis pour établir la correction la plus vraisemblable possible.

La mission a réalisé, avec l'appui de la direction en charge de la méthodologie de l'Insee, un premier jeu de travaux de retraitement statistique des séries brutes, empruntant donc cette seconde voie, dont les résultats (graphes, évolutions corrigées) sont présentés notamment en annexe 32 et 33. De tels travaux auraient vocation à être poursuivis et approfondis.

5.2.3. Un travail de rétropolation devra être réalisé

La mission invite l'ONDRP (ou le SSM qui reprendrait ses attributions, dans le cas où cette option serait retenue et se traduirait rapidement dans les faits) à reprendre les travaux statistiques réalisés sur les séries brutes d'index et à mettre en place, sur la durée, la production et la diffusion de données corrigées des variations saisonnières et calendaires, aux côtés de la diffusion des données brutes qui restent indispensables pour mesurer de manière factuelle la délinquance enregistrée sur chaque index.

Au delà, la mission suggère que soit effectué un travail de rétropolation des séries par l'ONDRP (ou le SSM qui serait créé). Ce travail de rétropolation prendrait appui à la fois sur les éléments retirés des données individuelles et les guides méthodologiques (1^{ère} voie) et sur les travaux statistiques sur les séries agrégées d'index mensuels (2^{ème} voie). En pratique, l'ONDRP a obtenu au cours du mois d'avril 2013 les données individuelles relatives à 2011 et 2012. Il faudrait que l'ensemble des éléments méthodologiques soient également mis à sa disposition pour qu'il soit en mesure d'effectuer de tels travaux. Enfin, le développement des compétences ou un appui méthodologique sur le traitement des séries temporelles et les travaux d'étalonnage devra être recherché.

Recommandation n°9 : Mettre en place, par l'ONDRP puis par l'éventuel SSM, la production et la diffusion de données corrigées des variations saisonnières et calendaires sur les statistiques de la délinquance enregistrée et poursuivre l'étude de la mission par un véritable travail de rétropolation des séries afin de permettre les comparaisons sur les 38 index impactés par la mise en œuvre de Puls@r-MIS.

5.3. CELLES-CI BENEFICIERONT LE MOMENT VENU D'UN RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNEES COMPARABLES DE L'ENQUETE DE VICTIMATION

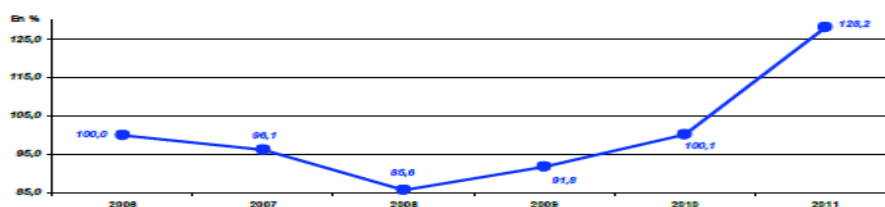
Les travaux de rétropolation que la mission appelle de ses vœux bénéficieront, le moment venu, d'un rapprochement des données administratives par index agrégées sur une année avec les données comparables de l'enquête annuelle de victimation. Cette enquête permet en effet d'appréhender les atteintes dont font l'objet les personnes et les biens sur le fondement d'un questionnaire adressé à un échantillon représentatif de la population. Conçue en co-maîtrise d'ouvrage par l'Insee et l'ONDRP, elle est réalisée chaque année sous la maîtrise d'œuvre de l'Insee. Les résultats sont publiés dans le rapport annuel de l'ONDRP.

On reviendra en détail sur ces enquêtes lorsque l'on abordera les avancées permises par l'ONDRP dans la III^{ème} partie de ce rapport. Quelques éléments doivent cependant être exposés ici. Les enquêtes de victimation concernent certains types spécifiques d'infraction, à savoir ceux commis à l'encontre de particuliers ou des biens qu'ils possèdent. La manière dont sont conçus les questionnaires permet de rapprocher les données administratives et les réponses apportées par l'enquête. Cela concerne en particulier les atteintes suivantes : le vol de voiture, le vol de véhicules à deux roues à moteur ou de vélo, le vol d'accessoires dans les véhicules, le cambriolage de la résidence principale, les dégradations de véhicules, les vols avec violence.

L'ONDRP réalise des rapprochements entre enquête de victimation et données administratives par type de victimation. Pour certains types de victimation, les rapprochements semblent de qualité, tout particulièrement en termes d'évolution, même si le nombre de points disponibles reste faible. Les graphiques suivants sont illustratifs des possibilités de rapprochement.

Comme ces rapprochements graphiques le démontrent, l'enquête de victimation constitue donc une source d'information sur laquelle on peut étalonner plusieurs agrégats de l'état 4001 relatifs aux biens ou aux personnes. Parmi les index ayant subi un choc dû à Puls@r, il faudra notamment s'intéresser particulièrement aux dégradations de véhicules, aux vols d'accessoires sur les véhicules à moteur. Les vols simples sur particulier et les vols avec violence devront aussi faire l'objet d'un examen particulier, même si les concepts des enquêtes et de l'index 4001 diffèrent potentiellement (traitement des vols à la tire et des vols commis dans des lieux publics ou privés, respectivement relevant des index 32, 42 et 43 qui ne sont pas forcément distingués dans l'enquête).

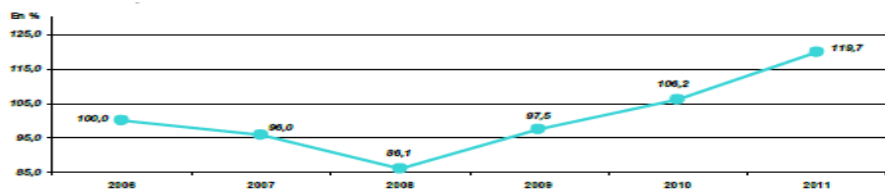
Graphique 19.A Évolution du nombre estimé de cambriolages et tentatives de cambriolage de la résidence principale déclarés par les ménages de 2006 à 2011 exprimée en base 100 « 2006 » DM.



Champ : Ménages

Source : Enquêtes « Cadre de vie et sécurité » 2007 à 2012, INSEE

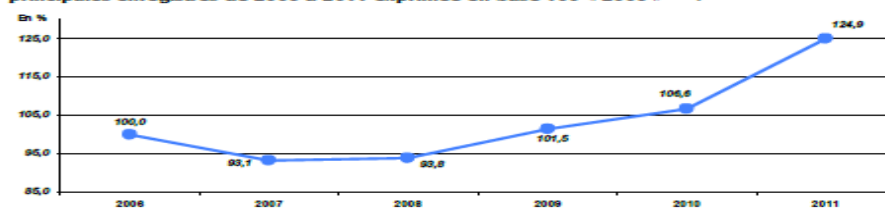
Graphique 19.B Évolution du nombre estimé de cambriolages et tentatives de cambriolage de la résidence principale suivis d'une plainte déclarés par les ménages de 2006 à 2011 exprimée en base 100 « 2006 » DM.



Champ : Ménages

Source : Enquêtes « Cadre de vie et sécurité » 2007 à 2012, INSEE

Graphique 20. Évolution du nombre de faits constatés de Cambriolages de locaux d'habitations principales enregistrés de 2006 à 2011 exprimée en base 100 « 2006 » DM.



Source : État 4001 annuel, DCPJ

5.4. UNE NOUVELLE RUPTURE STATISTIQUE SE PRODUIRA VRAISEMBLABLEMENT DES 2013 ET JUSQU'EN 2015 DU FAIT DU DEPLOIEMENT PROGRESSIF DE LRPPN

5.4.1. Par construction LRPPN présente, encore plus que Puls@r, les éléments pouvant conduire à une rupture statistique ...

Comme on l'a vu, la mise en œuvre de LRPPN en version connectée constituera une véritable rupture des pratiques d'enregistrement statistique de la police. En effet, comme pour Puls@r, le « plaignant » se verra proposer, en fonction de la Natinf qu'il aura sélectionnée, un certain nombre d'index à partir d'une matrice de correspondance intégrée au logiciel. Si cette matrice a le mérite de limiter les choix afin d'améliorer la qualité de l'indexation, elle présente, à coup sûr, un changement de pratique qui, comme pour la gendarmerie, risque d'engendrer les mêmes distorsions.

Il n'est pas ici nécessaire de revenir sur la divergence des matrices de correspondance entre les Natinf et les index des deux logiciels Puls@r et LRPPN (cf. II^{ème} partie, paragraphe 221) qui, si elle n'est pas résolue, aura un impact important sur les statistiques de la délinquance enregistrée. En effet, l'impact majeur en police, à la grande différence de la gendarmerie, sera engendré par un changement complet de la chaîne d'enregistrement statistique. Alors que sous LRPPN, seuls les personnels chargés du STIC-FCE ou OMEGA pour la préfecture de police avaient pour mission, après indexation par un chef de service ou par le chef de la sûreté départementale, d'enregistrer les statistiques, désormais sous LRPPN, cette indexation sera directement sélectionnée et enregistrée par les « plaignants ». Cette modification profonde des pratiques d'enregistrement constitue un grand risque de choc statistique dont les premiers éléments, bien que non significatifs, sont déjà visibles sur les sites pilotes (cf. II^{ème} partie, paragraphe 4.1.). Elle justifie les décisions de progressivité du déploiement et de mise en place temporaire d'une double saisie pour assurer l'appropriation du nouveau logiciel dans le cadre de ce changement complet de la chaîne d'enregistrement statistique.

5.4.2. ... mais qui sera plus étalée dans le temps du fait de la progressivité du déploiement...

A la différence de la gendarmerie, le déploiement du logiciel LRPPN en version connectée s'effectue progressivement. Par ailleurs, les statistiques de la délinquance continueront à être enregistrées sur le STIC FCE ou OMEGA le temps de sa mise en œuvre par l'ensemble des services de police. Ce déploiement progressif et cette double comptabilité statistique devraient permettre d'interpréter les écarts d'enregistrement et éventuellement d'y remédier par une étude approfondie des divergences.

Ainsi, en phase de déploiement dans les 30 premières DDSP depuis le mois de mai 2013, le logiciel LRPPN en mode connecté devrait basculer à l'automne 2013 dans les 30 suivantes, et au cours du printemps 2014 pour les derniers services. A l'été 2014, l'ensemble des services de la police nationale, y compris ceux de la préfecture de police, de la police de l'air et des frontières et de la police judiciaire devraient utiliser ce nouveau logiciel en mode connecté.

Dans cette hypothèse, la double comptabilité statistique (LRPPN et STIC-FCE), pourrait théoriquement s'arrêter dès l'été 2014 et la production statistique s'appuyer sur LRPPN à compter du 1^{er} juillet 2014.

La progressivité du déploiement et le phénomène de double comptabilité mis en place dans les départements au fur et à mesure de la bascule, dans un but de convergence des deux systèmes, porte en son sein une rupture statistique qui va commencer dès cette année et qui s'étalera également sur l'année 2014, jusqu'au moment où la production statistique basculera dans le nouveau système. En effet, la solution de mise en œuvre des deux systèmes d'enregistrement en parallèle, même si elle comprend des effets vertueux et notamment la possibilité d'analyser les divergences d'enregistrement, va nécessairement conduire les services à réviser leurs modalités d'enregistrement dans le STIC-FCE pour se rapprocher de celles du LRPPN. Dès lors, ce maintien souhaitable en parallèle des deux systèmes d'enregistrement, s'il devrait conduire à un effet de rupture moindre à la date de la bascule et d'absence d'effets d'apprentissage postérieurs à celle-ci, aura en revanche été précédé d'une rupture progressive dès l'été 2013.

5.4.3. ... créant un risque de confusion des effets entre rupture statistique et évolution véritable de la délinquance

Si, comme on l'a montré pour les faits constatés par la gendarmerie nationale, les effets de rupture sont assez bien identifiables en cas de bascule soudaine dans un nouveau système, par l'application d'outils statistiques appropriés (identification statistique d'un level shift sur les données mensuelles désaisonnalisées), en cas de bascule progressive, il sera nettement plus difficile d'identifier les effets respectifs du changement de logiciel et de l'évolution tendancielle de la délinquance mesurée par un index donné.

5.4.4. ... et imposant un travail statistique minutieux utilisant les outils statistiques appropriés...

Un travail statistique fin devra probablement être opéré en distinguant les trois ensembles de départements selon la date de déploiement du logiciel LRPPN et la mise en place du double système de comptabilisation. A partir des agrégats par index calculés distinctement dans ces trois zones, un suivi interne et une estimation statistique de l'impact du logiciel sur l'écart entre les deux comptabilisations devront être réalisés, utilisant de nouveau les outils statistiques appropriés en même temps que les éléments factuels d'explication qui seront recueillis sur les lieux d'enregistrement.

En termes statistiques, la décision de publier les données issues de LRPPN dès la bascule complète de l'ensemble des départements, ou de retarder celle ci postérieurement à l'appropriation du nouvel outil par le dernier groupe de départements qui bénéficiera de son déploiement, n'est pas évidente à établir dès à présent. En tout état de cause, l'éventualité d'une décision de retarder cette publication a pour conséquence le maintien d'un double comptage pendant un certain temps, ce qui présente un coût non négligeable en termes humains.

Toutefois, bien que coûteuse en moyens humains, la mission préconise qu'elle se poursuive jusqu'en fin d'année 2014, afin de permettre aux derniers sites déployés de disposer d'une période d'apprentissage, de permettre a posteriori de valider les effets qui auront été estimés dans les deux autres groupes de départements, et d'affiner l'ensemble.

Recommandation n°10 : Poursuivre, en police nationale, la double comptabilité statistique STIC FCE ou OMEGA et LRPPN jusqu'au 1^{er} janvier 2015.

5.4.5. ... avec au final un impact sur les données brutes enregistrées qui s'étalera sur les années 2013 à 2015

Au final, plus progressive mais plus longue, la rupture statistique de la police nationale due au passage au logiciel LRPPN en mode connecté devrait donc commencer dès cette année en raison du phénomène de convergence des systèmes d'enregistrement. En raison du déploiement progressif, ce phénomène de convergence se poursuivra en 2014 jusqu'au déploiement complet de LRPPN. En revanche, grâce à cette convergence, le passage au « tout LRPPN » en matière de statistiques de la délinquance devrait avoir un effet de rupture moins net qu'en gendarmerie. Toutefois, la mission n'écartera pas qu'il y en ait un aussi à cette date, car le changement majeur des processus d'enregistrement déjà décrit ci-dessus est beaucoup plus important qu'en gendarmerie nationale. La rupture de l'enregistrement statistique se poursuivra potentiellement en police nationale encore durant toute l'année 2015.

5.5. LES COMPARAISONS ANNUELLES DES DONNEES BRUTES DEVRAIENT RETROUVER UNE FIABILITE RAISONNABLE DEBUT 2017 SOUS RESERVE DU RESPECT DU CALENDRIER DE DEPLOIEMENT

Ainsi, de ce qui précède découle directement la conclusion suivante : la mission estime que les statistiques de la délinquance enregistrée par la police nationale ne seront pas fiabilisées en données brutes avant le 1^{er} janvier 2016. Dès lors, 2016 constituera la première année de référence fiable pour les statistiques de la délinquance enregistrée par les forces de sécurité intérieure. Les comparaisons des données brutes non corrigées ne seront alors possibles qu'à partir de l'année 2017 (comparaison entre l'année complète 2017 et l'année complète 2016, où entre un même mois de ces deux années).

Toutefois, cette hypothèse optimiste est basée sur un déploiement complet de LRPPN en mode connecté avant l'été 2014. Si le calendrier devait s'en trouver décalé en fin d'année 2014, voire en début 2015, la première année fiable ne pourrait être alors que l'année 2017. Dans ces conditions, les premières comparaisons annuelles de données brutes ne pourront être effectuées qu'en 2018.

5.6. LES TRAVAUX STATISTIQUES FINIS REALISES AU COURS DE LA PERIODE DE DEPLOIEMENT PERMETTRONT NEANMOINS DE CONSERVER UNE CERTAINE CAPACITE D'ANALYSE DES EVOLUTIONS DE LA DELINQUANCE

Les travaux d'analyse statistique de l'impact de la bascule entre les deux logiciels qui pourront être menés à partir des différentes vagues de déploiement, en utilisant les outils adéquats de traitement des données brutes infra-annuelles et d'identification des effets saisonniers, calendaires et de rupture, seront une source extrêmement précieuse pour rétablir une capacité d'analyse des évolutions véritables de la délinquance enregistrée qui fassent abstraction de ces effets.

IIIÈME PARTIE LA GOUVERNANCE STATISTIQUE, UNE MISE EN COHERENCE POSSIBLE QUI IMPOSE DES CHOIX D'ORGANISATION

1 - LE SYSTEME DE PUBLICATION DES STATISTIQUES DE LA DELINQUANCE CONSTATEE A CONNU DES AMELIORATIONS INDISCUTABLES DEJA SOULIGNEES PAR LA MISSION PARLEMENTAIRE D'INFORMATION

1.1. LA MISE EN PLACE EN 2004 D'UN OBSERVATOIRE INDEPENDANT DE LA DELINQUANCE - ET DESORMAIS DE LA REPONSE PENALE - DOTE D'UN CONSEIL D'ORIENTATION

1.1.1. Genèse et missions de l'observatoire

En 2001, une mission a été confiée par le Premier ministre en exercice aux députés Christophe Caresche et Robert Pandraud, en partant de deux constats :

- les statistiques de la délinquance, alors uniquement fondées sur les données enregistrées par les services de sécurité intérieure, ne permettaient qu'une approche jugée insuffisante de l'insécurité ;
- ces statistiques n'intégraient pas les décisions prises par l'Autorité judiciaire ni les suites données aux infractions.

Les travaux des missionnaires devaient permettre l'atteinte des trois objectifs suivants (les termes de la lettre de mission sont ici repris quasi in extenso) :

- disposer d'un outil statistique apte à rendre compte de l'évolution réelle de la délinquance, de l'activité des services d'enquête et des suites données par l'institution judiciaire. Cet outil devait permettre une analyse et une présentation des chiffres de la délinquance et des résultats qui soient communes aux ministères de l'intérieur, de la justice et de la défense (auquel la gendarmerie était alors rattachée). Il devait contribuer à l'efficacité et la continuité du traitement pénal, de la constatation de l'infraction à l'exécution de la sanction ;
- mettre en place un instrument qui permette de mesurer l'évolution du sentiment d'insécurité ;
- créer les conditions de la transparence, en diffusant de manière périodique et régulière des informations sur la délinquance et sur les réponses qui y sont apportées. [...] Cela supposait que l'observatoire de la délinquance qui serait créé - la lettre de mission inclinait pour la mise en place d'un tel observatoire - assure sa mission en étroite liaison avec les services statistiques des ministères intéressés.

L'observatoire a effectivement été créé, plusieurs années toutefois après la publication du rapport Pandraud-Caresche (décret n°2004-750 du 27 juillet 2004). Son **indépendance organique**, liée à sa constitution comme département d'un établissement public, l'Institut national des hautes études de sécurité, a été renforcée par le changement de tutelle de l'institut en 2010 : jusque-là rattaché au ministre de l'intérieur, il devient rattaché au Premier ministre (décret n° 2009-1321 du 28 octobre 2009 relatif à l'Institut national des hautes études de la

sécurité et de la justice). Cette évolution a notamment été liée à l'évolution des missions de l'observatoire, qui couvrent désormais à la fois la délinquance et la réponse pénale qui lui est apportée, conformément, au demeurant, à l'une des ambitions présentes d'emblée dans la lettre de mission de 2001.

Aux termes du décret du 28 octobre 2009 susmentionné, l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales est chargé d'un ensemble de missions qu'il est possible de segmenter de la manière suivante :

- **centralisation des données** relatives à la délinquance et à la criminalité produites par toutes sortes d'organismes ou d'entités publics ou privés, **et mise en cohérence** de ces données, notamment pour permettre des analyses sur l'ensemble de la chaîne pénale ;
- **exploitation** de ces données dans le cadre d'études ou d'analyses ;
- **diffusion** de ces données et analyses en direction du public ainsi qu'à des fins d'enseignement et de formation ;
- **participation aux réseaux** d'observation et de recherche nationaux et internationaux et travail de veille ;
- **formulation de propositions** pour développer la connaissance scientifique des phénomènes criminels et des réponses pénales et pour améliorer les performances des **politiques publiques** en la matière.

Par ailleurs, aux termes du décret de 2009, le conseil d'orientation de l'observatoire doit définir une méthodologie (une « *stratégie* » dans le décret initial) garantissant la fiabilité et la pertinence des données statistiques en matière de sécurité.

1.1.2. Fonctionnement de l'observatoire

L'observatoire comprend aujourd'hui une quinzaine de personnes, émanant d'origines diverses. Son directeur, nommé en 2004, est un criminologue. Trois ou quatre statisticiens de l'Insee sont en charge de la production statistique, dont notamment le responsable, adjoint du directeur. L'observatoire comprend des gendarmes et des policiers. Deux magistrats y sont aussi affectés. Enfin, quelques chargés d'études émanant du monde académique y travaillent également.

L'observatoire réalise ses travaux en fonction des orientations définies par le conseil d'orientation, dans le cadre de ses missions propres. Le conseil peut également être saisi de demandes du ministre de l'intérieur. Indépendant, ce conseil est composé d'une trentaine de membres, ressortant de trois catégories : membres de droit, issus de l'administration ; personnalités désignées en tant qu'élus ; personnalités qualifiées désignées en tant qu'universitaires et chercheurs ou en tant que représentants des associations, des ordres, des groupements, des médias et des organismes privés, dont les activités et métiers sont concernés par les phénomènes de délinquance.

1.1.3. La publication par l'ONDRP de bulletins mensuels et annuels d'analyse des données administratives de la délinquance enregistrée

Dans le cadre de ses missions de diffusion et d'analyse, l'observatoire publie chaque mois un bulletin relatif à la délinquance enregistrée par les forces de sécurité intérieure. Depuis 2010, ainsi que le précise le rapport de la mission parlementaire d'information Le Bouillonnet récemment présenté à la Commission des lois de l'Assemblée nationale⁶⁹, c'est l'ONDRP qui est le seul en charge de cette diffusion. L'observatoire publie également chaque année un bilan annuel très exhaustif de ces données.

L'observatoire a permis de nombreuses avancées dans l'appréhension des statistiques s'appuyant sur ces données administratives mensuelles relatives à la délinquance enregistrée par les forces de sécurité intérieure, assez largement soulignées par la mission parlementaire. On évoquera notamment les points suivants:

- dès sa création, l'observatoire n'a eu de cesse de faire ressortir l'impossibilité de mesurer la délinquance et son évolution au travers d'un chiffre unique qui agrégerait l'ensemble des crimes et délits - pratique courante jusque-là et qui a perduré plusieurs années malgré ses avertissements. Les crimes et délits sont en effet d'une grande diversité, sur le plan notamment de leur nature, de leur gravité, de leur mode de comptabilisation, de la capacité ou non de l'action des services à influencer sur leur niveau, etc. Un chiffre unique ne produit dès lors aucune information interprétable ;
- les données sont analysées par l'observatoire en cherchant à prendre en compte l'ensemble des éléments susceptibles de fausser leur interprétation. L'exemple des directives données par le garde des sceaux aux parquets s'agissant des usages frauduleux de carte bancaire a déjà été cité (cf. I^{ère} partie, paragraphe 5.2.3.). Les publications mensuelles de l'observatoire font systématiquement état de leur impact sur l'évolution de la délinquance enregistrée, ce qui illustre bien ce constat ;
- c'est l'observatoire qui a mis en évidence le choc statistique intervenu en 2012, lié au nouvel outil d'enregistrement des plaintes déployé par la gendarmerie nationale. Suite à l'identification de ce phénomène, l'observatoire a décidé de publier séparément les chiffres recueillis respectivement par la police nationale et par la gendarmerie nationale. Par ailleurs, la rupture dans le caractère interprétable de certaines séries est systématiquement soulignée ;
- les limites conceptuelles de ce qui est analysé sont systématiquement indiquées. En particulier, les bulletins mensuels rappellent dès les premières pages, s'agissant des données mesurées au travers des plaintes enregistrées (trois premiers agrégats), le taux de plainte par type d'atteintes, permettant de bien garder à l'esprit que les données publiées ne portent que sur les faits de délinquance constatés, suite à une plainte (pour les agrégats concernés).

⁶⁹ Mission d'information relative à la mesure statistique des délinquances et de leurs conséquences, rapport présenté par MM Jean-Yves Le Bouillonnet et Didier Quentin, publié le 30 avril 2013.

1.2. LA REALISATION SOUS MAITRISE D'ŒUVRE DE L'INSEE DE L'ENQUETE DE VICTIMATION

Les enquêtes dites de victimation visent à appréhender les atteintes à la sécurité dont font l'objet les personnes et les biens sur le fondement d'un questionnaire adressé à un échantillon représentatif de la population. L'enquête de victimation comporte un volet « ménages », permettant d'appréhender les délits relatifs aux biens dont ces derniers sont victimes, et un volet individuel, permettant d'appréhender les atteintes aux personnes (ainsi que les vols commis à l'encontre des particuliers).

Ces enquêtes ont une longue histoire, mais la mise en place d'une enquête dédiée, bénéficiant d'un échantillon relativement important, est toute récente. Ainsi, la première enquête nationale date du milieu des années 1980 et a été réalisée dans le cadre d'une recherche universitaire. L'Insee a introduit en 1996 un modèle de victimation dans son dispositif d'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages, et a poursuivi l'interrogation sur cette thématique durant une dizaine d'années, mais sur la base d'un échantillon restreint. Ce sont d'un côté, la disparition à partir de 2007 du dispositif d'enquête accueillant ce module, et de l'autre l'importance perçue par l'observatoire du maintien et du développement, tant au niveau du questionnement que de la taille d'échantillon, d'un dispositif d'interrogation sur cette thématique qui a conduit à créer une enquête spécifique intitulée « Cadre de vie et sécurité » (CVS), plus couramment appelée enquête de victimation. **Cette enquête annuelle est donc à mettre au crédit, notamment, de l'observatoire.**

Les enquêtes de victimation sont précieuses à de nombreux titres, notamment :

- elles complètent très utilement les informations véhiculées par les données enregistrées par les forces de sécurité intérieure, en fournissant une estimation du taux de plainte par type d'atteinte, pouvant être utilisée pour approcher plus finement le nombre de crimes et délits de certaines catégories⁷⁰ ;
- elles sont par ailleurs une source indépendante de mesure de ces crimes et délits, dont les résultats peuvent être directement confrontés à la quantification obtenue sur la base des données enregistrées. La confrontation peut être effectuée en niveau, mais aussi – et avec plus de robustesse – en évolution ;
- elles permettent d'appréhender les « victimations » qui donnent peu lieu à dépôt de plainte, notamment les violences intrafamiliales⁷¹ ;
- elles comportent des questions qualitatives relatives au sentiment d'insécurité des personnes ou à leur appréciation de l'efficacité des forces de sécurité ;
- elles permettent d'analyser les « victimations » selon les caractéristiques des personnes ou des ménages concernés, comme toutes les enquêtes réalisées auprès des personnes et recueillant des données structurelles les concernant (âge, profession etc.).

⁷⁰ En effet, pour un grand nombre de crimes et délits, les données enregistrées sont liées au dépôt d'une plainte par la victime. Or toutes les victimes ne portent pas plainte, et le taux de plainte tend à varier selon le type d'atteinte. Le véritable nombre de crimes et délits pour un type d'infraction donné résulte ainsi des données enregistrées corrigé par le taux de plainte (par exemple multiplié par deux pour un taux de plainte de 50%).

⁷¹ Un protocole spécifique, approprié à la nature du délit, est utilisé pour les sujets les plus sensibles abordés par cette partie de l'enquête.

Mais si la mise en place de ces enquêtes constitue une grande avancée, il faut cependant souligner qu'elles présentent, à l'instar des données administratives, des limites propres⁷² :

- elles ne portent pas sur l'ensemble des crimes et délits. Les infractions révélées par l'action des services en sont par exemple exclues ;
- la limite entre atteinte délictuelle et atteinte contraventionnelle est délicate à tracer, et des atteintes contraventionnelles sont aussi prises en compte dans les réponses fournies ;
- les « victimations rares » sont difficilement repérées et ne peuvent être correctement quantifiées (sauf à accroître très significativement la dimension de l'échantillon, et donc le coût de l'enquête) ;
- les réponses sont sensibles à la formulation des questions, à la date de réalisation de l'enquête, au protocole d'interrogation choisi. Des fluctuations annuelles peuvent donc provenir de facteurs indépendants du phénomène que l'on cherche à mesurer.

On soulignera pour conclure que le but de ces enquêtes n'est pas uniquement de servir de source alternative et complémentaire de chiffrage de la délinquance. Elles permettent également de mener des investigations statistiques s'appuyant sur des informations structurantes relatives aux victimes (âge, origine sociale, etc) et d'établir des profils des victimes. Elles rendent également possible de tester aussi des corrélations ou des causalités, notamment entre sentiment d'insécurité et les délits dont la personne a pu être victime.⁷³ De manière générale, elles permettent donc de réaliser différentes études sur la délinquance et le sentiment d'insécurité.

1.3. LE RASSEMBLEMENT ET LA MISE EN REGARD DES DIFFERENTES SOURCES D'INFORMATION RELATIVES A LA DELINQUANCE

La vocation d'un observatoire est de rassembler et/ou de faire produire un ensemble de sources statistiques et d'études, si possible émanant d'approches diverses et complémentaires, permettant d'éclairer une thématique donnée. **La vocation de l'OND puis de l'ONDRP est ainsi notamment de rassembler les sources jusqu'alors éclatées relatives à la délinquance et de la réponse pénale et d'en promouvoir le développement. Cet objectif, affiché dès le rapport Pandraud-Caresche, est d'autant plus essentiel que les statistiques fondées sur l'exploitation des sources administratives de délinquance enregistrées sont caractérisées par un ensemble de limites** que la mission Le Bouillonnet, reprenant du reste des éléments assez largement repérés par ailleurs, a souligné avec force, et que la mission a pu appréhender dans les deux premières parties de son rapport :

- la qualité intrinsèque des données statistiques structurées selon la nomenclature en 107 index pâtissait au moins jusqu'aux dernières réformes d'enregistrement en cours, de règles de saisie peu fiabilisées (notamment double saisie) ou insuffisamment simples

⁷² Voir notamment « Statistiques criminelles et enquêtes de victimation », Alain Bauer, Cyril Rizk et Christophe Soullez, PUF, 2011.

⁷³ On pourra consulter utilement le numéro spécial consacré par la revue Economie et statistique de l'Insee aux enquêtes de victimation (n°448-449, 2011).

ou précises, et dont la finesse a peu évolué malgré l'apparition de nouvelles qualifications pénales ;

- il peut exister une décorrélation entre statistiques et phénomène de délinquance non seulement en niveau, selon la propension des victimes à déposer plainte, mais aussi en évolution, du fait notamment des modifications législatives, réglementaires ou organisationnelles ;
- la manipulation des outils de mesure est possible du fait de mécanismes de validation et de contrôle insuffisants ;
- des facteurs pouvant encourager la manipulation des données existent : utilisation des sous agrégats statistiques également comme outil de mesure de la performance des forces de sécurité (notamment en tant qu'indicateurs de la LOLF) et pression politique directe ou indirecte sur les chiffres.

Ne se limitant donc pas aux statistiques de la délinquance enregistrée, **le rapport annuel⁷⁴ de l'ONDRP présente une vision très large de la délinquance et de la criminalité en France à partir du rassemblement de différentes sources, que l'observatoire a, le cas échéant, lui-même contribué à faire produire ou à exploiter.**

Le rapport annuel comporte une première partie présentant de manière inédite l'exploitation de l'enquête annuelle de victimation, sur laquelle on ne reviendra pas ici.

Puis une deuxième partie est consacrée à la délinquance enregistrée. Elle est appréhendée selon différents angles thématiques ou géographiques, en fonction notamment de l'organisation des forces de sécurité, et cette partie comprend en particulier des statistiques complémentaires aux statistiques nationales annuelles très détaillées disponibles par ailleurs dans le bilan annuel.

Une troisième partie, introduite avec l'évolution du périmètre d'action de l'observatoire, porte spécifiquement sur la réponse pénale. Etablie à partir des données émanant des sources judiciaires, et avec le concours du service statistique du ministère de la justice, cette partie ne comporte toutefois pas encore les données sur l'ensemble de la chaîne pénale, que les statistiques n'appréhendent toujours pas de bout en bout.

Une quatrième partie rassemble ensuite entre 40 et 50 fiches thématiques, établies à partir de sources alternatives aux statistiques de la police nationale et de la gendarmerie nationale, ou en rapprochant les unes des autres. **L'observatoire fournit ainsi un large panorama des données autres que celles issues de l'état 4001 disponibles dans le domaine de la délinquance.**

Les fiches thématiques portent par exemple sur la grande variété d'actes de délinquance économique et financière qui échappe au champ de l'index 4001, notamment les phénomènes criminels traités par la direction générale des douanes, les infractions au code de la consommation et au droit de la concurrence, les vols dans les coffres bancaires et les

⁷⁴ La description qui suit du rapport annuel de l'ONDRP s'appuie sur l'édition 2012.

distributeurs automatiques de billets de banque, ou encore les infractions fiscales ou les contrefaçons appréhendées par la direction des douanes.

L'insécurité routière et la délinquance routière, qui échappent totalement à l'état 4001, font également l'objet d'une approche thématique. Mais d'autres thématiques à certains égards plus anecdotiques, qui peuvent cependant présenter d'importants enjeux économiques ou sociaux, sont également examinées. Sans rapport entre elles, on citera les vols et tentatives de vol de métaux, les violences et les incivilités recensées dans le football amateur lors de la saison 2011-2012, les infractions au droit de l'environnement, etc.

Des fiches sont aussi consacrées aux atteintes déclarées par certaines professions, notamment les actes de violence signalés en milieu hospitalier, les atteintes aux personnels en charge de missions de sécurité (direction générale des douanes, pompiers volontaires et professionnels, personnels du secteur privé de la sécurité, etc.).

Les actes de violence recensés dans les établissements publics du second degré sont aussi un axe thématique important. Il convient de souligner que l'observatoire a joué un rôle déterminant dans le lancement de l'enquête relative à ces violences, dont il a rendu compte pour la première fois dans l'édition 2011 de son rapport annuel⁷⁵.

1.4. L'EMERGENCE D'UN POTENTIEL D'ETUDE

On l'a dit au début de ce chapitre, les missions de l'observatoire recouvrent également **l'exploitation des données relatives à la délinquance et à la réponse pénale** dans le cadre d'études ou analyses, et la diffusion de ces analyses et études.

Suite généralement aux orientations définies par son conseil d'orientation, l'observatoire produit et diffuse chaque année quelques études thématiques approfondies. La collection Grand Angle, vecteur principal de cette diffusion, a ainsi diffusé un peu plus de trente études depuis la création de l'observatoire, ce qui représente 3 à 4 études annuelles.

Un potentiel d'étude a ainsi émergé progressivement. Des freins au développement d'études doivent cependant être soulignés, qui ressortent du reste clairement dans le rapport annuel de l'observatoire qui consacre l'une de ces dernières parties au bilan relatif à la mise en œuvre des orientations. L'observatoire dit rencontrer régulièrement des difficultés pour obtenir les données qui lui apparaissent nécessaires pour mener à bien ses études, et considère au surplus disposer de moyens humains réduits.

⁷⁵ Voir fiche thématique n°29 du rapport de l'ONDRP sur la criminalité en France en 2011 ; http://www.inhesj.fr/sites/default/files/rapport_2011_0.pdf

2 - IL EST CEPENDANT JUGE NON CONFORME AUX NORMES FRANÇAISES ET EUROPEENNES DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE

Les améliorations que la mise en place de l'observatoire a permises, pour être indéniables, n'en ont pas moins montré un certain nombre de limites dont on peut penser qu'elles sont en partie (mais en partie seulement) attribuables à son positionnement en dehors du service statistique public.

Afin d'explicitier l'analyse de ces limites, mais aussi d'éclairer les différents scénarios de gouvernance qui seront proposés plus loin (paragraphe 3.2. et suivants), on décrira ici le rôle que jouent les SSM au sein du service statistique public et, de manière plus générale, le système de gouvernance de la statistique publique et la manière dont l'Insee, le Conseil national de l'information statistique (Cnis) et l'autorité de la statistique publique (ASP) y occupent des rôles complémentaires et essentiels de coordination, de régulation et de contrôle.

Les questions relatives à la labellisation des données administratives seront également abordées.

2.1. UN SERVICE STATISTIQUE PUBLIC « DECONCENTRE » REUNISSANT L'INSEE ET LES SERVICES STATISTIQUES MINISTERIELS

Selon l'article 1er de la loi statistique française⁷⁶, **le service statistique public est composé de l'Insee et des services statistiques ministériels**. Le système statistique public français est ainsi « déconcentré », modèle courant et reconnu en Europe, qu'il s'agisse d'une déconcentration fonctionnelle, comme en France, ou d'une décentralisation géographique. En effet, les règlements européens prévoient la possibilité que des autorités nationales de statistiques coexistent à côté d'un institut national de statistique, ce dernier jouant cependant un rôle essentiel de coordination et d'interface.

La plupart des ministères intègrent ainsi en leur sein un service statistique ministériel réalisant des enquêtes et une exploitation de données administratives sur leur champ thématique propre. Il existe environ une quinzaine de SSM à ce jour. Selon leur taille (voir tableau ci-dessous), ils sont constitués :

- en direction, en particulier la direction de l'animation de la recherche et des études statistiques (Dares) au sein du ministère de l'Emploi et la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), au sein du ministère des affaires sociales ;
- en service, le service de l'observation et des statistiques (SOeS), au sein du ministère du développement durable, par exemple ;
- ou en sous-direction (c'est le cas du SSM du ministère de la Justice) ;
- très rarement en simple bureau (SSM relatif à la Pêche).

⁷⁶ Loi n°51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, modifiée par la loi n°2008-776 du 4 août 2008.

Par ailleurs, cinq SSM disposent, à côté de leur service central, d'un réseau régional (par exemple le SSM relatif à l'éducation nationale). Le ministère de l'intérieur lui-même comprend deux SSM, l'un relatif aux collectivités locales et l'autre relatif à l'immigration.

	Nombre de SSM	Taille du SSM (ensemble)		Dont administration centrale	
		Total	Dont Insee	Total	Dont Insee
SSM de petite taille Ex : Pêche / Jeunesse et sports	6	4 à 20	3 à 6	4 à 20	3 à 6
SSM de taille moyenne Ex : Justice / Immigration	5	21 à 130	5 à 21	21 à 77	5 à 20
SSM de grande taille Ex : Santé et affaires sociales / Agriculture	5	190 à 500	50 à 130	80 à 185	15 à 85

Source : Insee

Un tel fonctionnement « déconcentré » du service statistique public présente de nombreux avantages. Pour en citer les deux principaux :

- la proximité entre la statistique publique et les utilisateurs des données permet une **connaissance plus fine et plus interactive des besoins effectifs d'information** relatifs à l'activité ministérielle considérée, comparativement à un fonctionnement centralisé en dehors des ministères, et une adaptation à ces besoins en utilisant les méthodologies d'analyse statistique les plus appropriées et/ou en développant des systèmes de recueil d'information spécifiques, notamment des enquêtes ;
- la **proximité avec les données administratives** traitées ou produites par le ministère facilite l'accès à ces données en vue d'une exploitation statistique, par rapport à un système statistique concentré dans un institut central. Cet accès doit être compris au sens large, qui dépasse le droit d'accès prévu réglementairement : accès aux données individuelles mais aussi accès aux services opérationnels qui collectent ces données, possibilité d'échanges et d'interactions, implication dans la spécification des outils de collecte et d'analyse, etc.

Il importe de souligner que la plupart des services statistiques ministériels associent en leur sein trois activités, dont seule la première les rattache au service statistique public et relève de la régulation afférente, détaillée plus loin :

- la production de statistiques publiques dans le cadre de la loi de 1951, à partir de données d'enquête comme de données administratives issues des systèmes d'information du ministère. Cette production s'accompagne d'une diffusion de l'information statistique, dans des modalités en partie encadrées par les textes (loi statistique et code des bonnes pratiques européennes) et surveillées par l'Autorité de la statistique publique (cf. III^{ème} partie, paragraphe 2.3.3.) ;
- l'aide au pilotage des politiques publiques du ministère, par des travaux statistiques spécifiques et la production de tableaux de bord notamment. Cette production reste interne au ministère et n'est pas diffusée ;
- la réalisation de travaux d'étude et d'évaluation, y compris des études d'impact, dans le domaine d'action du ministère. Selon leur objet et leur destination, ces travaux d'étude et d'évaluation sont destinés à être rendus publics ou non.

Depuis les évolutions introduites par la loi du 4 août 2008, la liste des services statistiques ministériels est établie par un arrêté du ministre en charge de l'économie⁷⁷. Toute modification de cette liste (ajout/suppression d'un SSM) se fait après avis de l'ASP.

2.2. LE SERVICE STATISTIQUE PUBLIC, LE PERI-SSP ET LA NOTION DE STATISTIQUE PUBLIQUE

De même qu'elle définit le service statistique public, la loi du 4 août 2008 qui a modifié la loi statistique de 1951 définit désormais explicitement les statistiques publiques :

« *Les statistiques publiques regroupent l'ensemble des productions issues :*

- *des enquêtes statistiques dont la liste est arrêtée chaque année par un arrêté du ministre chargé de l'économie ;*
- *de l'exploitation, à des fins d'information générale, de données collectées par des administrations, des organismes publics ou des organismes privés chargés d'une mission de service public ».*

Jusque-là, seules les enquêtes étaient explicitement définies comme relevant ou non de la statistique publique.

De fait, service statistique public (SSP) et statistiques publiques ne sont pas reliés de manière univoque. Il n'y a pas de parfaite équivalence entre les deux notions, d'une part parce que l'Insee et les SSM produisent aussi des données qui ne relèvent pas de statistiques publiques, et d'autre part parce que des organismes périphériques au SSP produisent également des statistiques qui, sous certaines conditions, ressortent de la statistique publique.

Le SSP ne produit pas que des statistiques publiques au sens le plus strict du terme. S'agissant des fichiers, l'Insee, notamment, produit des fichiers de nature non pas statistique mais administrative, par exemple le répertoire des personnes physiques ou le répertoire SIRENE des entreprises et des établissements. De même, s'agissant des enquêtes, seules font partie de la statistique publique de manière incontestable celles inscrites dans un arrêté ministériel annuel, après délivrance d'un label d'intérêt général et de qualité statistique selon une procédure prévue par les textes réglementaires et impliquant tout particulièrement le Conseil national de l'information statistique (Cnis) et le comité du label de la statistique publique (voir infra).

A l'inverse, le service statistique public n'est pas le seul à produire des enquêtes et des données administratives qui relèvent de la statistique publique. Un certain nombre d'administrations, d'organismes publics et d'organismes privés chargés d'une mission de service public sont aussi susceptibles de produire de la statistique publique. **Ces organismes sont périphériques au SSP, et en tant que contributeurs à la statistique publique, on les qualifie communément de membres du péri-SSP.**

En effet, de longue date, certains établissements publics dotés d'une mission de recherche et d'étude sur un champ social ou économique spécifique ont conduit, souvent mais pas toujours en collaboration avec un membre du SSP, des enquêtes qui relèvent de la statistique publique

⁷⁷ La liste est publiée en annexe du décret n° 2009-250 du 3 mars 2009 relatif à l'Autorité de la statistique publique. Elle a été mise à jour la dernière fois par l'arrêté du 16 décembre 2011.

(dès lors qu'elles suivent la procédure idoine évoquée plus haut et répondent aux critères fixés). On peut citer par l'exemple l'institut national des études démographiques (INED) ou le Centre d'études et de recherche sur l'emploi et les qualifications (CEREQ), ou encore la Banque de France. **L'ONDRP ressort aujourd'hui de cette catégorie.**

S'agissant de l'exploitation de sources administratives, ce n'est que depuis la révision de la gouvernance de la statistique publique intervenue en 2008-2009 que ces dernières sont explicitement considérées comme relevant – ou relevant potentiellement - de la statistique publique. On reviendra sur ce point dans les paragraphes relatifs à la labellisation un peu plus loin.

2.3. COORDINATION, REGULATION, CONTROLE

2.3.1. La coordination assurée par l'Insee

Comme on vient de le voir, le service statistique public est décentralisé entre l'Insee et les SSM, et autour de ces entités gravitent les membres du péri-SSP. Mais décentralisation ne signifie naturellement pas action disjointe des acteurs de la statistique publique, au contraire : **l'Insee a d'emblée eu, parmi ses prérogatives, une mission essentielle de coordination de la statistique publique.** Ainsi, le décret du 14 juin 1946 relatif à l'Insee, qui définit les attributions de l'Institut, indique celle de « **coordonner les méthodes, les moyens et les travaux statistiques** des administrations publiques et des organismes privés subventionnés ou contrôlés par l'État (...) ». Le décret du 29 mai 1947, qui fixe les modalités de la coordination de la statistique publique, en précise certains éléments dans le cadre d'un système statistique déployé dans les Ministères.

Le réseau de SSM a été particulièrement renforcé à partir des années 1960, amenant à confier à un département spécifique de l'Insee cette fonction essentielle de coordination du système statistique public. Aujourd'hui, la coordination du SSP est du ressort de la direction de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale, la DMCSI. Néanmoins, étant donnée l'importance du SSP, l'activité de coordination irrigue l'ensemble de l'Institut. Les deux directions statistiques de l'Insee (la direction en charge des entreprises et la direction en charge des statistiques démographiques et sociales) sont fortement impliquées sur le plan technique et d'organisation des travaux dans cette coordination. La direction des études et synthèses économiques assure une coordination sur le plan des études. La direction en charge de la diffusion assure un partage d'information entre les SSM, et prend en charge le secrétariat général du Cnis. Au sein même de la DMCSI, le département de la méthodologie a entre autres la responsabilité des relations avec les services statistiques ministériels pour les questions méthodologiques, aux côtés de l'appui méthodologique qu'il a vocation à donner aux directions opérationnelles de l'Insee.

Enfin, et cet aspect de la coordination est loin d'être le moindre, l'Insee a développé une politique très active de déploiement de ses ressources humaines au sein du système statistique public - naturellement financé sur les budgets ministériels, mais bénéficiant d'une délégation de gestion sur le plan opérationnel -, selon une disposition au demeurant prévue dès l'origine dans le décret du 29 mai 1947. Ainsi, au 1er septembre 2012, sur l'ensemble des cadres A des corps de l'Insee (attachés-statisticiens, administrateurs et inspecteurs généraux) exerçant leur activité au sein du Service statistique public, 26% étaient en poste en SSM, y compris dans leurs services déconcentrés. **Inversement, près de 40% des cadres A en poste en SSM appartiennent à des corps de l'Insee. En outre, la quasi-totalité des SSM ont pour**

dirigeant un administrateur ou un inspecteur général de l’Insee (directeur adjoint dans le cas de la Drees). Cette politique garantit au niveau de l’ensemble du SSP un niveau de professionnalisation homogène et une culture professionnelle commune, notamment liée à la mobilité des agents au sein du SSP tout au long de leur parcours professionnel. Elle apparaît comme un atout important du service statistique français, salué par le rapport d’évaluation par les pairs de janvier 2007 mené pour contrôler le respect du code des bonnes pratiques de la statistique européenne. Le péri-SSP bénéficie également de l’essaimage de statisticiens de l’Insee - c’est le cas de l’ONDRP - mais dans des moindres proportions.

Au-delà du rôle de chef de file assuré par l’Insee, deux institutions assument des fonctions essentielles de coordination, de régulation et de contrôle du service statistique public et, au-delà, du système statistique public qui recouvre les autres organismes publics voire privés susceptibles de produire de la statistique publique : le Cnis et l’ASP.

2.3.2. La coordination assurée par le Cnis

Structure ancienne créée dès la loi fondatrice de 1951 sous le nom de Cocioes (comité de coordination des enquêtes statistiques), le Cnis organise de façon permanente la concertation entre utilisateurs et producteurs de la statistique publique. Cette concertation vise à assurer la prise en compte par la statistique publique de l’ensemble des questionnements d’ordre socio-économique qui apparaissent nécessiter recueil ou exploitation d’informations d’un point de vue statistique et, dans le même temps, à vérifier que les enquêtes de la statistique publique ne font pas peser une charge excessive, au regard des besoins d’information et des sources administratives existant par ailleurs, sur les entreprises et les personnes qui répondent.

La concertation régulière, approfondie et très structurée qu’elle met en place est prévue par la loi et par un ensemble de dispositions réglementaires. Cette concertation s’appuie notamment sur des commissions thématiques qui se réunissent chaque semestre et dont les rapporteurs sont en général conjointement un directeur de l’Insee et le responsable d’un service statistique ministériel compétent sur la thématique considérée. Au-delà de ces travaux réguliers, le Cnis conduit également tous les cinq ans une analyse prospective des besoins à moyen terme auxquels le SSP aurait vocation à répondre. Le Cnis est un point de passage obligé de la statistique publique puisque toute enquête de la statistique publique doit avoir au préalable bénéficié d’un avis d’intérêt général et de qualité statistique délivrée par cette instance.

Un certain nombre de comités, intégrés au Cnis ou externes et travaillant notamment sur sa saisine, complètent le dispositif, notamment le comité du contentieux des enquêtes statistiques obligatoires, comité du secret statistique et le comité du label de la statistique publique.

2.3.3. L’Autorité de la statistique publique : régulation et contrôle

L’Autorité de la statistique publique a été créée par la loi n°2008-776 du 4 août 2008 précitée. Ses missions et son fonctionnement ont ensuite été précisés par décret. L’Autorité est garante de l’indépendance dans la conception, la production et la diffusion des statistiques publiques. Plus généralement, elle a pour mission de veiller au respect des principes d’indépendance professionnelle, d’impartialité, d’objectivité, de pertinence et de qualité de ces statistiques dans les trois dimensions que l’on a indiquées, et ceci en référence au code des bonnes pratiques de la statistique européenne. La mise en place de ce code a, au demeurant, été un facteur déterminant dans la décision de créer une telle Autorité en France.

Le code de bonnes pratiques de la statistique européenne a été mis au point par Eurostat et adopté pour la première fois par le Comité du Programme Statistique (désormais Comité du Système Statistique Européen) le 24 février 2005. Il a été promulgué dans la recommandation de la Commission du 25 mai 2005 sur l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité des services statistiques nationaux et communautaires. Une nouvelle version du code des bonnes pratiques a été élaborée en 2011.

Le code identifie 15 principes. Une centaine d'indicateurs permet d'en apprécier le respect. Sans passer en revue l'ensemble de ces principes, on soulignera les principes suivants :

- le 1^{er} principe est celui de **l'indépendance professionnelle** des autorités statistiques, de manière à « *assurer la crédibilité des statistiques européennes* ». La vérification de ce principe s'appuie sur 4 indicateurs, relatifs notamment aux garanties juridiques de cette indépendance et à la maîtrise par l'Institut national et les autorités nationales de statistiques de leur production et du calendrier de leur diffusion, établi en toute indépendance ;
- l'engagement sur la **qualité** constitue le 4^{ème} principe : les autorités statistiques « *évaluent systématiquement les points forts et les points faibles afin d'améliorer continuellement la qualité des processus et des produits* » ;
- **l'impartialité et l'objectivité** des statistiques produites et diffusées constituent le 6^{ème} principe : « *Les autorités statistiques doivent développer, produire et diffuser les statistiques européennes dans le respect de l'indépendance scientifique et de manière objective, professionnelle et transparente plaçant tous les utilisateurs sur un pied d'égalité* » ;
- le 7^{ème} principe impose une **méthodologie solide**, s'appuyant sur « *des procédures, des compétences et des outils adéquats* » ;
- selon le 8^{ème} principe, les **procédures statistiques** doivent être **adaptées** « *depuis la collecte des données jusqu'à leur validation* », que ces statistiques soient fondées sur des données d'enquête ou sur des sources administratives ;
- le 11^{ème} principe est celui de la **pertinence**, au sens où les statistiques européennes doivent « *répondre aux besoins des utilisateurs* ».

Comme l'a souligné l'ASP dans son rapport annuel de 2011, les modifications apportées en 2011 visent notamment à renforcer l'accès aux données administratives :

« Au delà de l'accès aux données administratives pour produire des statistiques, il est prévu une implication plus grande à la fois des statisticiens mais aussi des administrations détentrices de l'information dans la production de statistiques de qualité. Trois nouveaux indicateurs (8.7, 8.8 et 8.9) renforcent les possibilités d'utilisation des données administratives.

Indicateur 8.7 : Les autorités statistiques participent à la conception des données administratives afin de rendre celles-ci mieux adaptées à l'utilisation statistique.

Indicateur 8.8 : Des accords sont conclus avec les détenteurs de données administratives qui expriment l'engagement commun d'utiliser pleinement ces données à des fins statistiques.

Indicateur 8.9 : Les autorités statistiques coopèrent avec les détenteurs de données administratives pour garantir la qualité des données. »

Si le code des bonnes pratiques de la statistique européenne a été conçu pour les statistiques obligatoires du point de vue de la réglementation européenne - ce que ne sont ni les statistiques issues des sources administratives de la délinquance enregistrée, ni l'enquête de victimation -, il constitue, de par la loi statistique la référence pour l'ensemble de la statistique publique produite en France en vertu de la référence qui y est faite explicitement.

L'Autorité exerce ses missions en produisant tout avis qu'elle considère utile pour garantir le respect des principes et en faisant part de ses recommandations lorsqu'elle constate des pratiques qui s'en écartent, après que le mis en cause ait pu faire valoir son point de vue. Pour ses travaux, elle peut, en s'adressant aux ministères ou directions dans lesquelles elles sont insérées, solliciter l'appui de l'Inspection générale de l'Insee ou d'autres inspections générales compétentes.

L'Autorité peut être saisie par le président de l'Assemblée nationale, par le président du Sénat, ainsi que par le Premier ministre ou le ministre chargé de l'économie en tant que représentants du Gouvernement. Elle peut l'être également par le président du Conseil économique, social et environnemental ainsi que par le président du Cnis en tant que représentant des utilisateurs. Par ailleurs, une saisine est aussi possible par le directeur général de l'Insee au titre de ses attributions de coordination des méthodes, des moyens et des travaux statistiques que l'on a rappelées plus haut. Enfin, elle peut aussi en tant que de besoin s'auto-saisir.

L'Autorité établit un rapport annuel, remis au Parlement et rendu public. Ce rapport porte sur l'exécution du programme de travail des organismes producteurs de la statistique publique au regard des recommandations européennes en matière de bonnes pratiques statistiques. Il comporte une analyse critique du non-respect, par certains SSM, de ses recommandations.

2.4. LE PERI-SSP ET LA LABELLISATION DES DONNEES ADMINISTRATIVES QU'IL PRODUIT

La création de l'Autorité de la statistique publique a ouvert la voie à la possibilité de décerner un label pour les données statistiques produites par une administration, un organisme public ou des organismes privés dans le cadre de mission de service public, un tel système de labellisation n'existant jusqu'alors que pour les enquêtes⁷⁸. L'Autorité a en effet considéré qu'il était important de s'assurer, et d'assurer auprès du public, que les productions statistiques issues de sources administratives respectent bien les principes dont elle est garante : indépendance professionnelle, impartialité, objectivité, pertinence et qualité.

Après avoir demandé une expertise approfondie de l'Inspection générale de l'Insee sur le sujet, l'Autorité de la statistique publique a retenu les deux principes fondateurs suivants :

- il incombe à l'Insee et à tout service statistique ministériel, bref à l'ensemble du service statistique public, de mettre en œuvre les moyens nécessaires, dans le cadre de l'indépendance dont ils bénéficient, pour assurer que les principes posés par le code de bonne pratique de la statistique européenne sont respectés. L'exploitation des sources administratives est donc présumée les respecter et l'Autorité n'intervient dans ce contexte que par un contrôle a posteriori, sur saisine ou auto-saisine, en cas de doute ou de difficulté majeure ;

⁷⁸ Mais ne portant que sur leur fiabilité technique et leur opportunité

- en revanche, s'agissant de l'exploitation statistique de sources administratives produites par le péri-SSP, l'Autorité de la statistique publique procède à un contrôle a priori, sur demande du producteur en vue d'une labellisation. Ce contrôle est de niveau plus ou moins approfondi selon les garanties dont peut faire état le demandeur et selon la complexité du dossier. Il faut souligner que la labellisation porte sur des données statistiques spécifiques, et non sur la production statistique de l'organisme dans son ensemble.

Le rapport de l'inspection générale de l'Insee sus-mentionné a permis d'identifier un ensemble de critères (22 au total) directement reliés au code des bonnes pratiques de la statistique européenne, permettant de structurer l'examen d'une demande de labellisation. Ce rapport a également établi une liste des sources administratives qui pouvaient apparaître prioritaires, au regard de leur importance, pour que soit instruite rapidement une procédure de labellisation. La mission a elle-même procédé, sur la base des critères qu'elle suggérait, à une expertise approfondie pour trois d'entre elles (données de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale – Acoss –, données notariales et demandeurs d'emplois en fin de mois – DEFM – et a préconisé une labellisation pour la première ainsi que pour la seconde, mais limitée à l'Ile de France. Enfin, elle a établi qu'une modification des textes réglementaires était souhaitable pour mieux asseoir l'action de l'Autorité en matière de labellisation et pour lui permettre de s'appuyer dans cette action sur l'expertise du Comité du label, jusqu'alors intégré au Cnis et œuvrant uniquement pour la labellisation des enquêtes statistiques.

Dans ce contexte, l'Autorité de la statistique publique a pu enclencher son activité de labellisation à partir de 2011. Elle a procédé à deux labellisations en 2011 (statistiques trimestrielles de l'emploi de l'Acoss et statistiques trimestrielles du prix du logement en Ile de France issues des données notariales), puis deux nouvelles en 2012 (données de la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) et données du service des retraites de l'Etat (SRE). En 2013, des données produites notamment par l'observatoire national interministériel à la sécurité routière (ONISR) ont été labellisées par l'ASP. Par ailleurs, l'évolution réglementaire que la mission de l'IG appelait de ses vœux est intervenue en janvier 2013 (décret en Conseil d'Etat) et permettra désormais à l'Autorité de bénéficier de l'appui du Comité du label.

La perspective que soit examinée la labellisation des données administratives relatives à la délinquance apparaît d'emblée dans le rapport de l'Inspection générale de l'Insee que nous avons cité. Le président du Conseil d'orientation de l'ONDRP a d'ailleurs été auditionné en 2011 par l'Autorité de la statistique publique. L'Autorité a indiqué au cours de cette audition que l'ONDRP, du fait de son insertion dans un établissement public national à caractère administratif, avait un statut incompatible avec le statut de SSM. Elle a également affirmé qu'elle était prête à examiner certaines productions de l'ONDRP en vue de leur labellisation.

Deux obstacles majeurs semblent cependant se dresser à court et même moyen terme par rapport à cet objectif de labellisation. Le premier est l'instabilité actuelle de ces données, événement totalement nouveau depuis l'audition de l'ONDRP, liées à la mise en place du nouveau logiciel de recueil des procédures par la gendarmerie nationale puis par la police nationale. La source de cette instabilité a été exposée. Elle n'en est pas moins réelle et, selon les éléments disponibles à ce sujet, il semble que l'ASP tend aujourd'hui à considérer qu'elle n'est pas en mesure d'opérer une labellisation tant que les instruments d'enregistrement n'auront pas produit une mesure totalement stabilisée, ce qui reporte la perspective de labellisation à l'horizon 2016-2017. Le second est l'absence d'accès, de la part de l'ONDRP,

aux données individuelles élémentaires qui composent la statistique publiée. Des évolutions sont apparues tout récemment à cet égard s'agissant des données émanant de la gendarmerie nationale, mais l'accès reste limité aux données des années les plus récentes, et la perspective d'accès reste à confirmer s'agissant des données émanant de la police nationale.

2.5. GOUVERNANCE DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE ET REGLEMENTATION EN MATIERE DE SECRET STATISTIQUE

Pour conclure, il est important de souligner la spécificité du service statistique public, s'agissant du droit d'accès aux données individuelles sur lesquelles ses travaux se fondent. Là encore, une différence de fond existe entre le SSP et le péri-SSP s'agissant des règles qui permettent cet accès.

De manière générale, les données de nature individuelle recueillies dans le cadre d'enquêtes réalisées par la statistique publique ou issues d'une source administrative bénéficient d'une réglementation stricte garantissant le secret des informations collectées. Toutefois, un droit d'accès est garanti pour les exploitations réalisées par le service statistique public, c'est-à-dire par l'Insee et par les services statistiques ministériels, dans le cadre de leurs missions, en vertu de l'article 7^{bis} de la loi de 1951 modifiée :

« Sur demande du ministre chargé de l'économie, après avis du Conseil national de l'information statistique, et sauf disposition législative contraire, les informations relatives aux personnes physiques, à l'exclusion des données relatives à la vie sexuelle, et celles relatives aux personnes morales, recueillies dans le cadre de sa mission, par une administration, une personne morale de droit public, ou une personne morale de droit privé gérant un service public sont cédées, à des fins exclusives d'établissement de statistiques, à l'Institut national de la statistique et des études économiques ou aux services statistiques ministériels. »

La mise en place d'un service statistique ministériel consacré à la délinquance au sein du ministère de l'intérieur permettrait ainsi, de droit, un accès aux informations collectées par le ministère de manière à en opérer l'exploitation statistique. Un travail sur l'ensemble de la chaîne pénale, associant ce nouveau SSM et le service statistique du ministère de la Justice serait également facilité par ce droit d'accès et, au delà, par la connaissance fine des systèmes d'information corrélative d'une insertion ministérielle.

L'accès des membres du péri SSP aux données de la statistique publique est également possible en droit et consacré par la jurisprudence. Mais il est strictement encadré et s'effectue généralement, sauf convention particulière dûment estampillée par le Comité du secret statistique, dans des conditions similaires à l'accès prévu pour les chercheurs, tout particulièrement s'agissant des données relatives à la vie personnelle et familiale.

Pour préciser ce point, il convient de mentionner que l'accès aux données d'enquête et administratives à des fins de recherche est également possible mais est strictement encadré. Cet encadrement, au départ mis en place pour les données relatives aux entreprises, a été renforcé en pratique à partir du moment que les règles du secret statistique ont été modifiées en 2008 et permettent désormais un travail de recherche sur les informations relatives à la vie personnelle et familiale. Le comité du secret statistique est seul habilité à traiter une demande d'accès.

S'agissant des données relatives aux personnes, les autorisations ne sont accordées que dans des conditions d'une part garantissant strictement l'anonymat des informations (y compris s'agissant d'informations annexes telles que relatives à la domiciliation ou au revenu) et d'autre part ne permettant pas la conservation des données (intermédiation obligatoire par le centre d'accès sécurisé distant qui permet de voir et de lancer des programmes d'analyse statistique sur les données, mais non de recopier les données individuelles même anonymisées sur un support magnétique ou papier).

3 - UN ARBITRAGE DEVRA DONC ETRE EFFECTUE ENTRE PLUSIEURS SCENARIOS

3.1. LES CRITERES DES CHOIX A EFFECTUER

La gouvernance du dispositif de mesure de la délinquance doit être précisée. A cet effet et au préalable, les critères du choix à effectuer entre plusieurs scénarios de gouvernance doivent être clairement identifiés.

3.1.1. La finalité opérationnelle de la mesure de la délinquance

Le premier de ces critères doit être de préserver la finalité opérationnelle de la mesure de la délinquance.

Son premier but est d'orienter l'action des services de police et de gendarmerie dans la lutte contre la criminalité et la délinquance, par une connaissance de la nature des faits, des modes opératoires des infractions, de la qualité des victimes, des conséquences de l'évolution des comportements individuels et collectifs.

C'est bien la finalité de la « documentation criminelle » définie par le code de procédure pénale.

La production et la diffusion publiques des statistiques mensuelles et annuelles des faits constatés sont ainsi nécessaires à la connaissance par la représentation nationale et locale et par l'opinion publique de l'évolution des crimes et délits, mais en préservant cette mission opérationnelle première.

La réorganisation de la gouvernance statistique ne devra donc pas conduire les services à consacrer à la production des travaux statistiques et, le cas échéant, d'études un volume de ressources humaines et budgétaires ayant pour conséquence d'affecter leur potentiel opérationnel.

L'accès des statisticiens aux données élémentaires ne doit se faire par ailleurs que dans les conditions permettant de répondre à la préoccupation exprimée par les deux directeurs généraux de la police et de la gendarmerie nationales, relative à la confidentialité des données dites de « pilotage », de « commandement » ou d'« activité ».

A l'inverse, il serait souhaitable que la solution privilégiée permette que des compétences et une expertise statistiques soient mises au service :

- non seulement d'une production statistique à vocation de diffusion vers le public ;
- mais aussi de la production de tableaux de bord et d'outils utiles pour les besoins opérationnels des services ;
- et enfin de la réalisation d'investigations ou d'études statistiques à usage interne au ministère, l'éclairant sur des problématiques statistiques ou opérationnelles spécifiques.

3.1.2. La conformité aux normes de la statistique publique

Ces normes ont été rappelées plus haut (cf. III^{ème} partie, paragraphe 2). Elles s'appuient sur le code des bonnes pratiques de la statistique européenne, que la loi française relative à la statistique a inscrit en droit comme référence. Deux principes essentiels sont la garantie d'indépendance dans la production et la diffusion des données statistiques et la qualité de ces données. Le respect de ces deux principes résulte plus des méthodes et des règles de collecte, d'exploitation, d'analyse et de publication des données que de considérations organiques, statutaires et juridiques.

Le service statistique public défini par la loi est un ensemble très structuré, comprenant l'Insee et les services statistiques ministériels et placé sous le contrôle de l'Autorité de la statistique publique. La plupart des ministères disposent ainsi d'un service produisant des statistiques publiques, mais dont la vocation est aussi de produire des statistiques et des études internes au ministère, avec la qualité permise par son expertise méthodologique et sa connaissance des données, afin d'éclairer l'action ministérielle.

La loi statistique garantit l'accès de droit des statisticiens de l'Insee et des SSM aux données brutes des systèmes d'information, c'est-à-dire, s'agissant d'un éventuel service statistique ministériel consacré à la délinquance, aux bases de données qui structurent l'environnement informatique des logiciels de rédaction des procédures de la police et de la gendarmerie nationales.

3.1.3. Les impératifs de la modernisation de l'administration publique

La mission a également tenu compte, dans son examen des avantages et des inconvénients des scénarios de gouvernance, de leurs conséquences budgétaires. La création de services nouveaux doit être évitée ou compensée. Les affectations de personnels à de nouvelles missions doivent résulter le plus possible de redéploiements d'effectifs. L'existence de services statistiques aux effectifs importants dans d'autres départements ministériels ne légitime pas nécessairement un parallélisme pour la mesure de la délinquance. Le dimensionnement d'un tel service statistique nouveau devra prendre en compte cet impératif.

3.1.4. Les garanties sur l'indépendance maintenue de l'ONDRP dans l'exercice de ses missions

L'ONDRP est investi par décret d'un ensemble de missions qu'il doit pouvoir continuer d'exercer dans une indépendance garantie.

Ces missions sont constituées par la centralisation des données relatives à la délinquance et à la criminalité produites par toutes sortes d'organismes, la mise en cohérence de ces données, notamment pour permettre des analyses sur l'ensemble de la chaîne pénale, l'exploitation de ces données dans le cadre d'études ou analyses et leur diffusion. Elles intègrent également la participation aux réseaux d'observation et de recherche nationaux et internationaux et la formulation de propositions pour développer la connaissance scientifique des phénomènes criminels et des réponses pénales et pour améliorer les performances des politiques publiques en la matière.

3.2. PREMIER SCENARIO : LE STATU QUO

Un premier scénario de gouvernance consisterait à renoncer à la création d'un service statistique ministériel chargé de la mesure de la délinquance.

Ses avantages

Ce scénario maintiendrait la répartition actuelle des tâches entre la DCPJ, chargée de la collecte des données, et l'ONDRP, chargé de leur publication et de leur analyse. Il s'accompagnerait d'un renforcement de l'indépendance de l'ONDRP, qui ne serait pas un service statistique ministériel mais dont les modalités de nomination de son président du conseil d'orientation pourraient être revues dans le sens des recommandations de la mission parlementaire d'information. Le coût budgétaire de ce scénario serait évidemment limité, sauf à reformater l'enquête annuelle de victimation, ce qui relève d'une question différente. La reconnaissance d'une indépendance accrue de l'ONDRP pourrait apporter une légitimité de principe plus grande à ses publications annuelles et mensuelles.

Ses limites

Le principal inconvénient qui en résulterait serait l'absence d'accès de l'ONDRP, ou un accès limité, aux données brutes des bases de la police et de la gendarmerie nationales. Cet accès ne serait pas de droit, l'ONDRP ne pouvant être reconnu comme service statistique ministériel s'il conserve son statut. En effet, il résulte clairement de la doctrine de l'Autorité de la statistique publique que l'ONDRP devrait, pour devenir un SSM, être rattaché directement à un département ministériel⁷⁹, dont il constituerait un service, et renoncerait par voie de conséquence à l'indépendance organique que lui confère son rattachement formel à un établissement public, l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).

La mission partage par ailleurs les réticences des services de police et de gendarmerie quant à la possibilité d'organiser l'accès direct aux données brutes, et en tout cas de manière généralisée, par un organisme qui ne serait pas rattaché au ministère de l'intérieur, pour des

⁷⁹ Voir courrier en date du 10 avril 2013 du président de l'ASP au président du conseil d'orientation de l'ONDRP (cf. annexe 37).

raisons à la fois judiciaires – ces données sont le premier maillon de la chaîne pénale - et opérationnelles – elles constituent un outil de « commandement », pour reprendre l'expression du directeur général de la gendarmerie nationale.

La conséquence de cet accès limité et de l'absence de SSM serait le maintien de la mesure de la délinquance hors du champ de la statistique publique.

3.3. DEUXIEME SCENARIO : LA CREATION D'UN SERVICE STATISTIQUE MINISTERIEL DE LA SECURITE INTERIEURE AU MINISTERE DE L'INTERIEUR DISTINCT DE L'ONDRP

Ses avantages

La création d'un SSM donnerait aux statistiques de la délinquance le caractère de statistiques publiques, dès lors qu'un avis favorable à la création du service aurait été donné par l'Autorité de la statistique publique.

Elle permettrait par ailleurs l'accès du service ainsi constitué aux données brutes des bases de la police et la gendarmerie nationale.

Le service statistique ainsi créé pourrait être investi, conformément aux autres SSM, à la fois de missions de production de diffusion de la statistique et de missions d'appui méthodologique et d'expertise sur le plan des productions statistiques opérationnelles, dont elles ne bénéficient pas aujourd'hui puisque cela ne relève pas des attributions de l'ONDRP. Des études d'impact et des évaluations pourraient aussi être conduites pour le ministère à sa demande et éclairer son action.

Le code des bonnes pratiques prévoit l'implication des administrations détentrices de l'information dans la production de statistiques de qualité, et cela est nettement favorisé par la présence de statisticiens à proximité. Comme précisé plus haut, la proximité avec les données enregistrées traitées ou produites par le ministère, par la présence d'un service statistique ministériel au sein même du ministère de l'intérieur, facilite l'accès à ces données en vue d'une exploitation statistique : accès aux données individuelles mais aussi accès aux services opérationnels qui collectent ces données, possibilité d'échanges et d'interactions, implication dans la spécification des outils de collecte et d'analyse, etc.

Ce point est particulièrement saillant pour la production et la diffusion des statistiques de la délinquance qui sera réalisée dans les toutes prochaines années. Le SSM pourrait faire bénéficier de son expertise et accompagner le processus de transition vers le nouveau logiciel de rédaction des procédures de la police nationale, produire les études nécessaires permettant d'éclairer les éventuels phénomènes de rupture, et apporter son expertise, complémentaire, à celle des personnels de la police nationale et de la gendarmerie pour tenter de limiter ces phénomènes.

Ce scénario facilitera les travaux de l'ONDRP relatif à la chaîne pénale en rendant plus neutre son positionnement vis-à-vis des ministères de l'intérieur et de la justice.

Dans ce scénario, l'ONDRP conserverait par ailleurs toute latitude pour poursuivre la diffusion des statistiques de la délinquance selon les regroupements d'index qui lui paraissent appropriés, et continuerait d'analyser ces données en toute indépendance et de diffuser ces

analyses. S'agissant de la production des agrégats, il incomberait toujours au ministère de l'Intérieur, mais cette fois ci dans le cadre du SSM bénéficiant des garanties d'indépendance consacrées par la loi, de l'expertise poussée caractérisant un SSM, et d'un large accès aux bases de données brutes et aux sources constitutives de ces statistiques.

Autrement dit, l'ONDRP continuerait d'exercer ses missions en toute indépendance, mais sur la base de statistiques relatives à la délinquance constatée, produites dans les règles de l'art de la statistique publique.

Il pourrait par ailleurs recentrer ses activités sur ses missions principales :

- l'ONDRP recueille actuellement les données en provenance des départements ministériels et organismes publics ou privés ayant à connaître directement ou indirectement de faits ou de situations d'atteinte aux personnes ou aux biens, qui ne se limitent pas aux deux ministères de l'intérieur et de la justice. L'ONDRP a réalisé un travail majeur de rassemblement et d'analyse de ces sources, dont elle réalise la diffusion ;
- avec l'Insee, l'observatoire conçoit et exploite l'enquête nationale de victimation « cadre de vie et sécurité », dont les interlocuteurs de la mission s'accordent à penser qu'elle devra être maintenue voire développée dans les années qui viennent. L'observatoire a vocation à promouvoir le développement de nouvelles sources d'information et de compréhension des phénomènes de délinquance, parmi lesquelles les enquêtes auto-reportées sont fréquemment citées ;
- l'ONDRP a également la responsabilité de la production d'études et d'analyses sur l'évolution des phénomènes criminels à travers une approche multi-sources. Que ce soit par la réalisation d'études en propre, ou par la sollicitation d'organismes externes produisant des études ou des travaux de recherche ;
- enfin et c'est essentiel, l'ONDRP a depuis le 1^{er} janvier 2010 la responsabilité d'assurer la mise en cohérence des indicateurs, de la collecte et de l'analyse des données afin de disposer d'analyses sur le fonctionnement de l'ensemble de la chaîne pénale. Cette mission, qui n'a pu être menée à bien à ce jour, devrait être facilitée par la mise en place du nouvel SSM aux côtés de celui du ministère de la Justice. L'ONDRP devra pleinement assurer son rôle de coordination.

Toutes ces missions méritent d'être approfondies. Elles peuvent s'exercer en lien étroit avec le SSM. Leur enrichissement ne peut que conforter et même renforcer l'ONDRP dans le dispositif institutionnel d'observation de la délinquance et de la réponse pénale.

Ce scénario figure parmi les deux proposés par le président du conseil d'orientation de l'ONDRP au ministre de l'intérieur dans sa lettre du 8 avril 2013 (*cf.* annexe 36).

La mission parlementaire d'information a bien perçu l'ensemble des avantages inhérents à ce scénario en recommandant au Gouvernement de le retenir.

Ses limites

Une difficulté organique

Le rattachement d'un futur SSM est une question délicate dans l'organisation actuelle du ministère de l'intérieur.

La mission ne retient pas le rattachement au secrétariat général, dans la mesure où la statistique de la délinquance ne constitue pas selon elle une fonction support du ministère, mais bien une fonction opérationnelle des forces de sécurité intérieure. La statistique est un produit de la documentation criminelle, qui permet notamment d'orienter la lutte contre la délinquance.

La mission écarte également un rattachement à l'une des deux directions générales de la police et de la gendarmerie nationales. La création du SSM doit s'inscrire dans la droite ligne de la mutualisation progressive des tâches des deux forces de sécurité intérieure.

La création d'un service placé sous l'autorité conjointe des deux directeurs généraux est en revanche une option à envisager. Ce service peut être nouveau ou rattaché à un service existant.

S'il est entièrement nouveau, il rendra plus complexe l'organisation du ministère, qui comporte déjà et comportera dans un avenir proche encore plus de services conjointement rattachés aux deux directeurs généraux.

Interrogées sur l'hypothèse du rattachement à un service existant, les deux directions générales, dont ce scénario n'a pas la préférence, ont néanmoins formulé des propositions de rattachement acceptables pour elles dans le cas où le ministre le retiendrait.

Un service existant pourrait être constitué, selon la DGPN, par le service central d'études et de documentation (SCED) de la DCPJ, historiquement chargé de produire l'état 4001. Toujours selon la DGPN, ce service devrait, si le scénario du SSM ministériel était retenu, être placé sous l'autorité conjointe des deux directeurs généraux.

La DGGN n'écarte pas cette dernière option, elle juge aussi possible le rattachement du futur SSM au service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure (ST(SI)²), créé par un arrêté de 2010, qui conçoit et conduit les projets destinés aux utilisateurs de la police et de la gendarmerie pour ce qui concerne les systèmes d'information, de communication et de commandement.

Quoiqu'il en soit, la mission précise qu'un futur SSM n'aurait pas vocation à être dirigé par un cadre issu de la police ou de la gendarmerie, mais bien par un statisticien, issu des rangs de l'Insee. Il disposerait d'une indépendance professionnelle respectant les normes de la statistique publique (conformément au code des bonnes pratiques).

Un risque budgétaire maîtrisé

Le SSM devrait récupérer par redéploiement des effectifs issus :

- du ministère de l'intérieur : de la DGP/DCPJ/SCED, de la DGGN/MPP, de la préfecture de police (SRDC) ;
- de l'ONDRP, pour ses missions techniques ;

Au total, ces redéploiements devraient permettre d'affecter une quinzaine d'agents dans le SSM. Quelques emplois additionnels de statisticiens devraient ainsi être créés afin d'obtenir un SSM composé d'une vingtaine d'agents.

Il conviendra toutefois de valoriser la part de ses futurs effectifs composée de professionnels de la statistique, tout en conservant dans ses rangs des policiers et des gendarmes, familiers de la procédure pénale et des outils d'enregistrement en vigueur dans les forces de sécurité intérieure.

Un risque d'affaiblissement apparent de l'ONDRP

Ce risque peut apparaître au premier regard important, dans la mesure où ce serait le nouvel SSM, et non l'ONDRP, qui serait désormais chargé de la diffusion des données mensuelles des faits constatés par les forces de sécurité intérieure. Cette évolution pourrait être perçue comme un retour en arrière important en matière d'indépendance dans la production de la statistique de la délinquance.

Cet argument doit pourtant être relativisé. L'ONDRP, en effet, ne produit pas lui-même les statistiques de la délinquance : il diffuse, en opérant des réagréations, les agrégats produits par la DCPJ/SCED, sans contrôle de sa part sur les données individuelles à la source des statistiques publiées.

Par ailleurs, l'ONDRP bénéficierait des avantages déjà décrits plus haut de ce scénario.

3.4. TROISIEME SCENARIO : L'ONDRP DEVIENT LE SERVICE STATISTIQUE MINISTERIEL DE MESURE DE LA DELINQUANCE AU SEIN MEME DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Un troisième scénario conduirait à confier à l'ONDRP la mission de devenir le SSM de mesure de la délinquance.

Ses avantages

Comme le scénario 2, ce scénario présente l'avantage majeur de la reconnaissance de la statistique publique de la délinquance.

Il permet l'accès du service statistique ainsi constitué aux données brutes des services opérationnels.

Il aligne le ministère de l'intérieur sur les solutions retenues dans d'autres départements ministériels ayant constitué des services statistiques (affaires sociales, justice) et en son

propre sein sur le dispositif adopté pour les statistiques de l'immigration⁸⁰ et celles relatives aux collectivités locales.

Il devrait permettre par « ricochet » la labellisation statistique de certaines productions de l'ONDRP du fait de l'utilisation qu'elles feront de statistiques publiques fournies par deux SSM, celui du ministère de l'intérieur et celui du ministère de la justice.

Les nombreux avantages qui ont été détaillés plus haut sur les bénéfices que retirerait le ministère de la présence en son sein d'un service statistique disposant, comme la plupart des autres ministères, des compétences et de l'expertise méthodologique ne sont pas reproduits ici.

Ses limites

L'inconvénient majeur de ce scénario est la perte d'indépendance de l'ONDRP qu'il impliquerait. Cet inconvénient constitue probablement, à lui seul, une raison suffisante pour le réfuter. La disparition d'un observatoire indépendant compilant, analysant et diffusant les différentes sources relatives à la délinquance, disposant de cette indépendance pour réaliser des études et des évaluations et les rendre publiques, est difficilement concevable.

Un deuxième inconvénient serait l'attribution au service statistique ministériel des missions aujourd'hui dévolues à l'observatoire. En particulier, la responsabilité de l'ONDRP en matière d'établissement du lien entre délinquance et réponse pénale serait de facto reportée sur le service statistique créé, qui n'est pourtant pas légitime pour la porter principalement. Ceci créerait une situation peu naturelle dans un domaine où l'établissement de ce lien concerne au moins autant le service statistique du ministère de la Justice. Par ailleurs, même si la responsabilité devait se partager entre les deux services statistiques ministériels, il est peu vraisemblable que les SSM y consacraient les ressources nécessaires sans une intervention active et une coordination émanant d'un organisme tiers indépendant.

Un troisième inconvénient serait de faire porter par le seul ministère de l'intérieur le poids budgétaire de l'ONDRP, augmenté des coûts supplémentaires que ne manquera pas de générer la création du SSM malgré les efforts de redéploiement recommandés par la mission.

En fait, ce scénario reviendrait de facto à supprimer l'ONDRP tel qu'il a été conçu, et donc à renoncer aux acquis indiscutables de sa création et de son développement, ce qui est inenvisageable.

⁸⁰ Créé en 2008, le « SSM Immigration, Intégration » est le département des statistiques, des études et de la documentation (DSED) au ministère de l'Intérieur. Le domaine statistique de l'immigration concerne le suivi des flux migratoires, l'accueil et l'intégration des immigrés, l'asile et le développement solidaire. Il est rattaché au service de la stratégie du SGII. Le SSM relatif aux données des collectivités locales est rattaché à la DGCL.

3.5. QUATRIEME SCENARIO : LA TRANSFORMATION DE L'ONDRP EN UN SERVICE A COMPETENCE NATIONALE RATTACHE AU PREMIER MINISTRE

Ses avantages

Ce scénario présente l'avantage par rapport au précédent de maintenir l'ONDRP en dehors du ministère de l'intérieur et de faciliter ses travaux sur la chaîne pénale par un positionnement « neutre », extérieur aux deux ministères de l'intérieur et de la justice.

Il évite des choix difficiles d'organisation au sein du ministère de l'intérieur.

Il peut éviter de faire supporter le coût budgétaire de la création du SSM⁸¹ par ce ministère, ce qui constitue l'un de ses principaux avantages.

Il est le deuxième scénario proposé par le Président du conseil d'orientation de l'ONDRP (cf. annexe 37).

Ce scénario est privilégié par les deux directions générales de la police et de la gendarmerie nationales, de préférence à la création d'un SSM au ministère de l'intérieur.

Ses limites

Un bénéfice majeur de la création d'un SSM disparaît dans cette hypothèse : le service ne bénéficierait pas du lien fort avec les producteurs des sources pour permettre de les comprendre finement, d'aider à perfectionner les systèmes, de travailler ensemble sur le sens des évolutions que l'on observe.

Le statut de SSM impose par ailleurs non seulement, comme cela a déjà été rappelé, l'accès aux bases de données des procédures (et non aux simples bases de données agrégées), mais suppose aussi la capacité de contrôler la fiabilité des données au plus près de leurs chaînes de production. Ces impératifs seraient plus difficiles à satisfaire dans ce scénario que dans celui de SSM rattaché au ministère de l'intérieur.

On doit rappeler par ailleurs que l'ONDRP a aujourd'hui un rôle essentiel de communication publique d'analyses et de commentaires sur l'ensemble des statistiques de la délinquance. Or ce n'est pas la vocation d'un SSM.

Il s'agirait de plus d'un positionnement hors norme pour la statistique publique, que le président de l'Autorité de la statistique publique, rencontré par la mission, n'envisage que dans le cadre d'une solution transitoire.

Par ailleurs, le SSM, ainsi séparé de son établissement public de rattachement, l'IHESJ, éprouverait de grandes difficultés à se situer auprès d'un « référent » dans les services du Premier ministre : ni le secrétariat général du gouvernement (SGG), ni le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), ni le commissariat général à la stratégie et

⁸¹ La mission estime à 5 postes de statisticiens supplémentaires le coût additionnel de la création d'un SSM pour que les effectifs de l'ONDRP passent d'une quinzaine d'agents à une vingtaine.

à la prospective⁸² ne paraissent à la mission se situer naturellement dans le champ qui est aujourd'hui celui de l'ONDRP et serait demain celui du futur SSM.

* *

*

La mission ne retient pas le scénario dit du « statu quo », qui conduirait à ne pas créer de service statistique ministériel, et à renoncer de manière sans doute durable aux avantages d'une reconnaissance de la statistique de la délinquance comme une statistique publique.

Le choix à opérer lui semble ensuite se resserrer entre la création d'un SSM au ministère de l'intérieur distinct de l'ONDRP et la transformation de l'ONDRP en SSM rattaché au Premier ministre sous la forme d'un service à compétence nationale. Il importe en effet de préserver l'acquis essentiel que constitue l'indépendance de l'ONDRP, qui fait l'objet d'un large consensus.

Enfin, pour le choix final, la mission, sans mésestimer la pertinence qui s'attache à marquer plus fortement encore cette indépendance en positionnant le SSM en dehors du ministère de l'intérieur, exprime une préférence pour la création d'un SSM au ministère de l'intérieur distinct de l'ONDRP, qui permet :

- d'exploiter au mieux une proximité opérationnelle du futur SSM avec les forces de sécurité intérieure, qui bénéficieraient ainsi de sa compétence et de son expertise sur le plan des productions statistiques opérationnelles, conformément au fonctionnement des autres SSM ;
- de permettre au SSM d'accompagner avec plus d'efficacité le processus de transition vers le nouvel outil d'enregistrement des plaintes déployé dans la police nationale, et de disposer aisément des éléments d'information utiles aux analyses statistiques de la rupture qui s'annonce ;
- de ne pas s'orienter vers un positionnement hors norme pour le service statistique public, qui ne reçoit l'adhésion ni du président de l'Autorité de la Statistique Publique, qui l'envisage au mieux comme une solution transitoire, ni du directeur général de l'Insee ;
- tout en renforçant la place d'un ONDRP tourné vers ses missions essentielles, notamment l'approche multi sources de la délinquance et la mise en cohérence des indicateurs de la chaîne pénale.

Ce scénario devra nécessairement, s'il est retenu, prendre en compte la contrainte budgétaire et valoriser au mieux les redéploiements d'effectifs permis par une telle réorganisation.

⁸² Créé par le décret n° 2013-333 du 22 avril 2013.



**INSPECTION GENERALE
DE L'ADMINISTRATION**

N°13-051/13-027/01 BIS

**INSPECTION GENERALE
DE LA POLICE NATIONALE**

13-254-1

**INSPECTION GENERALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE**

1513/GEND/IGGN/GCM

**INSPECTION GENERALE
DE L'INSEE**

59/DG75-B010/

RAPPORT

**SUR L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES
PAR LES FORCES DE SECURITE INTERIEURE**

TOME 2 : LES ANNEXES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSPECTION GENERALE
DE L'ADMINISTRATION

N°13-051/13-027/01 BIS

INSPECTION GENERALE
DE LA POLICE NATIONALE

13-254-1

INSPECTION GENERALE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

1513/GEND/IGGN/GCM

INSPECTION GENERALE
DE L'INSEE

59/DG75-B010/

RAPPORT

SUR L'ENREGISTREMENT DES PLAINTES PAR LES FORCES DE SECURITE INTERIEURE

TOME 2 : LES ANNEXES

Etabli par :

Christian LOISEAU,
Inspecteur général
de la police nationale

Michel ROUZEAU,
Inspecteur général
de l'administration

Isabelle KABLA-LANGLOIS,
Inspectrice générale
de l'Insee

Armand SAVIN,
Commissaire principal
auditeur des technologies
de l'information et de la
communication à l'IGPN

Jean-Christophe SINTIVE,
Chargé de mission
à l'inspection générale
de l'administration

Claude LORON,
Colonel, inspecteur
de la gendarmerie nationale

– JUIN 2013 –

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : LETTRE DE MISSION	7
ANNEXE 2 : NOTE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR AUX DEUX DIRECTEURS GENERAUX	9
ANNEXE 3 : NOTE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR AU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	11
ANNEXE 4 : LES ORDRES DE MISSION	13
ANNEXE 5 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES PAR LA MISSION.....	15
ANNEXE 6 : LA PART DES DEGRADATIONS CONTRAVENTIONNELLES ET DELICTUELLES.....	19
ANNEXE 7 : LES UNITES DE COMPTE	27
ANNEXE 8 : LES DIFFERENTES PHASES DU MIS.....	31
ANNEXE 9 : ARCHITECTURE ACTUELLE DE LA CHAINE DE COLLECTE STATISTIQUE EN POLICE	33
ANNEXE 10 : ARCHITECTURE FUTURE DE LA CHAINE DE COLLECTE STATISTIQUE EN POLICE SOUS LRPPN	35
ANNEXE 11 : TABLEAUX DE SYNTHESE DES CONTROLES OPERES SUR LES PROCEDURES DANS LES 4 DEPARTEMENTS VISITES PAR LA MISSION	37
ANNEXE 12 : EXTRAITS DE QUELQUES PROCEDURES PRISES POUR EXEMPLE DE MAUVAISES QUALIFICATIONS	41
ANNEXE 13 : EXTRAITS DU MEMENTO DE POLITIQUE PENALE D'UN PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE	53
ANNEXE 14 : EXTRAITS D'AUDITS CONDUIT PAR LE CCA.....	55
ANNEXE 15 : EXTRAIT DU RAPPORT DE SYNTHESE DE L'EVALUATION DE L'ACCUEIL PAR L'IGGN DANS LES UNITES DE GENDARMERIE EN 2012	57
ANNEXE 16 : EXTRAITS DE LA CIRCULAIRE DCPU N° 6865 DU 30 MAI 1991.....	59
ANNEXE 17 : EXTRAITS DE NOTES DE LA DCSP SUR L'ASSOUPLISSEMENT EN MATIERE D'ENREGISTREMENT DES DEGRADATIONS	61
ANNEXE 18 : DEPECHE DACG DU 2 AOUT 2011 RELATIVE AU TRAITEMENT DES USAGES FRAUDULEUX DE CARTES BANCAIRES	63
ANNEXE 19 : NOTE DCSP/SDMIS/DAJ N°146 DU 1ER SEPTEMBRE 2011 TRANSMETTANT LA NOTE DACG	65
ANNEXE 20 : ANALYSE DES CODES K.....	67
ANNEXE 21 : NOTE DCSP/ SD MIS/DSIO N°135 DU 22 NOVEMBRE 2012 SUR LA TRANSMISSION DES STATISTIQUES	71
ANNEXE 22 : DISSIMULATIONS DECOUVERTES A LA PREFECTURE DE POLICE, EXTRAITS DE NOTES INTERNES.....	73
ANNEXE 23 : EXTRAITS DE DISCOURS DU MINISTRE DE L'INTERIEUR.....	77
ANNEXE 24 : NOTE N°12-6784-D DU DGPN SUR LA FIABILISATION DE LA TRANSMISSION DES STATISTIQUES 4001.....	81
ANNEXE 25 : NOTE DE SERVICE DU DCSP DU 22 NOVEMBRE 2012 SUR LA TRANSMISSION DES STATISTIQUES 4001.....	83
ANNEXE 26 : LES CHIFFRES DE LA PRE-PLAINT EN LIGNE	85
ANNEXE 27 : LES NOUVEAUX AGREGATS DE LA DELINQUANCE	87
ANNEXE 28 : LES COMPARAISONS ENTRE LES TABLES DE CORRESPONDANCE ENTRE LES NATINF ET LES INDEX SUR LRPPN ET LRPNG.....	101

ANNEXE 29 : LES PROBLEMES D'ERGONOMIE DE LRPPN	103
ANNEXE 30 : EXTRAITS DE NOTES EXPLICATIVES DE LA DGGN SUR LA RUPTURE STATISTIQUE	111
ANNEXE 31 : BILAN DE L'ETUDE SUR LES DONNEES ANNUELLES GLISSANTES EN GENDARMERIE	117
ANNEXE 32 : IDENTIFICATION DES RUPTURES STATISTIQUES PAR L'APPLICATION D'OUTILS STATISTIQUES D'ANALYSE DES DONNEES INFRA-ANNUELLES	123
ANNEXE 33 : BILAN PAR INDEX DE L'ETUDE DE LA MISSION SUR LES DECROCHAGES DUS AU LOGICIEL PULS@R-MIS.....	149
ANNEXE 34 : CHIFFRES DE LA DELINQUANCE ENREGISTREE SUR LRPPN ET STIC-FCE SUR LES 4 SITES PILOTES DE JANVIER A AVRIL 2013	171
ANNEXE 35 : LETTRE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ONDRP AU PRESIDENT DE L'ASP ...	187
ANNEXE 36 : LETTRE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ONDRP AU MINISTRE DE L'INTERIEUR.....	191
ANNEXE 37 : REPONSE DU PRESIDENT DE L'ASP AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ONDRP	195

ANNEXE 1 : LETTRE DE MISSION



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le Ministre

Paris, le 18 FEV. 2013

Note

à

Monsieur le Chef du Service
de l'inspection générale de l'administration

Objet : Lettre de mission relative à l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure.

Plusieurs démarches importantes de modernisation, engagées de longue date et en passe d'aboutir ou plus récemment décidées, sont porteuses de conséquences pour l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure et pour son articulation avec le dispositif de mesure de la délinquance et de pilotage de l'activité des services.

Le nouveau logiciel de rédaction des procédures (LRPGN) et l'application métier PULSAR sont déployés dans la Gendarmerie nationale depuis 2012. La police nationale finalisera le déploiement du LRPPN courant 2014.

La pré-plainte en ligne, déjà expérimentée à l'échelle limitée de quatre départements, est généralisée au premier trimestre 2013.

Les directeurs généraux ont rappelé le devoir de respect des règles d'enregistrement. Enfin, afin d'améliorer qualitativement les statistiques de la délinquance, j'ai annoncé le 18 janvier 2013 les modalités de refonte des indicateurs de pilotage de l'activité des services et d'évaluation.

Dans ce contexte en forte évolution, je souhaite que l'IGA évalue les conséquences actuelles et futures de ces démarches sur les pratiques d'accueil des plaignants et d'enregistrement des plaintes, ainsi que sur la comptabilisation des faits constatés par les services de police et de gendarmerie.

A ces fins, vous recenserez d'une part les modalités déjà existantes de contrôle des pratiques d'accueil et d'enregistrement, y compris statistique, des plaintes : contrôle hiérarchique par les responsables des services, contrôle interne par les corps

d'inspection technique. Vous ferez notamment la lumière sur les causes des ruptures statistiques constatées en 2012, en lien avec l'ONDRP.

D'autre part, au vu des évaluations déjà effectuées des premières expérimentations de modernisation : pré-plainte en ligne, logiciels de procédure (LRPGN, LRPPN), vous les complèterez des observations que vous pourrez faire des effets de la généralisation.

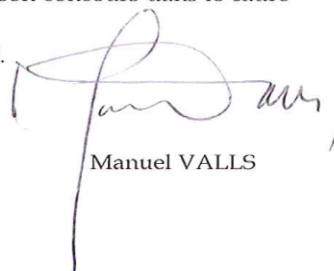
Enfin vous évalueriez les conséquences à attendre pour l'activité et le fonctionnement des services de ces démarches de modernisation de l'enregistrement des plaintes et de mesure de la délinquance et de l'activité des services, et formulerez toutes propositions de nature à accompagner leur mise en œuvre.

J'attache notamment du prix à ce que ces propositions permettent de renforcer la coopération entre les forces de sécurité intérieure et l'ONDRP, dont je souhaite appuyer la labellisation auprès de l'Autorité de la statistique publique.

Pour cette mission, l'IGA disposera du concours de l'IGPN et de l'IGGN. J'ai demandé au Ministre de l'économie et des finances d'associer à ces travaux l'Inspection générale de l'INSEE.

J'ai également demandé à l'ONDRP de vous apporter son concours dans le cadre des travaux que vous serez amenés à conduire.

Vous me remettrez vos conclusions pour le 1^{er} juin 2013.



Manuel VALLS

ANNEXE 2 : NOTE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR AUX DEUX DIRECTEURS GENERAUX



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le Ministre

Paris, le 18 FEV. 2013

Note

à

Monsieur le Monsieur le Préfet, Directeur général de la police nationale ;

Monsieur le Général d'armée, Directeur général de la gendarmerie nationale ;

Objet : Mission IGA relative à l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure.

PJ : Lettre de mission.

Dans le contexte en forte évolution de l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure et de son articulation avec le dispositif de mesure de la délinquance et de pilotage de l'activité des services, j'ai demandé à l'Inspection générale de l'administration d'évaluer les conséquences actuelles et futures de ces démarches sur les pratiques d'accueil des plaignants et d'enregistrement des plaintes, ainsi que sur la comptabilisation des faits constatés par les services de police et de gendarmerie.

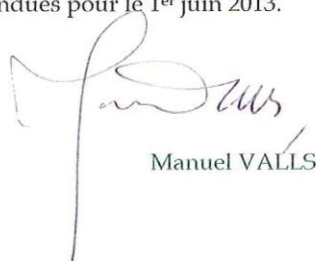
Vous trouverez en pièce jointe la lettre de mission adressée à l'IGA, qui procédera, pour mener à bien son étude :

- au recensement des modalités déjà existantes de contrôle des pratiques d'accueil et d'enregistrement, y compris statistique, des plaintes, en faisant notamment la lumière sur les causes des ruptures statistiques constatées en 2012, en lien avec l'ONDRP ;
- à l'évaluation des effets de la généralisation des premières expérimentations de modernisation (pré-plainte en ligne, logiciels de procédure (LRPGN et LRPPN)) ;

- à l'évaluation des conséquences à attendre pour l'activité et le fonctionnement des services de ces démarches de modernisation de l'enregistrement des plaintes et de mesure de la délinquance et de l'activité des services.

Cette mission s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre les forces de sécurité intérieure et l'ONDRP, dont je souhaite appuyer la labellisation auprès de l'Autorité de la statistique publique.

Je vous demande d'apporter tout concours utile à l'IGA dans le cadre de cette mission, à laquelle le ministre de l'économie et des finances associera l'Inspection générale de l'INSEE et dont les conclusions sont attendues pour le 1^{er} juin 2013.



Manuel VALLS

ANNEXE 3 : NOTE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR AU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le Ministre

Paris, le 13 Feb. 2008

Note

à

Monsieur le ministre de l'économie et des finances

Objet : Mission IGA relative à l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure.

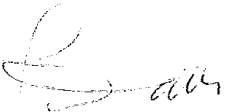
Le ministère de l'intérieur s'est engagé dans une démarche de refonte de son dispositif de mesure de la délinquance et de pilotage de l'activité des services.

Le déploiement d'un nouveau logiciel de rédaction et d'enregistrement des procédures, la généralisation de la pré-plainte en ligne, déjà expérimentée à l'échelle de quatre départements, ou encore la conception d'une nouvelle matrice de présentation des crimes et délits constatés et de l'activité des services de police et de gendarmerie, sont autant de facteurs susceptibles d'impacter le processus de production des statistiques de la délinquance.

Dans ce contexte, j'ai missionné l'inspection générale de l'administration, appuyée par les inspections générales de la police et de la gendarmerie nationales, afin d'évaluer les conséquences actuelles et futures de ces démarches de modernisation sur les pratiques d'accueil des plaignants et d'enregistrement des plaintes, ainsi que sur la comptabilisation des faits constatés par les services de police et de gendarmerie.

Je sollicite de votre appui pour que l'INSEE soit associé à ces travaux afin de les enrichir des éclairages méthodologiques propres à l'élaboration de la statistique publique. Cette mission s'inscrit dans le cadre plus général d'une volonté affirmée, de la part du ministère de l'intérieur, de renforcer ses processus de production des statistiques de la délinquance et de mesure de l'activité des services. La labellisation souhaitée de l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales auprès de l'Autorité de la statistique publique participe également de cette démarche.

J'ai demandé à l'IGA de me remettre ses conclusions pour le 1^{er} juin 2013.
Je vous remercie par avance de votre concours.



Manuel VALLS

ANNEXE 4 : LES ORDRES DE MISSION

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 13-027

INSPECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION

ORDRE DE MISSION

Pour

Monsieur Michel ROUZEAU
Inspecteur général de l'administration

Monsieur Jean-Christophe SINTIVE
Chargé de mission à l'Inspection générale de l'administration

Par note du 18 février 2013, dont vous trouverez copie, ci-jointe, le ministre de l'Intérieur a demandé à l'inspection générale de l'administration de mener une mission sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure.

S'agissant du nouveau logiciel de rédaction des procédures LRGP et de l'application métier PULSAR dans la gendarmerie nationale, du logiciel de rédaction LRPPN dans la police nationale et de la pré-plainte en ligne, la mission s'attachera à évaluer les conséquences actuelles et futures des démarches sur les pratiques d'accueil des plaignants et d'enregistrement des plaintes, ainsi que sur la comptabilisation des faits constatés par les services de police et de gendarmerie. La mission recensera les modalités déjà existantes de contrôle des pratiques d'accueil et d'enregistrement, y compris statistique, des plaintes : contrôle hiérarchique par les responsables des services, contrôle interne par les corps d'inspection technique. Puis, au vu des évaluations déjà effectuées des premières expérimentations de modernisation, la mission complètera ces évaluations des observations quant aux effets de la généralisation. Enfin, la mission évaluera les conséquences à attendre pour l'activité et le fonctionnement des services de ces démarches de modernisation de l'enregistrement des plaintes et de mesure de la délinquance et de l'activité des services, et formulera toutes propositions de nature à accompagner leur mise en œuvre.

Je vous charge de cette mission pour laquelle vous bénéficierez du concours de l'inspection générale de la police nationale, de l'inspection générale de la gendarmerie nationale et de l'ONDRP. L'inspection générale de l'INSEE sera également associée à ces travaux. Votre rapport est à rendre pour le 1^{er} juin 2013.



Fait à Paris, le 21 FEV. 2013

Le Chef du service
de l'inspection générale de l'administration

Marc ABADIE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE

INSPECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE

ORDRE DE MISSION

à l'attention de

M. Christian LOISEAU
inspecteur général

M. Armand SAVIN
commissaire de police

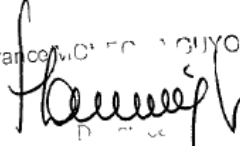
IGPN-SG-N°13-254-I
BAD-MM

le **18 MARS 2013**

O B J E T : Mission relative à l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure.

REFERENCE : Note de M. le ministre de l'intérieur du 18 février 2013.

Comme suite à la note du 18 février 2013 de monsieur le ministre de l'intérieur, vous voudrez bien prêter votre concours à l'inspecteur général Michel ARNAUD et au lieutenant-colonel Jean-Christophe SINTIVE dans l'exécution de la mission visée en objet.

Marie-Françoise GUYOMARCH

chef de l'inspection générale
de la police nationale

ANNEXE 5 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES PAR LA MISSION

Cabinet du ministre de l'intérieur

M. Renaud Vedel, préfet, directeur de cabinet adjoint

Mme Hélène Cazaux-Charles, conseillère juridique

Direction générale de la police nationale

M. Claude Baland, préfet, directeur général de la police nationale

Cabinet

M. David Skuli, inspecteur général, directeur de cabinet

M. Vincent Lagoguey, administrateur civil, directeur de cabinet adjoint, chef du pôle territorial

M. Philippe Saunier, commissaire divisionnaire, chef du pôle technologies et prospectives

Direction centrale de la sécurité publique

M. Patrick Lalle, directeur des services actifs, directeur central

Mme Martine Nauté, contrôleur général, directrice centrale adjointe

Sous-direction de la coordination centrale des audits et assistances

M. Jacques Rotival, commissaire divisionnaire, sous-directeur

Sous-direction des missions de sécurité

Mme Brigitte Julien, contrôleur général, sous-directrice

M. Gilles Moussiegt, commissaire divisionnaire, adjoint au sous-directeur

M. Daniel Pedulla, commandant de police emploi fonctionnel, adjoint au chef de la division des activités judiciaires

Mme Stéphanie Boissard, commissaire de police, chef de la division de la prévention et des partenariats

M. Thibault Dubois, commissaire divisionnaire, chef de la division des systèmes d'information opérationnelle

Direction départementale de sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

M. Lionel Razurel, contrôleur général, directeur départemental

M. Stéphane Charpentier, capitaine de police, responsable formation au centre départemental de stages et de formation, référent national LRPPN

Circonscription de police de Toul

M. Jean-Luc Petitbois, commandant de police, chef de circonscription

M. David Alloncle, capitaine de police, chef de la brigade de sûreté urbaine

M. Marc Alison, gestionnaire LRPPN

M. Philippe Sinner, adjoint administratif, LRPPN

Mme Saïda Mouda, adjoint administratif, gestionnaire STIC et LRPPN

Direction départementale de sécurité publique de la Drôme

M. Pierre-Olivier Mahaux, commissaire divisionnaire, directeur départemental

M. Jean-Pierre Santaniello, commissaire principal, directeur départemental adjoint et chef du service de sécurité de proximité
M. Olivier Mézade, commissaire de police, chef de la sûreté départementale
Mme Stéphanie Cazi, lieutenant de police, chef du quart judiciaire
M. Denis Ledent, major, chef du commissariat de secteur de Fontbarlettes

Direction départementale de sécurité publique de Seine-Maritime

M. François Mainsard, contrôleur général, directeur départemental
M. Thierry Sénichault, commissaire divisionnaire, chef d'état-major
M. Yves Gallot, commissaire de police, chef du service de sécurité de proximité de la CSP de Rouen-Elboeuf
M. Patrick Boucard, commissaire de police, adjoint au chef SSP
M. René Pichon, commissaire de police, chef de la sûreté départementale
Mme Catherine Moisselin, commissaire de police, chef de la division Nord
Mme Fanny Allais, capitaine de police, chef de l'unité de liaison d'information et de synthèse
Mme Stéphanie Leprévost, secrétaire administratif, responsable du STIC
Mme Florence Pétreil, adjoint administratif, membre de l'équipe chargée de l'enregistrement des données dans le STIC
Mme Céline Lebourg, brigadier-chef (OPJ), chef du bureau de police de Rouen-Beauvoisine
M. Ludovic Lamarche, brigadier chef, adjoint du chef du bureau de police de Rouen-Beauvoisine

Direction centrale de la police judiciaire

Sous-direction des ressources, de l'évaluation et de la stratégie

M. Roland GAUZE, contrôleur général, sous directeur
M. Vincent LE BEGUEC commissaire divisionnaire, chef de la division études et prospectives

Sous direction de la police technique et scientifique

Service central de documentation criminelle

M. Bernard Manzoni, chef du service central de documentation criminelle
M. Jean-Jacques Soboul, commandant échelon fonctionnel, chef de la section des fichiers de procédure
Mme Catherine Ducarre, commandant, adjoint au chef de la section des fichiers de
M. Jean-Paul Marty, capitaine de police à la section des fichiers de procédure
M. Jean-Louis Diaz, capitaine de police au groupe administration des applications de procédures au sein de la section des fichiers de procédure

Préfecture de police

M. Bernard Boucault, préfet de police

Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne

M. Jacques Méric, directeur de services actifs, directeur de la DSPAP
M. Philippe Prunier, inspecteur général, directeur adjoint
M. Daniel Padoin, commissaire divisionnaire, chef d'état-major
M. Eric Moyse, commissaire de police, état-major DSPAP
M. Laurent Lefebvre, commandant de police, chef du bureau de l'analyse statistique

Commissariat du 7ème arrondissement de Paris

M. Damien Vallot, commissaire de police, commissaire central

Commissariat du 11ème arrondissement de Paris

M. Stéphane Wierzba, commissaire divisionnaire, commissaire central

M. Alexandre Nascioli, commissaire de police, commissaire central adjoint

Inspection générale des services(IGS)

M. Philippe Caron, directeur de l'IGS

M. Lucien Sion, commissaire divisionnaire

Service régional de documentation criminelle

M. Richard Marlet, commissaire divisionnaire, chef du service régional de documentation criminelle

Direction opérationnelle des services techniques et logistiques

Mme Alice Garrigues, chef de service études et projets logiciels

Direction générale de la gendarmerie nationale

M. le général d'armée Denis Favier, directeur général de la gendarmerie nationale

Direction des opérations et de l'emploi

M. le général de corps d'armée Bertrand Soubelet, directeur des opérations et de l'emploi

M. le chef d'escadron Laurent Lebéron, groupe projet Puls@r

M. le capitaine Jean-Charles Houel, groupe projet Puls@r

Mission du pilotage et de la performance

M. le général Gilles Miramon, chef de la mission (jusqu'à la mi-mai 2013)

M. Olivier Châtelain, conseiller maître à la cour des comptes, chef de la mission (à partir de la mi-mai 2013)

M. le colonel Ronan de Lorgeril, chef du bureau contrôle de gestion de l'évaluation et de la performance et adjoint au chef de la mission

M. le chef d'escadron Jean-François Petit, chef du pôle statistique

Service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure

M. le général de division Bernard Pappalardo, chef de service

Sous direction des systèmes d'information

M. le lieutenant-colonel Cyril Cuvillier, chef du bureau des systèmes centraux

Groupement de gendarmerie départementale de l'Essonne

M. le colonel Sylvain Duret, commandant de groupement

M. le capitaine Patrick Lorgé, commandant la brigade départementale de renseignement et d'information judiciaires

M. le capitaine Grégoire Branger, référent «Puls@r », adjoint au commandant de compagnie d'Evry

Compagnie de gendarmerie départementale de Palaiseau

M. le lieutenant-colonel Pierre Henri Crémieu, commandant la compagnie de gendarmerie départementale de Palaiseau

M. le capitaine Jean-Claude Flippe, commandant la communauté de brigades de Gif-sur-Yvette

Groupeement de gendarmerie départementale du Vaucluse

M. le colonel Charles Bourillon, commandant de groupement

M. le capitaine Pascal Alario, commandant la brigade départementale de renseignement et d'information judiciaires

Major Noël Chevalier, adjoint au commandant de la brigade départementale de renseignement et d'information judiciaires

Compagnie de gendarmerie départementale d'Orange

M. le lieutenant-colonel Jonathan Voisin, commandant la compagnie de gendarmerie départementale d'Orange

M. le lieutenant Jérôme Dupont, commandant la communauté de brigades d'Orange

Maréchal-des-logis-chef David Bénézech, officier de police judiciaire à la COB Orange

Maréchal-des-logis-chef Virginie Bonnet, officier de police judiciaire à la COB Orange

Gendarme Guillaume Noguès, officier de police judiciaire à la COB Orange

Parquet d'Avignon

M. Bernard Marchal, procureur de la République d'Avignon

Parquet d'Evry

M. Eric Lallement, procureur de la République d'Evry

Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationales (SGDSN)

M. le colonel Laurent MICHON

Autorité de la statistique publique (ASP)

M. Paul Champsaur, président

Mme Claudine Gasnier, secrétaire générale

Institut national de la statistique et des études économiques (Insee)

M. Jean-Luc Tavernier, directeur général

Office national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP)

M. Stéphane Lollivier, inspecteur général de l'Insee, président du conseil d'orientation de l'ONDRP

M. Christophe Soulez, chef du département « statistiques » à l'ONDRP

M. Cyril Rizk, attaché principal de l'INSEE, responsable des statistiques à l'ONDRP

ANNEXE 6 : LA PART DES DEGRADATIONS CONTRAVENTIONNELLES ET DELICTUELLES

1- EN GENDARMERIE NATIONALE

	Contraventions 5ème classe dégradations					Délits index 66, 67, 68					Part des contraventions C5 dégradations sur l'ensemble des dégradations (C5 + index 66, 67, 68)			
	2010	2011	2012	Evolution volume	Evolution %	2010	2011	2012	Evolution volume	Evolution %	2010	2011	2012	Moyenne 2010-2012
VAUCLUSE	3567	3584	1987	-1580	-44,3%	341	254	419	78	22,9%	0,91	0,93	0,83	0,90
EURE	4198	3666	3044	-1154	-27,5%	482	339	398	-84	-17,4%	0,90	0,92	0,88	0,90
VAR	5295	5297	3624	-1671	-31,6%	481	457	663	182	37,8%	0,92	0,92	0,85	0,90
PYRENEES ORIENTALES	4872	5018	3294	-1578	-32,4%	518	422	546	28	5,4%	0,90	0,92	0,86	0,90
ESSONNE	4207	4231	3145	-1062	-25,2%	485	449	478	-7	-1,4%	0,90	0,90	0,87	0,89
TERRITOIRE DE BELFORT	540	546	346	-194	-35,9%	51	55	72	21	41,2%	0,91	0,91	0,83	0,89
AUDE	2797	2894	1391	-1406	-50,3%	321	275	305	-16	-5,0%	0,90	0,91	0,82	0,89
ALPES MARITIMES	3187	3312	3037	-150	-4,7%	475	374	511	36	7,6%	0,87	0,90	0,86	0,88
HAUTES ALPES	709	677	485	-224	-31,6%	106	83	94	-12	-11,3%	0,87	0,89	0,84	0,87
CREUSE	537	528	321	-216	-40,2%	87	51	74	-13	-14,9%	0,86	0,91	0,81	0,87
LANDES	2415	2561	1494	-921	-38,1%	312	274	414	102	32,7%	0,89	0,90	0,78	0,87
SEINE MARITIME	3429	3356	1747	-1682	-49,1%	488	403	450	-38	-7,8%	0,88	0,89	0,80	0,86
HAUTE VIENNE	875	889	502	-373	-42,6%	121	113	132	11	9,1%	0,88	0,89	0,79	0,86
BOUCHES DU RHONE	4783	4968	3033	-1750	-36,6%	642	620	852	210	32,7%	0,88	0,89	0,78	0,86
NORD	5443	5925	4444	-999	-18,4%	940	796	893	-47	-5,0%	0,85	0,88	0,83	0,86
MEUSE	902	1017	580	-322	-35,7%	150	117	151	1	0,7%	0,86	0,90	0,79	0,86
YVELINES	2422	2625	2042	-380	-15,7%	494	339	379	-115	-23,3%	0,83	0,89	0,84	0,85
PAS DE CALAIS	3681	3753	2421	-1260	-34,2%	550	546	598	48	8,7%	0,87	0,87	0,80	0,85
NIEVRE	1133	1120	777	-356	-31,4%	168	148	208	40	23,8%	0,87	0,88	0,79	0,85
CORSE DU SUD	791	666	271	-520	-65,7%	89	106	111	22	24,7%	0,90	0,86	0,71	0,85
ALLIER	980	950	600	-380	-38,8%	177	148	129	-48	-27,1%	0,85	0,87	0,82	0,85
LOIRE	1930	1934	1061	-869	-45,0%	354	258	274	-80	-22,6%	0,85	0,88	0,79	0,85
EURE ET LOIR	2021	1833	1170	-851	-42,1%	266	266	386	120	45,1%	0,88	0,87	0,75	0,85
CORREZE	775	799	391	-384	-49,5%	124	117	120	-4	-3,2%	0,86	0,87	0,77	0,84

VIENNE	1400	1521	766	-634	-45,3%	212	256	215	3	1,4%	0,87	0,86	0,78	0,84
COTE D OR	1988	2078	1514	-474	-23,8%	318	338	380	62	19,5%	0,86	0,86	0,80	0,84
JURA	1236	1223	835	-401	-32,4%	233	188	194	-39	-16,7%	0,84	0,87	0,81	0,84
CANTAL	437	469	280	-157	-35,9%	83	71	69	-14	-16,9%	0,84	0,87	0,80	0,84
ALPES DE HAUTE PROVENCE	1282	1175	606	-676	-52,7%	183	159	234	51	27,9%	0,88	0,88	0,72	0,84
SEINE ET MARNE	3253	3302	2455	-798	-24,5%	596	488	615	19	3,2%	0,85	0,87	0,80	0,84
LOT ET GARONNE	1619	1695	829	-790	-48,8%	245	217	321	76	31,0%	0,87	0,89	0,72	0,84
SOMME	3438	3301	2171	-1267	-36,9%	609	528	577	-32	-5,3%	0,85	0,86	0,79	0,84
PUY DE DOME	2279	2541	1747	-532	-23,3%	403	404	481	78	19,4%	0,85	0,86	0,78	0,84
HAUTE CORSE	1237	1186	593	-644	-52,1%	209	199	191	-18	-8,6%	0,86	0,86	0,76	0,83
SAONE ET LOIRE	1798	1751	1267	-531	-29,5%	300	288	374	74	24,7%	0,86	0,86	0,77	0,83
MOSELLE	3707	3822	2837	-870	-23,5%	734	642	696	-38	-5,2%	0,83	0,86	0,80	0,83
LOIR ET CHER	1717	1628	501	-1216	-70,8%	221	227	337	116	52,5%	0,89	0,88	0,60	0,83
SAVOIE	2543	2247	1480	-1063	-41,8%	393	418	473	80	20,4%	0,87	0,84	0,76	0,83
GIRONDE	6348	6069	4193	-2155	-33,9%	1187	932	1287	100	8,4%	0,84	0,87	0,77	0,83
PYRENEES ATLANTIQUES	1615	1522	889	-726	-45,0%	305	246	276	-29	-9,5%	0,84	0,86	0,76	0,83
CHARENTE MARITIME	3290	3400	2740	-550	-16,7%	674	539	725	51	7,6%	0,83	0,86	0,79	0,83
HAUTE SAONE	1369	1133	795	-574	-41,9%	194	184	304	110	56,7%	0,88	0,86	0,72	0,83
AVEYRON	701	678	403	-298	-42,5%	120	131	125	5	4,2%	0,85	0,84	0,76	0,83
TARN	946	986	486	-460	-48,6%	194	171	153	-41	-21,1%	0,83	0,85	0,76	0,82
SARTHE	2537	2497	1448	-1089	-42,9%	498	382	525	27	5,4%	0,84	0,87	0,73	0,82
VAL D OISE	3124	3124	2050	-1074	-34,4%	702	500	601	-101	-14,4%	0,82	0,86	0,77	0,82
HAUTE SAVOIE	4108	4139	3113	-995	-24,2%	786	733	1003	217	27,6%	0,84	0,85	0,76	0,82
INDRE ET LOIRE	2269	2194	1218	-1051	-46,3%	387	434	444	57	14,7%	0,85	0,83	0,73	0,82
LOT	653	675	411	-242	-37,1%	109	115	166	57	52,3%	0,86	0,85	0,71	0,82
HERAULT	6751	6887	4342	-2409	-35,7%	1564	1172	1331	-233	-14,9%	0,81	0,85	0,77	0,82
BAS RHIN	3455	3694	2550	-905	-26,2%	751	740	703	-48	-6,4%	0,82	0,83	0,78	0,82
GERS	695	782	434	-261	-37,6%	173	127	138	-35	-20,2%	0,80	0,86	0,76	0,81
VENDEE	3591	3648	2289	-1302	-36,3%	722	685	791	69	9,6%	0,83	0,84	0,74	0,81
HAUT RHIN	2798	2667	1760	-1038	-37,1%	593	528	549	-44	-7,4%	0,83	0,83	0,76	0,81
INDRE	997	1117	567	-430	-43,1%	235	216	175	-60	-25,5%	0,81	0,84	0,76	0,81
HAUTE LOIRE	904	884	722	-182	-20,1%	178	210	205	27	15,2%	0,84	0,81	0,78	0,81
GARD	4522	4369	2789	-1733	-38,3%	1003	790	981	-22	-2,2%	0,82	0,85	0,74	0,81

ARDECHE	1575	1603	826	-749	-47,6%	273	305	375	102	37,4%	0,85	0,84	0,69	0,81
DORDOGNE	1531	1548	693	-838	-54,7%	329	305	292	-37	-11,2%	0,82	0,84	0,70	0,80
VOSGES	1779	1818	1441	-338	-19,0%	480	405	359	-121	-25,2%	0,79	0,82	0,80	0,80
MEURTHE ET MOSELLE	1843	1915	1519	-324	-17,6%	443	345	528	85	19,2%	0,81	0,85	0,74	0,80
DROME	2523	2275	1399	-1124	-44,6%	416	513	623	207	49,8%	0,86	0,82	0,69	0,80
OISE	5631	5158	3711	-1920	-34,1%	1275	1068	1309	34	2,7%	0,82	0,83	0,74	0,80
YONNE	2006	1962	1052	-954	-47,6%	404	416	463	59	14,6%	0,83	0,83	0,69	0,80
FINISTERE	4859	4366	3287	-1572	-32,4%	1125	945	1134	9	0,8%	0,81	0,82	0,74	0,80
LOIRET	2829	2645	1973	-856	-30,3%	705	633	578	-127	-18,0%	0,80	0,81	0,77	0,80
AIN	2809	3071	2017	-792	-28,2%	667	632	759	92	13,8%	0,81	0,83	0,73	0,79
DOUBS	1816	1693	1262	-554	-30,5%	346	430	481	135	39,0%	0,84	0,80	0,72	0,79
DEUX SEVRES	1509	1577	1042	-467	-30,9%	392	296	427	35	8,9%	0,79	0,84	0,71	0,79
LOIRE ATLANTIQUE	5260	5326	4380	-880	-16,7%	1269	1281	1557	288	22,7%	0,81	0,81	0,74	0,78
CHARENTE	1064	993	608	-456	-42,9%	240	248	248	8	3,3%	0,82	0,80	0,71	0,78
CHER	1234	1241	696	-538	-43,6%	319	245	314	-5	-1,6%	0,79	0,84	0,69	0,78
HAUTE MARNE	850	827	581	-269	-31,6%	229	218	182	-47	-20,5%	0,79	0,79	0,76	0,78
LOZERE	289	328	214	-75	-26,0%	83	68	83	0	0,0%	0,78	0,83	0,72	0,78
ILLE ET VILAINE	4070	3887	2578	-1492	-36,7%	1053	917	1019	-34	-3,2%	0,79	0,81	0,72	0,78
RHONE	3536	3907	2980	-556	-15,7%	1165	889	961	-204	-17,5%	0,75	0,81	0,76	0,78
MANCHE	1468	1567	1085	-383	-26,1%	465	364	368	-97	-20,9%	0,76	0,81	0,75	0,77
ARDENNES	1328	1329	1104	-224	-16,9%	290	433	413	123	42,4%	0,82	0,75	0,73	0,77
ISERE	6205	5536	3592	-2613	-42,1%	1607	1333	1858	251	15,6%	0,79	0,81	0,66	0,76
MAINE ET LOIRE	2186	2269	1384	-802	-36,7%	652	573	672	20	3,1%	0,77	0,80	0,67	0,75
AISNE	2746	2720	1379	-1367	-49,8%	740	715	771	31	4,2%	0,79	0,79	0,64	0,75
COTES D ARMOR	2896	3033	2424	-472	-16,3%	927	852	949	22	2,4%	0,76	0,78	0,72	0,75
HAUTE GARONNE	4344	3942	3135	-1209	-27,8%	1038	1214	1489	451	43,4%	0,81	0,76	0,68	0,75
ARIEGE	709	739	429	-280	-39,5%	208	196	215	7	3,4%	0,77	0,79	0,67	0,75
CALVADOS	2209	2275	1743	-466	-21,1%	848	591	656	-192	-22,6%	0,72	0,79	0,73	0,75
MAYENNE	917	910	672	-245	-26,7%	241	249	387	146	60,6%	0,79	0,79	0,63	0,74
MARNE	1671	1532	1147	-524	-31,4%	605	459	479	-126	-20,8%	0,73	0,77	0,71	0,74
HAUTES PYRENEES	594	608	461	-133	-22,4%	219	185	187	-32	-14,6%	0,73	0,77	0,71	0,74
MORBIHAN	3093	3215	2161	-932	-30,1%	1342	1020	1055	-287	-21,4%	0,70	0,76	0,67	0,71
ORNE	927	850	511	-416	-44,9%	343	274	323	-20	-5,8%	0,73	0,76	0,61	0,71

VAL DE MARNE	9	7	3	-6	-66,7%	2	3	3	1	50,0%	0,82	0,70	0,50	0,70
PARIS	6	5	3	-3	-50,0%	1	3	2	1	100,0%	0,86	0,63	0,60	0,70
TARN ET GARONNE	828	790	419	-409	-49,4%	329	276	286	-43	-13,1%	0,72	0,74	0,59	0,70
AUBE	1057	1065	635	-422	-39,9%	390	368	461	71	18,2%	0,73	0,74	0,58	0,69
SEINE SAINT DENIS	12	38	6	-6	-50,0%	17	8	7	-10	-58,8%	0,41	0,83	0,46	0,64
HAUTS DE SEINE	5	1	2	-3	-60,0%	1	2	3	2	200,0%	0,83	0,33	0,40	0,57
TOTAL	220319	219124	146841	-73478	-33,4%	44814	39545	46572	1758	3,9%	0,83	0,85	0,76	0,82

2- EN POLICE NATIONALE

Les dégradations et destructions										
	2011				2012				Moyenne 2011/2012	
	Délits (66,67,68)	Contraventions (Codes Q)	Part contraventions sur l'ensemble des dégradations	Part Délits/DG	Délits (66,67,68)	Contraventions (Codes Q)	Part contraventions sur l'ensemble des dégradations	Part Délits/DG	Part des contraventions sur l'ensemble des dégradations	Parts délits/DG
D-D-S-P de l'AIN (01)	567	305	35,0%	12,05%	529	290	35,4%	11,52%	35,2%	11,8%
D-D-S-P de l'AISNE (02)	1 324	1 510	53,3%	10,58%	1 119	1 404	55,6%	9,53%	54,4%	10,1%
D-D-S-P de l'ALLIER (03)	1 266	670	34,6%	16,19%	1 211	630	34,2%	15,63%	34,4%	15,9%
D-D-S-P des ALPES DE HAUTE PROVENCE (04)	180	51	22,1%	7,08%	162	203	55,6%	5,73%	42,6%	6,4%
D-D-S-P des HAUTES ALPES (05)	332	210	38,7%	12,21%	344	162	32,0%	12,50%	35,5%	12,4%
D-D-S-P des ALPES MARITIMES (06)	4 829	7 590	61,1%	6,92%	4 008	9 242	69,8%	5,75%	65,6%	6,3%
D-D-S-P de l'ARDECHE (07)	221	481	68,5%	6,45%	141	362	72,0%	5,22%	70,0%	5,9%
D-D-S-P des ARDENNES (08)	932	306	24,7%	16,92%	905	381	29,6%	17,32%	27,2%	17,1%
D-D-S-P de l'ARIEGE (09)	131	303	69,8%	8,21%	128	258	66,8%	7,58%	68,4%	7,9%
D-D-S-P de l'AUBE (10)	978	389	28,5%	13,20%	798	249	23,8%	10,62%	26,4%	11,9%
D-D-S-P de l'AUDE (11)	1 132	791	41,1%	11,84%	1 205	512	29,8%	13,25%	35,8%	12,5%
D-D-S-P de l'AVEYRON (12)	236	568	70,6%	6,35%	192	522	73,1%	5,89%	71,8%	6,1%
D-D-S-P des BOUCHES DU RHÔNE (13)	9 968	12 700	56,0%	6,84%	9 640	13 713	58,7%	6,83%	57,4%	6,8%
D-D-S-P du CALVADOS (14)	3 130	1 515	32,6%	17,03%	2 711	1 121	29,3%	14,99%	31,1%	16,0%
D-D-S-P du CANTAL (15)	254	207	44,9%	17,40%	270	152	36,0%	19,16%	40,7%	18,3%
D-D-S-P de la CHARENTE (16)	1 411	784	35,7%	19,17%	1 319	847	39,1%	19,12%	37,4%	19,1%
D-D-S-P de la CHARENTE MARITIME (17)	2 393	1 637	40,6%	14,17%	2 398	1 559	39,4%	15,24%	40,0%	14,7%
D-D-S-P du CHER (18)	995	155	13,5%	17,00%	901	285	24,0%	14,66%	18,8%	15,8%
D-D-S-P de la CORREZE (19)	780	229	22,7%	18,41%	774	152	16,4%	20,68%	19,7%	19,5%
D-D-S-P de la CORSE DU SUD (2A)	568	144	20,2%	17,05%	707	39	5,2%	22,57%	12,6%	19,7%
D-D-S-P de la HAUTE CORSE (2B)	197	763	79,5%	6,69%	207	680	76,7%	7,87%	78,1%	7,2%

D-D-S-P de la CÔTE D'OR (21)	1 976	801	28,8%	14,61%	2 027	694	25,5%	16,27%	27,2%	15,4%
D-D-S-P des CÔTES D'ARMOR (22)	1 147	306	21,1%	19,90%	1 168	277	19,2%	20,04%	20,1%	20,0%
D-D-S-P de la CREUSE (23)	82	101	55,2%	13,53%	51	111	68,5%	10,65%	61,4%	12,3%
D-D-S-P de la DORDOGNE (24)	569	744	56,7%	11,80%	546	625	53,4%	12,22%	55,1%	12,0%
D-D-S-P du DOUBS (25)	2 168	635	22,7%	15,14%	1 757	689	28,2%	12,99%	25,2%	14,1%
D-D-S-P de la DRÔME (26)	1 241	1 939	61,0%	8,38%	1 146	1 830	61,5%	7,56%	61,2%	8,0%
D-D-S-P de l'EURE (27)	894	1 097	55,1%	9,00%	1 088	683	38,6%	11,36%	47,3%	10,2%
D-D-S-P de l'EURE ET LOIR (28)	1 118	537	32,4%	11,52%	1 166	492	29,7%	13,03%	31,1%	12,2%
D-D-S-P du FINISTERE (29)	3 294	1 643	33,3%	18,73%	3 480	1 010	22,5%	18,98%	28,1%	18,9%
D-D-S-P du GARD (30)	2 109	1 405	40,0%	9,62%	2 135	843	28,3%	10,96%	34,6%	10,3%
D-D-S-P de la HAUTE GARONNE (31)	4 595	1 844	28,6%	8,58%	4 309	2 454	36,3%	8,16%	32,6%	8,4%
D-D-S-P du GERS (32)	132	165	55,6%	9,29%	191	155	44,8%	13,14%	49,8%	11,2%
D-D-S-P de la GIRONDE (33)	6 177	2 957	32,4%	12,06%	6 303	3 235	33,9%	12,73%	33,2%	12,4%
D-D-S-P de l'HERAULT (34)	3 562	3 707	51,0%	8,47%	3 448	3 876	52,9%	8,19%	52,0%	8,3%
D-D-S-P de l'ILLE ET VILAINE (35)	3 427	1 462	29,9%	17,04%	3 427	1 128	24,8%	17,33%	27,4%	17,2%
D-D-S-P de l'INDRE (36)	438	610	58,2%	12,38%	370	488	56,9%	10,76%	57,6%	11,6%
D-D-S-P de l'INDRE ET LOIRE (37)	2 420	328	11,9%	15,40%	2 039	656	24,3%	13,74%	18,1%	14,6%
D-D-S-P de l'ISERE (38)	3 051	2 368	43,7%	10,24%	3 120	2 001	39,1%	10,78%	41,5%	10,5%
D-D-S-P du JURA (39)	419	277	39,8%	12,34%	303	262	46,4%	9,28%	42,7%	10,8%
D-D-S-P des LANDES (40)	661	370	35,9%	13,94%	628	547	46,6%	13,56%	41,6%	13,8%
D-D-S-P du LOIR ET CHER (41)	873	159	15,4%	12,65%	756	258	25,4%	11,68%	20,4%	12,2%
D-D-S-P de la LOIRE (42)	4 047	1 566	27,9%	15,18%	3 677	1 589	30,2%	14,72%	29,0%	15,0%
D-D-S-P de la HAUTE LOIRE (43)	323	196	37,8%	16,13%	281	164	36,9%	14,57%	37,3%	15,4%
D-D-S-P de la LOIRE ATLANTIQUE (44)	5 810	3 303	36,2%	13,88%	4 879	4 307	46,9%	11,57%	41,6%	12,7%
D-D-S-P du LOIRET (45)	1 557	1 549	49,9%	7,87%	1 153	1 561	57,5%	6,42%	53,4%	7,2%
D-D-S-P du LOT (46)	149	151	50,3%	9,73%	176	221	55,7%	10,95%	53,4%	10,4%
D-D-S-P du LOT ET GARONNE (47)	661	150	18,5%	13,35%	670	140	17,3%	13,25%	17,9%	13,3%
D-D-S-P de la LOZERE (48)	42	81	65,9%	7,72%	41	44	51,8%	8,93%	60,1%	8,3%
D-D-S-P du MAINE ET LOIRE (49)	1 889	1 902	50,2%	11,28%	2 303	2 122	48,0%	13,66%	49,0%	12,5%

D-D-S-P de la MANCHE (50)	1 645	393	19,3%	24,40%	1 697	323	16,0%	26,98%	17,6%	25,6%
D-D-S-P de la MARNE (51)	3 646	1 660	31,3%	15,68%	3 553	1 571	30,7%	16,05%	31,0%	15,9%
D-D-S-P de la HAUTE MARNE (52)	188	474	71,6%	5,10%	160	575	78,2%	4,70%	75,1%	4,9%
D-D-S-P de la MAYENNE (53)	309	821	72,7%	8,01%	304	747	71,1%	8,26%	71,9%	8,1%
D-D-S-P de la MEURTHE ET MOSELLE (54)	3 368	1 738	34,0%	13,02%	3 569	2 133	37,4%	13,37%	35,8%	13,2%
D-D-S-P de la MEUSE (55)	289	432	59,9%	9,18%	307	374	54,9%	10,15%	57,5%	9,7%
D-D-S-P du MORBIHAN (56)	2 020	510	20,2%	20,88%	1 912	293	13,3%	20,58%	17,0%	20,7%
D-D-S-P de la MOSELLE (57)	4 407	1 353	23,5%	15,43%	4 452	1 475	24,9%	15,99%	24,2%	15,7%
D-D-S-P de la NIEVRE (58)	364	232	38,9%	13,26%	405	234	36,6%	15,84%	37,7%	14,5%
D-D-S-P du NORD (59)	16 657	12 879	43,6%	11,93%	16 521	11 105	40,2%	12,24%	42,0%	12,1%
D-D-S-P de l'OISE (60)	1 744	1 012	36,7%	13,41%	1 591	1 248	44,0%	12,72%	40,4%	13,1%
D-D-S-P de l'ORNE (61)	857	179	17,3%	18,70%	897	154	14,7%	19,92%	16,0%	19,3%
D-D-S-P du PAS DE CALAIS (62)	7 945	5 593	41,3%	14,46%	7 806	6 769	46,4%	14,13%	44,0%	14,3%
D-D-S-P du PUY DE DÔME (63)	1 864	2 078	52,7%	12,12%	2 211	1 930	46,6%	14,27%	49,6%	13,2%
D-D-S-P des PYRENEES ATLANTIQUES (64)	3 057	652	17,6%	15,25%	2 543	1 122	30,6%	14,03%	24,1%	14,7%
D-D-S-P des HAUTES PYRENEES (65)	645	600	48,2%	11,33%	553	526	48,7%	10,42%	48,5%	10,9%
D-D-S-P des PYRENEES ORIENTALES (66)	1 066	908	46,0%	10,03%	890	1 046	54,0%	9,03%	50,0%	9,6%
D-D-S-P du BAS RHIN (67)	4 040	718	15,1%	13,86%	3 751	744	16,6%	12,73%	15,8%	13,3%
D-D-S-P du HAUT RHIN (68)	2 669	804	23,2%	15,15%	2 539	831	24,7%	15,05%	23,9%	15,1%
D-D-S-P du RHÔNE (69)	9 627	4 553	32,1%	11,03%	9 749	5 237	34,9%	10,48%	33,6%	10,7%
D-D-S-P de la HAUTE SAÔNE (70)	226	311	57,9%	9,75%	193	244	55,8%	8,76%	57,0%	9,3%
D-D-S-P de la SAÔNE ET LOIRE (71)	1 295	648	33,4%	12,77%	1 178	566	32,5%	12,53%	32,9%	12,7%
D-D-S-P de la SARTHE (72)	1 249	1 272	50,5%	11,78%	1 380	1 059	43,4%	13,60%	47,0%	12,7%
D-D-S-P de la SAVOIE (73)	1 254	232	15,6%	13,89%	1 246	314	20,1%	13,68%	17,9%	13,8%
D-D-S-P de la HAUTE SAVOIE (74)	1 722	763	30,7%	13,76%	1 700	774	31,3%	14,08%	31,0%	13,9%
D-D-S-P de la SEINE MARITIME (76)	8 823	572	6,1%	16,28%	8 871	494	5,3%	16,94%	5,7%	16,6%
D-D-S-P de la SEINE ET MARNE (77)	6 340	4 410	41,0%	9,72%	6 082	4 925	44,7%	9,41%	42,9%	9,6%
D-D-S-P des YVELINES (78)	10 433	2 592	19,9%	14,15%	9 044	2 766	23,4%	12,64%	21,6%	13,4%
D-D-S-P des DEUX SEVRES (79)	768	327	29,9%	15,89%	592	464	43,9%	13,62%	36,8%	14,8%

D-D-S-P de la SOMME (80)	1 805	2 369	56,8%	10,72%	1 997	1 992	49,9%	12,10%	53,4%	11,4%
D-D-S-P du TARN (81)	1 126	634	36,0%	14,59%	1 061	433	29,0%	14,14%	32,8%	14,4%
D-D-S-P du TARN ET GARONNE (82)	516	410	44,3%	10,64%	412	518	55,7%	8,61%	50,0%	9,6%
D-D-S-P du VAR (83)	2 764	4 476	61,8%	7,17%	2 166	4 750	68,7%	6,02%	65,2%	6,6%
D-D-S-P de VAUCLUSE (84)	2 265	1 074	32,2%	11,23%	1 802	1 103	38,0%	10,14%	34,9%	10,7%
D-D-S-P de la VENDEE (85)	902	704	43,8%	15,32%	741	686	48,1%	14,44%	45,8%	14,9%
D-D-S-P de la VIENNE (86)	1 325	1 096	45,3%	13,07%	1 426	742	34,2%	15,00%	40,1%	14,0%
D-D-S-P de la HAUTE VIENNE (87)	806	1 316	62,0%	8,32%	896	1 459	62,0%	9,48%	62,0%	8,9%
D-D-S-P des VOSGES (88)	779	354	31,2%	14,55%	658	397	37,6%	14,34%	34,3%	14,5%
D-D-S-P de l'YONNE (89)	1 283	132	9,3%	18,73%	822	533	39,3%	12,71%	24,0%	15,8%
D-D-S-P du TERRITOIRE DE BELFORT (90)	578	589	50,5%	12,17%	430	493	53,4%	9,70%	51,8%	11,0%
D-D-S-P de l'ESSONNE (91)	6 180	4 792	43,7%	11,01%	5 523	6 710	54,9%	9,97%	49,6%	10,5%
D-D-S-P du VAL D'OISE (95)	7 962	2 484	23,8%	11,09%	7 567	2 503	24,9%	11,19%	24,3%	11,1%
D-D-S-P de la GUADELOUPE (971)	869	452	34,2%	8,53%	863	396	31,5%	9,01%	32,9%	8,8%
D-D-S-P de la MARTINIQUE (972)	745	411	35,6%	7,43%	688	582	45,8%	6,73%	40,9%	7,1%
D-D-S-P de la GUYANE (973)	273	109	28,5%	4,69%	293	190	39,3%	4,47%	34,6%	4,6%
D-D-S-P de la REUNION (974)	2 094	374	15,2%	13,37%	2 007	514	20,4%	13,42%	17,8%	13,4%
D-S-P de la NOUVELLE CALEDONIE (988)	1 842	499	21,3%	19,98%	1 651	185	10,1%	20,36%	16,4%	20,2%
D-S-P de la POLYNESIE FRANCAISE (987)	41	181	81,5%	1,10%	116	180	60,8%	2,89%	69,7%	2,0%
D-S-P de MAYOTTE (976)	180	170	48,6%	2,39%	327	229	41,2%	4,96%	44,0%	3,6%
Total France métropolitaine	213 463	132 807	38,4%	11,83%	203 504	137 587	40,3%	11,59%	39,3%	11,7%
Total France (toute zone)	219 507	135 003	38,1%	11,76%	209 449	139 863	40,0%	11,54%	39,1%	11,7%

ANNEXE 7 : LES UNITES DE COMPTE

Extraits du guide de méthodologie statistique sur les unités de compte

- 4 -

5. L'unité de compte, élément essentiel de comptabilisation de l'infraction

Au-delà des règles méthodologiques générales (cf. *Supra*), l'enregistrement des infractions repose avant tout sur le strict respect par les services et unités de « l'unité de compte », telle qu'elle est définie au regard de chacun des 107 index de la nomenclature du Guide de Méthodologie statistique (édition 1995).

5.1. Définition de « l'unité de compte »

L'unité de compte est une règle de saisie reposant, à la suite d'une validation interministérielle, sur une « convention ».

Bien que les unités de compte retenues soient très diverses (procédure, victime, victime entendue, plaignant, véhicule, auteur, infraction, chèque), il n'en existe qu'une seule par index.

5.2. Utilité de « l'unité de compte »

L'unité de compte sert exclusivement à déterminer la comptabilisation du fait (infraction), tant au moment de sa constatation que de son élucidation.

C'est donc exclusivement par référence à l'unité de compte qui le caractérise que chaque fait doit être numériquement traduit lors de son enregistrement en constaté et/ou élucidé.

La comptabilisation des mis en cause (auteurs, coauteurs ou complices d'infractions) s'effectue indépendamment de l'unité de compte caractérisant le fait : elle est tout simplement réalisée au regard du seul nombre de personnes réellement mises en cause.

Rappel : La seule exception à ce principe concerne les index 53, 54, 56 et 57 pour lesquels la comptabilisation du fait (constaté, élucidé) s'effectue par rapport à l'auteur, unité de compte de référence.

5.3. La nécessité d'une stricte application

La stricte application de l'unité de compte de référence permet, pour chaque infraction de la nomenclature :

- d'assurer un enregistrement identique par chaque unité et service collecteur ;
- de garantir l'homogénéité de la collecte statistique aux divers échelons et niveaux géographiques ou hiérarchiques.

N'est donc pas conforme aux règles du Guide de méthodologie statistique l'utilisation :

- d'une autre unité de compte que celle prévue pour l'enregistrement statistique du fait ;
- d'une unité de compte qui, pour un même fait, serait différente lors de sa constatation et de son élucidation.

6. Les principales difficultés d'enregistrement :

Le tableau ci-après récapitule, de manière non exhaustive, les difficultés les plus fréquemment relevées à l'occasion du comptage des faits statistiques ainsi que les règles de contrôle à appliquer aux fins de correction.

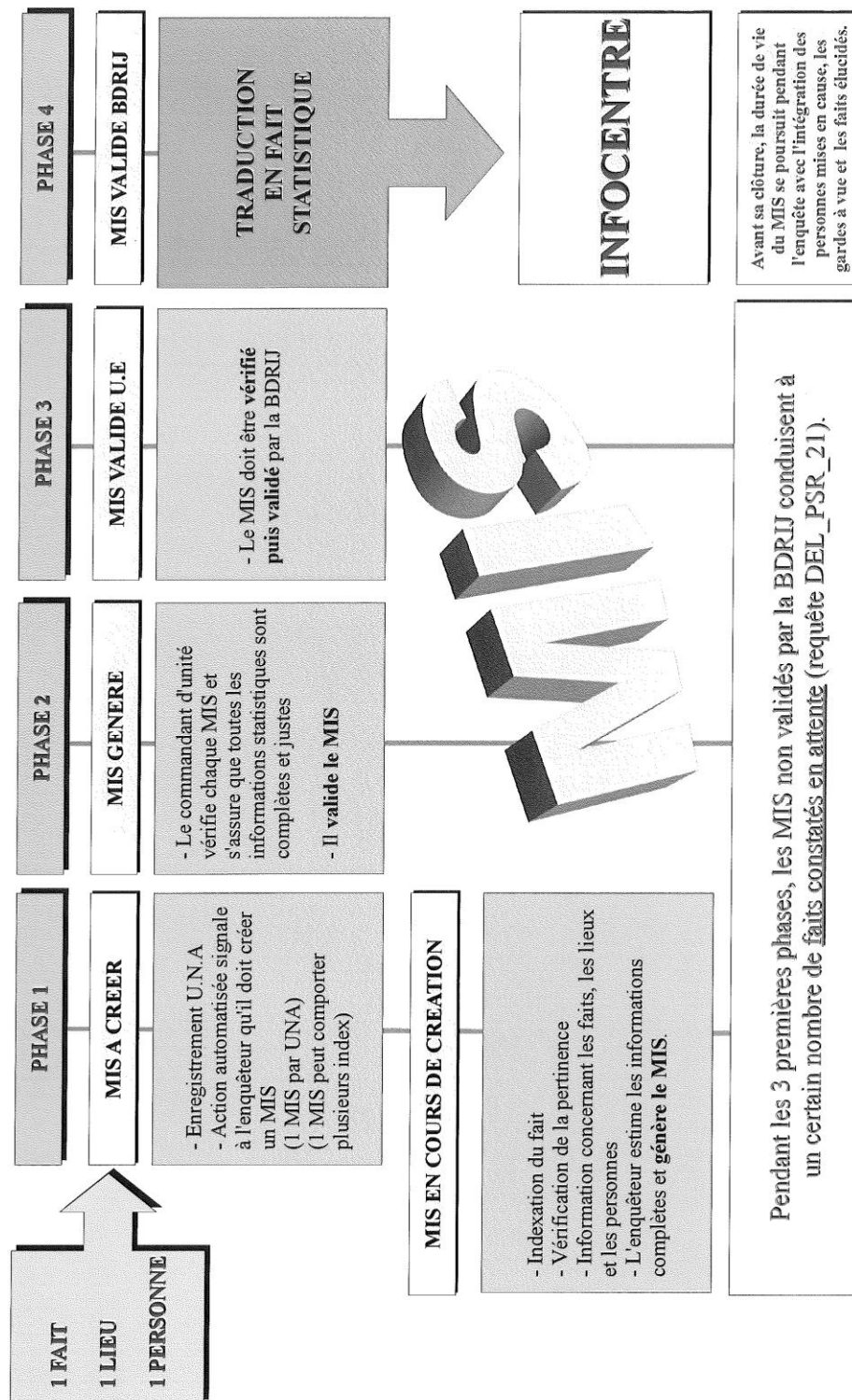
INDEX NOMENCLATURE	L'UNITÉ DE COMPTE ET LES RÈGLES D'ENREGISTREMENT PRESCRITES PAR LE GUIDE	DIFFICULTÉS ÉVENTUELLES D'ENREGISTREMENT des faits (constatés, élucidés)
INDEX 38 VOLS D'ACCESSOIRES sur <u>véhicules à moteur</u> <u>immatriculés</u> (y compris vols de carburant dans réservoir)	L'unité de compte est « le véhicule » (1 véhicule = 1 fait constaté et éventuellement 1 fait élucidé) L'enregistrement statistique ne peut être effectué que si une victime au moins a été entendue. Il doit s'agir d'un vol d' <u>accessoires</u> (objet nécessaire au fonctionnement, qu'il soit d'origine ou non, et situé dans ou à l'extérieur du véhicule). Les vols d'auto-radios sont comptés dans cet index Les faits <u>commis</u> ou <u>tentés</u> doivent être enregistrés dans cet index.	- Non-respect de l'unité de compte : il est interdit de compter à raison du nombre de <i>victimes, d'auteurs ou des accessoires</i> ; - Dénaturation de l'infraction : le vol d'accessoires est en fait compté en destruction- dégradation de véhicules ; - Tentatives comptées en destructions/dégradations ; - Comptabilisation sans victime entendue ; - Comptabilisation à raison du nombre d'accessoires volés (jantes/pneus, optiques...) - Double comptage (vol d'accessoire + vol à la roulotte) .
INDEX 44 RECELS	L'unité de compte est « l'infraction » (1 recel = 1 fait constaté = 1 fait élucidé) Sont enregistrés dans cet index tous les recels, sauf les recels de personnes (malfaiteurs, mineurs, cadavres) □ index 107 Le fait est élucidé en même temps que constaté : □ il doit y avoir stricte correspondance entre fait(s) élucidé(s) et fait(s) constaté(s) . Le nombre de faits élucidés ne peut jamais être supérieur à celui des faits constatés.	- Non-respect de l'unité de compte : les services comptent à tort le nombre d' <i>objets</i> , ou d' <i>auteurs</i> ; - Absence de stricte correspondance entre le nombre de faits constatés et celui des faits élucidés.
INDEX 46 ET 47 VIOLS : - de majeurs ; - de mineurs.	L'unité de compte est « la victime » (1 victime = 1 fait constaté = 1 fait élucidé éventuellement) L'âge de la victime est apprécié au moment de la commission de l'acte (pas au moment du dépôt de plainte). Le viol doit être toujours compté lorsqu'il est précédé ou suivi d'une ou plusieurs autres infractions.	- Non-respect de l'unité de compte : il est interdit de compter le nombre de fois où la victime a été violée ; - Comptage multiple : par exemple par auteur, en cas de viol par plusieurs auteurs ; - Absence de comptabilisation du viol , en complément d'une autre infraction (homicide, par exemple).
INDEX 55 TRAFFIC et REVENTE de STUPÉFIANTS (sans usage)	L'unité de compte est « la procédure » (1 procédure = 1 fait constaté et éventuellement élucidé) Peu importe le nombre de trafiquants ou le volume de la saisie. Il doit s'agir de faits de trafic et/ou revente sans usage	- Non-respect de l'unité de compte : les services comptent à raison du nombre de trafiquants ou produits saisis (cachets, doses, barrettes, sachets...) ; - Dénaturation de l'infraction : est souvent comptabilisée à tort dans cet index la personne qui est à la fois trafiquant et usager de <u>produits stupéfiants</u> .

INDEX NOMENCLATURE	L'UNITÉ DE COMPTE ET LES RÈGLES D'ENREGISTREMENT PRESCRITES PAR LE GUIDE	DIFFICULTÉS ÉVENTUELLES D'ENREGISTREMENT des faits (constatés, élucidés)
INDEX 56 USAGE - REVENTE de STUPÉFIANTS	<p>L'unité de compte est « l'auteur » (1 auteur = 1 fait constaté = 1 fait élucidé)</p> <p>L'enregistrement statistique doit être effectué par auteur, quelque soit le volume du produit stupéfiants consommé ou saisi.</p> <p>Doivent être enregistrés ici les trafiquants (locaux, nationaux, internationaux) qui, outre le trafic, sont également usagers de stupéfiants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect de l'unité de compte : les services comptent à tort le nombre de doses ou bien le nombre d'usages réalisés dans le temps par le consommateur ; - Absence de stricte égalité entre le nombre de faits constatés, de faits élucidés et de personnes mises en cause ; - Double-compte : l'auteur est compté dans cet index, mais également à l'index 57 et/ou mis en cause à l'index 55 ; - Affectation erronée : l'auteur n'est qu'un simple usager.
INDEX 66 AUTRES DESTRUCTIONS DÉGRADATIONS DE BIENS PUBLICS	<p>L'unité de compte est « le plaignant ». (1 plaignant = 1 fait constaté et éventuellement 1 fait élucidé)</p> <p>La comptabilisation ne s'effectue pas à raison du nombre d'objet(s).</p> <p>Doivent être comptabilisées à cet index toutes les destructions dégradations volontaires, commises ou tentées, contre les biens publics, <u>y compris contre les véhicules publics</u>.</p> <p>N.B : Ne sont pas comptées ici les destructions-dégradations résultant d'attentats par explosifs ou d'incendies volontaires contre les biens publics (dont véhicules publics).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect de l'unité de compte : les services comptent à tort le nombre d'objets détruits (véhicules, édifices...) ; - Double-compte : par exemple, l'objet détruit est <u>aussi</u> compté comme incendie (index 62) ou attentat (index 64) ; - Dénaturation de l'infraction : <ul style="list-style-type: none"> - Tentatives vols autos, vols roulotte, cambriolages sont à tort comptabilisées ici, - La comptabilisation est effectuée uniquement dans un autre index (62 ou 64) ; - Comptabilisation erronée de faits involontaires ; - Absence de comptabilisation : la destruction-dégradation est « contraventionnalisée » d'initiative ou à raison d'une pratique locale du Parquet et est ainsi exclue de la statistique 4001.
INDEX 89 FALSIFICATIONS, USAGES DE CHÈQUES VOLÉS	<p>L'unité de compte est « le chèque » (1 chèque = 1 fait constaté et éventuellement élucidé)</p> <p>N.B. : <u>Ne doit être comptabilisé que le nombre d'usages frauduleux de chèques dont a été victime la personne qui vient dénoncer le fait aux services et est entendue à ce titre.</u></p> <p><i>En aucun cas, ne doit être pris en compte le nombre total de chèques dont on a seulement connaissance grâce à la réquisition bancaire.</i></p> <p><i>Le titulaire du chèque ou chéquier volé n'est pas victime d'une falsification ou usage dès lors qu'il a fait opposition à sa banque. Est victime celui qui reçoit le chèque en paiement.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect de l'unité de compte : les services comptabilisent les falsifications/usages de chèques volés à partir du nombre de victimes, d'auteurs ; - Comptabilisation erronée : en plus du chèque de la victime, le service saisi comptabilise tous les chèques dont il a eu connaissance par la réquisition bancaire ; - Utilisation d'une unité de compte différente selon la comptabilisation du fait constaté et du fait élucidé : par exemple, l'enregistrement du constaté se fait à partir du chèque reçu par la victime et, à l'élucidation, du nombre de chèques présentés à la banque par d'autres personnes ; - Enregistrement erroné à l'index 91 (escroqueries).

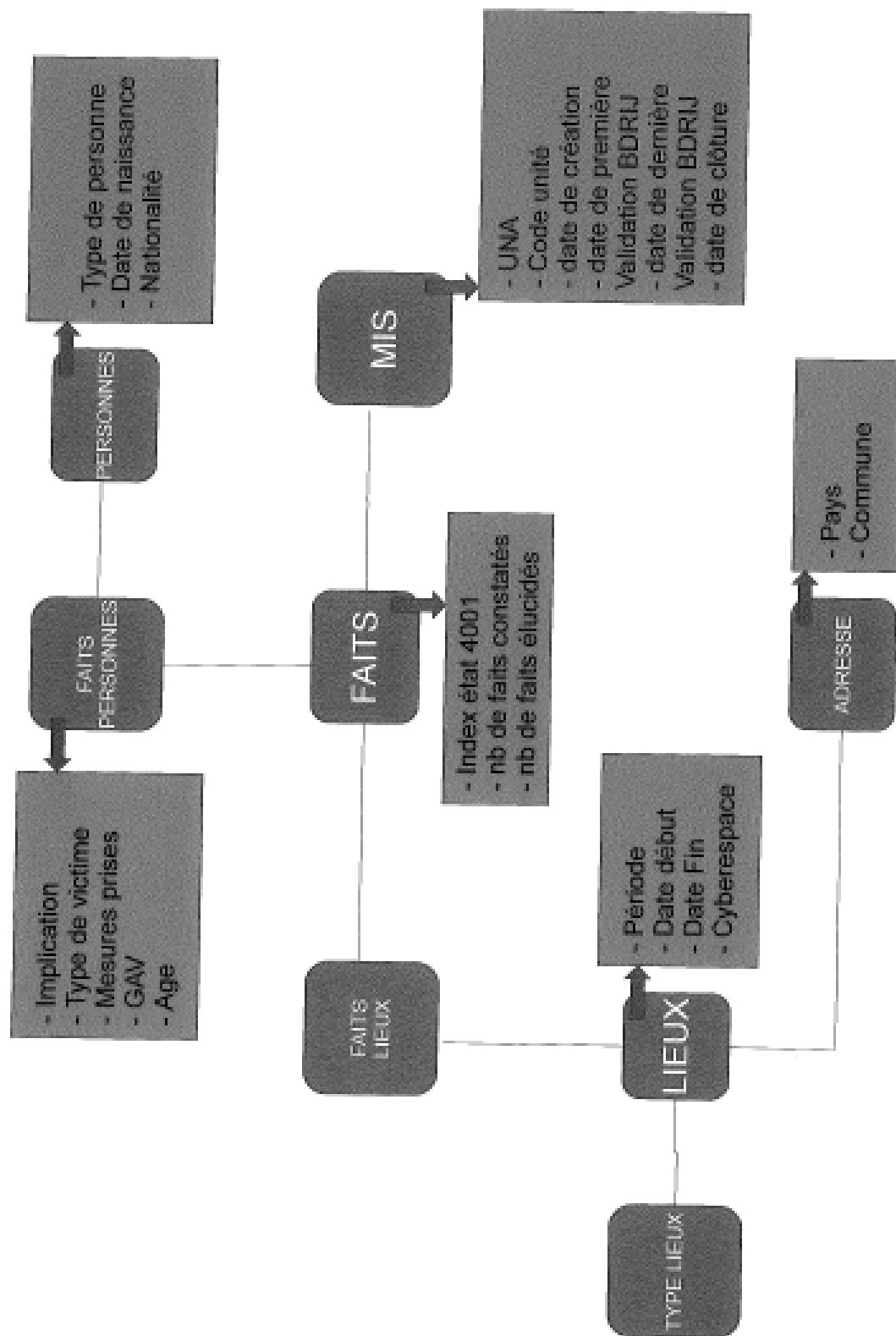
ANNEXE 8 : LES DIFFERENTES PHASES DU MIS

LES DIFFERENTES PHASES D'UN MIS AVANT SA TRADUCTION EN FAIT STATISTIQUE

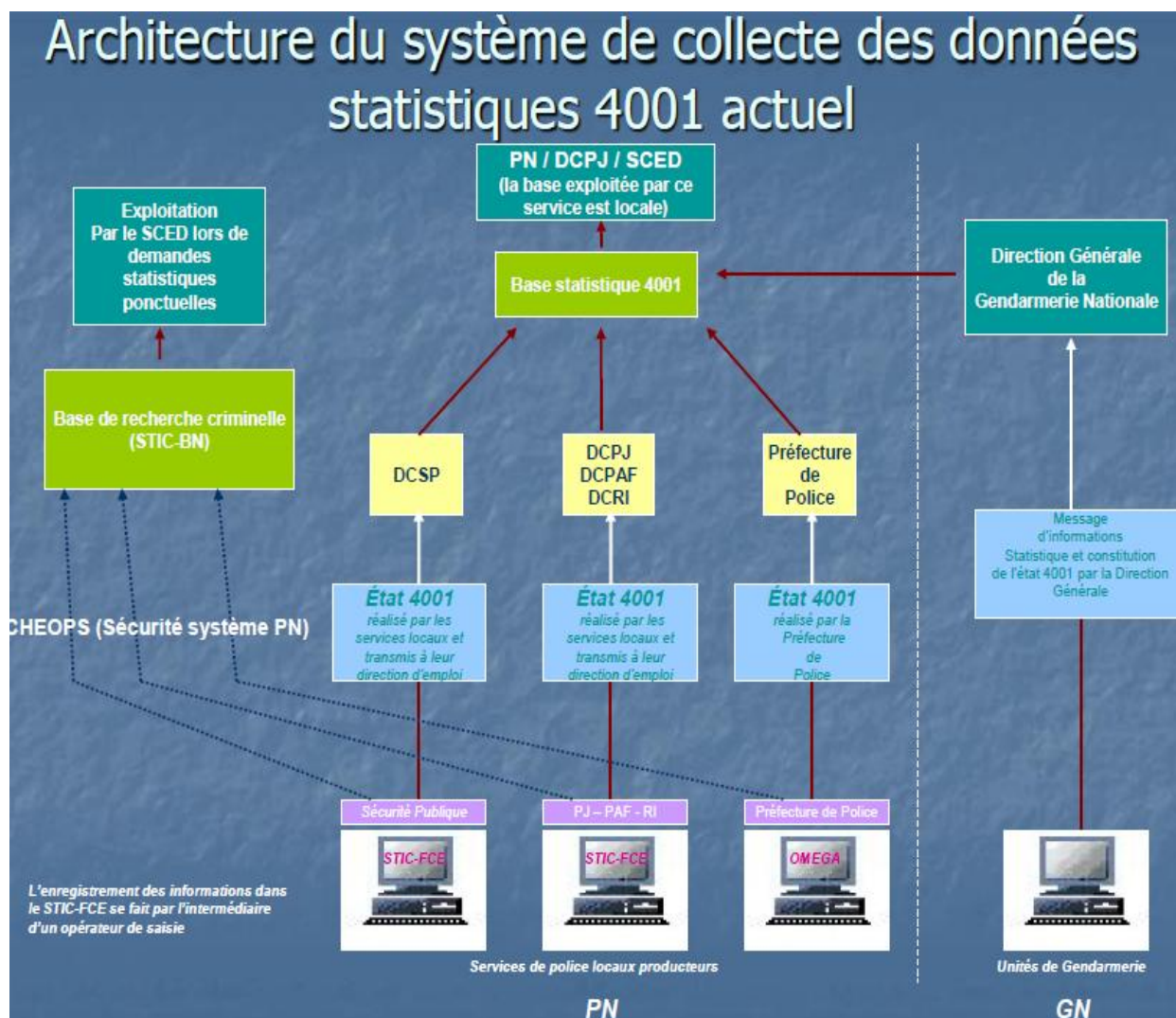
Circulaire n° 330.000 - GEN2 - APP du 20 décembre 2011 relative à l'emploi du module MIS de PULS@R



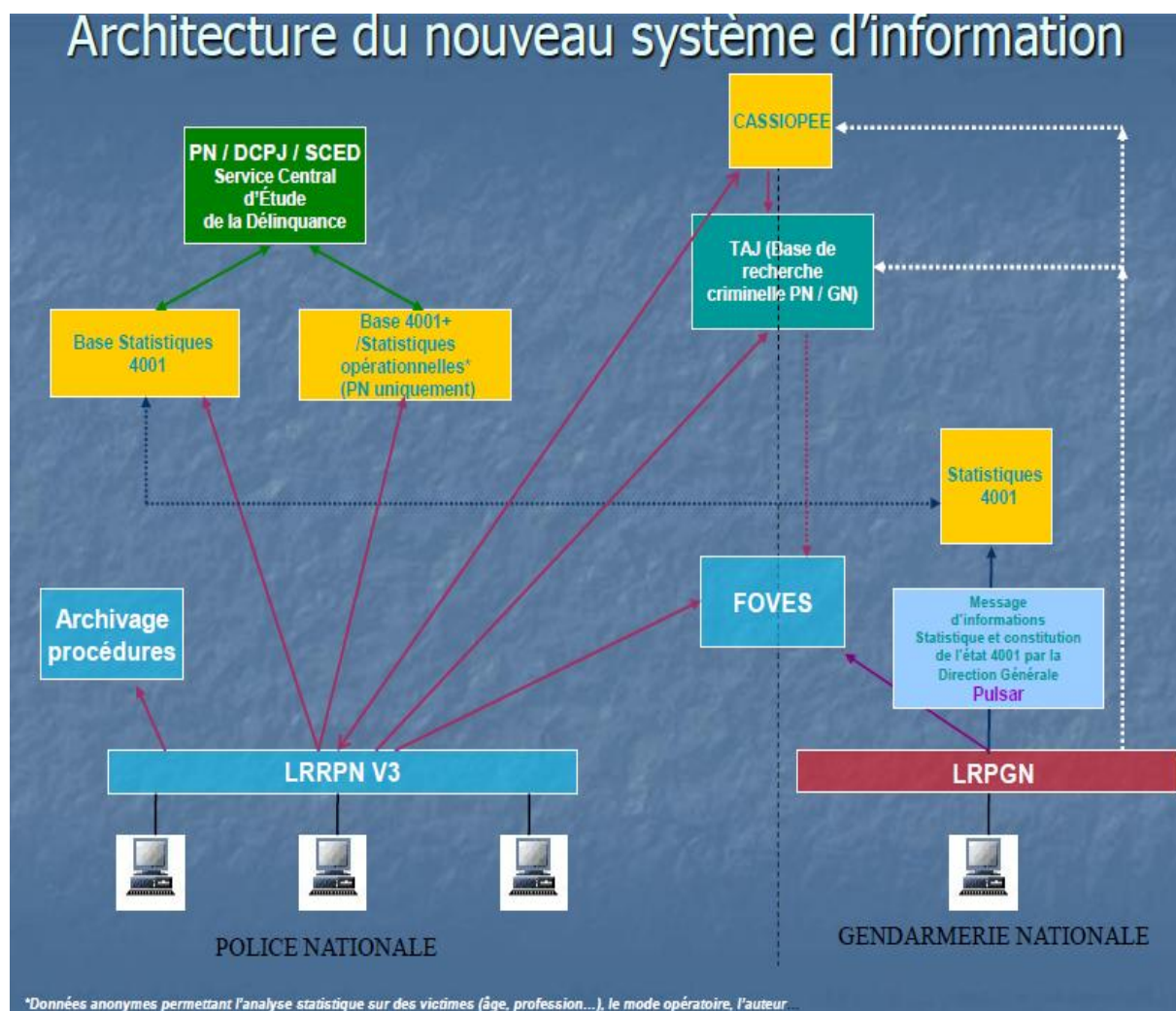
SCHEMA GENERAL DU MIS



ANNEXE 9 : ARCHITECTURE ACTUELLE DE LA CHAÎNE DE COLLECTE STATISTIQUE EN POLICE



ANNEXE 10 : ARCHITECTURE FUTURE DE LA CHAÎNE DE COLLECTE STATISTIQUE EN POLICE SOUS LRPPN



**ANNEXE 11 : TABLEAUX DE SYNTHESE DES CONTROLES OPERES SUR LES PROCEDURES DANS LES 4
DEPARTEMENTS VISITES PAR LA MISSION**

I/ La gendarmerie nationale :

11/ Les procédures du groupement de l'Essonne

Groupement Essonne	Contravention	Délit	Délit de fuite	index (si délit)										
				14	27	28	29	30	35	37	62	66	67	68
Indexation choisie par la gendarmerie	169	49	0	0	8	0	0	0	1	0	0	15	22	2
Indexation proposée par la mission	78	130	9	1	58	1	3	5	2	1	2	21	32	4
Différence entre les choix en volume	-91	81	9	1	50	1	3	5	1	1	2	6	10	2
Différence entre les choix en pourcentage	-54%	165%			625%				100%			40%	45%	100%

12/ Les procédures du groupement du Vaucluse

Groupement Vaucluse	Contravention	Délit	Délit de fuite	index (si délit)													
				7	12	27	29	33	35	37	38	62	63	66	67	68	90
Indexation choisie par la gendarmerie	88	72	0	1	2	4	3	1	7	11	1	1	3	7	23	7	1
Indexation proposée par la mission	56	92	12	1	2	6	4	1	6	19	2	4	3	9	24	10	1
Différence entre les choix en volume	-32	20	12	0	0	2	1	0	-1	8	1	3	0	2	1	3	0
Différence entre les choix en pourcentage	-36%	28%		0%	0%	50%	33%	0%	-14%	73%	100%	300%	0%	29%	4%	43%	0%

13/ Bilan pour les deux groupements

Deux groupements	Contravention	Délit	Délit de fuite	index (si délit)																
				7	12	14	27	28	29	30	33	35	37	38	62	63	66	67	68	90
Indexation choisie par la gendarmerie	257	121	0	1	2	0	12	0	3	0	1	8	11	1	1	3	22	45	9	1
Indexation proposée par la mission	134	222	21	1	2	1	64	1	7	5	1	8	20	2	6	3	30	56	14	1
Différence entre les choix en volume	-123	101	21	0	0	1	52	1	4	5	0	0	9	1	5	0	8	11	5	0
Différence entre les choix en pourcentage	-48%	83%		0%	0%		433%		133%		0%	0%	82%	100%	500%	0%	36%	24%	56%	0%

II/ La police nationale :

21/ Les procédures de la direction départementale de sécurité publique de la Drôme

DDSP Drôme	Contravention	Délit	Délit de fuite	index (si délit)												
				12	27	29	30	35	36	37	62	63	65	66	67	68
Indexation choisie par la police	99	104	0	0	0	0	0	1	1	0	0	10	0	13	26	53
Indexation proposée par la mission	20	180	3	1	16	13	15	10	1	27	2	0	10	12	23	50
Différence en volume	-79	76	3	1	16	13	15	9	0	27	2	-10	10	-1	-3	-3
Différence en pourcentage	-80%	73%						900%	0%			-100%		-8%	-12%	-6%

22/ Les procédures de la direction départementale de sécurité publique de la Seine-Maritime

DDSP Seine-Maritime	Contravention	Délit	Délit de fuite	index (si délit)									
				7	27	30	35	37	63	66	67	68	91
Indexation choisie par la police	98	75	0	0	2	0	3	0	0	2	18	49	1
Indexation proposée par la mission	77	91	4	1	9	2	10	15	5	3	20	25	1
Différence en volume	-21	16	4	1	7	2	7	15	5	1	2	-24	0
Différence en pourcentage	-21%	21%			350%		233%			50%	11%	-49%	0%

23/ Bilan sur les deux DDSP

Deux DDSP	Contravention	Délit	Délit de fuite	index (si délit)													
				7	12	27	29	30	35	37	62	63	65	66	67	68	91
Indexation choisie par la police	197	179	0	0	0	2	0	0	4	0	0	10	0	15	44	102	1
Indexation proposée par la mission	97	271	7	1	1	25	13	17	20	42	2	5	10	15	43	75	1
Différence en volume	-100	92	7	1	1	23	13	17	16	42	2	-5	10	0	-1	-27	0
Différence en pourcentage	-51%	51%				1150%			400%			-50%		0%	-2%	- 26%	0%

III/ Tableau récapitulatif sur l'ensemble des procédures étudiées par la mission

4 sites contrôlés	Contravention	Délit	Délit de fuite	index (si délit)																		
				7	12	14	27	28	29	30	33	35	37	38	62	63	65	66	67	68	90	91
Indexation choisie par les forces de sécurité intérieure	454	300	0	1	2	0	14	0	3	0	1	12	11	1	1	13	0	37	89	111	1	1
Indexation proposée par la mission	231	493	28	2	3	1	89	1	20	22	1	28	62	2	8	8	10	45	99	89	1	1
Différence entre les choix en volume	-223	193	28	1	1	1	75	1	17	22	0	16	51	1	7	-5	10	8	10	-22	0	0
Différence entre les choix en pourcentage	-49%	64%		100%	50%		536%		567%		0%	133%	464%	100%	700%	-38%		22%	11%	-20%	0%	0%

ANNEXE 12 : EXTRAITS DE QUELQUES PROCEDURES PRISES POUR EXEMPLE DE MAUVAISES QUALIFICATIONS

Les procédures présentées ont été volontairement anonymisées par la mission.

La procédure ci-dessous a été établie pour une dégradation légère (contravention de 5^{ème} classe), la mission considère ici qu'il s'agissait d'une dégradation de bien public (article 322-3 alinéa 8° du code pénal) et retient ici l'index 66 (Autres destructions et dégradations de biens publics).

GENDARMERIE NATIONALE				ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	
Compagnie [REDACTED]				PROCÈS-VERBAL D'INFRACTION	
Unité [REDACTED]					
Code Unité	P.V.	Année	Nmr Dossier Justice	N° pièce	N° feuillet
[REDACTED]	00398	2011			1/2
Analyse et références					
Fait	DEGRADATION OU DETERIORATION VOLONTAIRE DU BIEN D'AUTRUI CAUSANT UN DOMMAGE LÉGER				NATINF
Période	du 19/02/2011 à 20:00		au 20/02/2011 à 08:00		
Adresse de commission du fait			Code Postal, Commune	[REDACTED] (France)	
Nature lieu			Insee [REDACTED] 7905		
Prévu	ART.R.635-1 AL.1 C.PENAL.				
Réprimé	ART.R.635-1 AL.1,AL.2 C.PENAL.				
Le mardi 22 février 2011 à 16 heures 55 minutes					
Nous soussigné Gendarme [REDACTED] Officier de Police Judiciaire en résidence à [REDACTED]					
vu les articles 16 à 19 et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale					
Nous trouvant au bureau de notre unité à [REDACTED] rapportons les opérations suivantes :					
Entendons monsieur [REDACTED] é le [REDACTED] éurant [REDACTED]					
DATE OU PERIODE ET LIEU DES FAITS					
Période du 19/02/2011 à 20 heures 00 au 20/02/2011 à 08 heures 00 à [REDACTED] (France)					
CONSTATATIONS (renseignements utiles, manière d'opérer)					
Le ou les auteurs brisent les vitres des vestiaires du stade et renversent des panneaux de signalisation dans les rues de la commune					
MESURES PRISES					
Prises de vue photographiques					
PREJUDICE					
A estimer					
Je dépose plainte pour ces faits.					
Vous me remettez ce jour une attestation de dépôt de plainte.					
A [REDACTED] 22 février 2011 à 17 heures 10 après lecture faite par elle-même.					
La personne entendue			L'Officier de Police Judiciaire		

(DESTINATAIRES)

[1] - M. le Procureur de la République à [REDACTED]	Date de clôture	Vu et transmis par :
[-] -	Signature(s)	Le
[1] - Récépissé victime		
[-] -		
[1] - Archives : [REDACTED]		

ENQUÊTE

Une enquête de voisinage a été effectuée, elle n'a pas apporté d'élément pouvant orienter notre enquête.

Une planche photographique a été réalisée et jointe au présent en pièce 2.

CLÔTURE

Les investigations entreprises n'ont pas permis d'identifier l'auteur des faits. Tout élément nouveau parvenant à notre connaissance fera l'objet d'un nouveau procès-verbal.

Nous clôturons le présent procès verbal que nous transmettons à Madame la Procureure de la République près le Tribunal de Grande Instance: [REDACTED]

Dont procès verbal fait et clos à [REDACTED] le 6 mai 2011.

L'Agent de Police Judiciaire.

La procédure ci-dessous a été établie pour une dégradation légère (contravention de 5^{ème} classe), la mission considère ici qu'il s'agissait d'une tentative de cambriolage d'une habitation principale (article 311-1, 311-4 alinéa 6° et 311-13 du code pénal) et retient ici l'index 27 (Cambriolages de locaux d'habitations principales).

Vaino Recherche

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

PROCÈS-VERBAL DE DÉGRADATIONS

GENDARMERIE NATIONALE					
Compagnie					
Brigade					
Code Unité	PV	Année	Nmr Dossier Justice	N° pièce	N° feuillet
01749		2010			1/2

NATIF

Fait **DEGRADATION OU DETERIORATION VOLONTAIRE DU BIEN D'AUTRUI CAUSANT UN DOMMAGE LEGER**

Période du 09/11/2010 à 08:20 au 09/11/2010 à 11:40 **Code Postal, Commune** [redacted] **Insee** [redacted] 7905

Adresse de commission du fait [redacted] **Nature lieu** Habitation individuelle

Prévu ART.R.635-1 AL.1 C.PENAL.

Réprimé ART.R.635-1 AL.1,AL.2 C.PENAL.

Le mardi 9 novembre 2010 à 18 heures 15 minutes

Nous soussigné Gendarme [redacted] Agent de Police Judiciaire en résidence à [redacted]

Sous le contrôle de : Adjudant [redacted] Officier de Police Judiciaire en résidence à [redacted]

Vu les articles 20, 21-1 et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale

Nous trouvant au bureau de notre unité à [redacted] rapportons les opérations suivantes :

IDENTITÉ DE LA VICTIME

Nom	Prénom	Sexe	Situation de Famille	Date Naissance	Commune Naissance et Code Postal	Insee
[redacted]	[redacted]	M	Célibataire	[redacted]	[redacted]	[redacted]
Adresse	Validité état-civil					
[redacted]	Identité déclarée					
Commune et Code postal	Insee	N° de Téléphone	Profession	Nationalité (si étranger)		
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	Française		

Entendons la personne dénommée ci-dessus qui nous déclare en tant que : **PROPRIÉTAIRE**

DATE OU PERIODE ET LIEU DES FAITS

Période du 09/11/2010 à 08 heures 20 au 09/11/2010 à 11 heures 40 , 66 Rue Pasteur à [redacted] (France)

CONSTATATIONS (renseignements utiles, manière d'opérer)

Le ou les auteurs des faits pénètrent dans la propriété. Une fois à l'intérieur ils forcent deux fenêtres en bois. Les deux fenêtres sont dégradées. L'une d'elles cède ce qui permet aux auteurs de pénétrer à l'intérieur de l'habitation. A la suite du déclenchement de l'alarme ils quittent les lieux. Aucun vol constaté à l'intérieur de l'habitation.

MESURES PRISES

Les constatations ont été effectuées sur place par un Technicien en Identification Criminelle de Proximité de l'unité mais se sont révélées négatives.

PREJUDICE

Le montant du préjudice n'a pas encore été évalué.

La personne entendue

[redacted]

L'enquêteur

[redacted]

(DESTINATAIRES)

[X] - Monsieur le Procureur de la République à [redacted]	Date de clôture 23/11/2010	Vu et transmis par :
[] - [redacted]	Signature(s) [redacted]	Le [redacted]
[] - [redacted]		
[1] - Archives : [redacted]		

RENSEIGNEMENTS ASSURANCE (compagnie, agence, police, validité)

Compagnie: [redacted] Siège: [redacted] Agence: [redacted] N° police: [redacted]
[redacted] Validité: - Risques couverts: Tiers

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES (AUDITION)

Je déclare la réalité des faits énoncés ci-dessus. Je dépose plainte et j'ai reçu un récépissé de déclaration.

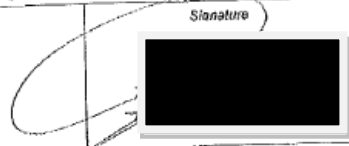
Information à l'intéressé(e).

Les informations vous concernant collectées dans le présent procès-verbal peuvent être enregistrées et utilisées dans un traitement de données à caractère personnel de la gendarmerie nationale.

Vous pouvez obtenir communication de ces données, ainsi que, en cas d'erreur, leur rectification ou leur suppression. Ces droits s'exercent indirectement par l'intermédiaire de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 8 rue Vivienne, 75083 Paris CEDEX 02.

A [redacted] le 09/11/2010 à 18:20, lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

Signature



La procédure ci-dessous a été établie pour une dégradation légère (contravention de 5^{ème} classe), la mission considère ici qu'il s'agissait d'une tentative de cambriolage d'une habitation principale (article 311-1, 311-4 alinéa 6° et 311-13 du code pénal) et retient ici l'index 27 (Cambriolages de locaux d'habitations principales).

DEM
VAINES *Misk/cl*

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE
PROCÈS-VERBAL DE DÉGRADATIONS RECHERCHES

GENDARMERIE NATIONALE					
Compagnie [REDACTED]					
Unité [REDACTED]					
Code Unité	P.V.	Année	N°r Dossier Justice		
05175	00973	2010			
				N° pièce	N° feuillet
					1/2

FAIT **DEGRADATION OU DETERIORATION VOLONTAIRE DU BIEN D'AUTRUI CAUSANT UN DOMMAGE LEGER** NATIF

Période du 13/04/2010 à 17:46 au [REDACTED] Code Postal, Commune [REDACTED] France)

Adresse de commission du fait [REDACTED] Insee [REDACTED] 007906

Nature lieu Habitation individuelle

Prévu ART.R.635-1 AL.1 C.PENAL.

Réprimé ART.R.635-1 AL.1,AL.2 C.PENAL.

Le mardi 13 avril 2010 à 17 heures 50 minutes

Nous soussigné Adjudant [REDACTED] Officier de Police Judiciaire en résidence à [REDACTED]

Assisté de : Gendarme Adjoint Volontaire [REDACTED] Agent de Police Judiciaire Adjoint en résidence à [REDACTED]

Vu les articles 16 à 19, 21-1, 21 1° bis et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale

Nous trouvant au bureau de notre unité à [REDACTED] apportons les opérations suivantes :

IDENTITÉ DE LA VICTIME

Nom [REDACTED] Prénom [REDACTED]

Sexe M Situation de Famille Marié(e) Date Naissance [REDACTED]

Commune Naissance et Code Postal [REDACTED] Insee [REDACTED]

Adresse [REDACTED]

Commune et Code postal [REDACTED] Insee [REDACTED] N° de Téléphone [REDACTED] Profession [REDACTED] Nationalité (si étranger) Française

Entendons la personne dénommée ci-dessus qui nous déclare en tant que : **PROPRIÉTAIRE**

DATE OU PERIODE ET LIEU DES FAITS

Période du 13/04/2010 à 13 heures 05 au 13/04/2010 à 14 heures 10, [REDACTED]

CONSTATATIONS (renseignements utiles, manière d'opérer)

le ou les auteurs forcent la porte fenêtre qui donne sur l'arrière de l'habitation à l'aide d'un objet de type tourne-vis, à l'intérieur de l'habitation, ils arrachent le boîtier de l'alarme qui se trouve au niveau de porte d'entrée. Ils arrachent le détecteur de fumée situé en haut de l'escalier. Aucun vol n'a été constaté. Le ou les auteurs quittent l'habitation par la façade avant via une porte fenêtre

MESURES PRISES

Les constatations ont été effectuées ainsi que l'enquête de voisinage.

PREJUDICE

le préjudice subis n'est pas déterminé.

Le [REDACTED] [REDACTED] L'enquêteur [REDACTED]

(DESTINATAIRES)

[1] - M. le Procureur de la République [REDACTED]

[1] - Archives [REDACTED]

Date de clôture [REDACTED] Signature [REDACTED] Le [REDACTED] Vu et transmis par : [REDACTED]

RENSEIGNEMENTS ASSURANCE (compagnie, agence, police, validité)

Compagnie: [REDACTED] - Siège: [REDACTED] Agence: Délégation département
[REDACTED] N° police: [REDACTED]
Validité: 31/12/2010 - Risques couverts: Tous risques

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES (AUDITION)

Je déclare la réalité des faits énoncés ci-dessus. Je dépose plainte et j'ai reçu un récépissé de déclaration.

Information à l'intéressé(e).

Les informations vous concernant collectées dans le présent procès-verbal peuvent être enregistrées et utilisées dans un traitement de données à caractère personnel de la gendarmerie nationale.

Vous pouvez obtenir communication de ces données, ainsi que, en cas d'erreur, leur rectification ou leur suppression. Ces droits s'exercent indirectement par l'intermédiaire de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 8 rue Vivienne, 75083 Paris CEDEX 02.

A [REDACTED] le 13/04/2010 à 17:55, lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

Signature



La procédure ci-dessous a été établie pour une dégradation légère (contravention de 5^{ème} classe), la mission considère ici qu'il s'agissait d'une dégradation par incendie d'un bien destiné à l'utilité publique (article 322-6 du code pénal) et retient ici l'index 62 (Incendies volontaires de biens publics).

GENDARMERIE NATIONALE				ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	
Compagnie de [REDACTED]					
Groupement de Gendarmerie Départementale de [REDACTED]					
PROCÈS-VERBAL DE DÉGRADATIONS					
Code Unité	P.V	Année	Nmr Dossier Justice	N° pièce	N° feuillet
[REDACTED]	00046	2011			1/2
<small>Analyse et références</small>					
Fait DÉGRADATION OU DETERIORATION VOLONTAIRE DU BIEN D'AUTRUI CAUSANT UN DOMMAGE LÉGER					
Période du 30/12/2010 à 00:00 au 31/12/2010 à 02:00 Code Postal, Commune [REDACTED] France					
Adresse de commission du fait complexe sportif du grand parc, route de Nozay [REDACTED] 7906					
Nature lieu Voie publique					
Prévu ART.R.635-1 AL.1 C.PENAL.					
Réprimé ART.R.635-1 AL.1,AL.2 C.PENAL.					
Le mardi 4 janvier 2011 à 16 heures 10 minutes					
Nous soussigné Gendarme [REDACTED] Agent de Police Judiciaire en résidence à [REDACTED]					
Sous le contrôle de : Adjudant Chef [REDACTED] Officier de Police Judiciaire en résidence à [REDACTED]					
Vu les articles 20, 21-1 et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale					
Nous trouvant au bureau de notre unité à [REDACTED] rapportons les opérations suivantes :					
IDENTITÉ DE LA VICTIME					
Nom [REDACTED]		Prénom [REDACTED]			
Sexe	Situation de Famille	Date Naissance	Commune Naissance et Code Postal	Insee	
M	Marié(e)	[REDACTED]	[REDACTED] (France)	[REDACTED]	
Adresse [REDACTED]		Validité état-civil			
Commune et Code postal [REDACTED] France)		Insee	N° de Téléphone	Profession	Nationalité (si étranger)
					Française
Entendons la personne dénommée ci-dessus qui nous déclare en tant que : PRÉPOSÉ DU PROPRIÉTAIRE du ou des biens appartenant à					
Forme juridique	Sigle	Raison sociale			
		mairie de MARCOUSSIS			
Adresse	Commune/CP		Code INSEE commune		
5 rue Alfred DUBOIS	0164496400				
Secteur d'activité	SIRET	SIREN	Pays		
Administration			France		
DATE OU PÉRIODE ET LIEU DES FAITS					
Période du 30/12/2010 à 00 heure 00 au 31/12/2010 à 02 heures 00 , complexe sportif du grand parc, route de Nozay à [REDACTED] (France)					
CONSTATATIONS (renseignements utiles, manière d'opérer)					
deux containers à poubelle sont découverts calcinés. contenance 660 litres chacune					
La personne entendue			L'enquêteur		
(DESTINATAIRES)			Date de clôture		Vu et transmis par :
[1] - M. le Procureur de la République à [REDACTED]			Le 04/01/2011		Le
[] -			Signature(s)		
[] -					
[1] - Archives [REDACTED]					

MESURES PRISES

néant

PREJUDICE

Dégradation sur deux poubelles communales contenance 660 litres. Valeur préjudice 686 euros.

RENSEIGNEMENTS ASSURANCE (compagnie, agence, police, validité)

Compagnie: inconnue - Siège: - Agence: - N° police: - Validité: - Risques couverts: Tous risques

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES (AUDITION)

Je déclare la réalité des faits énoncés ci-dessus. Je dépose plainte et j'ai reçu un récépissé de déclaration.

Information à l'intéressé(e).

Les informations vous concernant collectées dans le présent procès-verbal peuvent être enregistrées et utilisées dans un traitement de données à caractère personnel de la gendarmerie nationale.

Vous pouvez obtenir communication de ces données, ainsi que, en cas d'erreur, leur rectification ou leur suppression. Ces droits s'exercent indirectement par l'intermédiaire de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 8 rue Vivienne, 75083 Paris CEDEX 02.

A [REDACTED] le 04/01/2011 à 16:15, lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

Signature

ENQUÊTE

Une enquête de voisinage a été effectuée.
Aucun élément positif n'a été recueilli.

CLÔTURE

Les investigations entreprises n'ont pas permis d'identifier le ou les auteurs.
Tout élément nouveau parvenant à notre connaissance fera l'objet d'un procès-verbal complémentaire.

La procédure ci-dessous a été établie pour une dégradation volontaire et a été classée en code Q (contravention de 5^{ème} classe), la mission considère ici qu'il s'agissait d'une tentative de cambriolage d'une habitation principale (articles 311-1, 311-4 alinéa 1°, 6° du code pénal et 311-13 du code pénal) et retient ici l'index 27 (Cambriolages de locaux d'habitations principales).

REPUBLIQUE FRANCAISE MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DIRECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE D.C.S.P. [REDACTED]		ARCHIVES DU SERVICE E
Code INSEE du service : [REDACTED]		COMPTE RENDU D'INFRACTION INITIAL
VICTIME	Madame [REDACTED] née le [REDACTED], de nationalité FRANCAISE, RETRAITEE, demeurant [REDACTED] téléphone domicile : [REDACTED]	
PREJUDICE	Butin : AUCUN Dégâts : A EVALUER Préjudice corporel : non	
INFRACTION	DEGRADATIONS VOLONTAIRES Le samedi 01 Janvier 2011 à 21H00 [REDACTED] Nature du lieu : DOMICILE Eléments d'enquête : - Personnes remarquées : 5 hommes. - Mode opératoire : PORTE FORCEE.	
P.V. : [REDACTED] Affaire contre [REDACTED] Pièces jointes [REDACTED] RANT [REDACTED] Cellules [REDACTED]		PROCES VERBAL
Transmis à : MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE A VALENCE		G, an deux mille onze, le trois janvier à dix heures cinquante cinq
Date : Nom : CHRISTINE JEGHETTI COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE DE POLICE		Nous, [REDACTED] GARDIEN DE LA PAIX Agent de Police Judiciaire [REDACTED]
TRANSMIS LE 24 MARS 2011 [REDACTED] Après Recherches Infructueuses Le Commissaire de Police Chef S.D.		---Agissant conformément aux instructions reçues de notre hiérarchie,--- ---Etant au Service--- ---Constatons que se présente la personne ci-dessus dénommée qui nous déclare:--- ---"Mon voisin, [REDACTED] dt [REDACTED] à [REDACTED] a surpris un groupe de jeunes individus qui se trouvaient chez moi et qui faisaient le tour de ma maison; en les voyant, il a fait sonner mon téléphone et les individus ont alors pris la fuite;--- ---J'ai ensuite constaté la présence d'un coupe boulon coincé dans la porte accédant au garage et que cette dernière était forcée.--- ---Mon voisin m'a déclaré qu'il s'agissaient de quatre ou cinq jeunes, certains porteurs de cagoule; l'un d'eux avait les cheveux rasés; je ne sais pas si [REDACTED] serait en mesure de .../...

les reconnaître car il se trouvait dans son domicile au moment des faits.---

---Je dépose plainte contre inconnu pour les faits énoncés.---

---Je n'ai rien d'autre à ajouter---

---Je prends acte que vous me remettez une copie du présent.---

---Je suis informée de mon droit de me constituer partie civile, de mon droit à obtenir réparation du préjudice subi et à être aidée par un service relevant d'une ou plusieurs collectivités publiques ou une association conventionnée d'aide aux victimes"-----

---Lecture faite personnellement, persiste et signe avec nous---

La déclarante

L'A.P.J.

La procédure ci-dessous a été établie pour une dégradation volontaire d'un véhicule et a été classée en code Q (contravention de 5^{ème} classe), la mission considère ici qu'il s'agissait d'une tentative vol à la roulotte (articles 311-1, 311-4 alinéa 1°, 6° du code pénal et 311-13 du code pénal) et retient ici l'index 37 (Vol à la roulotte).

REPUBLIQUE FRANCAISE MINISTRE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE INTERIEURE ET DES LIBERTES LOCALES DIRECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE D.C.S.P. [REDACTED]		PROCES VERBAL	ARCHIVES DU SERVICE E
Code INSEE du service : 926/361/252		<input type="checkbox"/> VOL DANS UN VEHICULE <input type="checkbox"/> TENTATIVE DE VOL DANS UN VEHICULE <input type="checkbox"/> VOL D'ACCESSOIRES D'UN VEHICULE <input type="checkbox"/> TENTATIVE DE VOL D'UN VEHICULE <input checked="" type="checkbox"/> DEGRADATION VOLONTAIRE D'UN VEHICULE <input type="checkbox"/> VOL DE CARBURANT DANS UN VEHICULE	
P.V. de [REDACTED] Affaire contre : Pièces jointes : HEAD Scellés : non		L'an deux mille onze, le onze janvier à quatorze heures trente cinq Nous, [REDACTED] GARDIEN DE LA PAIX Agent de Police Judiciaire [REDACTED]	
Transmis à : MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE A VALENCE Date : 12 JAN 2011 NOM : CHRISTINE GARNITTI COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE DE POLICE		Recevons : Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité FRANCAISE, MEDECIN, demeurant [REDACTED] téléphone domicile : [REDACTED] qui déclare : "Je dépose plainte contre inconnu pour les faits relatés."	
VICTIME	Monsieur ([REDACTED]) né le [REDACTED] de nationalité FRANCAISE, MEDECIN, demeurant [REDACTED] téléphone domicile : [REDACTED]		
DATE/LIEU	Entre le 10/01/2011 à 22 H 00 et le 11/01/2011 à 00 H 00 [REDACTED] Nature du lieu : PARKING		
PREJUDICE	Butin : AUCUN Dégâts : A EVALUER Préjudice corporel : non		
VEHICULE	VP AUDI ALLROAD, de couleur NOIR, immatriculé [REDACTED] Assurance : [REDACTED] Numéro Police : [REDACTED]		
MODE D'OP.	SERRURE CROCHETEE, PORTE FORCEE PAR PESEE, DEGRADATIONS VOLONTAIRES DU VEHICULE PAR AUTRES MOYENS.		

PRECISIONS COMPLEMENTAIRES - CONSTATATIONS EFFECTUEES - ELEMENTS D'ENQUETE EXPLOITES

---"La serrure et la portière conducteur ont été forcées;---
 ---La boîte à gants a également été dégradée.---
 ---Je n'ai constaté aucun vol à l'intérieur.---

Je suis informé de mon droit à obtenir réparation et à être aidé par un service ou une association d'aide aux victimes.

Lecture faite personnellement, persiste et signe avec nous

Le Déclarant

L'Agent de Police Judiciaire

ANNEXE 13 : EXTRAITS DU MEMENTO DE POLITIQUE PENALE D'UN PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

PARQUET du

PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

B/ CLASSIFICATION DES DÉGRADATIONS EN DÉLITS OU CONTRAVENTIONS

Cette tentative de classification a pour objectif de faciliter l'approche du traitement de ce contentieux (notamment détermination de la possibilité ou de l'impossibilité d'une mesure de garde à vue).

Elle ne relève pas d'une définition légale, mais d'une nomenclature, plus ou moins complète, établie par les magistrats du parquet au regard de la valeur supposée du bien dégradé ou détruit. Elle n'a donc qu'une valeur indicative et elle peut donc toujours être revue sur la base d'un devis, d'une facture ou de tout autre document attestant de son prix ou du coût de sa réparation.

1 - Dégradations de véhicules.

- * *Rétroviseur cassé (non électrique ou électrique)..... C ou D*
- * *Clignotant arraché ou brisé..... C ou D*
- * *Portière ou toit enfoncé(e) et ou plié(e)..... D*
- * *Serrure détériorée ou forcée..... C*
- * *Bris de vitres..... C ou D*
- * *Pare-brise cassé par pierres ou autre instrument (bâton marteau)..... D*
- * *Pneumatiques crevés..... D*
- * *Pneumatiques lacérés (sans nécessité de réparation)..... C*
- * *Rayures sur capot, vitre ou carrosserie..... C*
- * *Rayures sur tout le véhicule automobile..... D*
- * *Réservoir, arrivée, conduit d'essence ou câble de frein coupé..... D*
- * *Fils électriques arrachés..... D*
- * *Essuie-glaces arrachés..... C*
- * *Produits corrosifs sur carrosserie et jantes..... D*
- * *Dégradation, lacérations de sièges..... D*
- * *Peinture (TAG) sur tout ou partie de carrosserie..... D*
- * *Tableau de bord arraché..... D*

2 - Dégradations de biens (sauf véhicules).

* Boîtier d'ascenseur.....	C
* Câbles d'alimentation chaufferie.....	D
* Dégradations de vêtements.....	C
* Grillage découpé, forcé.....	C
* Poteau de clôture forcé.....	C
* Vitre de porte d'entrée d'immeuble ou d'appartement brisée par jet de pierres ou autres projectiles (hors porte entièrement vitrée)	C
* Vitrine de boutique brisée avec objet.....	D
* Serrure de porte d'entrée forcée.....	D
* Volet roulant ou rideau métallique.....	D
* Baie Vitrée brisée (coups de pied ou autre).....	D
* Dégradation de boîte aux lettres.....	C
* dégradation de distributeurs (banque, magasin, station-service).....	D
* porte d'entrée d'appartement en bois ou coulissante.....	D
* Hall d'entrée d'une habitation.....	D
* Jet de cailloux sur volets.....	C
* Bris de vitres et dégradation de façade d'immeuble.....	D
* Impacts de balles sur volet, porte ou portail.....	D
* Autres dégradations sur volet.....	C
* Porte de garage forcée ou voilée et inutilisable.....	D
* Porte de cave arrachée ou brisée.....	D
* Tags (mur, façade).....	D
* Dégradations sonnette ou interphone.....	C

ANNEXE 14 : EXTRAITS D'AUDITS CONDUIT PAR LE CCA

Extrait de l'audit DCSP/CCAA/ULC n°299 du 16 janvier 2013

Deux points méritent toutefois l'attention du DDSP :

- La codification des codes Q est ancienne, a fait l'objet de nombreux rajouts et ne permet pas une visualisation de certains faits (la rubrique Q901 englobe l'ensemble des dégradations contraventionnelles). Une harmonisation de cette codification pour l'ensemble du département sur la base de la nomenclature proposée par la DCSP serait de nature à favoriser notamment le contrôle et la statistique.

- La codification, déterminée sans contrôle de la hiérarchie pour l'ensemble des dossiers de la CSP par le chef BSU apparaît en, revanche plus critiquable : Si le taux de tentative générale de 4.03% ne met pas en évidence de suspicion quant à l'enregistrement des dossiers de cambriolages, la part des dégradations enregistrées en code Q atteint le chiffre excessif de 74.07% pour l'année 2012.

L'examen de la zone poubelle de ces grilles Q dans laquelle sont déclinés des éléments opérationnels montre d'une part nombre de tentatives de vols roulotte et d'autre part des affaires de dégradations importantes.

Le suivi des dossiers non sortis est fait plusieurs fois par an.

16.68% des dossiers enregistrés en 2012 (414/2481) sont encore en instance. Il conviendrait de faire une vérification sur les années antérieures, la date des dossiers les plus anciens et les raisons de leur maintien dans le service n'ayant pu être données au jour de l'audit.

Le STIC est utilisé pour le suivi individuel des portefeuilles ce qui est peu opérationnel en pratique le chef BSU étant obligé d'effectuer une comptabilité manuelle à partir des états édités.

2.1 Fiabiliser les outils de pilotage de la circonscription

➤ Les modalités d'enregistrement statistique de la délinquance sont anormalement décalées des prescriptions du guide de méthodologie. Aussi, tout en poursuivant une nécessaire remise en ordre et en instaurant un contrôle hiérarchique effectif de cette mission, veillerez vous à :

- simplifier le circuit des plaintes et des procédures et accélérer leur enregistrement ;
- recourir avec plus de rigueur aux codifications en code Q pour les dégradations volontaires ;
- limiter le nombre et la durée des numérotations provisoires de procédures ;
- assurer un suivi des délais de traitement des dossiers enregistrés dans le logiciel Alice.

➤ Concernant la main courante informatisée, vous ferez mettre un terme immédiat aux pratiques anormales visant à modifier a posteriori les index des déclarations des usagers pour occulter leur caractère délictuel. Une remise en ordre similaire s'imposera pour les fiches événements relatives aux accidents corporels : ces documents n'ont pas à être convertis en accidents matériels au motif qu'une procédure ne serait pas ultérieurement engagée.

Extrait de l'audit DCSP/CCAA/ ULC n°1124 du 6 février 2013 :

1. Des points à améliorer

2.1 Mieux fiabiliser les systèmes d'information dans le domaine de la délinquance.

➤ L'enregistrement des plaintes dans le STIC-FCE n'est pas pleinement conforme aux prescriptions du guide méthodologique. Pour remédier à ces difficultés, il conviendra, d'une part, de recourir de manière moins systématique au classement des dégradations en contraventions et, d'autre part, de rechercher une amélioration de la qualité des plaintes, s'agissant notamment des critères spatio-temporels de commission des infractions.

➤ Je vous demande également de faire renseigner les grilles d'ODYSEE dans le respect des prescriptions de la direction centrale afin qu'une lecture cohérente de la performance judiciaire des différentes unités et des brigades de la circonscription soit envisageable.

Extrait de l'audit DCSP/CCAA n°590 du 18 janvier 2012

Des données statistiques à fiabiliser :

➤ en améliorant la formation et la technicité des opérateurs et utilisateurs du STIC, leurs lacunes techniques impactant actuellement de manière négative la fiabilité des statistiques et la production d'analyses opérationnelles, notamment de celles afférentes à la répartition spatio-temporelle de la délinquance,

➤ en normalisant la méthodologie de comptabilisation des transports PTS sur les découvertes de véhicules volés et en accentuant les contrôles sur la fiabilité des données,

➤ en recherchant la consolidation et la cohérence des divers tableaux de bord utilisés (accidentologie interne, heures supplémentaires, maladies, MCI, suivi d'activité des unités, suivi des données de sécurité routière...) permettant ainsi d'optimiser l'exploitation managériale et opérationnelle.

ANNEXE 15 : EXTRAIT DU RAPPORT DE SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION DE L'ACCUEIL PAR L'IGGN DANS LES UNITÉS DE GENDARMERIE EN 2012

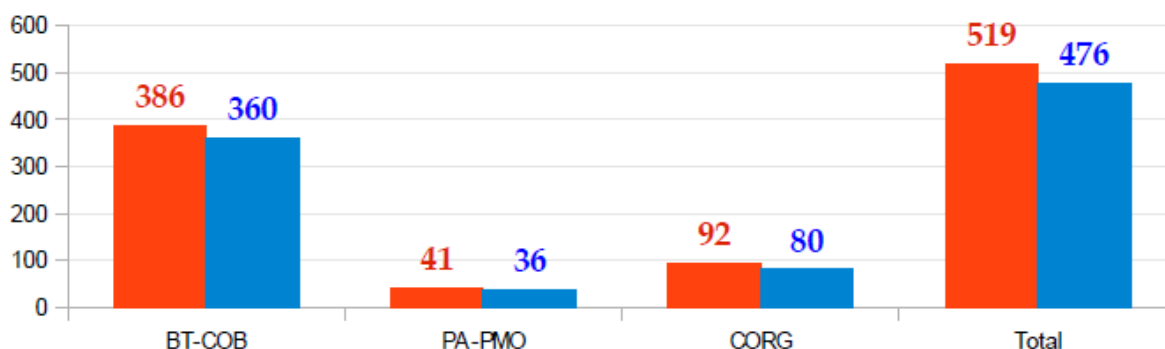
La 6^{ème} campagne de contrôle de l'accueil du public s'est déroulée dans de bonnes conditions et conformément aux directives données dans la dépêche de référence.

L'objectif chiffré d'unités à visiter a été atteint par les régions de gendarmerie, sauf pour deux régions. Le nombre de questionnaires saisis est toutefois légèrement inférieur à 2011. En effet, l'objectif fixé cette année à l'inspection générale s'est avéré par trop ambitieux, compte tenu, d'une part, de l'absence de crédits « réserve » qui permettaient d'effectuer un nombre de contrôle d'unités important, et d'autre part, de l'augmentation du plan de charges de l'inspection générale qui laisse nettement moins de temps pour réaliser cette mission.

Toutefois, les contrôles téléphoniques ont été nettement plus nombreux (+23%). Même s'ils ne permettent pas de vérifier tous les critères objectifs de l'accueil, ils donnent une réelle indication sur la perception que peuvent avoir les usagers quand, ils sont en contact avec une unité de gendarmerie.

Ce rapport est articulé en deux parties qui regroupent les constats effectués dans les domaines, d'une part liés à l'infrastructure au sens large et d'autre part à la composante humaine de l'accueil. Il s'attache à mettre en exergue les points d'amélioration qui, compte tenu du contexte budgétaire 2013, ne nécessitent pas d'engagement financier particulier mais demandent plutôt des mesures de correction ou de réorganisation impulsées par le commandement.

Nombre d'unités à contrôler Nombre d'unités visitées



Cette sixième campagne d'évaluation a permis de confirmer les constatations faites précédemment sur la bonne qualité du contact humain des gendarmes, leur grande implication dans la prise en compte des victimes et des usagers. Des marges de progrès subsistent encore quant aux conditions matérielles d'accueil en fonction des locaux existants. Dans ce cadre il est nécessaire de privilégier la chaleur de l'accueil par des aménagements et réorganisations ne nécessitant pas d'investissement conséquent.

L'appréciation générale portée sur les conditions d'accueil au sein des unités de gendarmerie s'avère positive. Le maintien de ce niveau et la prise en compte de nombreux axes d'efforts mentionnés dans ce rapport relève en premier lieu du commandement de contact qui est le seul en mesure d'impulser des mesures de changement, d'orienter l'action de son personnel et de contrôler l'efficacité des mesures mises en place. Si une sensibilisation régulière, notamment dans la prise en compte des victimes, est indispensable pour tous les militaires à l'occasion notamment des séances d'instruction collective, une attention particulière doit être apportée dans les stages à destination des gradés, des commandants de brigade et de compagnie. Le référentiel à rappeler reste toujours celui de la circulaire 100 000 dont le paragraphe 3.2. Modalités de l'accueil du public débute par : « La qualité de l'accueil réservé à toute personne se présentant dans une unité reflète l'image de la gendarmerie dans son ensemble ».

ANNEXE 16 : EXTRAITS DE LA CIRCULAIRE DCPU N° 6865 DU 30 MAI 1991

YL/FS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION CENTRALE
DES POLICES URBAINES

DCPU/CM/N°

006865

01.03.1 et 01.04.2
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, LE 30 MAI 1991 19

NOTE

à l'attention de

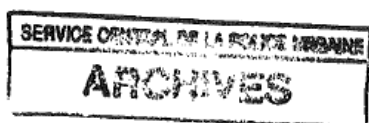
Mesdames et Messieurs LES PREFETS
Messieurs LES PREFETS ADJOINTS POUR LA SECURITE

Directions Départementales de la Police Nationale
Directions Départementales des Polices Urbaines

Monsieur LE DELEGUE du GOUVERNEMENT,
HAUT COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE en NOUVELLE CALEDONIE
et DEPENDANCES

Monsieur le HAUT COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
de la POLYNESIE FRANCAISE

Directions des Polices Urbaines



O B J E T : Automatisation des registres dans les commissariats de
police urbaine.

Sont donc exclus et à ce titre ne peuvent figurer sur le listage destiné à remplacer le registre manuel des procès-verbaux criminels et correctionnels :

- les dossiers n'ayant pas donné lieu à procès-verbal,
- les procès-verbaux destinés à l'autorité administrative,
- les infractions qualifiées contraventions.

Toutefois les dégradations, même si elles doivent faire par la suite l'objet d'une déqualification pénale par le Parquet, doivent impérativement être prises en compte dans les codifications 66 à 68 de l'état 4001.

ANNEXE 17 : EXTRAITS DE NOTES DE LA DCSP SUR L'ASSOUPLISSEMENT EN MATIERE D'ENREGISTREMENT DES DEGRADATIONS



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Paris, le 13 FEV. 2006

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION CENTRALE
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

DCSP/SD-MP/DUAJ/N° 0034

DUAJDUAJ2WSSSD606_STIC GUIDE METHODOLOGIQUE ACTUALISE.DOC
SD / SD

Affaire suivie par : Patrick CHAUDET

Tél : 01 49 27 33 03

✉ : Patrick.CHAUDET@interieur.gouv.fr

NOTE DE SERVICE

à

Mesdames et messieurs les directeurs départementaux
de la sécurité publique

Dans ce cadre, une vigilance particulière exercée par le chef de service permettra d'éviter certaines qualifications inappropriées ou erronées, et notamment les doubles comptes : un fait statistique ne doit pas être comptabilisé deux fois. De même, en matière d'infractions liées aux chèques, aux usages frauduleux de cartes de crédit, il conviendra de respecter les unités de compte qui ne le sont pas toujours.

Pour tous besoins de clarification pouvant survenir quant à l'aspect délictuel de certaines infractions, vous vous rapprocherez du Procureur de la République compétent pour que l'autorité judiciaire vous aide à toute levée de doute.

Le commissaire divisionnaire Patrick CHAUDET se tient à votre disposition, ainsi que son équipe, pour vous apporter tout l'appui nécessaire et toutes connaissances techniques utiles à votre service.

Philippe LAUREAU



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION CENTRALE
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

DCSP/SD-MP/DUAJ/N°

DI:AJNDOSSIERS-NS FAUSSE QUALIFICATION ET DÉCLARATION.DOC
CC / CC

Affaire suivie par : CD P. CHAUDET

Tél : 01 49 27 33 03

✉ : patrick.chaudet@interieur.gouv.fr

Paris, le

19 DEC. 2006

0000197

NOTE DE SERVICE

à

**Mesdames et messieurs les directeurs départementaux
de la sécurité publique**

► S'agissant des dégradations de véhicules consécutives à une tentative de vol à la roulotte ou bien occasionnées par accident et suivies d'un délit de fuite (infraction routière), l'accent doit être mis sur les deux points suivants :

- La systématisation des constatations techniques : il a en effet été constaté que les enquêteurs banalisaient ce type de fait et n'effectuaient que très exceptionnellement les constatations sur les véhicules endommagés au moment du dépôt de plainte.

Or la réalité de l'infraction, justifiant la réception de la plainte, doit être établie de manière certaine. A cette fin, il conviendra, soit de solliciter du déclarant qu'il se présente au service au moyen du véhicule concerné, soit d'effectuer autant que faire se peut un transport sur place aux fins de constatations et de recherche de traces et indices.

Cette exigence s'inscrit dans le cadre des améliorations attendues de vos services en matière de police technique et scientifique définies par la note de service visée en référence. Celles-ci supposent de la part des chefs de service un engagement fort en vue de favoriser une meilleure implication en ce domaine des fonctionnaires de l'identité judiciaire ou des policiers polyvalents formés aux actes simples de police technique.

La qualification pénale des faits (destructions, dégradations et détériorations délictuelles ou contraventionnelles) pourra ensuite être ajustée en fonction de la nature et de l'importance des dégradations commises, dûment établies par l'enquêteur. Le contrôle hiérarchique sur la pertinence de l'infraction retenue trouvera ainsi à s'exercer dans sa pleine mesure.

Le directeur central
de la sécurité publique

Philippe LAUREAU

**ANNEXE 18 : DEPECHE DACG DU 2 AOUT 2011 RELATIVE AU
TRAITEMENT DES USAGES FRAUDULEUX DE CARTES BANCAIRES**



Paris, le - 2 AOUT 2011

**DIRECTION
DES AFFAIRES CRIMINELLES ET DES GRÂCES**

**Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Libertés**

A

**Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux
près les Cours d'Appel**

OBJET : *Dépêche relative au traitement des usages frauduleux de cartes bancaires et aux dispositions du code monétaire et financier en la matière.*

N/REF : 06 F 1250 C1 TOME II

Le contentieux pénal lié aux usages frauduleux de cartes bancaires connaît un développement très important, particulièrement dans le cadre du commerce électronique.

Pourtant, le régime de la responsabilité financière de la fraude, fixé par les articles L. 133-18 et suivants du Code monétaire et financier, reste méconnu des utilisateurs de cartes bancaires. La banque, émettrice de la carte, doit en effet rembourser immédiatement, sans aucune franchise, à son titulaire tout paiement non autorisé, effectué grâce à une contrefaçon de la carte ou à une utilisation frauduleuse de ses données d'utilisation alors que la carte est restée en sa possession. De même, la banque doit rembourser à celui-ci la totalité des frais bancaires qu'il a supportés.

Dès lors, de nombreuses personnes déposent plainte sans avoir préalablement effectué de démarches auprès de leur banque pour bénéficier du remboursement prévu par la loi ou sont, dans la pratique, fortement incitées à le faire par leur banque alors que ce remboursement est indépendant du dépôt d'une plainte. Il importe donc de les informer de leurs droits.

Par ailleurs, il n'y a qu'avantage au regard de l'efficacité et de la célérité de l'enquête, à ce que la banque, qui est seule en mesure de fournir les éléments utiles aux investigations, notamment l'identité du titulaire du compte destinataire des fonds, dépose plainte pour ces faits et communique immédiatement ces informations au service enquêteur. En l'absence de ces renseignements, le service enquêteur est conduit à diligenter de nombreuses investigations parfois longues et inutiles. De plus, lorsque la banque ne dépose pas plainte elle-même, elle exige des réquisitions judiciaires pour fournir les pièces nécessaires à l'identification du ou des auteurs. En outre, la lutte contre les escroqueries en bande organisée nécessite le recoupement des informations en cas de pluralité d'escroqueries commises selon un même mode opératoire sur le territoire national. Là encore, la banque est en mesure de regrouper dans une même plainte de tels faits aux services de police et de gendarmerie.

La notice d'information figurant en annexe de la présente dépêche, rédigée par les services des ministères de la justice et de l'intérieur, sera fournie au titulaire du compte qui se présentera dans un service de police ou de gendarmerie pour déposer plainte. Elle lui donnera connaissance des dispositions des articles 133-18 et suivants du code monétaire et financier lui permettant d'être remboursé de son préjudice.

Sans préjudice des dispositions de l'article 15-3 du code de procédure pénale, qui prévoit que « la police judiciaire est tenue de recevoir les plaintes déposées par les victimes d'infractions » ainsi que l'a rappelé la dépêche du 17 février 2010, il sera alors proposé au titulaire de la carte de solliciter le remboursement auprès de sa banque avant de déposer plainte. Il lui sera également rappelé que la loi ne subordonne pas ce remboursement au dépôt d'une plainte auprès des services de police ou de gendarmerie ou auprès du procureur de la République.

Vous voudrez bien veiller à la diffusion de la présente note d'information à l'ensemble des parquets de votre ressort, et me rendre compte, sous le timbre du bureau du droit économique et financier des éventuelles difficultés de sa mise en œuvre.

La directrice des Affaires Criminelles
et des Grâces

Marvonne CALLIBOTTE

**ANNEXE 19 : NOTE DCSP/SDMIS/DAJ N°146 DU 1ER SEPTEMBRE 2011
TRANSMETTANT LA NOTE DACG**

DIRECTION GENERALE
DE LA POLICE NATIONALE
DIRECTION CENTRALE
DE LA SECURITE PUBLIQUE

DCSP/SDMIS/DAJ/N°
EM/EM

00001463

Paris, le

01 SEP. 2011

Affaire suivie par : Emmanuel MORIN

Tél : 01.49.27.33.03

E-mail : emmanuel.morin@interieur.gouv.fr

9328

NOTE DE SERVICE

à

**Mesdames et messieurs les directeurs départementaux
de la sécurité publique**

S/c de mesdames et messieurs les préfets
(y compris DOM)

S/c de messieurs les préfets délégués pour la sécurité et la défense

Monsieur le chargé de mission
coordonnateur des services de sécurité intérieure en Corse

Messieurs les directeurs de la sécurité publique

S/c de monsieur le haut commissaire
de la République en Nouvelle Calédonie

S/c de monsieur le haut commissaire
de la République en Polynésie française

S/c de monsieur le préfet de Mayotte

O B J E T : Instructions relatives au traitement des usages frauduleux de cartes bancaires par les services de police judiciaire

REFERENCE (S) : Note DGPN-CAB-11-005613D du 05 août 2011 de Monsieur le préfet, directeur général de la police nationale, relative au traitement des usages frauduleux de cartes bancaires ;

Dépêche N°06 F 1250 C1 TOME II du Garde des Sceaux du 02 août 2011 relative au traitement des usages frauduleux de cartes bancaires et aux dispositions du code monétaire et financier.

P. JOINTE (S) : Documents cités en référence ;

Un modèle de notice d'information relative aux usages frauduleux de cartes bancaires et aux dispositions du code monétaire et financier.

Pour faire suite aux instructions de Monsieur le préfet, directeur général de la police nationale, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint une dépêche du garde des

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU – 75800 PARIS CEDEX 08 – STANDARD 01.49.27.49.27 – 01.40.07.60.60
ADRESSE INTERNET : www.interieur.gouv.fr

Sceaux en date du 02 août 2011 relative au traitement des usages frauduleux de cartes bancaires par les services de police judiciaire eu égard aux dispositions en vigueur, et notamment aux articles L.133-18 et suivants du code monétaire et financier.

Vous veillerez à diffuser les instructions nécessaires afin que les services placés sous votre autorité se conforment strictement aux termes de cette circulaire, et notamment à ce que les fonctionnaires en charge du recueil des plaintes assurent une parfaite diffusion de l'information aux détenteurs de cartes entrant dans ce cadre.

Ils procéderont à la remise systématique de la notice d'information jointe en annexe de la circulaire du Garde des Sceaux aux usagers qui se présenteront.

Toute difficulté d'application de ces instructions sera portée à la connaissance de la direction centrale sous le présent timbre.

Le directeur central
de la sécurité publique

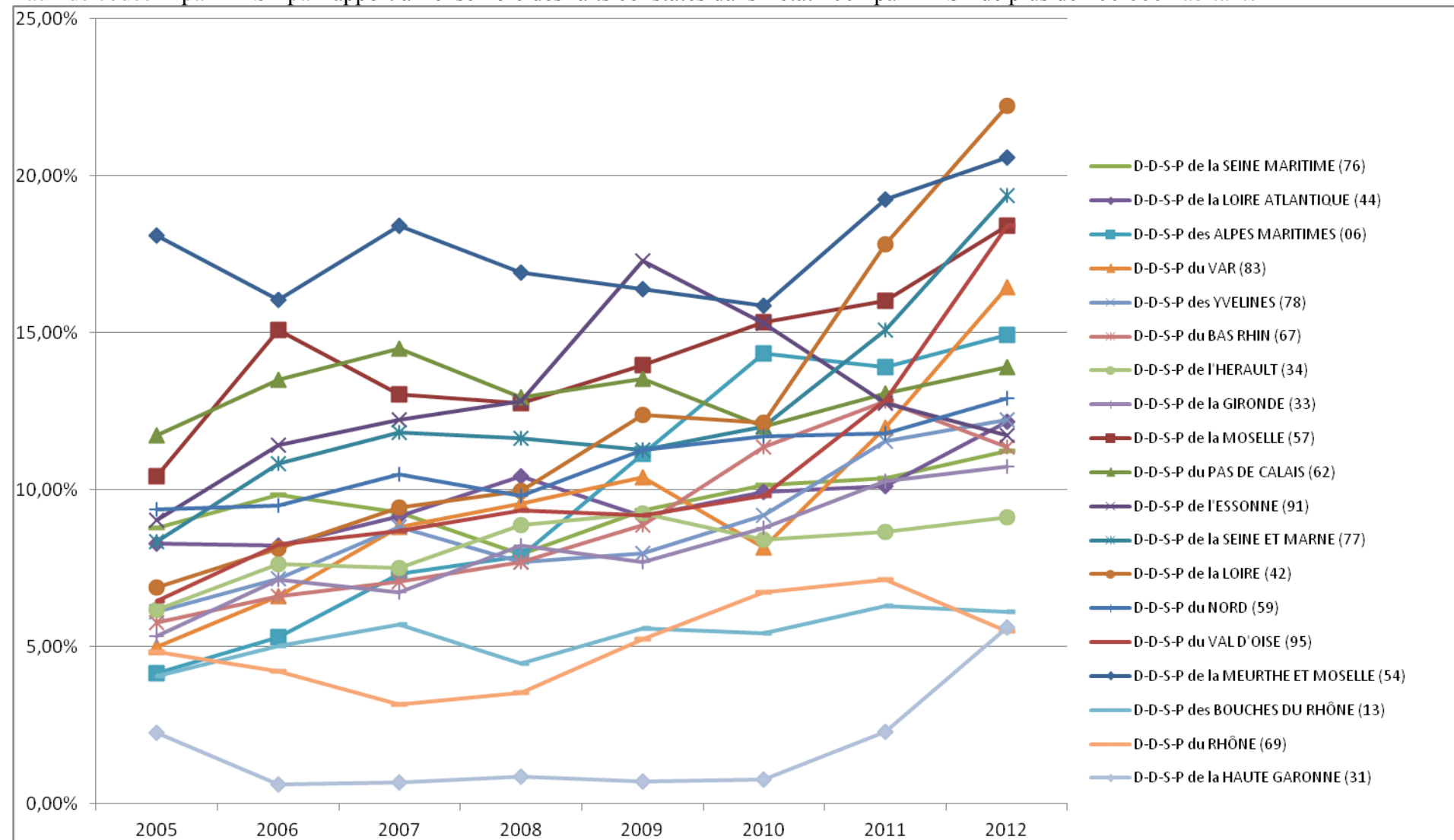

Jacques FOURNIER

ANNEXE 20 : ANALYSE DES CODES K

I/ Chiffres de la direction centrale de la sécurité publique

Les départements de plus de 400.000hab	K/FCDG-2005	K/FCDG-2006	K/FCDG-2007	K/FCDG-2008	K/FCDG-2009	K/FCDG-2010	K/FCDG-2011	K/FCDG-2012	Min de K/FCDG	Max de K/FCDG
D-D-S-P de la MEURTHE ET MOSELLE (54)	18,10%	16,05%	18,41%	16,92%	16,39%	15,86%	19,23%	20,57%	15,86%	20,57%
D-D-S-P de la MOSELLE (57)	10,43%	15,09%	13,04%	12,76%	13,97%	15,32%	16,01%	18,41%	10,43%	18,41%
D-D-S-P du PAS DE CALAIS (62)	11,72%	13,49%	14,49%	12,95%	13,53%	12,00%	13,05%	13,91%	11,72%	14,49%
D-D-S-P de l'ESSONNE (91)	9,03%	11,41%	12,21%	12,83%	17,28%	15,30%	12,77%	11,74%	9,03%	17,28%
D-D-S-P de la SEINE ET MARNE (77)	8,35%	10,83%	11,81%	11,63%	11,27%	12,00%	15,08%	19,36%	8,35%	19,36%
D-D-S-P de la LOIRE (42)	6,89%	8,12%	9,44%	9,95%	12,40%	12,15%	17,82%	22,22%	6,89%	22,22%
D-D-S-P du NORD (59)	9,37%	9,49%	10,48%	9,80%	11,27%	11,70%	11,80%	12,89%	9,37%	12,89%
D-D-S-P du VAL D'OISE (95)	6,44%	8,24%	8,68%	9,34%	9,17%	9,82%	12,83%	18,41%	6,44%	18,41%
D-D-S-P de la SEINE MARITIME (76)	8,79%	9,84%	9,27%	7,93%	9,34%	10,15%	10,37%	11,23%	7,93%	11,23%
D-D-S-P de la LOIRE ATLANTIQUE (44)	8,27%	8,23%	9,15%	10,42%	9,16%	9,91%	10,12%	12,15%	8,23%	12,15%
D-D-S-P des ALPES MARITIMES (06)	4,14%	5,29%	7,32%	7,88%	11,14%	14,34%	13,90%	14,93%	4,14%	14,93%
D-D-S-P du VAR (83)	5,00%	6,62%	8,82%	9,56%	10,40%	8,14%	11,96%	16,45%	5,00%	16,45%
D-D-S-P des YVELINES (78)	6,11%	7,17%	8,80%	7,70%	7,96%	9,18%	11,53%	12,23%	6,11%	12,23%
D-D-S-P du BAS RHIN (67)	5,78%	6,60%	7,06%	7,69%	8,87%	11,35%	12,82%	11,36%	5,78%	12,82%
D-D-S-P de l'HERAULT (34)	6,17%	7,62%	7,51%	8,86%	9,25%	8,40%	8,65%	9,11%	6,17%	9,25%
D-D-S-P de la GIRONDE (33)	5,34%	7,12%	6,73%	8,23%	7,70%	8,77%	10,28%	10,72%	5,34%	10,72%
D-D-S-P des BOUCHES DU RHÔNE (13)	4,05%	5,02%	5,70%	4,47%	5,59%	5,43%	6,28%	6,10%	4,05%	6,28%
D-D-S-P du RHÔNE (69)	4,83%	4,22%	3,15%	3,52%	5,24%	6,71%	7,12%	5,50%	3,15%	7,12%
D-D-S-P de la HAUTE GARONNE (31)	2,27%	0,60%	0,67%	0,84%	0,69%	0,77%	2,28%	5,60%	0,60%	5,60%
Maximum par colonne	18,10%	16,05%	18,41%	16,92%	17,28%	15,86%	19,23%	22,22%	15,86%	22,22%

Taux de codes K par DDSP par rapport à l'ensemble des faits constatés dans l'état 4001 par DDSP de plus de 400 000 habitants



Source : Données recueillies auprès de la DCSP et retraitées par la mission

II/ Chiffres de la préfecture de police

Paris	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Déclarations code K					17 817	24 707	27 622	24 557	22 185	20 618
Déclarations code K / D.G.					7,8%	11,1%	12,4%	10,9%	10,0%	9,3%
Codes K / 1000 hbts					8	11	12	11	10	9

Hauts-de-Seine	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Déclarations code K			8 276	12 272	13 140	15 673	19 716	17 619	15 974	16 834
Déclarations code K / D.G.			8,1%	12,1%	13,7%	16,9%	20,7%	18,4%	16,8%	17,6%
Codes K / 1000 hbts			5	8	8	10	12	11	10	11

Seine-Saint-Denis	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Déclarations code K			8 867	11 029	12 459	14 317	15 040	15 180	16 142	15 206
Déclarations code K / D.G.			6,6%	7,6%	8,5%	10,2%	10,6%	10,7%	11,5%	10,9%
Codes K / 1000 hbts			6	7	8	9	10	10	11	10

Val-de-Marne	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Déclarations code K			9 040	11 161	11 219	14 008	15 513	15 100	16 163	14 583
Déclarations code K / D.G.			10,0%	12,6%	12,4%	16,0%	18,1%	17,5%	18,9%	17,1%
Codes K / 1000 hbts			7	8	8	10	12	11	12	11

**ANNEXE 21 : NOTE DCSP/ SD MIS/DSIO N°135 DU 22 NOVEMBRE 2012 SUR
LA TRANSMISSION DES STATISTIQUES**



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE
DIRECTION CENTRALE
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
DCSP/ SD-MIS/ DSIO/ N°

Paris, le

22 NOV. 2012

N° 0 0 0 0 1 3 5

Affaire suivie par : Thibault DUBOIS

T : 01.49.27.32.69

E : thibault.dubois@interieur.gouv.fr

N° 1 2 3 7 0

NOTE DE SERVICE

à

**Mesdames et messieurs les directeurs départementaux
de la sécurité publique**

S/c de mesdames et messieurs les préfets
(y compris DOM)

S/c de messieurs les préfets délégués pour la sécurité et la défense

Monsieur le chargé de mission
coordonnateur des services de sécurité intérieure en Corse

S/c de monsieur le haut commissaire
de la République en Nouvelle Calédonie

S/c de monsieur le haut commissaire
de la République en Polynésie française

S/c de monsieur le préfet de Mayotte

OBJET : Transmission des statistiques 4001 départementales mensuelles et semestrielles de la délinquance.

REFERENCES : - Note DGPN N° 02-12725 du 20 décembre 2002 ;
- Note DGPN N° 12-6784-D du 12 novembre 2012.

P. JOINTE : - Une notice technique.

Le dispositif de remontée télématique des fichiers statistiques 4001 départementaux, mensuels et semestriels, permet depuis le 1^{er} juillet 1995 de disposer de résultats exhaustifs de l'évolution de la criminalité et de la délinquance.

La fiabilité et la pertinence de ces statistiques doivent s'appuyer sur des remontées correspondant à des mois complets qui ne doivent pas être tronqués par la présence de jours fériés ou de week-end en fin de mois.

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU 75800 PARIS CEDEX 08 – STANDARD 01.49.27.49.27 – 01.40.07.60.60
ADRESSE INTERNET : www.interieur.gouv.fr

C'est pourquoi, les relevés statistiques devront dorénavant être adressés à mes services le 2^{ème} jour ouvrable du mois permettant ainsi l'enregistrement du mois complet.

Le télégramme habituel précisera l'heure de clôture.

Vous veillerez, en outre, à ce que les numéros provisoires pris le mois écoulé fassent l'objet d'un enregistrement en faits constatés avant la clôture des statistiques mensuelles.

Il convient donc d'adapter l'organisation de vos services à ce nouvel objectif.

La Division des Systèmes d'Information Opérationnelle se tient à votre disposition pour toute interrogation sur le sujet (01.49.27.31.72 ou 01.49.27.41.74). La notice technique jointe vous rappelle les règles à respecter dans cette optique.

Sachant pouvoir compter sur votre implication totale en la matière, vous veillerez à l'application rigoureuse de la présente note par les services placés sous votre autorité, afin de rendre ce dispositif opérationnel à compter du mois de novembre 2012.

Pascal LALLE



ANNEXE 22 : DISSIMULATIONS DECOUVERTES A LA PREFECTURE DE POLICE, EXTRAITS DE NOTES INTERNES

Le 11 février 2013

ETABLISSEMENT DES STATISTIQUES DE LA DELINQUANCE AU SEIN DE LA DSPAP

Le Bureau Analyses et Statistiques (BA_STAT) de l'Etat Major de la DSPAP centralise et établit les états mensuels statistiques de présentation des chiffres de la délinquance pour l'ensemble des quatre départements qui constituent l'agglomération parisienne. Quotidiennement, chaque circonscription des départements transmet à ce service, sous forme d'un fichier, l'état d'enregistrement de l'ensemble des procédures judiciaires comptabilisées au cours de la journée précédente. Ces envois permettent ainsi de connaître l'état d'évolution de la délinquance pour chaque département, en comparaison avec le même mois de l'année précédente (le calcul étant fait sur la base du prorata des jours d'enregistrement). En fin de mois, un état comparatif est établi.

Au cours des années précédentes, jusqu'en fin de mois, les éléments statistiques étaient normalement transmis.

Cependant, ceux-ci étaient comparés à ceux des années précédentes et faisaient avant toute transmission officielle l'objet d'un examen attentif des hiérarchies directoriale et préfectorale.

L'étude de la situation statistique donnait lieu à des déterminations précises de résultats à atteindre chaque mois pour chacune des directions territoriales, soit à la hausse, soit le plus souvent à la baisse.

Dés lors, un résultat statistique chiffré était imposé en fin de mois à chaque DTSP et à la SDPRT à charge pour elles de ne pas le dépasser tout en leur laissant libres de choisir les moyens pour l'atteindre.

Concrètement, cette « procédure » se traduisait, dans la perspective d'une baisse annoncée, par l'arrêt prématuré des enregistrements au sein des circonscriptions et à la création d'un premier type de « portefeuille » de procédures en attente.

Il était demandé cependant, que ce « portefeuille » ainsi créé soit « réinjecté » dans le logiciel dès le début du mois suivant.

Il faut également préciser qu'un impératif était également fixé à la D.S.P.A.P par la D.R.P.J. à savoir la remontée des chiffres statistiques pour le 1^{er} de chaque mois et ce quelque soit la configuration du mois concerné (qu'il se termine sur un ou des jours fériés ou sur un week end). Cet impératif a donc nécessairement engendré le report de faits non enregistrés du mois concerné sur le mois suivant, constituant ainsi un « portefeuille mécanique et calendaire » spécifique et ceci indépendamment de la tendance de la circonscription.

Enfin, un élément supplémentaire à prendre en compte dans l'établissement des statistiques tient à la juxtaposition de deux outils logiciels (OMEGA pour Paris et ODYSSEE pour les circonscriptions des départements de petite couronne). Cette seconde application impose que la dernière journée mensuelle voire les deux dernières journées soient impérativement réservées au traitement anticipé des états statistiques afin de garantir leur communication dans les délais qui étaient fixés par la D.R.P.J.

A l'été 2012, Mr le Préfet de Police demandait que lui soit communiqué un état du « portefeuille » des dossiers en attente d'enregistrement pour la direction territoriale de Paris. Au vu de cette transmission et des explications communiquées pour justifier ce volume important de dossiers, Mr le Préfet donnait pour instruction de « solder » totalement ce « portefeuille » de dossiers parisiens avant le 1^{er} janvier 2013, validant, de fait, une possible hausse statistique pour y parvenir. A cette date, la D.R.P.J. continuait à demander le retour des états statistiques mensuels au 1^{er} jour du mois.

A partir du mois de novembre 2012 et en application d'une note DGPN N° 12-6784-D, il était demandé d'assurer des remontées statistiques correspondant à des mois complets et ceci quelque soit les hasards du calendrier. De plus, l'échéance de cette collecte était de nouveau fixée toujours en application d'une note DGPN du 20 décembre 2002 au 6 suivant le mois ou le semestre statistiquement concernés.

Ces instructions étaient immédiatement appliquées au sein de la D.S.P.A.P. et continuent de l'être depuis cette date.

BILAN 17^{EME} ARRDY AU 10 MAI 2013

Ces pratiques perdurent depuis de longues années, l'habitude restant « ancrée » localement, sans que personne n'ait le souvenir d'instructions données en ce sens. C'est en creusant sur certaines tendances inquiétantes que ces éléments ont été découverts de façon fortuite. **Ces pratiques ont cessé depuis la mi mars 2013.**

Au cours de l'année 2012 : **6 686 faits ont été enregistrés dans OMEGA** (984 en index 1 à 107 + 5 702 en index 108) **sans que la fiche « stat » n'ait été activée.**

Le détail est le suivant :

<i>Liste</i>	<i>Actions prévues</i>
<p>1. Des faits concernant le 17^{ème} arrondissement enregistrés en index de 1 à 107</p> <p>Jusqu'à la mi-mars 2013, de façon plus ou moins régulière selon les cas et la tendance de la période, les vols à la tire, les faits tentés ou certains infractions sans tous les éléments constitutifs étaient enregistrés mais non « statés ».</p>	<p>Etude et analyse d'une quarantaine de procédures par l'EM DSPAP au cours de la semaine 20</p>
<p>2. Des faits ne concernant pas le 17^{ème} arrondissement</p> <p>Les faits constatés par le 17^{ème} arrdt mais commis ailleurs (dans un autre arrdt de la Capitale, dans une autre CSP de l'Agglomération, en Province) étaient enregistrés mais non « statés » en index 1 à 107 ou en 108 selon la catégorie. En 2012, cela a représenté 70 % des 984 index 1 à 107 non statés et 41 % des 5 702 index 108 non statés.</p>	
<p>3. Le cas des 108</p> <p>Sur les 5 702 index 108, il y a 5 000 « 108 autres », soit 88 % du total.</p> <p>Les 108 dont la fiche « stat » était activée se limitaient aux <i>violences et dégradations légères</i> (7 % des 108 en 2012), ainsi qu'aux <i>infractions routières</i>. Pour ces dernières, il est possible qu'à défaut d'y trouver les intitulés appropriés, beaucoup d'infractions routières aient été enregistrées en « 108 autres ».</p> <p>5 % des 108 non statées sur l'année 2012 sont des pièces de justice ou des exécutions d'instructions judiciaires.</p>	<p>Demande d'extraction OMEGA avec ajout du champ dans lequel figure la nature de l'infraction pour permettre de cibler quelques procédures et tenter de connaître le motif d'enregistrement en 108. Le 17^{ème} arrondissement doit transmettre ses résultats rapidement</p>

Source : direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne

ANNEXE 23 : EXTRAITS DE DISCOURS DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

Discours cadre sur la sécurité du 19 septembre 2012

« Tout d'abord, nous devons franchir une étape vers plus de fiabilité de la statistique publique de la délinquance, et de sincérité dans son maniement. Il faut sortir de l'instrumentalisation politique et médiatique permanente de données, trop hétérogènes pour être significatives, ou trop agrégées pour ne pas être manipulables.

Vous connaissez, mieux que moi, l'art et la manière de piloter habilement un taux d'élucidation global ou un volume "attrape-tout" d'infractions révélées par l'action des services (IRAS) ; les secondes pouvant d'ailleurs servir à gonfler artificiellement le premier. Les reports statistiques du fait d'enregistrements clos le 26ème ou 27ème jour du mois, les déqualifications judiciaires injustifiées, les déperditions entre le logiciel de rédaction de procédures et le logiciel de centralisation statistique : toutes ces pratiques, là où elles avaient cours, doivent cesser sans délai ! C'est une obligation de service public.

J'entends mettre un terme aux pratiques statistiques ayant dérivé vers une "politique du chiffre", devenue pour vous une équation impossible. Des pratiques qui ont pu, d'autre part, vous détourner, vos collaborateurs ou vous mêmes, des missions véritablement prioritaires du traitement de fond des problèmes de délinquance.

A cette "politique du chiffre", je veux substituer une exigence de sécurité pour tous les Français.

Que les choses soient claires : les indicateurs statistiques demeureront un outil de pilotage et d'évaluation, pour vous-même vis-à-vis de vos services, comme pour moi à votre égard. Mais, ces indicateurs seront revus et affinés afin de sortir des travers évoqués. Ils seront complétés par les interventions de régulation des différends recensées en main courante, afin de mieux refléter la qualité du travail que mènent, sous votre autorité, gendarmes et policiers. Enfin, les chiffres ne seront pas utilisés sans précautions méthodologiques, pour vous clouer au pilori au cours de séances médiatiquement trop démonstratives pour être efficaces.

Un groupe de travail associant DGPN, DGGN et préfecture de police vient d'aboutir à un avant-projet de tableau d'indicateurs rénovés. Mais celui-ci ne sera adopté qu'après une large concertation, et si nécessaire amendement. L'ONDRP, l'INSEE, les commissions des lois de l'Assemblée nationale et du Sénat, les inspections générales et un panel de chercheurs seront sollicités.

L'objectif est d'adopter le nouvel outil de pilotage à compter du 1er janvier.

Cette échéance s'impose d'autant plus que le déploiement du LRPPN – celui du LRPGN est accompli – redéfinira complètement les processus d'enregistrement. Hélas, le module de "statistiques locales", qui fait partie du projet, n'étant pas prêt en temps et en heure, la généralisation de LRPPN ne pourra sans doute intervenir avant fin 2013 ! Il n'est pas concevable de déployer un dispositif qui omettrait de répondre aux besoins des chefs de service territoriaux.

De plus, l'extension à tous les départements de la pré-plainte en ligne, longtemps suspendue par la crainte de susciter des dépôts de plaintes additionnels, aujourd'hui découragés, sera engagée à compter du 1er janvier. Dans le respect des règles de recevabilité, elle augmentera la satisfaction du public et permettra de mieux réguler les flux d'accueil par rendez-vous.

Pratiques d'enregistrement, nouveaux indicateurs, intégration de la chaîne de rédaction de procédures et d'enregistrement statistiques : sachez que j'ai missionné cette semaine les trois corps d'inspections, IGA, IGPN et IGGN, pour mener un audit des pratiques, valider ou amender la démarche et préparer le basculement. Pour la première fois, l'ONDRP et l'inspection générale de l'INSEE seront associés à ce travail, qui sera adressé, ultérieurement, à la mission parlementaire récemment créée sur ces enjeux. Enfin, la transparence statistique étant la meilleure garantie d'un débat public lucide et éclairé sur les questions de sécurité, je proposerai à ma collègue Garde des sceaux et au Premier ministre un renforcement des garanties d'indépendance de l'ONDRP.

La juste évaluation de l'action de la police et de la gendarmerie, replacée au sein de l'ensemble plus large que constitue la chaîne pénale, est essentielle. Elle contribuera, en effet, à renforcer le lien entre, d'une part, des forces de l'ordre qui agissent et, d'autre part, une population bien consciente de l'action menée. Bien consciente, notamment, qu'il n'y a pas de zones interdites, ni de zones oubliées qui échappent à l'action des forces de sécurité. »

Discours du 13 novembre 2012 en réunion des préfets

« Il a été mis fin à la politique du chiffre pour trois raisons simples. Primo, les objectifs assignés à l'avance avaient des effets pervers en termes de qualité de l'accueil des victimes, avec des tendances grandissantes au refus de prise de plainte, ce qui est inacceptable pour le service public. Secundo, les indicateurs de mesures étant trop globalisants, de véritables artifices de contournement que tous les policiers connaissent s'étaient développés de manière industrielle pour obtenir des chiffres présentables. Tertio, la stratégie départementale exclusivement chiffrée avait tendance à étouffer les stratégies territorialement ancrées. »

Discours du 8 janvier 2013 lors des vœux de la gendarmerie nationale

« Les efforts accomplis devront s'accompagner d'une refonte de nos outils statistiques et d'une transparence totale. Nos concitoyens doivent connaître la réalité des chiffres de la délinquance ; c'est une exigence démocratique ».

Conférence de presse du 18 janvier 2013

« En tant que ministre de l'Intérieur, il me revient de commenter et d'analyser ce bilan séparément ; de préciser les conclusions que j'en tire pour la conduite des forces de police et de gendarmerie ; de fixer des objectifs pour l'année à venir.

Evaluer et retracer la délinquance de manière transparente, indépendante est une exigence démocratique. Les Français doivent connaître la réalité des chiffres, la vérité. Les

responsables publics doivent la connaître. Pour agir. Vous aussi. Pour en rendre compte. Pour la commenter. Pour en débattre.

Dès ma prise de fonctions, j'ai dit ma méthode : ni stigmatisation, ni angélisme, ni course effrénée au chiffre.

Ces dernières années ont connu un paradoxe : survalorisation politique du chiffre, faibles précautions pour le fiabiliser. La recherche de l'amélioration statistique à tout prix a conduit à des dévoiements, à des arrangements, à des manipulations. L'activité du service public a été pour une part détournée au profit d'une politique de l'affichage.

Alors que la réalité du métier de policier et de gendarme est de combattre, sur le terrain, toutes les formes de délinquance ; c'est agir au plus près des attentes des habitants pour que leur vie quotidienne change, durablement.

Ministre de l'Intérieur, j'ai en charge la protection des Français. Et leurs attentes sont grandes, notamment pour les populations les plus fragiles. C'est ma seule priorité !

Certes, je serai amené à commenter devant vous quelques chiffres !

Mais ce que je souhaite, avant tout, c'est parler de méthode, d'objectifs, et de résultats. Car il faut redonner aux statistiques de la délinquance leur véritable vocation : garantir la transparence du débat public et être un outil au service de l'efficacité de l'action des policiers et des gendarmes.

Certains, cédant à des polémiques inutiles, prétendent, depuis plusieurs mois, que je chercherais à « casser le thermomètre » pour masquer de prétendus « mauvais résultats ». C'est tout le contraire.

Je ne veux rien cacher, rien dissimuler. Et je le dis avec force : j'assume la réalité de la délinquance. Je veux la regarder en face. Je veux la révéler dans sa diversité, sa complexité et son ampleur. C'est le seul moyen de la combattre efficacement.

Par conséquent, aujourd'hui, je pose définitivement l'acte de décès de cette politique qui a parfois consisté à travestir la réalité ! »

**ANNEXE 24 : NOTE N°12-6784-D DU DGPN SUR LA FIABILISATION DE LA
TRANSMISSION DES STATISTIQUES 4001**



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SIGNALE

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE
DGPN/CAB : 12-6784-D
Affaire suivie par : M. LAGOGUEY
(01 49 27 36 01)

Paris, le 12 NOV. 2012

INSPECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE
13 NOV. 2012
N° 12-2702-A

Le préfet,
directeur général de la police nationale

à

Destinataires in fine

O B J E T : Fiabilisation de la transmission des statistiques 4001

REFERENCE : note DGPN du 20 décembre 2002

Il est essentiel de garantir la fiabilité et la transparence de notre dispositif de suivi statistique. Dans cette perspective, les ruptures calendaires dans les remontées mensuelles et semestrielles sont à proscrire. Je vous rappelle donc l'impérieuse nécessité de garantir des remontées correspondant à des mois complets, quels que soient les hasards du calendrier.

Je confirme les instructions antérieures (cf note ci-dessus référencée) fixant l'échéance de cette collecte au 6 suivant le mois ou le semestre statistiquement concernés. Dans ce cadre, il vous revient d'adapter votre organisation aux objectifs qui vous ont été assignés.

Ces dispositions devront faire l'objet de contrôles internes, avant la fin de l'année 2012. Pour ma part, je saisisrai l'IGPN afin d'évaluer l'application de ces instructions.

Merci d'avance,

Claude BALAND

**ANNEXE 25 : NOTE DE SERVICE DU DCSP DU 22 NOVEMBRE 2012 SUR LA
TRANSMISSION DES STATISTIQUES 4001**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

22 NOV. 2012

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE
DIRECTION CENTRALE
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
DCSP/SD-MIS/DSIO/N°

Paris, le

N° 0 0 0 0 1 3 5

Affaire suivie par : Thibault DUBOIS

T : 01.49.27.32.69

E : thibault.dubois@interieur.gouv.fr

N° 1 2 3 7 0

NOTE DE SERVICE

à

**Mesdames et messieurs les directeurs départementaux
de la sécurité publique**

S/c de mesdames et messieurs les préfets
(y compris DOM)

S/c de messieurs les préfets délégués pour la sécurité et la défense

Monsieur le chargé de mission
coordonnateur des services de sécurité intérieure en Corse

S/c de monsieur le haut commissaire
de la République en Nouvelle Calédonie

S/c de monsieur le haut commissaire
de la République en Polynésie française

S/c de monsieur le préfet de Mayotte

OBJET : Transmission des statistiques 4001 départementales mensuelles et
semestrielles de la délinquance.

REFERENCES : - Note DGPN N° 02-12725 du 20 décembre 2002 ;
- Note DGPN N° 12-6784-D du 12 novembre 2012.

P. JOINTE : - Une notice technique.

Le dispositif de remontée télématique des fichiers statistiques 4001 départementaux, mensuels et semestriels, permet depuis le 1^{er} juillet 1995 de disposer de résultats exhaustifs de l'évolution de la criminalité et de la délinquance.

La fiabilité et la pertinence de ces statistiques doivent s'appuyer sur des remontées correspondant à des mois complets qui ne doivent pas être tronqués par la présence de jours fériés ou de week-end en fin de mois.

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU 75800 PARIS CEDEX 08 – STANDARD 01.49.27.49.27 – 01.40.07.60.60
ADRESSE INTERNET : www.interieur.gouv.fr

C'est pourquoi, les relevés statistiques devront dorénavant être adressés à mes services le 2^{ème} jour ouvrable du mois permettant ainsi l'enregistrement du mois complet.

Le télégramme habituel précisera l'heure de clôture.

Vous veillerez, en outre, à ce que les numéros provisoires pris le mois écoulé fassent l'objet d'un enregistrement en faits constatés avant la clôture des statistiques mensuelles.

Il convient donc d'adapter l'organisation de vos services à ce nouvel objectif.

La Division des Systèmes d'Information Opérationnelle se tient à votre disposition pour toute interrogation sur le sujet (01.49.27.31.72 ou 01.49.27.41.74). La notice technique jointe vous rappelle les règles à respecter dans cette optique.

Sachant pouvoir compter sur votre implication totale en la matière, vous veillerez à l'application rigoureuse de la présente note par les services placés sous votre autorité, afin de rendre ce dispositif opérationnel à compter du mois de novembre 2012.

Pascal LALLE



ANNEXE 26 : LES CHIFFRES DE LA PRE-PLAINTÉ EN LIGNE

janvier			
Institution	Nbre plaintes enregistrées sur le serveur	Nbre de plaintes éditées pour signature	%
GN	619	414	67,00%
PN	3 783	2 409	64,00%

février			
Institution	Nbre plaintes enregistrées sur le serveur	Nbre de plaintes éditées pour signature	%
GN	1145	744	65,00%
PN	6 209	4 255	68,00%

mars			
Institution	Nbre plaintes enregistrées sur le serveur	Nbre de plaintes éditées pour signature	%
GN	1894	1251	66,00%
PN	11 420	7775	68,00%

avril			
Institution	Nbre plaintes enregistrées sur le serveur	Nbre de plaintes éditées pour signature	%
GN	1678	/	/
PN	12 010	/	/

ANNEXE 27 : LES NOUVEAUX AGREGATS DE LA DELINQUANCE

LES VIOLENCES PHYSIQUES CRAPULEUSES INFRACTIONS CONSTATEES



	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
FRANCE METROPOLITAINE	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation

2. LES VIOLENCES PHYSIQUES CRAPULEUSES

Total des infractions constatées:	30 128	30 585	+1,52%	2 708	2 472	-8,71%	27 420	28 113	+2,53%
-----------------------------------	--------	--------	--------	-------	-------	--------	--------	--------	--------

règlements de comptes entre malfaiteurs	13	16	+23,08%	3	3	0,00%	10	13	+30,00%
homicides pour voler et à l'occasion de vols	3	7	+133,33%	0	3	-	3	4	+33,33%
tentatives d'homicide pour voler et à l'occasion de vols	17	15	-11,76%	5	8	+60,00%	12	7	-41,67%
prises d'otages à l'occasion de vols	11	9	-18,18%	8	5	-37,50%	3	4	+33,33%
vols à main armée contre des établissements financiers	66	46	-30,30%	11	13	+18,18%	55	33	-40,00%
vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	846	940	+11,11%	197	206	+4,57%	649	734	+13,10%
vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	8	4	-50,00%	0	0	-	8	4	-50,00%
vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	150	211	+40,67%	60	81	+35,00%	90	130	+44,44%
autres vols à main armée	351	374	+6,55%	65	70	+7,69%	286	304	+6,29%
vols avec arme blanche contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	306	339	+10,78%	68	93	+36,76%	238	246	+3,36%
vols avec arme blanche contre des particuliers à leur domicile	164	209	+27,44%	49	44	-10,20%	115	165	+43,48%
autres vols avec arme blanche	1 838	1 972	+7,29%	181	181	0,00%	1 657	1 791	+8,09%
vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	197	212	+7,61%	59	54	-8,47%	138	158	+14,49%
vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	350	398	+13,71%	130	142	+9,23%	220	256	+16,36%
vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	12 852	13 283	+3,35%	801	662	-17,35%	12 051	12 621	+4,73%
vols violents sans arme contre d'autres victimes	12 956	12 550	-3,13%	1 071	907	-15,31%	11 885	11 643	-2,04%

LES VIOLENCES PHYSIQUES NON CRAPULEUSES

INFRACTIONS CONSTATEES

LES INTERVENTIONS

LES VIOLENCES CONTRAVENTIONNELLES



FRANCE METROPOLITAINE	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation

3. LES VIOLENCES PHYSIQUES NON CRAPULEUSES

Total des infractions constatées	59 549	59 092	-0,77%	15 482	16 702	+7,88%	44 067	42 390	-3,81%
Total du nombre d'interventions			-		16 779	-	39 028	35 894	-8,03%
Total des violences contraventionnelles			-		11 060	-	17 534	11 863	-32,34%

Infractions constatées	59 549	59 092	-0,77%	15 482	16 702	+7,88%	44 067	42 390	-3,81%
homicides pour d'autres motifs	131	158	+20,61%	48	65	+35,42%	83	93	+12,05%
tentatives homicide pour d'autres motifs	291	249	-14,43%	71	74	+4,23%	220	175	-20,45%
coups et blessures volontaires suivis de mort	26	22	-15,38%	4	9	+125,00%	22	13	-40,91%
autres CBV criminels ou correctionnels	46 023	45 544	-1,04%	12 524	13 358	+6,66%	33 499	32 186	-3,92%
prises d'otages dans un autre but	3	4	+33,33%	0	1	-	3	3	0,00%
séquestrations	478	583	+21,97%	108	153	+41,67%	370	430	+16,22%
homicides commis d'enfants sur moins de 15 ans	14	14	0,00%	7	10	+42,86%	7	4	-42,86%
violences, mauvais traitements et abandons d'enfants, vente d'enfants	5 251	5 487	+4,49%	1 714	1 861	+8,58%	3 537	3 626	+2,52%
violences à dépositaires de l'autorité	7 332	7 031	-4,11%	1 006	1 171	+16,40%	6 326	5 860	-7,37%
Nombre d'interventions			-		16 779	-	39 028	35 894	-8,03%
coups et blessures			-		3 906	-	15 826	14 083	-11,01%
rixes sur voies / lieux publics			-		9 451	-	8 935	8 070	-9,68%
différends de voisinage			-		3 422	-	14 267	13 741	-3,69%
Violences contraventionnelles			-		11 060	-	17 534	11 863	-32,34%

LES VIOLENCES SEXUELLES

INFRACTIONS CONSTATEES

LES INTERVENTIONS



FRANCE METROPOLITAINE	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation
4. LES VIOLENCES SEXUELLES									
Total des infractions constatées	6 278	6 741	+7,37%	2 452	2 648	+7,99%	3 826	4 093	+6,98%
Total du nombre d'interventions			-		288	-	1 046	1 141	+9,08%
Infractions constatées	6 278	6 741	+7,37%	2 452	2 648	+7,99%	3 826	4 093	+6,98%
Viols sur des majeur(e)s	1 164	1 250	+7,39%	337	395	+17,21%	827	855	+3,39%
Viols sur des mineur(e)s	1 356	1 465	+8,04%	641	667	+4,06%	715	798	+11,61%
Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	1 369	1 442	+5,33%	405	409	+0,99%	964	1 033	+7,16%
Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	2 389	2 584	+8,16%	1 069	1 177	+10,10%	1 320	1 407	+6,59%
Nombre d'interventions			-		288	-	1 046	1 141	+9,08%
exhibition sexuelle			-		281	-	543	427	-21,36%
prostitution - racolage			-		7	-	503	714	+41,95%

LES VIOLENCES ET CONFLITS INTRAFAMILIAUX

INFRACTIONS CONSTATEES

LES INTERVENTIONS



FRANCE METROPOLITAINE	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation

5. Violences et conflits intrafamiliaux

5.1. Violences dans le cercle familial

5.2. Violences sexuelles dans le cercle familial

EN CONSTRUCTION

5.3. Conflits dans le cercle familial

Infractions constatées	10 398	10 266	-1,27%	5 835	6 179	+5,90%	4 563	4 087	-10,43%
délits au sujet de la garde des mineurs	6 616	6 359	-3,88%	3 696	3 843	+3,98%	2 920	2 516	-13,84%
non versements de pension alimentaire	3 782	3 907	+3,31%	2 139	2 336	+9,21%	1 643	1 571	-4,38%
Nombre d'interventions			-		20 435	-	51 015	50 857	-0,31%
différends familiaux			-		20 304	-	48 411	48 518	+0,22%
différends a/s garde des enfants			-		131	-	2 604	2 339	-10,18%

LES ATTEINTES VOLONTAIRES A L'INTEGRITE PHYSIQUE

INFRACTIONS CONSTATEES

LES INTERVENTIONS

LES VIOLENCES CONTRAVENTIONNELLES



FRANCE METROPOLITAINE	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation
1. LES ATTEINTES VOLONTAIRES A L'INTEGRITE PHYSIQUE									
Total des infractions constatées	116 620	118 606	+1,70%	25 071	27 733	+10,62%	91 549	90 873	-0,74%
Total du nombre d'interventions			-		18 671	-	42 930	39 671	-7,59%
Total des violences contraventionnelles			-		11 060	-	17 534	11 863	-32,34%
11. Violences physiques non crapuleuses									
Infractions constatées	59 549	59 092	-0,77%	15 482	16 702	+7,88%	44 067	42 390	-3,81%
Nombre d'interventions			-		16 779	-	39 028	35 894	-8,03%
Violences contraventionnelles			-		11 060	-	17 534	11 863	-32,34%
12. Violences physiques crapuleuses									
Infractions constatées	30 128	30 585	+1,52%	2 708	2 472	-8,71%	27 420	28 113	+2,53%
13. Violences sexuelles									
Infractions constatées	6 278	6 741	+7,37%	2 452	2 648	+7,99%	3 826	4 093	+6,98%
Nombre d'interventions			-		288	-	1 046	1 141	+9,08%
14. Menaces de violences									
Infractions constatées	20 665	22 188	+7,37%	4 429	5 911	+33,46%	16 236	16 277	+0,25%
Nombre d'interventions			-		1 604	-	2 856	2 636	-7,70%

LES ATTEINTES AUX BIENS

INFRACTIONS CONSTATEES

(Source état 4001 uniquement)



	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
FRANCE METROPOLITAINE	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation
6- LES ATTEINTES AUX BIENS									
Total des infractions constatées	504 287	527 117	+4,53%	142 777	155 164	+8,68%	361 510	371 953	+2,89%
6-1 VOLS AVEC VIOLENCE									
Total des infractions constatées	30 084	30 538	+1,51%	2 692	2 453	-8,88%	27 392	28 085	+2,53%
6-1-1 Vols à main armée (armes à feu)									
Infractions constatées	1 421	1 575	+10,84%	333	370	+11,11%	1 088	1 205	+10,75%
Vols à main armée contre des établissements financiers	66	46	-30,30%	11	13	+18,18%	55	33	-40,00%
Vols à main armée contre des Ets industriels ou commerciaux	846	940	+11,11%	197	206	+4,57%	649	734	+13,10%
Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	8	4	-50,00%	0	0	-	8	4	-50,00%
Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	150	211	+40,67%	60	81	+35,00%	90	130	+44,44%
Autres vols à main armée	351	374	+6,55%	65	70	+7,69%	286	304	+6,29%
6-1-2 Autres vols avec violences sans arme à feu									
Infractions constatées	28 663	28 963	+1,05%	2 359	2 083	-11,70%	26 304	26 880	+2,19%
Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	306	339	+10,78%	68	93	+36,76%	238	246	+3,36%
Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	164	209	+27,44%	49	44	-10,20%	115	165	+43,48%
Autres vols avec armes blanches	1 838	1 972	+7,29%	181	181	0,00%	1 657	1 791	+8,09%
Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	197	212	+7,61%	59	54	-8,47%	138	158	+14,49%
Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	350	398	+13,71%	130	142	+9,23%	220	256	+16,36%
Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	12 852	13 283	+3,35%	801	662	-17,35%	12 051	12 621	+4,73%
Vols violents sans arme contre d'autres victimes	12 956	12 550	-3,13%	1 071	907	-15,31%	11 885	11 643	-2,04%
6-2 DESTRUCTIONS ET DEGRADATIONS									
Total des infractions constatées	82 534	81 568	-1,17%	11 151	12 551	+12,55%	71 383	69 017	-3,31%
Incendies volontaires de biens publics	939	1 037	+10,44%	112	333	+197,32%	827	704	-14,87%
Incendies volontaires de biens privés	8 852	7 791	-11,99%	1 444	1 412	-2,22%	7 408	6 379	-13,89%
Attentats à l'explosif contre des biens publics	6	8	+33,33%	1	0	-100,00%	5	8	+60,00%
Attentats à l'explosif contre des biens privés	10	19	+90,00%	2	7	+250,00%	8	12	+50,00%
Autres destructions et dégradations de biens publics	7 987	8 477	+6,13%	3 032	3 311	+9,20%	4 955	5 166	+4,26%
Autres destructions et dégradations de biens privés	28 979	29 680	+2,42%	3 018	3 753	+24,35%	25 961	25 927	-0,13%
Destructions et dégradations de véhicules privés	35 761	34 556	-3,37%	3 542	3 735	+5,45%	32 219	30 821	-4,34%

LES ATTEINTES AUX BIENS

INFRACTIONS CONSTATEES

(Source état 4001 uniquement)



FRANCE METROPOLITAINE	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation
Dont									
7- VOLS SANS VIOLENCE									
Total des infractions constatées	391 669	415 011	+5,96%	128 934	140 160	+8,71%	262 735	274 851	+4,61%
71. Vols avec entrée par ruse									
Vols avec entrée par ruse en tous lieux	1 832	2 142	+16,92%	429	530	+23,54%	1 403	1 612	+14,90%
72. Cambriolages									
Infractions constatées	83 755	95 110	+13,56%	34 083	39 813	+16,81%	49 672	55 297	+11,32%
Cambriolages de locaux d'habitations principales	53 258	60 950	+14,44%	19 648	23 348	+18,83%	33 610	37 602	+11,88%
Cambriolages de résidences secondaires	3 368	4 060	+20,55%	2 805	3 375	+20,32%	563	685	+21,67%
Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	13 935	15 400	+10,51%	6 711	7 426	+10,65%	7 224	7 974	+10,38%
Cambriolages d'autres lieux	13 194	14 700	+11,41%	4 919	5 664	+15,15%	8 275	9 036	+9,20%
73. Vols liés à l'automobile et aux deux roues à moteur									
Infractions constatées	126 183	128 228	+1,62%	39 675	41 086	+3,56%	86 508	87 142	+0,73%
Vols de véhicules de transport avec fret	92	74	-19,57%	51	41	-19,61%	41	33	-19,51%
Vols d'automobiles	28 039	28 099	+0,21%	9 935	10 003	+0,68%	18 104	18 096	-0,04%
Vols de véhicules motorisés à 2 roues	13 837	12 579	-9,09%	2 789	2 664	-4,48%	11 048	9 915	-10,26%
Vols à la roulotte	54 846	55 783	+1,71%	17 042	16 836	-1,21%	37 804	38 947	+3,02%
Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	29 369	31 693	+7,91%	9 858	11 542	+17,08%	19 511	20 151	+3,28%
74. Autres vols simples au préjudice des particuliers									
Infractions constatées	138 084	146 743	+6,27%	40 449	43 026	+6,37%	97 635	103 717	+6,23%
Vols à la tire	21 600	25 539	+18,24%	4 093	5 144	+25,68%	17 507	20 395	+16,50%
Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	40 749	40 213	-1,32%	16 529	16 960	+2,61%	24 220	23 253	-3,99%
Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	75 735	80 991	+6,94%	19 827	20 922	+5,52%	55 908	60 069	+7,44%
75. Autres vols simples (à l'étalage, chantiers, etc...)									
Infractions constatées	41 815	42 788	+2,33%	14 298	15 705	+9,84%	27 517	27 083	-1,58%
Vols à l'étalage	18 087	18 307	+1,22%	3 037	3 360	+10,64%	15 050	14 947	-0,68%
Vols simples sur chantier	3 791	3 761	-0,79%	2 234	2 264	+1,34%	1 557	1 497	-3,85%
Vols simples sur exploitations agricoles	1 950	2 139	+9,69%	1 915	2 095	+9,40%	35	44	+25,71%
Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	17 987	18 581	+3,30%	7 112	7 986	+12,29%	10 875	10 595	-2,57%



LES INFRACTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

(Source état 4001 uniquement)

	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
FRANCE METROPOLITAINE	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation

8. Infractions économiques et financières

Total des infractions constatées	74 828	79 088	+5,69%	23 586	27 070	+14,77%	51 242	52 018	+1,51%
faux en écriture publique et authentique	462	588	+27,27%	134	168	+25,37%	328	420	+28,05%
autres faux en écriture	1 802	1 832	+1,66%	682	877	+28,59%	1 120	955	-14,73%
fausse monnaie	337	378	+12,17%	98	64	-34,69%	239	314	+31,38%
contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	303	233	-23,10%	109	97	-11,01%	194	136	-29,90%
contrefaçons littéraires et artistiques	33	63	+90,91%	7	10	+42,86%	26	53	+103,85%
falsifications et usages de chèques volés	14 694	14 938	+1,66%	4 251	5 154	+21,24%	10 443	9 784	-6,31%
falsifications et usages de cartes de crédit	8 567	10 759	+25,59%	465	1 354	+191,18%	8 102	9 405	+16,08%
escroqueries et abus de confiance	40 306	41 668	+3,38%	14 825	15 925	+7,42%	25 481	25 743	+1,03%
infractions à la législation sur les chèques	1 773	1 827	+3,05%	690	775	+12,32%	1 083	1 052	-2,86%
travail clandestin	2 444	2 687	+9,94%	1 044	1 299	+24,43%	1 400	1 388	-0,86%
emploi d'étranger sans titre de travail	711	665	-6,47%	158	161	+1,90%	553	504	-8,86%
marchandage - prêt de main d'œuvre	91	73	-19,78%	55	35	-36,36%	36	38	+5,56%
banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de sté	348	377	+8,33%	89	127	+42,70%	259	250	-3,47%
prix illicites, publicité fautive et inf. aux règles de la concurrence	239	180	-24,69%	204	147	-27,94%	35	33	-5,71%
achats et ventes sans factures	60	74	+23,33%	43	61	+41,86%	17	13	-23,53%
infractions à l'exercice d'une profession réglementée	296	256	-13,51%	127	130	+2,36%	169	126	-25,44%
infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	703	689	-1,99%	456	513	+12,50%	247	176	-28,74%
fraudes fiscales	189	203	+7,41%	42	53	+26,19%	147	150	+2,04%
autres délits économiques et financiers	1 470	1 598	+8,71%	107	120	+12,15%	1 363	1 478	+8,44%

LA CYBER DELINQUANCE

(Source état 4001 uniquement)



	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
FRANCE METROPOLITAINE	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation

9. Cyber délinquance									
Total des infractions constatées									

LA GRANDE CRIMINALITE

(Source état 4001 uniquement)

FRANCE METROPOLITAINE	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation
10. Grande criminalité									
Total des infractions constatées	3 981	4 461	+12,06%	888	951	+7,09%	3 093	3 510	+13,48%
dont I.R.A.S	1 590	1 773	+11,51%	279	296	+6,09%	1 311	1 477	+12,66%
réglements de comptes entre malfaiteurs	13	16	+23,08%	3	3	0,00%	10	13	+30,00%
homicides pour voler et à l'occasion de vols	3	7	+133,33%	0	3	-	3	4	+33,33%
tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	17	15	-11,76%	5	8	+60,00%	12	7	-41,67%
prises d'otages à l'occasion de vols	11	9	-18,18%	8	5	-37,50%	3	4	+33,33%
prises d'otages dans un autre but	3	4	+33,33%	0	1	-	3	3	0,00%
séquestrations	478	583	+21,97%	108	153	+41,67%	370	430	+16,22%
vols à main armée contre des établissements financiers	66	46	-30,30%	11	13	+18,18%	55	33	-40,00%
vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	846	940	+11,11%	197	206	+4,57%	649	734	+13,10%
vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	8	4	-50,00%	0	0	-	8	4	-50,00%
vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	150	211	+40,67%	60	81	+35,00%	90	130	+44,44%
autres vols à main armée	351	374	+6,55%	65	70	+7,69%	286	304	+6,29%
vols de véhicules de transport avec frêt	92	74	-19,57%	51	41	-19,61%	41	33	-19,51%
proxénétisme	153	110	-28,10%	18	22	+22,22%	135	88	-34,81%
trafic et revente sans usage de stupéfiants	1 437	1 663	+15,73%	261	274	+4,98%	1 176	1 389	+18,11%
attentats à l'explosif contre des biens publics	6	8	+33,33%	1	0	-100,00%	5	8	+60,00%
attentats à l'explosif contre des biens privés	10	19	+90,00%	2	7	+250,00%	8	12	+50,00%
fausse monnaie	337	378	+12,17%	98	64	-34,69%	239	314	+31,38%

LES COMPORTEMENTS PORTANT ATTEINTE A LA TRANQUILLITE PUBLIQUE



INFRACTIONS CONSTATEES LES INTERVENTIONS LES FAITS CONTRAVENTIONNELS

FRANCE METROPOLITAINE	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation
11. Comportements portant atteinte à la tranquillité publique									
Total des infractions constatées	209 804	209 260	-0,26%	36 278	41 015	+13,06%	173 526	168 245	-3,04%
Total du nombre d'interventions			-		113 983	-	248 660	242 812	-2,35%
Nombre de faits contraventionnels			-		49 717	-	57 423	40 165	-30,05%

11-1. Indicateur National des Violences Urbaines									
Infractions constatées	15 317	14 619	-4,56%	2 279	2 798	+22,77%	13 038	11 821	-9,33%
incendies volontaires de biens publics	939	1 037	+10,44%	112	333	+197,32%	827	704	-14,87%
regroupements illicites dans halls ou sur toits d'immeubles collectifs d'habitation	63	58	-7,94%	5	2	-60,00%	58	56	-3,45%
Outrages à dépositaires autorité	7 046	6 551	-7,03%	1 161	1 294	+11,46%	5 885	5 257	-10,67%
Violences à dépositaires autorité	7 332	7 031	-4,11%	1 006	1 171	+16,40%	6 326	5 860	-7,37%
dont atteintes à dépositaire de l'autorité	1 826	1 785	-2,25%	391	398	+1,79%	1 435	1 387	-3,34%
Nombre d'interventions			-		5 817	-	17 409	15 061	-13,49%
incendies de véhicules			-		4 394	-	8 085	7 269	-10,09%
feux de poubelles			-		648	-	4 878	3 948	-19,07%
dégradations de mobilier urbain			-		178	-	1 915	1 774	-7,36%
appels fantaisistes aux fins de guet-apens à AFP			-		0	-	117	99	-15,38%
jets de substances incendiaires			-		0	-	38	25	-34,21%
jets de projectiles			-		172	-	1 146	949	-17,19%
rodéos automobiles			-		425	-	1 230	997	-18,94%

11-2. Atteintes aux biens et dégradations volontaires									
Infractions constatées	81 595	80 531	-1,30%	11 039	12 218	+10,68%	70 556	68 313	-3,18%
attentats à l'explosif contre des biens publics	6	8	+33,33%	1	0	-100,00%	5	8	+60,00%
attentats à l'explosif contre des biens privés	10	19	+90,00%	2	7	+250,00%	8	12	+50,00%
incendies volontaires de biens privés	8 852	7 791	-11,99%	1 444	1 412	-2,22%	7 408	6 379	-13,89%
destructions et dégradations de biens publics	7 987	8 477	+6,13%	3 032	3 311	+9,20%	4 955	5 166	+4,26%
autres destructions et dégradations de biens privés (sauf véhicules)	28 979	29 680	+2,42%	3 018	3 753	+24,35%	25 961	25 927	-0,13%
destructions et dégradations de véhicules privés	35 761	34 556	-3,37%	3 542	3 735	+5,45%	32 219	30 821	-4,34%
Nombre d'interventions			-		12 715	-	25 573	25 602	+0,11%
dégradations de biens autre que véhicules			-		12 421	-	23 978	24 287	1,29%
tags			-		294	-	1 595	1 315	-17,55%
Nombre de faits contraventionnels			-		38 488	-	37 081	28 100	-24,22%
dégradations contraventionnelles de biens privés et de véhicules			-		38 488	-	37 081	28 100	-24,22%

11-3. Atteintes à l'autorité publique									
Infractions constatées	14 378	13 582	-5,54%	2 167	2 465	+13,75%	12 211	11 117	-8,96%
violences à dépositaires de l'autorité	7 332	7 031	-4,11%	1 006	1 171	+16,40%	6 326	5 860	-7,37%
outrages à dépositaires de l'autorité	7 046	6 551	-7,03%	1 161	1 294	+11,46%	5 885	5 257	-10,67%

LES COMPORTEMENTS PORTANT ATTEINTE A LA TRANQUILLITE PUBLIQUE



INFRACTIONS CONSTATEES LES INTERVENTIONS LES FAITS CONTRAVENTIONNELS

	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
FRANCE METROPOLITAINE	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation
11-4. Comportements dangereux ou gênants									
Infractions constatées	109 783	110 884	+1,00%	22 145	25 050	+13,12%	87 638	85 834	-2,06%
Vol à main armée contre des établissements financiers	66	46	-30,30%	11	13	+18,18%	55	33	-40,00%
Vol à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	846	940	+11,11%	197	206	+4,57%	649	734	+13,10%
Vol à main armée contre des entreprises de transports de fonds	8	4	-50,00%	0	0	-	8	4	-50,00%
Vol à main armée contre des particuliers à leur domicile	150	211	+40,67%	60	81	+35,00%	90	130	+44,44%
Autres vols à main armée	351	374	+6,55%	65	70	+7,69%	286	304	+6,29%
Vol avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	306	339	+10,78%	68	93	+36,76%	238	246	+3,36%
Vol avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	164	209	+27,44%	49	44	-10,20%	115	165	+43,48%
Autres vols avec armes blanches	1 838	1 972	+7,29%	181	181	0,00%	1 657	1 791	+8,09%
Vol violent sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	197	212	+7,61%	59	54	-8,47%	138	158	+14,49%
Vol violent sans arme contre des particuliers à leur domicile	350	398	+13,71%	130	142	+9,23%	220	256	+16,36%
Vol violent sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	12 852	13 283	+3,35%	801	662	-17,35%	12 051	12 621	+4,73%
Vol violent sans arme contre d'autres victimes	12 956	12 550	-3,13%	1 071	907	-15,31%	11 885	11 643	-2,04%
Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	46 023	45 544	-1,04%	12 524	13 358	+6,66%	33 499	32 186	-3,92%
menaces ou chantages dans un autre but	18 254	19 575	+7,24%	3 953	5 289	+33,80%	14 301	14 286	-0,10%
atteintes à la dignité et à la personnalité	6 685	7 016	+4,95%	1 968	2 573	+30,74%	4 717	4 443	-5,81%
port ou détention d'armes prohibées	8 737	8 211	-6,02%	1 008	1 377	+36,61%	7 729	6 834	-11,58%
Nombre d'interventions			-	89 263	-	-	181 590	180 361	-0,68%
coups de feu			-	358	-	-	389	306	-21,34%
injures - menaces			-	1 604	-	-	2 856	2 636	-7,70%
rixes sur voies / lieux publics			-	9 451	-	-	8 935	8 070	-9,68%
différends et troubles de voisinage			-	4 226	-	-	19 455	18 615	-4,32%
tapages diurnes et nocturnes			-	13 959	-	-	30 191	30 162	-0,10%
perturbateurs (PN) / troubles sociaux de proximité (GN)			-	47 588	-	-	80 386	80 523	+0,17%
individus - véhicules suspects			-	8 261	-	-	36 650	37 430	+2,13%
infractions a/s animaux dangereux			-	538	-	-	170	132	-22,35%
stockages d'armes ou de substances incendiaires			-	134	-	-	70	60	-14,29%
véhicules abandonnés sur la voie publique			-	2 874	-	-	2 396	2 332	-2,67%
stockage de stupéfiants			-	270	-	-	92	85	-7,61%
Nombre de faits contraventionnels			-	11 229	-	-	20 342	12 065	-40,69%
violences contraventionnelles			-	11 060	-	-	17 534	11 863	-32,34%
intrusions dans établissements scolaires			-	169	-	-	2 808	202	-92,81%

11-5. Comportements perturbants									
Infractions constatées	3 109	3 226	+3,76%	815	949	+16,44%	2 294	2 277	-0,74%
racolage	3 109	3 226	+3,76%	815	949	+16,44%	2 294	2 277	-0,74%
exploitation de la mendicité	5	2	-60,00%	0	0	-	5	2	-60,00%
installation sur un terrain sans titre et en réunion	195	212	+8,72%	87	97	+11,49%	108	115	+6,48%
Nombre d'interventions			-		6 188	-	24 088	21 798	-9,51%
découvertes d'engins explosifs			-		301	-	305	221	-27,54%
neutralisations d'engins explosifs			-		19	-	22	11	-50,00%
raves-parties			-		106	-	46	56	+21,74%
sans domicile fixe			-		372	-	3 899	3 463	-11,18%
ventes à la sauvette			-		332	-	2 440	2 303	-5,61%
fausses alertes à la bombe			-		10	-	88	94	+6,82%
colis ou enveloppes suspects non explosifs			-		89	-	628	663	+5,57%
stationnements irréguliers de nomades			-		280	-	2 360	2 274	-3,64%
Ivresses publiques et manifestes			-		4 391	-	13 254	11 572	-12,69%
prostitution - Racolage			-		7	-	503	714	+41,95%
exhibitions sexuelles			-		281	-	543	427	-21,36%

LES ATTEINTES A LA SANTE ET A L'ENVIRONNEMENT

INFRACTIONS CONSTATEES

LES INTERVENTIONS



FRANCE METROPOLITAINE	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation

12. Atteintes à l'environnement

Total des infractions constatées	2 424	2 312	-4,61%	1 666	1 744	+4,68%	758	568	-25,07%
Total du nombre d'interventions			-		1 167	-	4 271	3 878	-9,20%

12-1. Atteintes à l'environnement et à l'urbanisme

Infractions constatées	2 175	2 083	-4,23%	1 560	1 630	+4,49%	615	453	-26,34%
atteintes à l'environnement	624	554	-11,22%	511	470	-8,02%	113	84	-25,66%
chasse et pêche	287	327	+13,94%	267	308	+15,36%	20	19	-5,00%
destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	561	513	-8,56%	326	339	+3,99%	235	174	-25,96%
inf. au droit de l'urbanisme et de la construction	703	689	-1,99%	456	513	+12,50%	247	176	-28,74%
dont installation sur un terrain sans titre et en réunion	195	212	+8,72%	87	97	+11,49%	108	115	+6,48%
Nombre d'interventions			-		680	-	4 001	3 645	-8,90%
stationnements irréguliers de nomades			-		280	-	2 360	2 274	-3,64%
raves-parties			-		106	-	46	56	+21,74%
tags			-		294	-	1 595	1 315	-17,55%

12-2. Atteintes à l'hygiène et à la salubrité

Infractions constatées	249	229	-8,03%	106	114	+7,55%	143	115	-19,58%
fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	113	122	+7,96%	54	53	-1,85%	59	69	+16,95%
autres délits c/a santé publique et la réglementation des professions médicales	136	107	-21,32%	52	61	+17,31%	84	46	-45,24%
Nombre d'interventions			-		487	-	270	233	-13,70%
pollutions			-		487	-	270	233	-13,70%

LES INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION

(Source état 4001 uniquement)

FRANCE METROPOLITAINE	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation

13. Infractions à la réglementation

Total des infractions constatées	32 259	15 369	-52,36%	4 877	3 829	-21,49%	27 382	11 540	-57,86%
----------------------------------	--------	--------	---------	-------	-------	---------	--------	--------	---------

13-1. Infractions à la police des étrangers

Infractions constatées	24 594	7 727	-68,58%	2 523	1 120	-55,61%	22 071	6 607	-70,06%
inf. aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	22 089	5 719	-74,11%	2 384	932	-60,91%	19 705	4 787	-75,71%
aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	1 184	924	-21,96%	92	78	-15,22%	1 092	846	-22,53%
autres infractions à la police des étrangers	1 321	1 084	-17,94%	47	110	+134,04%	1 274	974	-23,55%

13-2. Faux documents et faux en écritures

Infractions constatées	6 075	6 182	+1,76%	1 575	1 853	+17,65%	4 500	4 329	-3,80%
faux documents d'identité	1 756	1 600	-8,88%	150	144	-4,00%	1 606	1 456	-9,34%
faux documents concernant la circulation des véhicules	1 022	1 044	+2,15%	229	227	-0,87%	793	817	+3,03%
autres faux documents administratifs	1 033	1 118	+8,23%	380	437	+15,00%	653	681	+4,29%
faux en écriture publique et authentique	462	588	+27,27%	134	168	+25,37%	328	420	+28,05%
autres faux en écriture	1 802	1 832	+1,66%	682	877	+28,59%	1 120	955	-14,73%

13-3. Atteintes à la réglementation

Infractions constatées	1 590	1 460	-8,18%	779	856	+9,88%	811	604	-25,52%
délits de délits de boissons et infractions à la réglementation sur l'alcool et le tabac	256	219	-14,45%	86	89	+3,49%	170	130	-23,53%
fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	113	122	+7,96%	54	53	-1,85%	59	69	+16,95%
autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	136	107	-21,32%	52	61	+17,31%	84	46	-45,24%
infractions à l'exercice d'une profession réglementée	296	256	-13,51%	127	130	+2,36%	169	126	-25,44%
infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	703	689	-1,99%	456	513	+12,50%	247	176	-28,74%
délits des courses et des jeux	86	67	-22,09%	4	10	+150,00%	82	57	-30,49%



LES DELITS ROUTIERS

FRANCE METROPOLITAINE	Tous services			Gendarmerie Nationale			Police Nationale		
	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation	Janvier à Mars 2012	Janvier à Mars 2013	Variation
14. Délits routiers									
Total des infractions constatées	131 356	140 053	+6,62%	53 519	69 901	+30,61%	77 837	70 152	-9,87%
101 Délits relatifs aux homicides et blessures involontaires	4 925	5 543	+12,55%	732	1 551	+111,89%	4 193	3 992	-4,79%
102 Conduites sous l'emprise de l'alcool ou de stupéfiants	42 207	43 662	+3,45%	22 475	26 573	+18,23%	19 732	17 089	-13,39%
103 Délits relatifs aux refus et obstacles et récidives de grande vitesse	35 288	37 540	+6,38%	13 310	17 730	+33,21%	21 978	19 810	-9,86%
104 Délits relatifs aux titres et règles administratives	48 936	53 308	+8,93%	17 002	24 047	+41,44%	31 934	29 261	-8,37%

ANNEXE 28 : LES COMPARAISONS ENTRE LES TABLES DE CORRESPONDANCE ENTRE LES NATINF ET LES INDEX SUR LRPPN ET LRPGN

Le tableau ci-dessous présente la répartition en nombre et en pourcentage des "NATINF" de la gendarmerie et de la police nationale en fonction des index associés. Il compare les deux tables et en présente les différences.

	Totaux	% / au total Commun	% / total DGGN	% / total DGPN	
- nb de Natinf ayant les mêmes index	1248	75,45%	34,71%	56,27%	
- nb de Natinf ayant des index différents	406	24,55%	11,29%	18,30%	
- nb de Natinf ayant au moins 1 index commun	215	13,00%	5,98%	9,69%	
- nb de Natinf ayant tous les index différents	191	11,55%	5,31%	8,61%	
- nb de Natinf communes entre la DGGN et DGPN	1654	100,00%	46,00%	74,57%	
- nbde Natinf de la DGGN non utilisées par la DGPN	2158		60,01%		
Total des Natinf sélectionnées par la DGGN	3596		100,00%		
- nbde Natinf de la DGPN non utilisées par la DGGN	564				
Total des Natinf sélectionnées par la DGPN	2218				
				25,43%	
				100,00%	

Données mises à jour par la DCPJ au 27 mai 2013 et la DGGN au 1er mai 2013

ANNEXE 29 : LES PROBLEMES D'ERGONOMIE DE LRPPN

Les menus déroulant ne permettent pas de trouver rapidement la "Natinf " la mieux adaptée..

Rédaction d'un PV pour dégradations légères « contraventionnelles »

1/ En saisissant les mots clés « dégradation leg » :

Infraction

Nature : Code :

Degré de réalisation : Libellé 4001 :

Libellé long de l'infraction :

Personnes remarquées

Homme(s) : Femme(s) : Enfant(s) : Total :

OK Annuler Aide

Choisir la nature de l'infraction

Aucun élément correspondant au libellé de recherche

Résultats en vue « alphabétique » :

Infraction lrppn

Domaines :

Recherche du terme DEGRADATION LEG

DEGRADATION OU DETERIORATION VOLONTAIRE DU BIEN D'AUTRUI CAUSANT UN DOMMAGE

DEGRADATIONS LEGERES DE BIEN PRIVE

MENACE DE DEGRADATION LEGERE MATERIALISEE PAR ECRIT IMAGE OU AUTRE OBJET

MENACE REITEREE DE DEGRADATION LEGERE

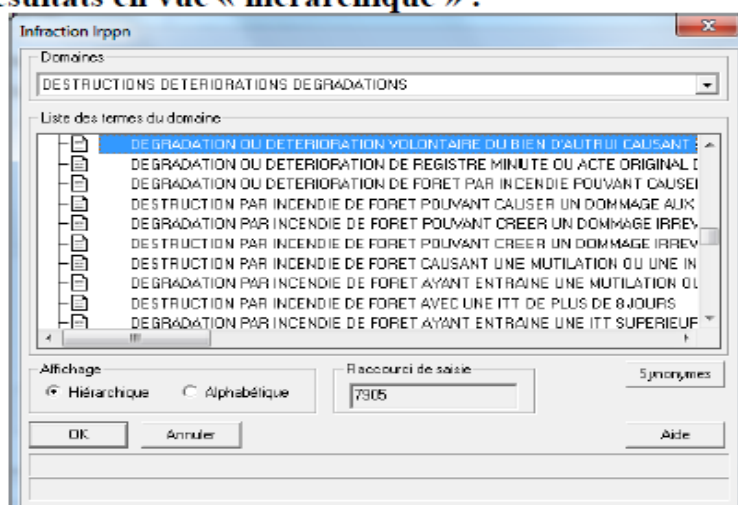
Affichage : ☐ Hiérarchique ☒ Alphabétique

Raccourci de saisie :

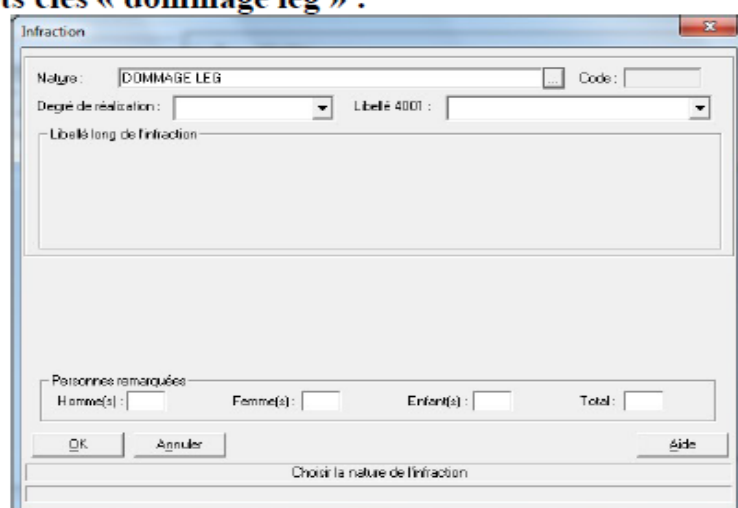
Synonymes

OK Annuler Aide

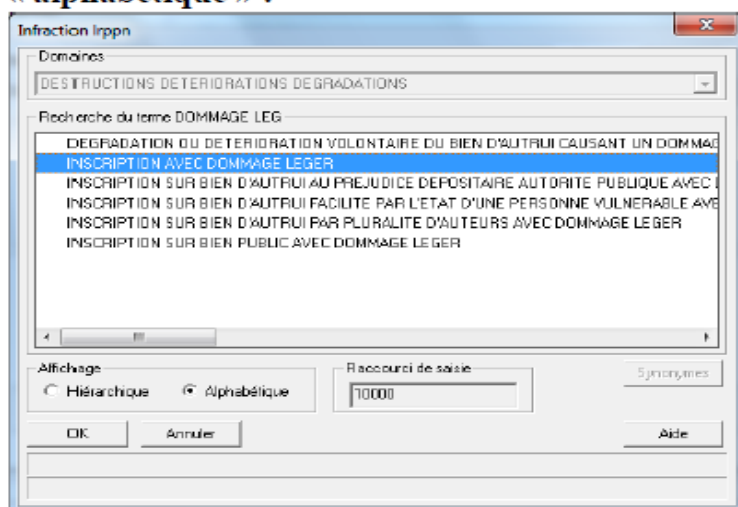
Les mêmes résultats en vue « hiérarchique » :



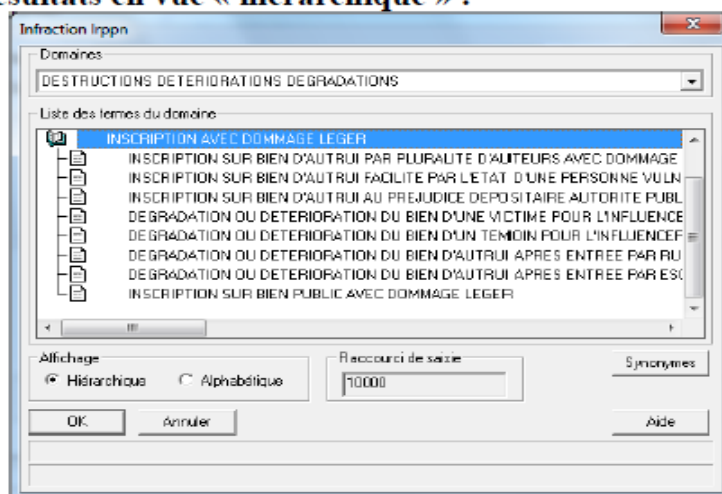
2/ en saisissant les mots clés « dommage leg » :



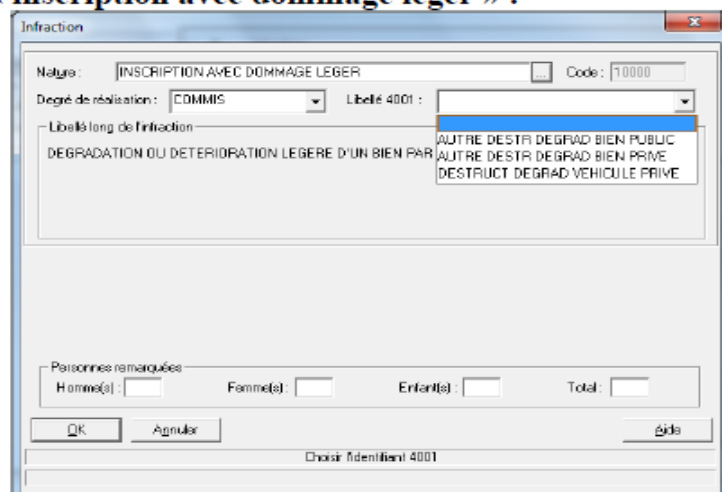
Résultats en vue « alphabétique » :



Les mêmes résultats en vue « hiérarchique » :

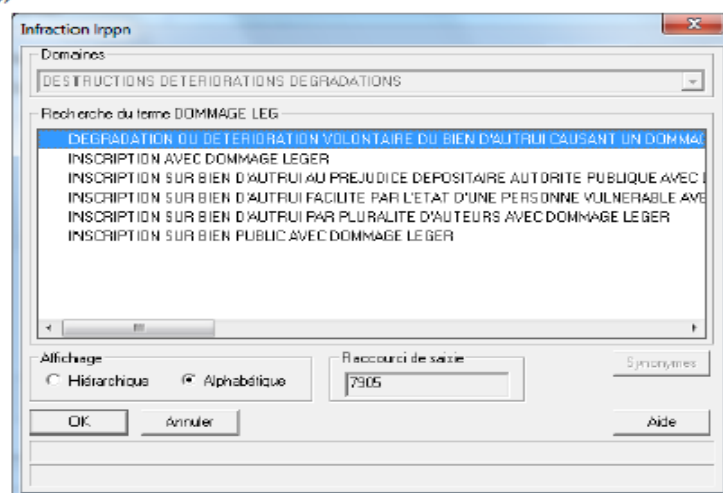


En validant « inscription avec dommage léger » :



Il s'agit là des index 66 – 67 – 68

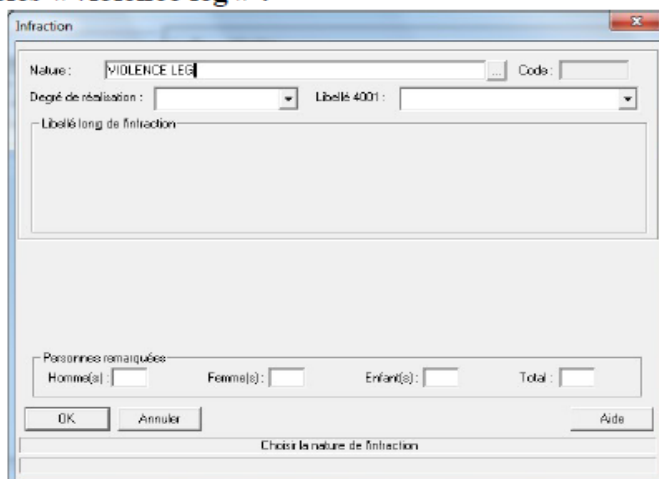
En sélectionnant précisément l'infraction de « dégradations.../....causant un dommage léger »



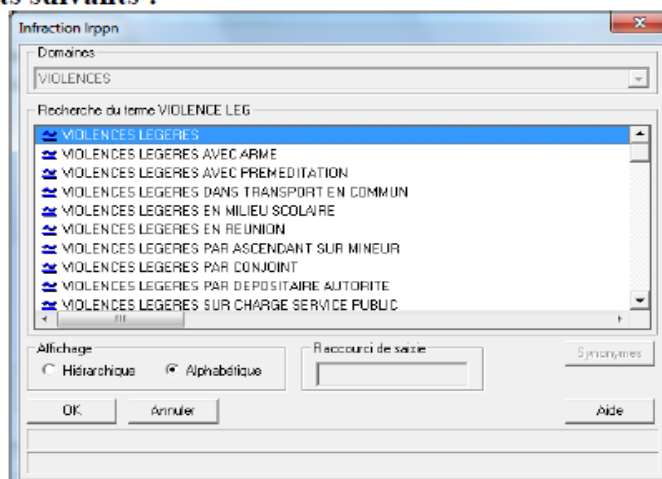
On a dès lors accès aux nouveaux index 400 – 401 – 402

Rédaction d'un PV pour violences légères « contraventionnelles »

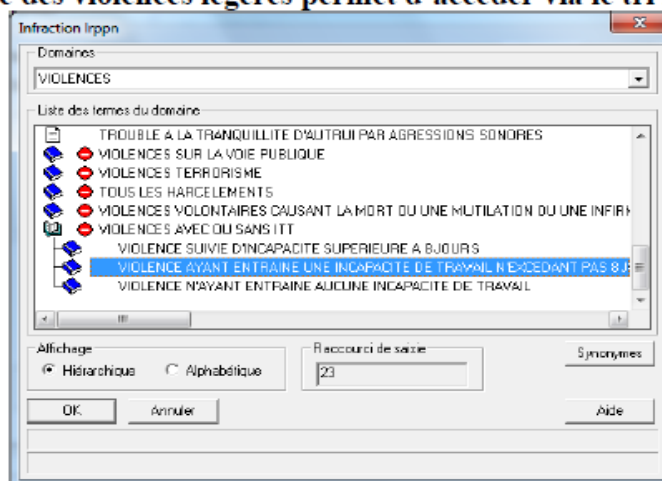
1/ En saisissant les mots clés « violence leg » :



On obtient les résultats suivants :



La liste approximative des violences légères permet d'accéder via le tri hiérarchique à :



Dès lors les violences légères sans ITT génèrent un résultat « mono-index » 304 :

Infraction

Nature: VIOLENCE N'AYANT ENTRAINE AUCUNE INCAPACITE DE TRAVAIL Code: 227

Degré de réalisation: COMMISS Libellé 4001: VIOLENCES LEGERES

Libellé long de l'infraction

VIOLENCE N'AYANT ENTRAINE AUCUNE INCAPACITE DE TRAVAIL

Personnes remarquées

Homme(s): Femme(s): Enfant(s): Total:

OK Annuler Aide

Sélectionner le degré de réalisation

GESTION DE PROCEDURE - Mise à jour - Procédure N°2013/000005

Procédure complément...
Pièce de justice...
Détail inf/Victime/Mec/Objet
Autres Personnes Concernées
Garde à vue
Statistiques...
Liste des documents...

COMPTEURS 4001 ET HORS 4001

Idx	Libellé	Const	Eluc	f cons	f eluc	Gav -	Gav +
304	VIOLENCES LEGERES	19/04/2013		1	0	0	0
	Total procédure			1	0	0	0

Nature clôture: Détails...

OK Annuler Bloc-notes Imprimer Aide

Les menus déroulant ne permettent pas de trouver rapidement l' "Index" le mieux adaptée..

Cas du PV pour « vol simple »

Création de l'infraction à partir des mots clés « vol simple » :

Infraction

Nature: VOL SIMPLE Code: ...

Degré de réalisation: Libellé 4001:

Libellé long de l'infraction

Personnes remarquées

Homme(s): Femme(s): Enfant(s): Total:

OK Annuler Aide

Choisir la nature de l'infraction

Les résultats alphabétiques sont :

Infraction Ippn

Domaines

APPROPRIATIONS FRAUDULEUSES ET CHANTAGES

Recherche du terme VOL SIMPLE

VOL SIMPLE

Affichage

Hiérarchique Alphabétique

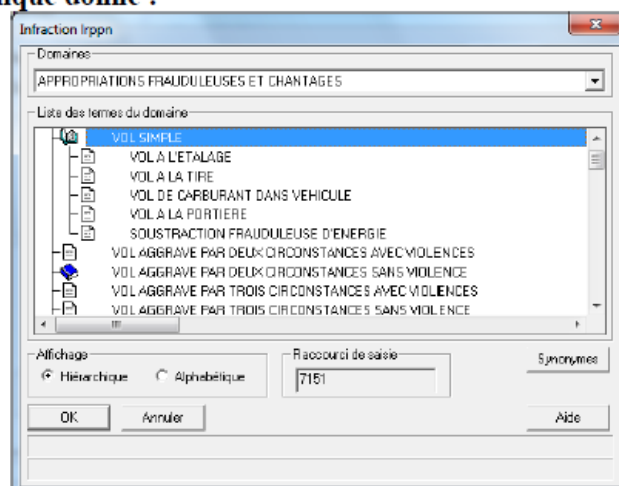
Raccourci de saisie

7151

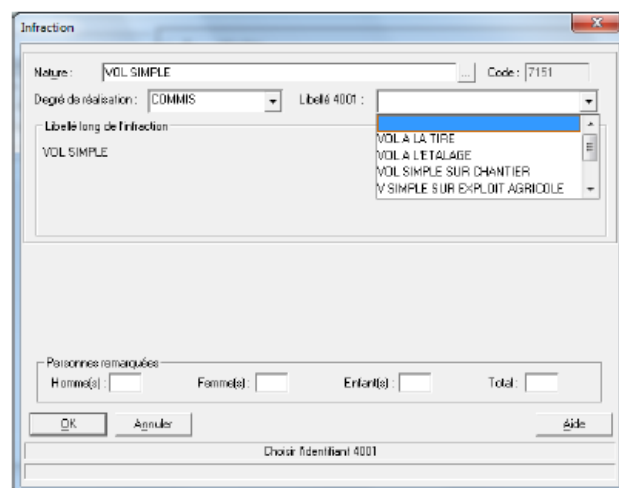
Synonymes

OK Annuler Aide

La vue hiérarchique donne :



En l'absence de précision sur la qualification de l'infraction, le vol simple propose 7 index :



Le premier de ces index est le « vol à la tire », le dernier étant « vol simple contre un particulier dans un lieu public ».

Ces index sont classés selon leur numéro, lequel n'est pas visible pour l'heure dans LRPPN au niveau de la rédaction de l'acte. Le numéro d'index n'est accessible que via un CREI ou le module gestion et l'onglet « statistique ».

ANNEXE 30 : EXTRAITS DE NOTES EXPLICATIVES DE LA DGGN SUR LA RUPTURE STATISTIQUE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

N° 111372 du 3 décembre 2012

GEND/MPP

NOTE

à l'attention de

Monsieur le directeur du cabinet du ministre de l'intérieur

OBJET : Évolution de la délinquance constatée par la gendarmerie nationale en 2012.

P.JOINTES : 7 annexes.

L'examen de la délinquance constatée par les unités de la gendarmerie nationale en métropole traduit en 2012 une hausse notable de certaines infractions, qui requiert une attention particulière.

La typologie de cette délinquance (annexe 1) reste dominée par les atteintes aux biens (AAB), qui représentent environ 60% des crimes et délits.

Les atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) constituent la deuxième composante, de l'ordre de 9,7% du total. Elles sont en hausse constante depuis 2007, tandis que les AAB ont parfois été orientées à la baisse.

Les escroqueries et infractions économiques et financières (EIEF) ont quant à elles connu des variations dans leurs modalités de prise en compte dues aux directives de la DACG, tandis que les infractions révélées par l'action des services (IRAS) traduisent l'action d'initiative. Ces deux derniers indicateurs ne sont pas abordés dans la présente note.

Les AAB sont orientées à la hausse depuis 2011. Les cambriolages de résidences principales constituent la menace majeure (annexes 2, 3 et 4).

L'apparition de réseaux criminels articulés autour de ressortissants de pays de l'Est a été mise en évidence à de nombreuses reprises, au cours d'enquêtes de plus en plus complexes et longues.

.../...

Malgré la professionnalisation des malfaiteurs, les efforts des unités, que j'ai nettement orientées vers le traitement prioritaire de ce phénomène, ont permis de conserver des taux d'élucidation et des nombres de mises en cause à un niveau satisfaisant.

La hausse des AVIP (annexe 5) présente quant à elle un caractère plus atypique. Si l'année 2011 s'est conclue par un niveau encore jamais atteint de cet indicateur, la progression s'est poursuivie en 2012. La tendance amorcée en fin d'année s'est encore accentuée en juin 2012, avec un palier de + 25% constituant un décrochage par rapport aux tendances des années précédentes.

Les infractions le plus concernées au sein des AVIP correspondent aux violences non crapuleuses, parmi lesquelles les abandons d'enfants, les violences sexuelles, les menaces, sont très représentées. Il faut par ailleurs noter la part des mineurs parmi les victimes de ces phénomènes.

Le taux d'élucidation et les effectifs mis en cause dans ces enquêtes restent élevés, tant les auteurs se situent le plus souvent dans la proximité des victimes.

Il en résulte que la part des AVIP au sein de la délinquance relevée par la gendarmerie atteint 10,6% en novembre 2012.

L'observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale, avec lequel la mission du pilotage et de la performance collabore en permanence, s'est également interrogé sur l'origine de ces variations. L'ONDRP retient principalement comme causes, d'une part le déploiement de l'application PULSAR -MIS, d'autre part, la disparition de la pression sur le chiffre de la délinquance.

Ces hypothèses ne sont pas totalement satisfaisantes :

- la répartition géographique des infractions AVIP, dont la variation est la plus atypique, est très diffuse (annexe 6 et 7). La hausse de 12000 faits répartis en 10 mois parmi 2300 unités élémentaires correspond seulement à 1 fait supplémentaire par unité tous les deux mois ;
- le taux de hausse de 25% des AVIP n'est pas répercuté sur l'ensemble du spectre de la délinquance constatée ;
- l'application Pulsar MIS a été déployée en janvier 2012 et non en été.

L'application Pulsar a conservé le principe de confier l'information statistique au gendarme enquêteur.

Le lien amélioré entre la procédure et l'information statistique, par l'intermédiaire du logiciel de rédaction de procédure de la gendarmerie nationale, a fluidifié le processus et permis une meilleure qualification des infractions. La gendarmerie s'appuie à présent sur la codification du ministère de la justice, le NATINF.

.../...

- 3 -

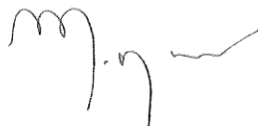
Cette meilleure qualification est de nature à modifier à la marge le détail des infractions retenues, sans toutefois en faire évoluer le total.

La seule évolution notable identifiée, due au déploiement de Pulsar, est celle des élucidations en fin d'année 2011. Le passage à un nouvel outil a accéléré les clôtures. La hausse constatée s'est traduite par une baisse corrélative début 2012.

La gendarmerie nationale va poursuivre son travail en liaison avec l'ONDRP. Sans exclure totalement les effets de facilitation de l'application PULSAR, ces travaux portent également sur d'autres hypothèses, telles des changements de comportement des victimes, ou des flux de population s'implantant en zone gendarmerie.

Ces pistes de réflexion ne sont pas contradictoires avec les enquêtes de victimation de l'ONDRP, qui souligne dans son bulletin du mois de novembre la faiblesse du taux des plaintes déposées par les victimes des AVIP.

Général d'armée Jacques Mignaux



OBJET : Évolution de la délinquance constatée par la gendarmerie nationale en métropole en 2012.

P. JOINTES :
1 – Evolution de la délinquance pour le mois de décembre et l'année 2012.
2 – Tableau de l'évolution des faits élucidés et des mises en cause de personnes.
3 – Cartographie de l'évolution des cambriolages de résidences principales.
4 – Cartographie de l'évolution des violences physiques non crapuleuses.
5 – Cartographie de l'évolution des violences sexuelles.

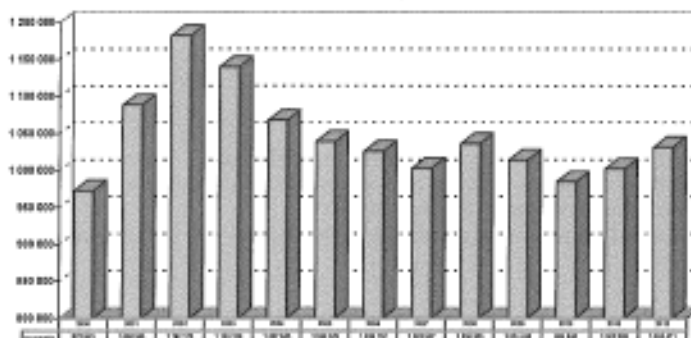
En 2012, le nombre de crimes et délits constatés par la gendarmerie connaît une hausse de 2,9% par rapport à 2011 passant de 1 002 388 à 1 031 471 faits (soit une augmentation de 29 083 faits). Les principaux indicateurs de la délinquance (atteintes aux biens, atteintes volontaires à l'intégrité physique) sont certes orientés à la hausse avec respectivement +4% et +17,3%, mais pour autant l'action des unités de gendarmerie n'a pas faibli, en témoignent la progression des infractions révélées par l'action des services (+4,3%) comme celle des personnes mises en cause (+5,4%).

Cette évolution haussière s'explique notamment par la conjugaison de plusieurs facteurs :
- deux années (2010 et 2011), proches du million de faits, historiquement faibles en volume ;
- la mise en œuvre, à compter du 1er janvier 2012, d'un processus de fiabilisation de la remontée statistique via le logiciel Pulsar ;
- un phénomène conjoncturel lié à la durée de la crise accentuant la délinquance acquisitive et la violence ;
- une amélioration de la révélation des faits par un meilleur dispositif de prise en compte des victimes.

Enfin, il convient de noter que le déploiement du module Message d'Information Statistique (MIS) de Pulsar le 1^{er} janvier 2012, a nécessité la fermeture préalable de tous les MIS en cours. Les élucidations étant prises en compte à la clôture du MIS, cette opération a provoqué une hausse massive des taux d'élucidation fin 2011 et un fléchissement proportionnel de ces valeurs au premier trimestre 2012, rendant inopportune toute comparaison des taux d'élucidation entre ces deux années atypiques.

I. EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS :

Avec 1 031 471 crimes et délits constatés en métropole en 2012 par la gendarmerie, le niveau atteint se rapproche des bilans annuels observés en 2005, 2006 ou encore 2008.



11. Les atteintes aux biens (AAB) : 65% de la délinquance.

Avec une hausse de 4% (+25 122 faits), les résultats enregistrés en 2012 confirment la tendance à la hausse observée dès 2011. Le nombre des AAB en 2012 de 654 807 faits rend comparable cette année à celle de 2007 (654 963 faits).

Les faits de cambriolages de résidences principales (+11 074 faits) participent à hauteur de 44% de la hausse de cet indicateur.

Face à cette évolution défavorable, les militaires de la gendarmerie sont particulièrement mobilisés comme le montre le tableau joint relatif aux nombres de faits élucidés et de mis en cause. En effet, le nombre des **faits élucidés** en 2012 est supérieur à celui des années précédentes (à l'exception de 2011), et le nombre de mis en cause (**MEC**) de 2012 n'a jamais été atteint.

Les autres hausses les plus marquées concernent les vols violents sans arme (+26,1% soit +1 675 faits) et les destructions et dégradations (+17,8% soit +7 027 faits).

12. Les atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) : 11% de la délinquance.

L'année 2012 (+17,3% soit +16 769 faits) amplifie la hausse observée en 2011. Si toutes les familles d'infractions progressent sensiblement, les **violences physiques non crapuleuses** (+13,6% soit +8 463 faits) participent à hauteur de 50% de la hausse de cet indicateur. Les **violences sexuelles** (+38,9% soit +3 086 faits) connaissent la plus forte évolution relative.

Là également, la gendarmerie fait face comme en témoigne le tableau joint relatif aux nombres de **faits élucidés** et de **mis en cause**. Ces deux catégories de valeurs connaissent des hausses significatives.

Les menaces ou chantages (+21,2% soit +3 755 faits) ainsi que les violences physiques crapuleuses (+16,1% soit +1 465 faits) sont également en hausse.

13. Les escroqueries et infractions économiques et financières (EIEF) : 10% de la délinquance.

Pour cette année, l'indicateur affiche une baisse de 11,7 %. Cependant, cet indicateur est en augmentation depuis septembre 2012 en raison de la fin des effets à la baisse de la directive de la DACG du 1^{er} août 2011 relative au traitement des usages frauduleux de cartes bancaires. En effet, depuis septembre, la comparaison avec le mois de l'année précédente concerne un mois au cours duquel la directive de la DACG s'appliquait déjà.

14. Les infractions relevées par l'action des services (IRAS) : 9% de la délinquance.

Le bilan de l'année est **favorable** (+4,3% soit +3 742 faits) et confirme la tendance observée en 2011, consolidant ainsi une dynamique forte. En particulier, les faits enregistrés dans la lutte contre les **stupéfiants** évoluent de +7,7% soit + 3 694 faits. En outre, le nombre de faits de **recels** relevés (+10,8% soit +1 198 faits) illustre l'engagement des militaires de la gendarmerie déjà évoqué concernant la lutte contre les cambriolages.

II. FACTEURS D'EVOLUTION :

Ces évolutions constituent la résultante de multiples facteurs :

- Précarisation et paupérisation liées au phénomène de crise qui provoquent une hausse de la délinquance acquisitive et de la violence interpersonnelle
- Amélioration de la révélation des faits de violence non crapuleuse par de meilleurs prise en compte et accompagnement des victimes (seules 10% des victimes de violences dans la sphère privée déposeraient plainte).
- Meilleure indexation des faits à l'aide de Pulsar.
- Développement de trois niveaux de délinquance : une délinquance locale d'opportunité, une délinquance d'habitude (multirécidivistes ou réitérants pour lesquels la réponse pénale a peu d'impact), une délinquance itinérante provenant majoritairement d'Europe de l'Est.
- Fin des effets statistiques favorables de la directive DACG du 1^{er} août 2011 en matière d'EIEF.

<p>DIRECTION GENERALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE</p> <p>MISSION DU PILOTAGE ET DE LA PERFORMANCE</p> <p>Bureau du contrôle de gestion, de l'évaluation et de la performance</p>	<p>Procès-Verbal de réunion</p>	<p>N°25819 du 28 mars 2013 GEND/MPP</p>
--	--	--

DATE ET LIEU : jeudi 28 mars 2013, de 09h00 à 12h30 – DGGN, Issy-les-Moulineaux.

PARTICIPANTS :

- MPP : GBR MIRAMON, CEN PETIT ;
- ST (SI)² : LCL CUVILLIER, CNE LASSALLE ;
- ONDRP : M. RIZK, M. SCHERR, M. GUILLANEUF.

Objet : Réunion de travail entre la gendarmerie et une délégation de l'ONDRP.

Référence : Procès-verbal de réunion n°22624 GEND/MPP du 19 mars 2013.

Dans le prolongement de la réunion de travail du 19 mars 2013 avec l'ONDRP, la réunion technique de ce jour visait à répondre aux attentes exprimées par l'ONDRP sur :

- les index illustrant une rupture statistique en 2012 ;
- le contenu de la base de données issu du module MIS de l'application Pulsar.

1. Les index en rupture statistique selon l'ONDRP :

La MPP a présenté une étude sur les 14 index (38, 89, 68, 32, 52, 12, 49, 73, 26, 25, 48, 47, 83, 11) dont l'évolution en 2012 est caractéristique d'une rupture statistique selon l'ONDRP. Pour l'ONDRP, ces index cumulent en effet plusieurs marqueurs de rupture (variation en volume, en proportion, en part et en grandeur). La présentation de la MPP a consisté à illustrer la variation de chaque index à l'aide d'éléments techniques (transferts de faits entre index en raison de la meilleure indexation statistique due à Pulsar) et factuels (phénomènes délictuels identifiés par la DOE ou les régions de gendarmerie, révélateurs d'une augmentation de la délinquance).

L'ONDRP a été attentif aux pistes d'explication formulées mais a rappelé son souhait de fonder son opinion sur une étude chiffrée conduite à partir de données brutes mises à sa disposition. L'ONDRP considère à ce stade que la mise en œuvre de Pulsar constitue la raison essentielle de ces évolutions.

2. Le contenu de la base de données issu du MIS :

Le ST(SI)² a réalisé une présentation décrivant le contenu de la base de données alimentée par les différents champs renseignés dans les MIS. Les possibilités et les limites de la base ont également été abordées. A ce titre, il a été précisé que les données antérieures à 2012 ont été collectées sous l'application BB 2000 selon une architecture similaire mais moins précise. L'ONDRP a salué le processus mis en œuvre par la gendarmerie pour récupérer ses données et s'est montré intéressé par la diversité des informations contenues dans la base.

3. Les demandes formulées par l'ONDRP :

M. RIZK a fait part de toute sa satisfaction quant à la qualité de la collaboration avec la gendarmerie.

Il a exprimé son souhait de disposer des deux présentations jointes. Il a précisé que l'ONDRP formalisera prochainement auprès de la DGGN une demande afin d'obtenir une extraction des données de la base MIS et des NATINF de la base registre pour l'année 2011 et 2012. A ce titre, il a été signalé que la mise à disposition des données pour 2011 nécessitait une étude de faisabilité s'agissant d'éléments collectés avec l'application BB 2000.

L'ONDRP souligne que son objectif, à travers cette sollicitation, est de comprendre les évolutions observées en 2012 et d'être en mesure de mener des études plus exhaustives sur les phénomènes de délinquance.

Le général Gilles MIRAMON
chef de la mission du pilotage et de la performance

DESTINATAIRES :

- général d'armée, directeur général de la gendarmerie nationale,
- général de corps d'armée, major général de la gendarmerie nationale,
- ST(SI)²,
- Cabinet.

ANNEXE 31 : BILAN DE L'ETUDE SUR LES DONNEES ANNUELLES GLISSANTES EN GENDARMERIE

Index	Coefficient droite régression 2009 - 2012	Coefficient droite régression 2009 - 2011	Coefficient droite régression 2009 - 2010	Coefficient droite régression 2010 - 2011	Coefficient droite régression 2011 - 2012	Décalage droite 2011-2012 et 2010-2011	Décalage droite 2011 - 2012 et 2009 -2011	Décalage moyen	Données significatives (plus 500 faits par an)	Corrélation entre gendarmerie et police 2009-2011	Corrélation entre gendarmerie et police 2012	Corrélation entre gendarmerie et police 2009-2012	Impact Pulsar sur les chiffres de la délinquance	Marge d'erreur finale en %	Marge d'erreur finale en nombre de faits
1	0,09	0,30	-0,71	1,44	-0,91	-28	-15	-21	0	0,06455	-0,88816	-0,02593	0	0,0%	0
2	0,00	0,06	-0,82	0,73	-0,51	-15	-7	-11	0	-0,48827	-0,52917	-0,49011	0	0,0%	0
3	0,05	0,08	-0,86	2,51	-3,35	-70	-41	-56	0	-0,19927	0,86563	0,12322	0	0,0%	0
4	0,16	-0,10	0,35	-0,19	0,46	8	7	7	0	-0,35505	0,70022	0,28759	0	0,0%	0
5	3,26	0,81	-0,21	2,45	7,91	66	85	75	0	0,57630	0,72267	0,82856	0	0,0%	0
6	0,03	0,19	0,60	-0,75	0,53	15	4	10	0	-0,55816	0,61734	-0,41938	0	0,0%	0
7	43,62	-8,75	-49,47	-18,71	313,50	3987	3867	3927	3927	0,41636	-0,60598	-0,24754	3927	1,5%	60
8	0,13	-0,46	-0,03	-0,52	1,01	18	18	18	0	0,25848	-0,62099	0,26724	0	0,0%	0
9	0,07	-0,15	-0,01	0,10	0,43	4	7	6	0	0,77850	0,93819	0,52551	0	0,0%	0
10	2,03	2,43	-3,36	6,29	-3,22	-114	-68	-91	0	0,65794	0,73180	0,76541	0	0,0%	0
11	14,80	1,19	-2,47	8,20	31,86	284	368	326	326	-0,51443	-0,63150	-0,83774	326	12,9%	42
12	92,32	21,02	26,08	3,09	277,98	3299	3084	3191	3191	0,92957	0,88329	0,76319	3191	3,4%	108
13	-101,90	-22,20	-69,94	-10,06	-257,05	-2964	-2818	-2891	-2891	-0,00556	-0,56585	-0,56689	-2891	2,5%	73
14	0,97	1,87	-8,77	2,35	10,79	101	107	104	104	0,75003	0,18571	0,58841	0	0,0%	0
15	-1,85	-2,56	-1,07	-2,87	-0,69	26	23	24	0	0,93366	-0,28988	0,95337	0	0,0%	0
16	-3,30	-5,31	-3,29	-4,63	2,31	83	92	87	87	0,90139	-0,06239	0,93185	87	4,7%	4
17	-0,03	0,16	0,30	0,29	-0,76	-13	-11	-12	0	0,57644	0,90545	0,49133	0	0,0%	0
18	-0,80	0,90	0,84	1,49	-4,00	-66	-59	-62	0	-0,38691	0,63732	0,63371	0	0,0%	0
19	-4,37	-2,77	-0,73	-2,43	-8,81	-77	-73	-75	0	0,22213	0,96313	0,55788	-40	5,1%	2
20	0,08	-0,23	-0,44	-0,18	1,36	18	19	19	0	-0,16152	-0,51439	0,07978	0	0,0%	0
21	0,43	0,80	-0,48	-0,65	1,29	23	6	15	0	0,34956	-0,89298	-0,18708	0	0,0%	0
22	-4,35	-3,03	2,16	-5,01	-9,65	-56	-79	-68	-68	0,55484	0,84868	0,84897	0	0,0%	0
23	0,03	-0,39	0,43	-2,61	3,65	75	49	62	0	0,56091	-0,84767	0,00268	0	0,0%	0

24	-0,72	2,60	0,51	0,13	-3,45	-43	-73	-58	-58	-0,59127	-0,53436	-0,27144	-58	25,7%	15
25	29,33	9,97	7,47	23,58	61,01	449	612	531	531	0,65708	0,85516	0,72008	531	15,4%	82
26	34,85	8,59	4,88	10,84	95,69	1018	1045	1032	1032	0,82975	-0,92650	-0,18213	1032	1,3%	13
27	882,19	742,00	216,61	1073,34	774,16	-3590	386	-1602	-1602	0,99666	0,73081	0,98434	0	0,0%	0
28	-0,30	-41,96	-115,67	14,02	45,18	374	1046	710	710	-0,83784	0,87144	-0,47339	0	0,0%	0
29	-161,69	-142,52	48,71	-294,43	-24,89	3234	1412	2323	2323	0,95810	0,31626	0,96444	2323	39,2%	911
30	8,18	-95,96	-57,86	-125,93	275,65	4819	4459	4639	4639	0,98463	0,93673	0,67136	4639	3,9%	180
31	-29,53	-27,04	-56,83	-0,01	-61,22	-735	-410	-572	-572	0,50142	0,24781	-0,22573	-572	28,3%	162
32	105,79	-68,79	-151,85	-18,05	511,81	6358	6967	6663	6663	-0,90962	0,99534	0,72113	5193	5,9%	304
33	67,04	34,76	9,44	49,23	128,34	949	1123	1036	1036	-0,38999	0,45922	-0,73091	1036	8,4%	87
34	0,99	-0,44	-2,72	-0,03	4,42	53	58	56	0	-0,51486	0,60508	0,07094	0	0,0%	0
35	-217,36	-225,01	-271,74	-254,76	-146,85	1295	938	1116	1116	0,98024	0,95992	0,97287	3025	5,9%	179
36	-135,27	-168,10	-146,06	-205,30	-67,15	1658	1211	1435	1435	0,96405	0,89745	0,94197	2210	10,1%	223
37	-433,73	-737,13	-978,95	-534,92	12,66	6571	8998	7784	7784	0,92507	0,07423	0,92545	7784	15,6%	1213
38	185,15	24,63	71,56	9,07	568,87	6718	6531	6624	6624	-0,63944	-0,52892	-0,65029	6624	1,4%	93
39	1,49	83,88	102,52	24,77	-80,32	-1261	-1970	-1616	-1616	0,99567	0,97724	0,97310	0	0,0%	0
40	75,79	78,75	64,49	80,15	106,84	320	337	329	329	0,85573	-0,79828	0,51007	0	0,0%	0
41	93,57	177,37	192,04	115,58	44,41	-854	-1596	-1225	-1225	0,43687	-0,26015	0,16286	0	0,0%	0
42	-189,05	102,23	-97,18	204,14	-844,97	-12589	-11366	-11978	-11978	0,74327	0,98221	0,96260	-8102	7,5%	611
43	169,44	280,03	195,77	352,21	-95,59	-5374	-4507	-4940	-4940	0,97744	-0,09318	0,87939	-4940	8,8%	433
44	47,90	38,00	23,71	-0,15	127,04	1526	1069	1297	1297	-0,49706	-0,68056	-0,74089	1297	17,6%	229
45	0,60	0,16	-0,14	1,09	0,08	-12	-1	-7	0	0,44492	0,77475	0,86022	0	0,0%	0
46	8,49	12,28	1,02	18,29	0,47	-214	-142	-178	-178	0,87833	-0,43935	0,91543	-178	20,3%	36
47	17,98	7,19	7,29	9,21	41,85	392	416	404	404	0,18411	0,67660	-0,44446	404	3,0%	12
48	19,32	3,77	-9,57	13,80	46,65	394	515	454	454	0,88546	-0,78033	0,74726	454	13,2%	60
49	51,54	-6,62	-1,46	-0,23	172,04	2067	2144	2106	2106	0,81942	-0,55675	-0,66558	2106	1,8%	38
50	-27,67	20,02	-9,54	44,48	-147,52	-2304	-2010	-2157	-2157	0,81934	0,90208	0,08319	-2157	6,8%	147
51	-0,03	-0,39	-0,37	-0,16	-0,26	-1	2	0	0	0,11207	-0,61080	-0,19621	0	0,0%	0
52	108,38	1,96	-5,78	13,71	324,17	3726	3867	3796	3796	0,18521	-0,25466	0,41729	3796	1,9%	70

53	55,82	77,54	78,83	59,70	16,81	-515	-729	-622	-622	-0,68983	0,54050	-0,79808	-622	17,2%	107
54	35,29	12,54	-2,43	24,31	81,16	682	823	753	753	-0,79157	0,55221	-0,72257	753	9,4%	71
55	-5,80	-6,80	-13,29	-5,07	-2,88	26	47	37	37	-0,76491	0,12918	-0,28734	0	0,0%	0
56	-48,58	18,53	24,82	-57,88	-120,88	-756	-1673	-1214	-1214	-0,21975	0,75831	0,80700	-1214	37,8%	458
57	378,94	330,25	97,66	386,40	490,40	1248	1922	1585	1585	0,91013	-0,88537	0,89351	1585	21,3%	337
58	-1,35	-4,10	-142,47	47,12	-34,55	-980	-365	-673	-673	0,57028	-0,59792	0,44550	0	0,0%	0
59	0,71	-0,08	1,60	-2,10	2,58	56	32	44	0	-0,08866	-0,64323	-0,21655	0	0,0%	0
60	-2,06	0,11	-2,02	1,37	-5,45	-82	-67	-74	0	-0,32986	-0,52503	0,13546	0	0,0%	0
61	3,83	16,42	3,41	23,96	-19,96	-527	-437	-482	0	0,92299	0,80807	0,77530	0	0,0%	0
62	-9,99	-6,82	-7,71	-10,25	-5,28	60	18	39	39	0,78895	0,03770	0,87313	0	0,0%	0
63	-11,41	-11,38	10,87	-30,97	8,18	470	235	352	352	0,62979	-0,33788	0,79996	0	0,0%	0
64	-0,15	-0,18	-0,35	0,11	-0,53	-8	-4	-6	0	-0,47393	0,78617	0,21594	0	0,0%	0
65	-0,49	-0,16	0,54	-1,21	1,18	29	16	22	0	0,37132	0,89413	0,25977	0	0,0%	0
66	-88,11	-117,75	-100,68	-156,74	-9,60	1766	1298	1532	1532	0,96464	0,59255	0,97705	1532	15,3%	234
67	-74,44	-140,22	-221,18	-153,22	80,19	2801	2645	2723	2723	0,97062	0,82280	0,97111	2723	2,9%	78
68	62,74	-134,18	-184,48	-194,41	590,24	9416	8693	9054	9054	0,95392	-0,97594	-0,03554	9054	4,0%	361
69	3,70	-0,28	-152,52	118,76	-45,56	-1972	-543	-1258	-1258	0,89139	0,91572	0,39087	0	0,0%	0
70	-3,00	-4,31	-17,46	6,07	-6,87	-155	-31	-93	0	-0,52850	0,70139	0,16951	0	0,0%	0
71	-5,67	-9,50	-22,99	1,87	-5,90	-93	43	-25	0	0,94535	0,03961	0,90195	0	0,0%	0
72	-43,11	-9,31	-11,57	-33,29	-95,02	-741	-1029	-885	-885	0,71865	-0,62287	0,15399	-885	16,3%	144
73	29,09	-7,62	-10,76	-4,16	99,54	1244	1286	1265	1265	-0,81570	0,17032	0,59099	1265	1,6%	21
74	22,48	34,10	30,53	22,25	13,81	-101	-243	-172	-172	0,88792	-0,83078	0,57371	0	0,0%	0
75	0,53	1,10	0,66	2,48	-2,78	-63	-47	-55	-55	0,56243	0,08737	-0,42290	0	0,0%	0
76	-0,04	0,50	0,86	-0,03	-0,95	-11	-17	-14	0	0,21155	-0,86765	-0,40382	0	0,0%	0
77	0,40	1,45	2,04	-1,34	1,63	36	2	19	0	0,80552	0,78443	0,70489	0	0,0%	0
78	4,55	3,04	7,10	-2,05	11,97	168	107	138	138	-0,86149	0,46560	-0,52590	138	22,2%	31
79	-0,05	25,89	7,94	27,75	-44,35	-865	-843	-854	-854	0,71498	-0,69741	0,32053	-854	1,3%	11
80	2,62	-0,57	-8,95	11,57	-4,62	-194	-49	-121	-121	0,18782	0,40199	0,58850	0	0,0%	0
81	-6,16	-4,19	-6,76	-6,80	-7,77	-12	-43	-27	-27	0,26619	-0,08072	-0,34287	0	0,0%	0

82	2,66	3,41	-14,03	11,94	-0,40	-148	-46	-97	-97	0,50060	0,20224	0,58540	0	0,0%	0
83	13,46	2,04	-4,11	4,80	34,80	360	393	377	377	0,82278	0,45389	0,71076	377	4,4%	17
84	-4,41	0,86	-2,08	1,40	-14,65	-193	-186	-189	-189	-0,33299	-0,90788	-0,47460	-189	1,7%	3
85	15,29	4,75	-0,19	0,71	42,10	497	448	472	472	0,37108	0,69571	0,31380	472	5,1%	24
86	-7,74	-9,19	-9,71	-9,11	-6,27	34	35	34	0	0,95003	0,40900	0,95787	0	0,0%	0
87	-6,26	0,57	-8,04	11,03	-22,64	-404	-279	-341	-341	0,33513	0,89632	0,72969	-341	18,4%	63
88	-1,24	2,67	2,88	-2,46	-2,07	5	-57	-26	0	0,53249	0,66895	0,78448	0	0,0%	0
89	155,58	-23,30	11,82	-86,20	602,14	8260	7505	7883	7883	0,80984	0,30194	-0,56644	7883	4,8%	377
90	-183,42	52,18	-241,19	108,94	-597,37	-8476	-7795	-8135	-8135	0,95051	0,96620	0,98195	-7054	4,8%	341
91	-378,31	252,82	-762,93	187,65	-1093,27	-15371	-16153	-15762	-15762	0,82451	0,99187	0,91890	0	0,0%	0
92	-24,14	18,92	32,19	8,77	-116,71	-1506	-1628	-1567	-1567	0,60613	0,43920	0,56688	-1567	3,9%	61
93	13,62	20,15	-27,91	40,65	-7,41	-577	-331	-454	-454	0,16180	0,35266	0,33021	-454	27,1%	123
94	-2,42	-2,44	-13,58	-0,58	-5,04	-54	-31	-42	-42	-0,07505	0,65689	0,38342	0	0,0%	0
95	2,39	7,53	0,17	13,27	-9,93	-278	-209	-244	0	0,33798	0,32974	-0,03298	0	0,0%	0
98	-0,45	-2,82	1,47	-7,50	6,60	169	113	141	0	0,89280	-0,79743	0,58931	0	0,0%	0
101	13,19	-1,17	-4,46	1,95	40,84	467	504	485	0	0,91840	-0,95111	-0,44004	0	0,0%	0
102	0,82	0,47	-5,27	8,99	-8,22	-207	-104	-155	0	0,51368	0,79292	0,70557	0	0,0%	0
103	-2,18	-0,23	-5,13	-0,09	-4,90	-58	-56	-57	-57	0,71520	-0,32820	0,06362	-57	1,5%	1
104	10,54	6,10	16,34	-4,63	24,34	348	219	283	283	0,77687	-0,60592	0,71782	283	22,7%	64
105	1,77	4,75	0,61	9,36	-12,78	-266	-210	-238	0	0,47153	-0,53193	0,50357	0	0,0%	0
106	-13,30	-8,68	-14,01	-2,02	-34,47	-389	-310	-349	-349	-0,35298	-0,67829	-0,78139	-349	11,4%	40
107	140,71	129,04	-118,30	181,55	252,79	855	1485	1170	1170	0,93648	-0,43980	0,78732	0	0,0%	0
						13546	19979	16762	17416				43525	19,2%	8355

	Atteintes aux biens	Impact Pulsar	Impact Pulsar en pourcentage	Marge d'erreur en nombre de faits	Marge d'erreur en pourcentage
Vols sans violence	Vols liés aux véhicules à moteur	19 644	10,9%	1 708	8,7%
	Cambrjolages	6 962	4,6%	1 091	15,7%
	Vols simples contre les particuliers	-7 849	-4,1%	1 349	17,2%
	Autres vols simples	464	0,7%	249	53,7%
	Sous total vols sans violence	19 220	3,3%	4 398	22,9%
Vols avec violences	Vols à main armée	47	3,7%	6	12,9%
	Vols avec armes blanches	0	0,0%	0	#DIV/0!
	Vols violents sans arme	1 505	18,6%	110	7,3%
	Sous total vols avec violences	1 552	14,8%	116	7,5%
Destructions	Destructions et dégradations	13 309	24,5%	673	5,1%
	Total atteintes aux biens	34 081	5,2%	5 187	15,2%

	Atteintes volontaires à l'intégrité physique	Impact Pulsar	Impact Pulsar en pourcentage	Marge d'erreur en nombre de faits	Marge d'erreur en pourcentage
Violences crapuleuses	Vols avec violences	1 552	14,8%	116	7,5%
	Autres violences physiques crapuleuses	0	0,0%	0	#DIV/0!
	Sous total violences physiques crapuleuses	1 552	14,7%	116	7,5%
	Violences physiques non crapuleuses	8 988	12,7%	151	1,7%
	Violences sexuelles	2 786	25,3%	147	5,3%
	Menaces et chantages	3 517	16,4%	150	4,3%
	Total AVIP	16 843	14,8%	563	3,3%

Escroqueries et infractions économiques et financières	Impact Pulsar	Impact Pulsar en pourcentage	Marge d'erreur en nombre de faits	Marge d'erreur en pourcentage
Escroqueries et infractions assimilées	-455	-0,5%	806	177,2%
Infractions économiques et financières	-918	-8,5%	291	31,7%
Total EIEF	-1 373	-1,3%	1 097	79,9%

Infractions relevées par l'action des services	Impact Pulsar	Impact Pulsar en pourcentage	Marge d'erreur en nombre de faits	Marge d'erreur en pourcentage
Infractions à la législation sur les stupéfiants	370	0,7%	795	214,7%
Infractions à la législation sur les étrangers	0	0,0%	0	#DIV/0!
Faux documents	377	12,1%	17	4,4%
Infractions à la légilsation sur le travail	-454	-7,9%	123	27,1%
Autres IRAS	443	2,1%	240	54,1%
Total IRAS	737	0,8%	1 175	159,5%

ANNEXE 32 : IDENTIFICATION DES RUPTURES STATISTIQUES PAR L'APPLICATION D'OUTILS STATISTIQUES D'ANALYSE DES DONNEES INFRA-ANNUELLES

Sont présentés ci-après les graphes correspondant aux 24 index ayant particulièrement décroché lors du passage à l'application Puls@r-MIS (conviction forte de la mission, cf. annexe 33). La mission tient à la disposition des lecteurs les graphes et les données chiffrées pour tous les index. Leur présentation exhaustive dans cette annexe serait trop longue.

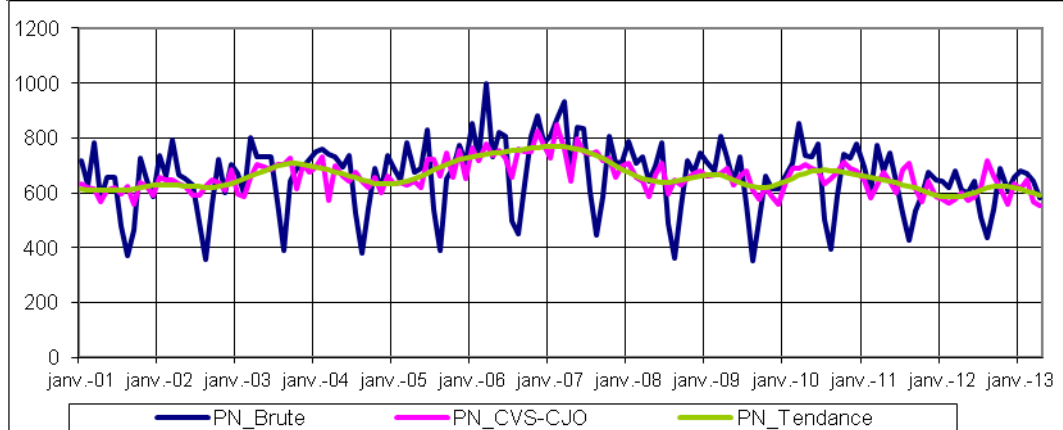
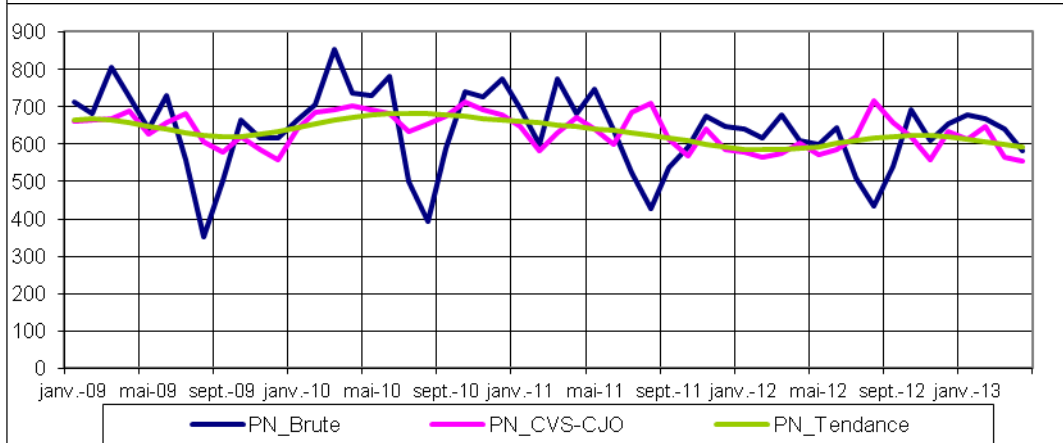
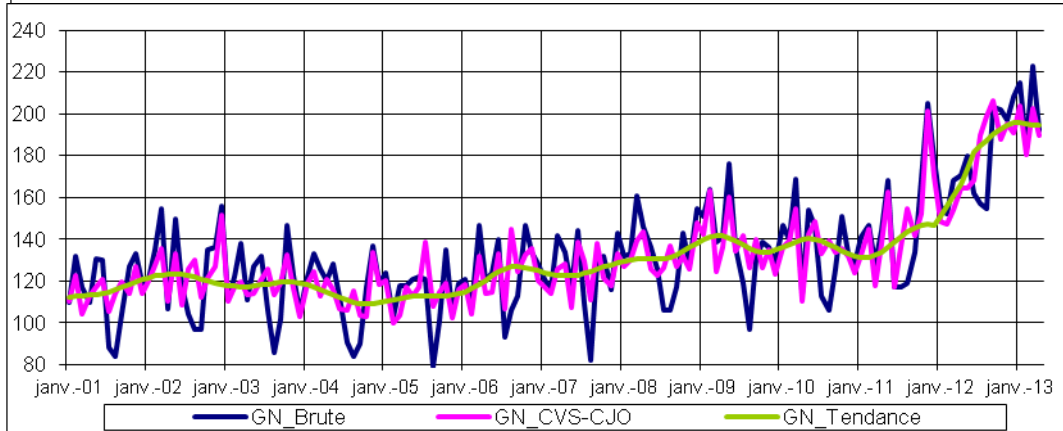
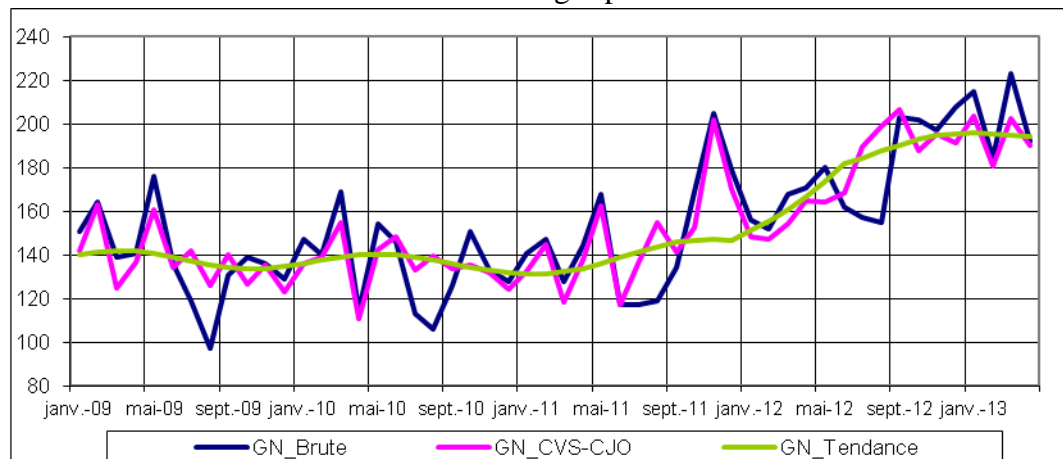
Pour chacun des 24 index concernés, la mission présente 4 graphes distincts. Les deux premiers graphes concerne la gendarmerie, ils présentent respectivement l'évolution de la délinquance constatée en données brutes, en données corrigées CVS/CJO (en intégrant le phénomène de rupture identifié) et en tendance sur une période courte (janvier 2009- avril 2013) et sur une période longue (janvier 2001 – avril 2013). Les deux graphes suivants présentent à titre de comparaison les mêmes données pour la police nationale.

En ordonnées figurent le nombre de faits enregistrés mensuellement dans l'état 4001 pour l'index considéré. L'échelle de l'axe des ordonnées varie d'un graphe à l'autre pour mieux visualiser les évolutions de tendances.

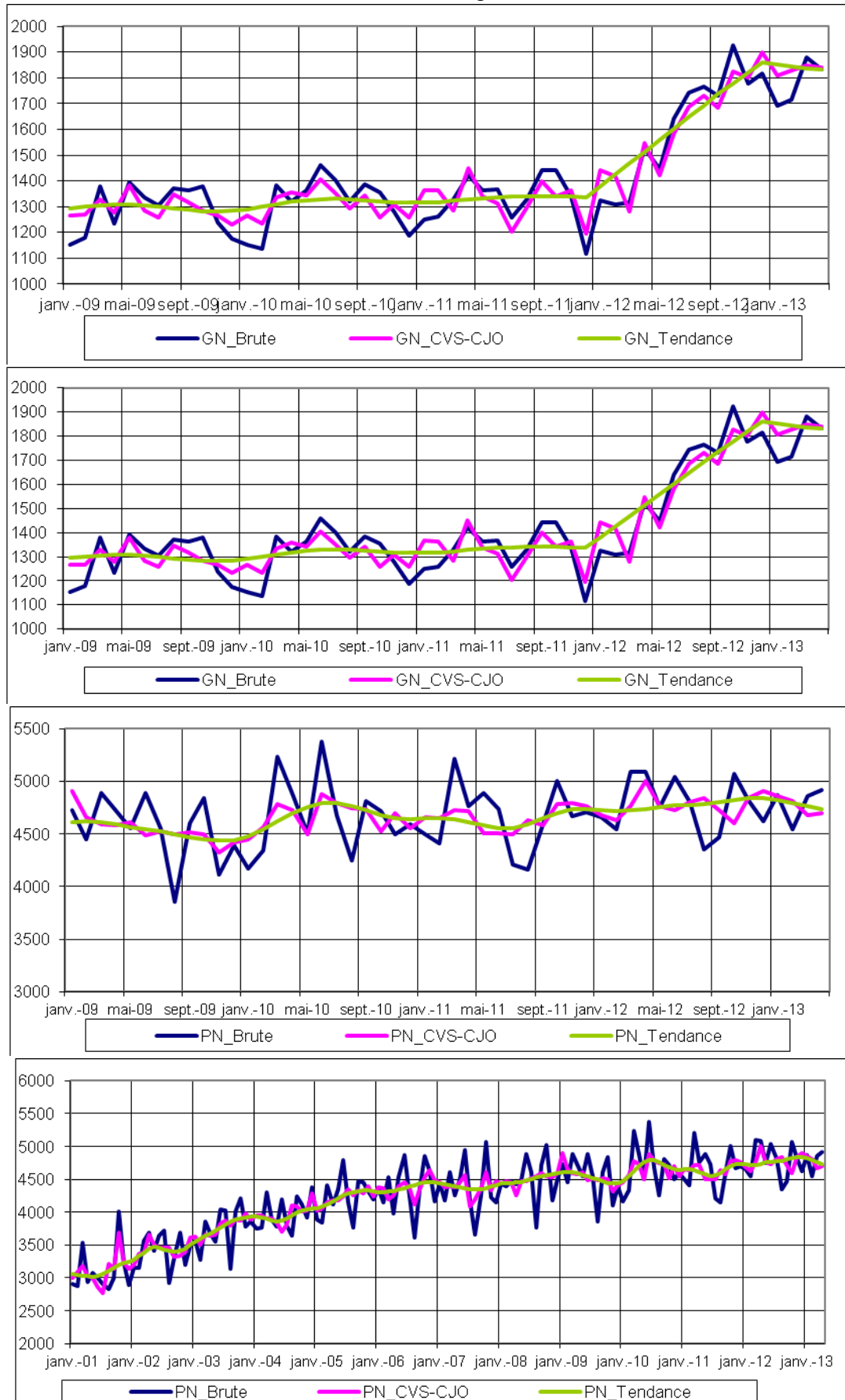
En abscisses figure une échelle de temps graduée mensuellement. Toutefois, pour plus de lisibilité, le quadrillage principal est quadrimestriel pour les graphes représentant les tendances courtes, il est annuel pour les graphes représentant les tendances longues.

L'ensemble des graphiques ci-dessous ont été réalisés grâce à l'appui de la direction de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale de l'Insee. L'outil utilisé est Demetra+ (modélisation X12 ARIMA). A chaque fois a été utilisée la modélisation automatique des séries produite par Demetra+. Dans le cas des séries sur lesquelles les travaux de la mission se sont concentrés (celles relatives aux données de gendarmerie nationale), cela a été complété par la recherche d'une modélisation plus adaptée dans les cas où la modélisation automatique était de mauvaise qualité.

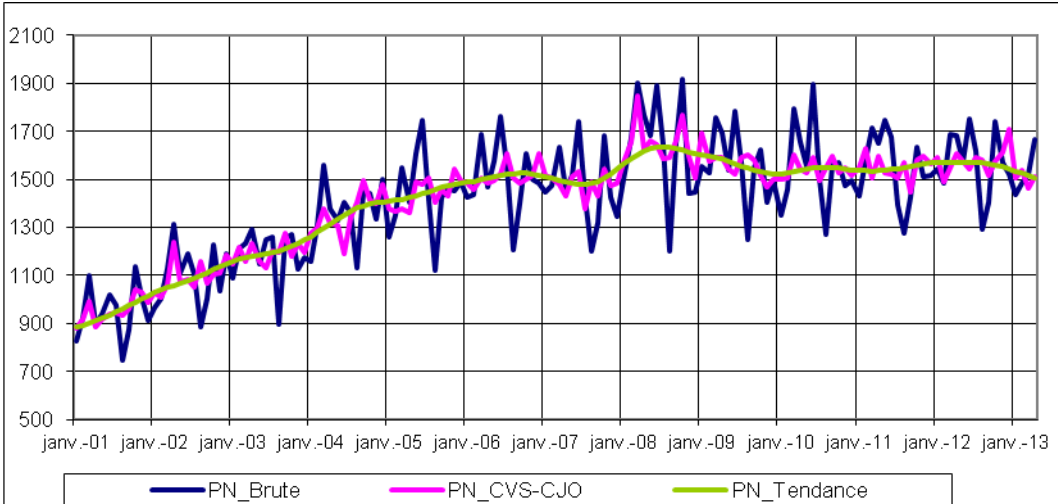
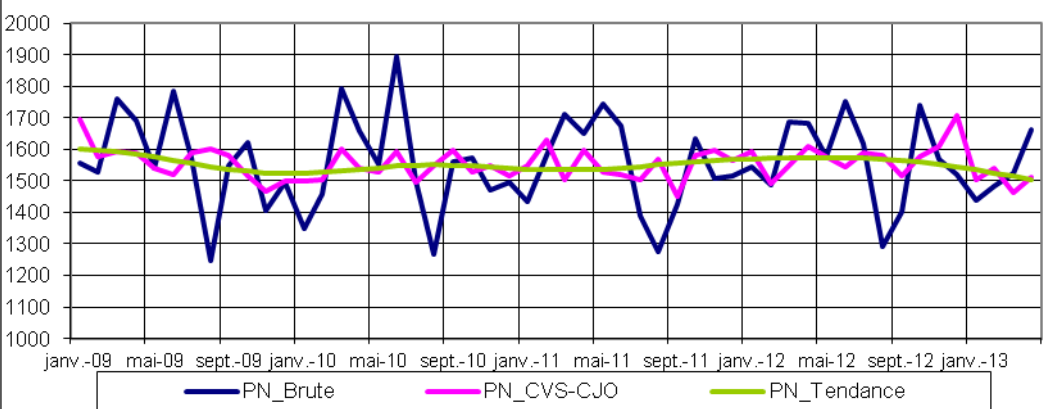
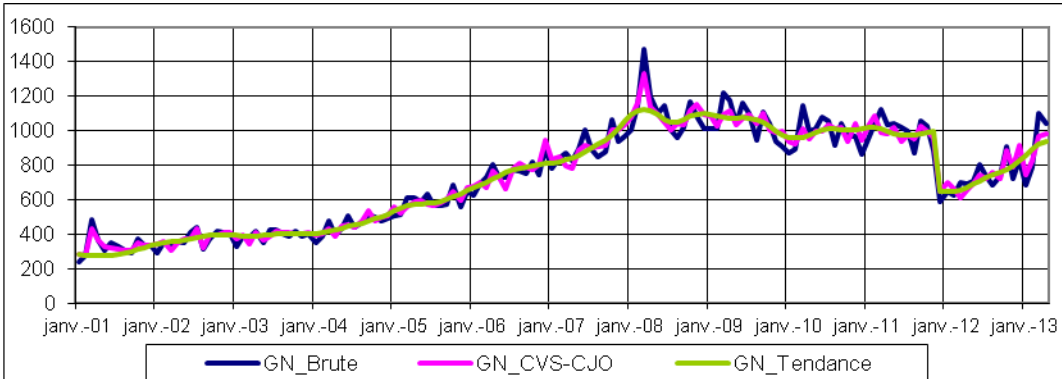
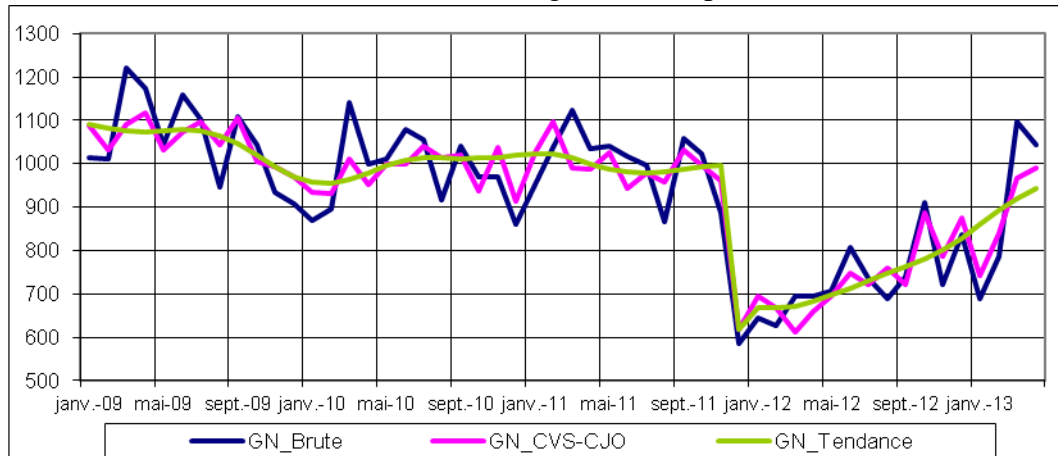
Index 11 : Menaces ou chantages pour extorsion de fonds



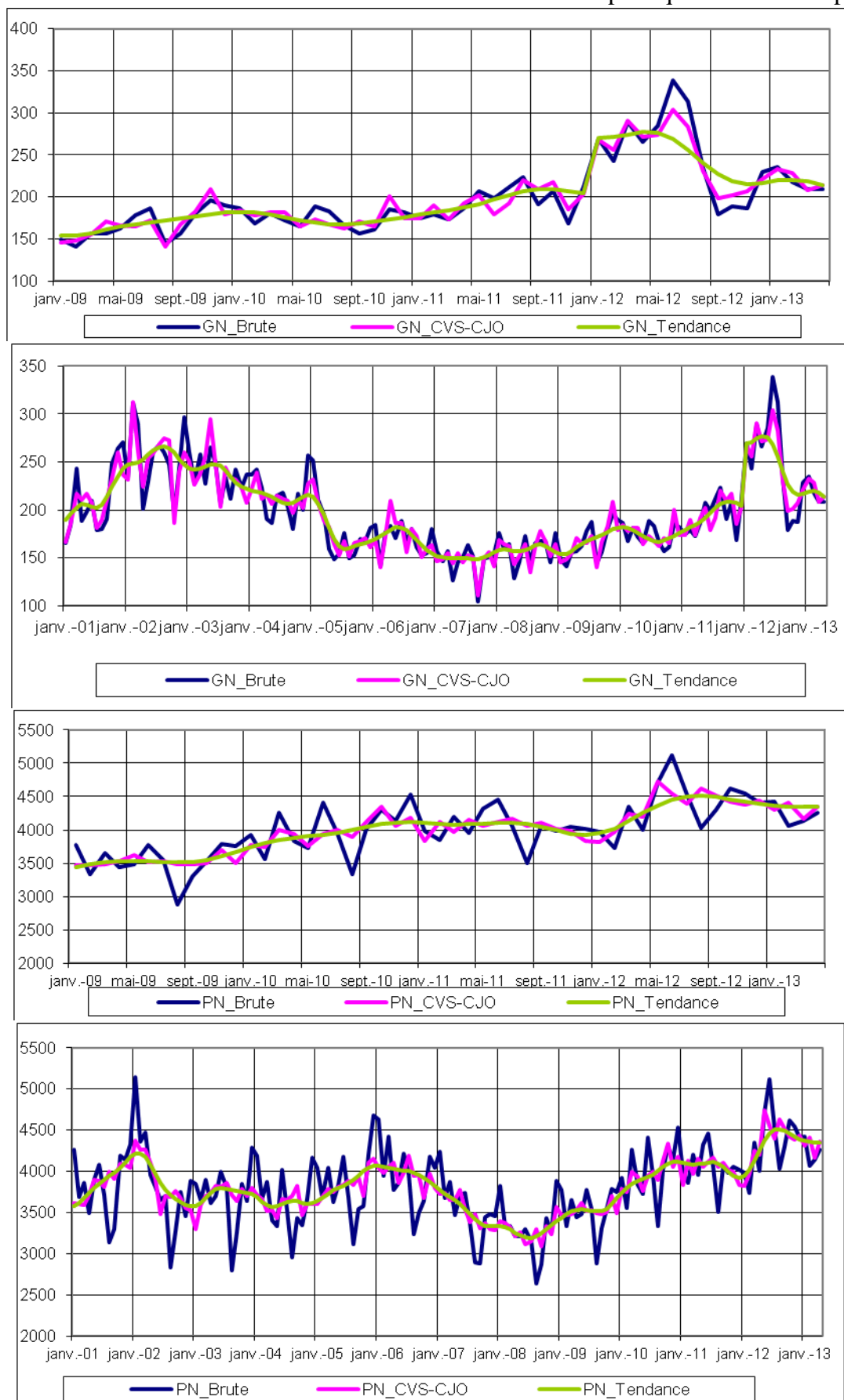
Index 12 : Menaces ou chantage dans un autre but



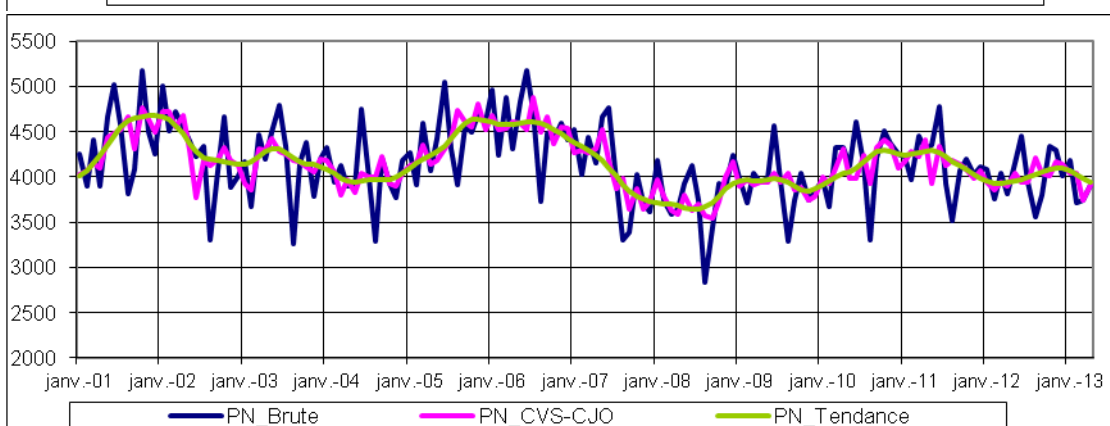
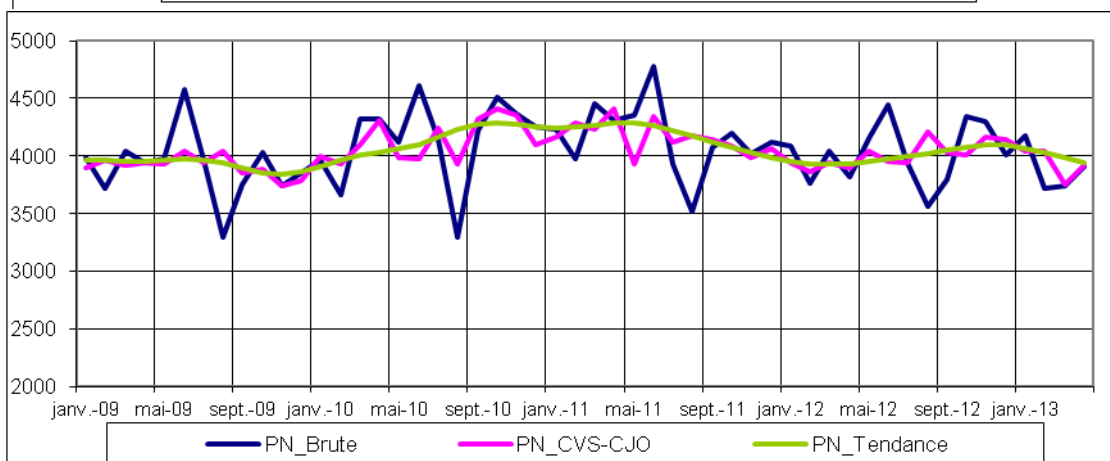
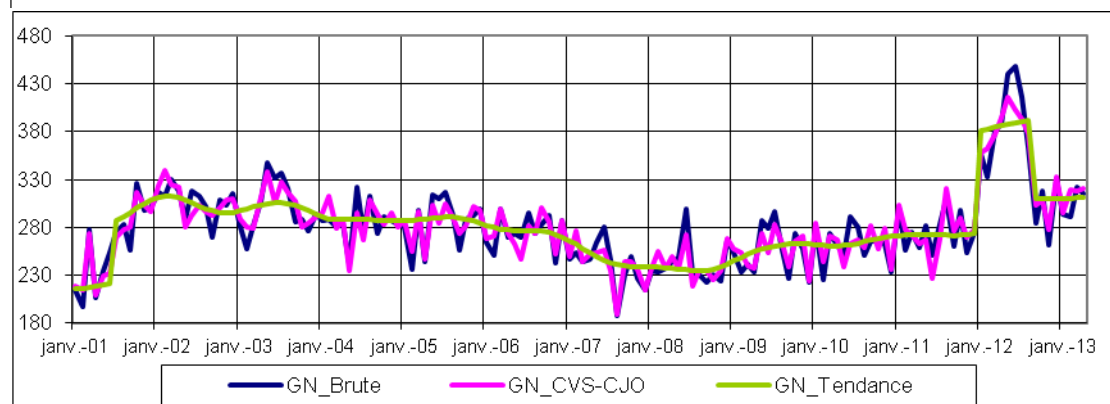
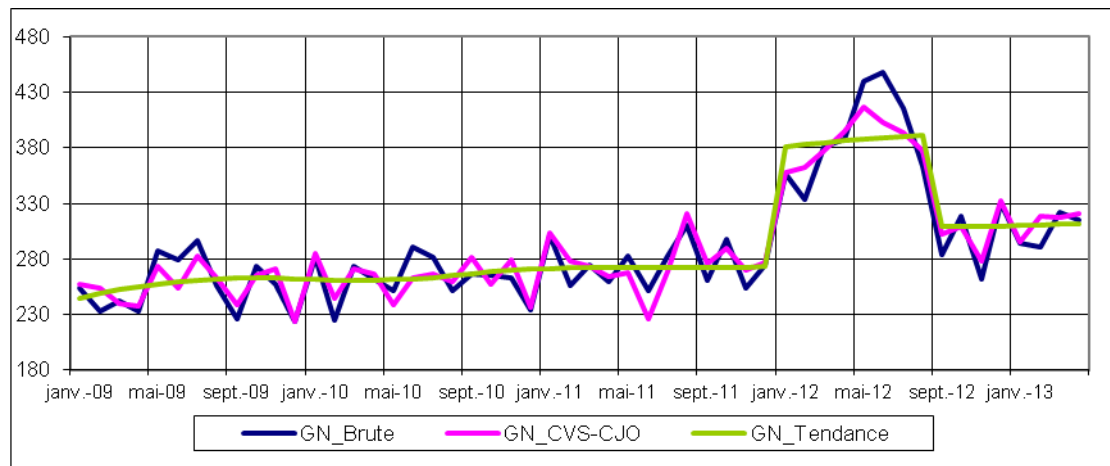
Index 13 : Atteintes à la dignité et à la personnalité



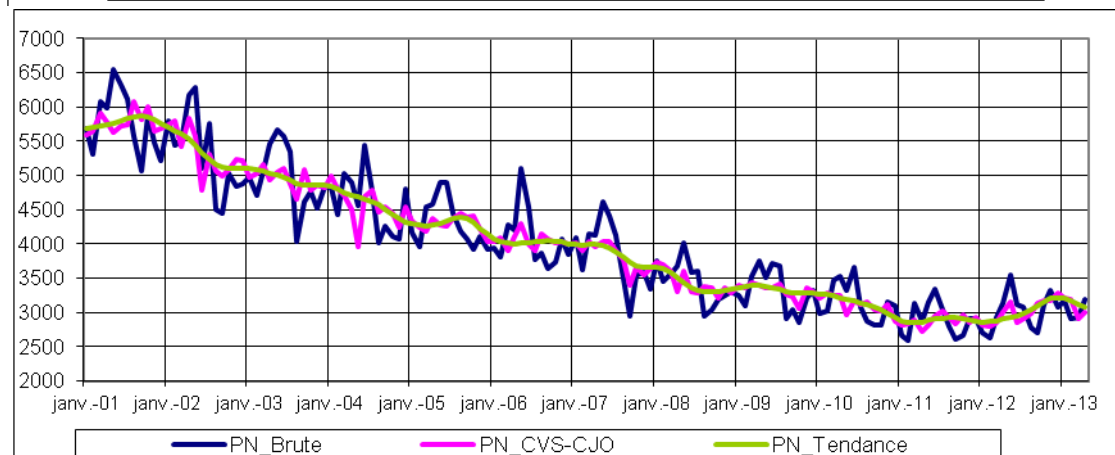
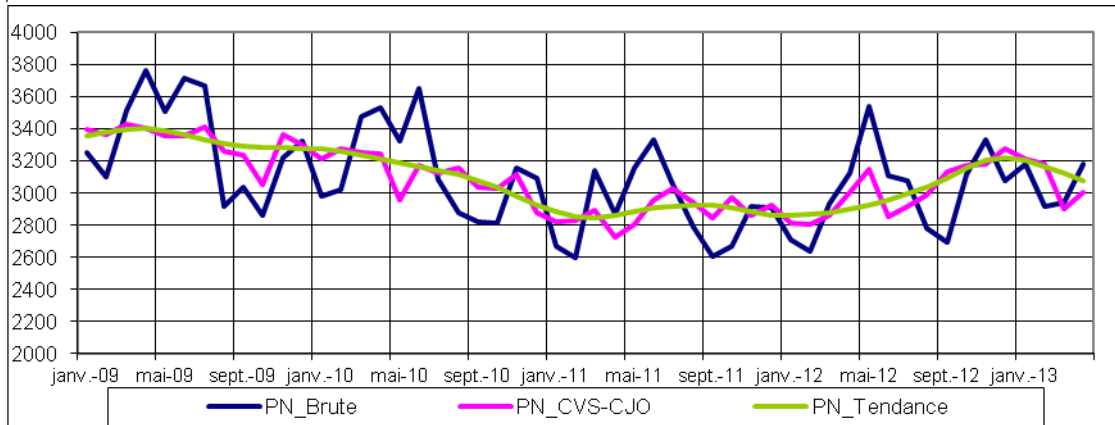
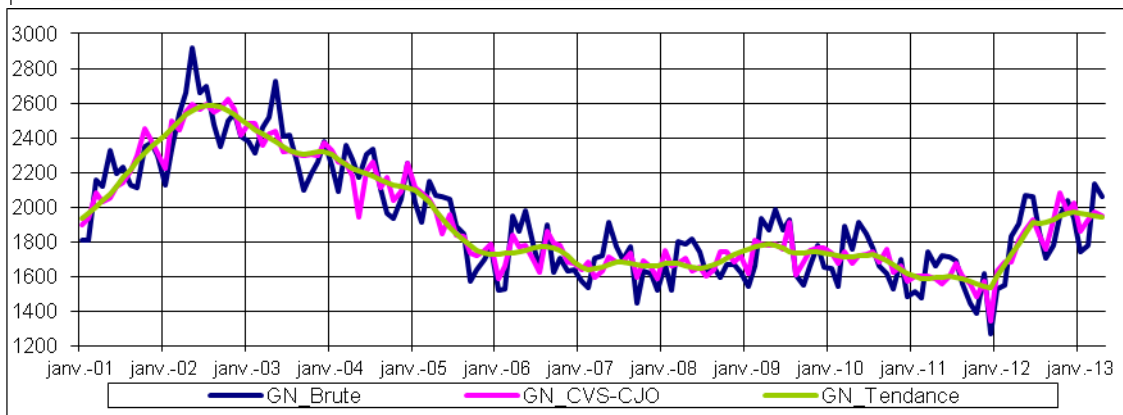
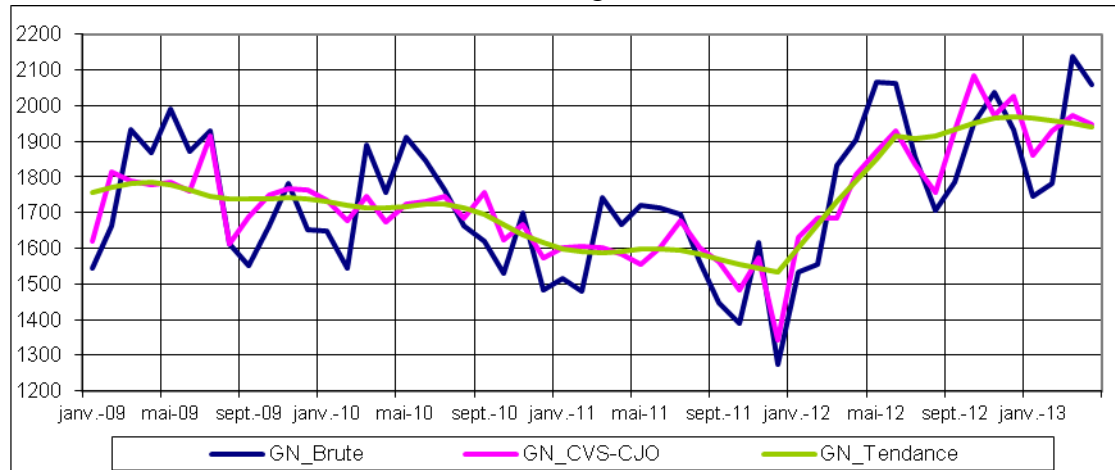
Index 25 : Vols violents sans armes contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public



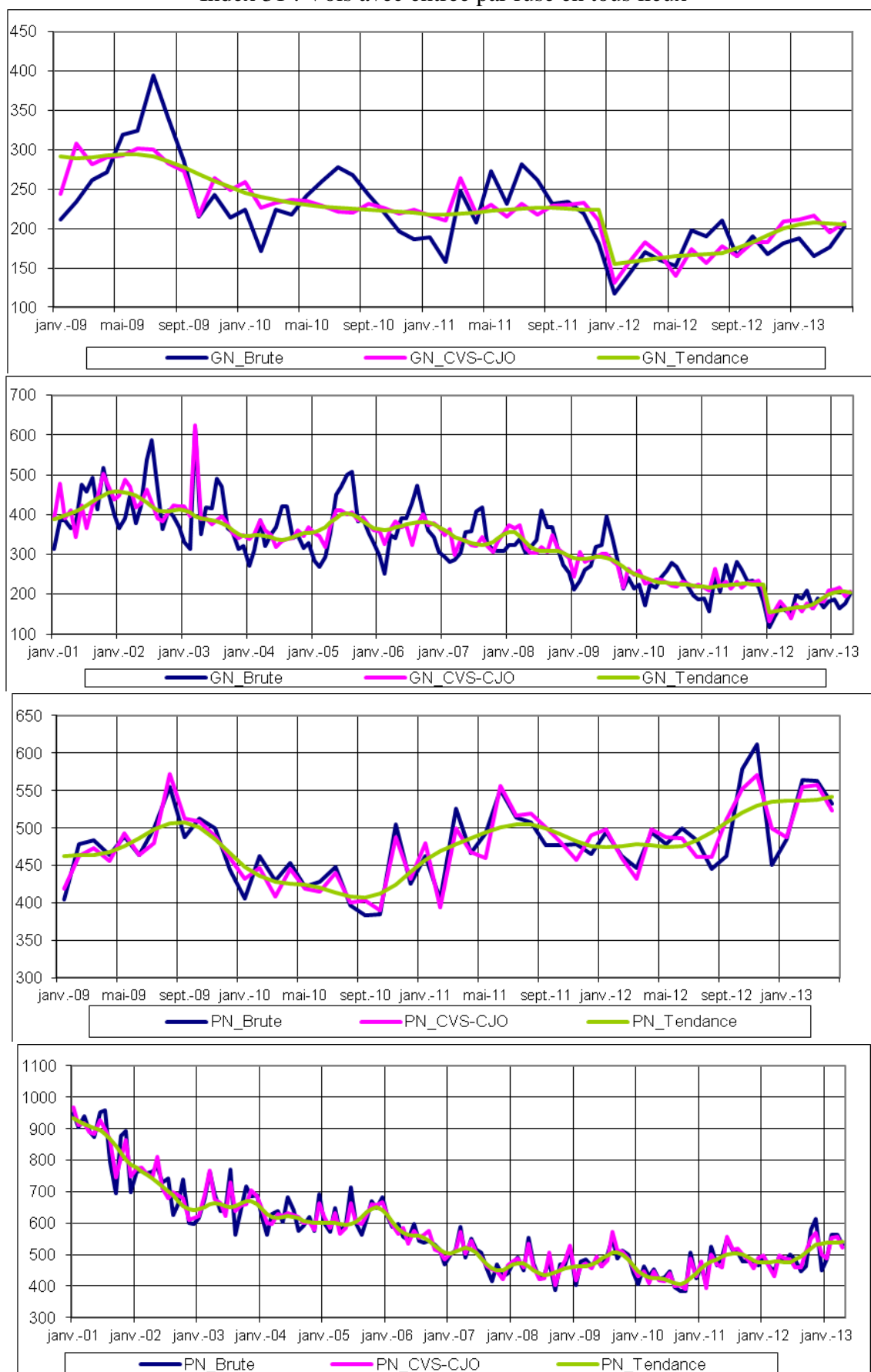
Index 26 : Vols avec violences sans armes contre d'autres victimes



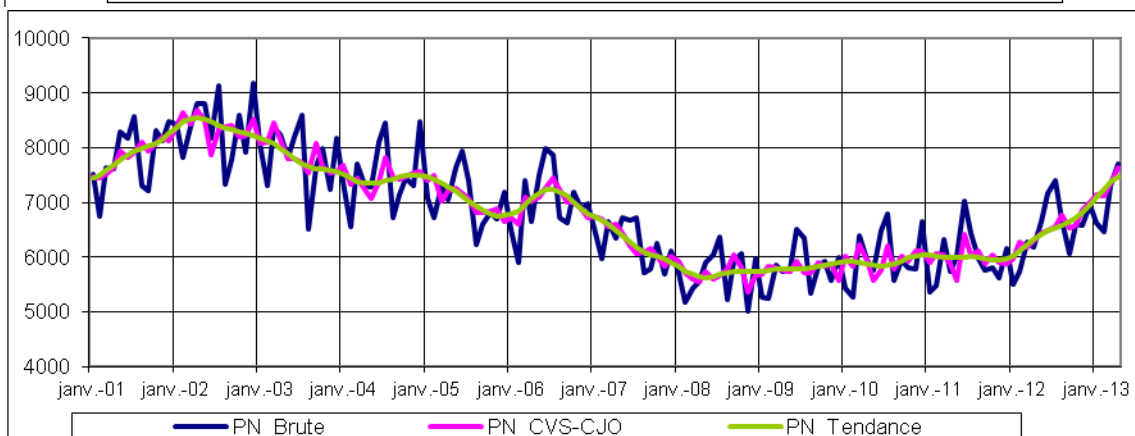
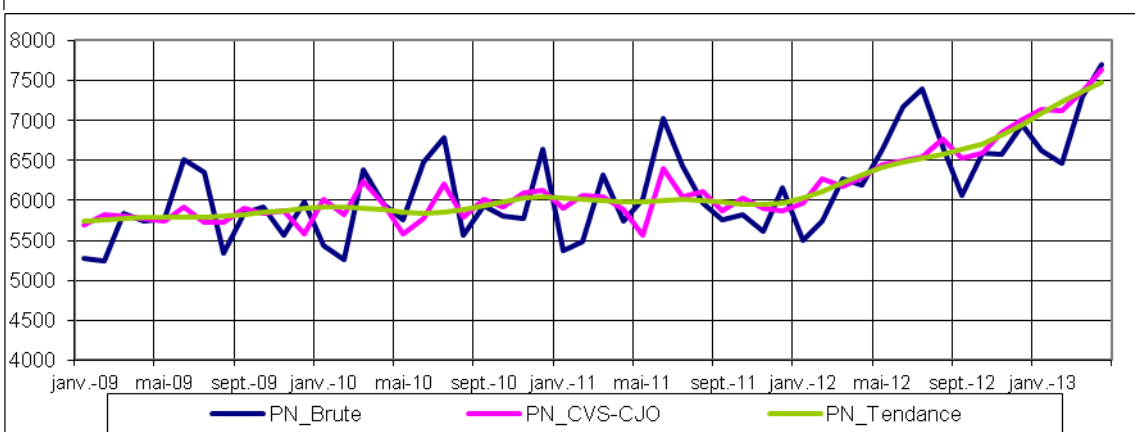
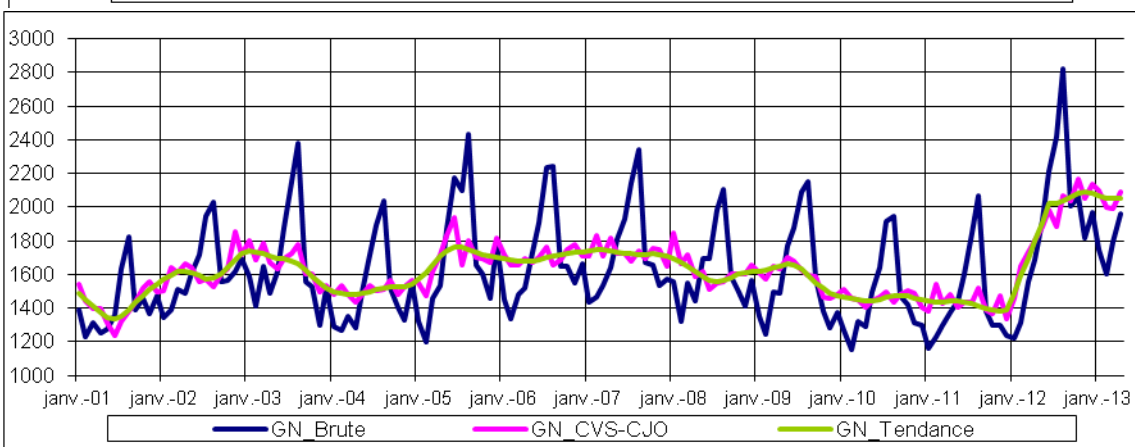
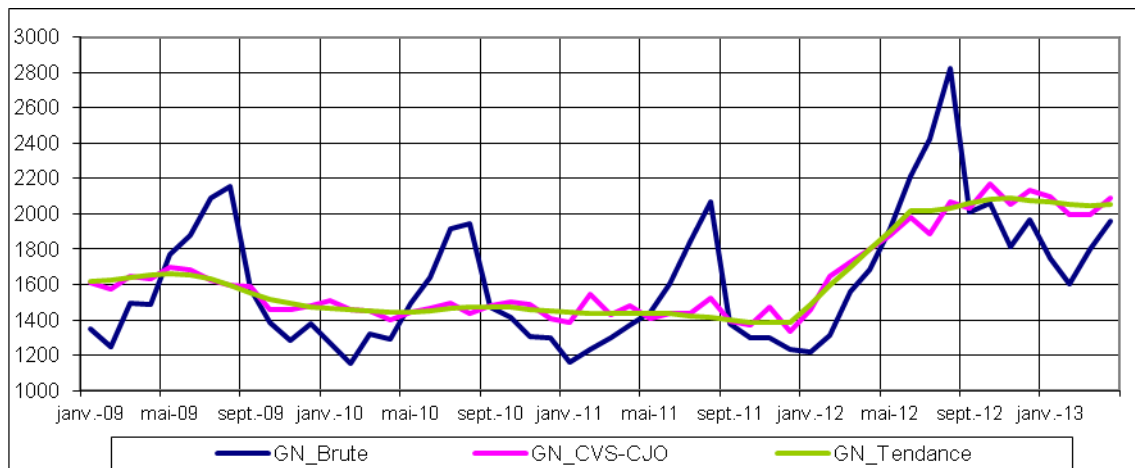
Index 30 : Cambriolages d'autres lieux



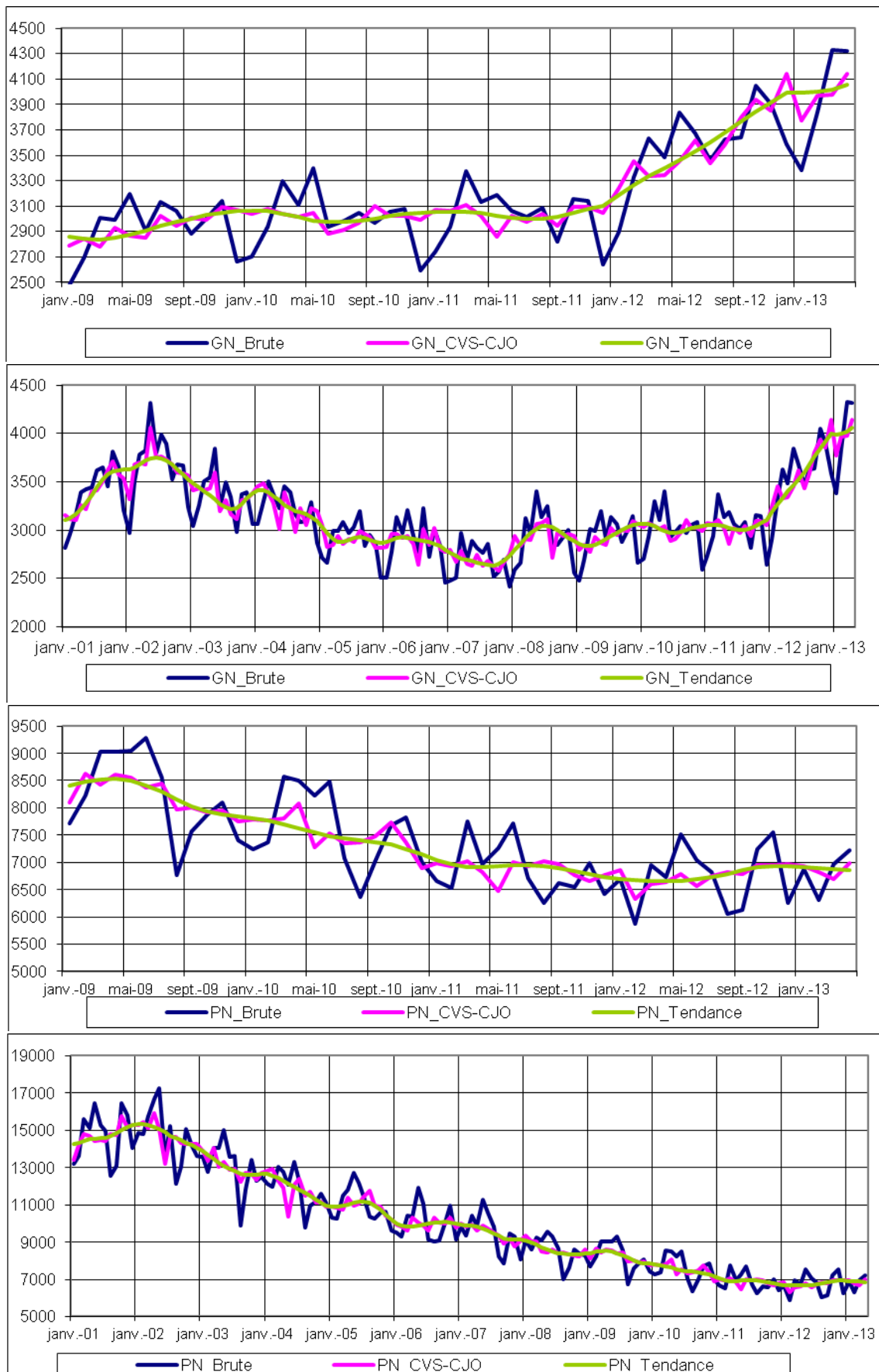
Index 31 : Vols avec entrée par ruse en tous lieux



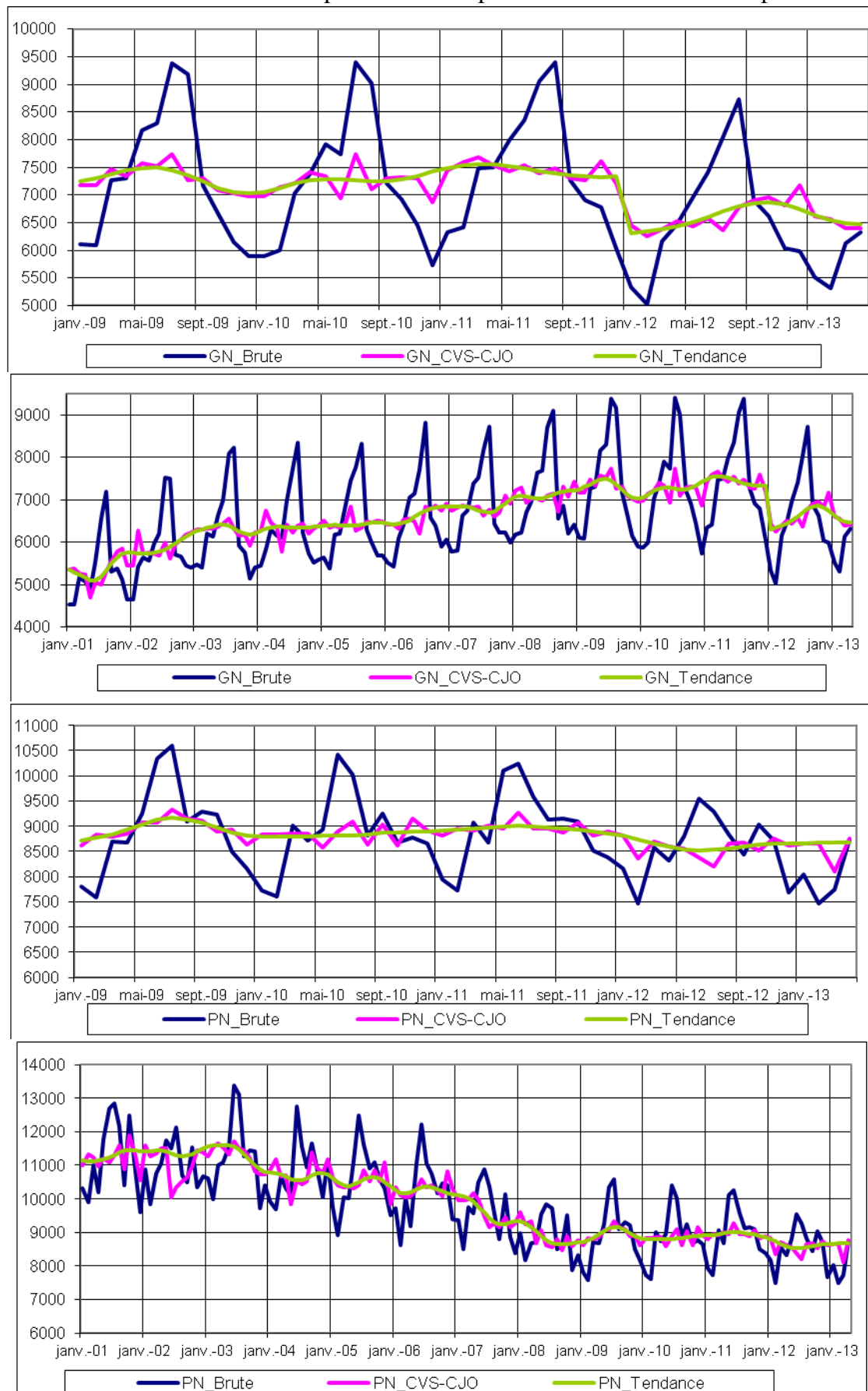
Index 32 : Vols à la tire



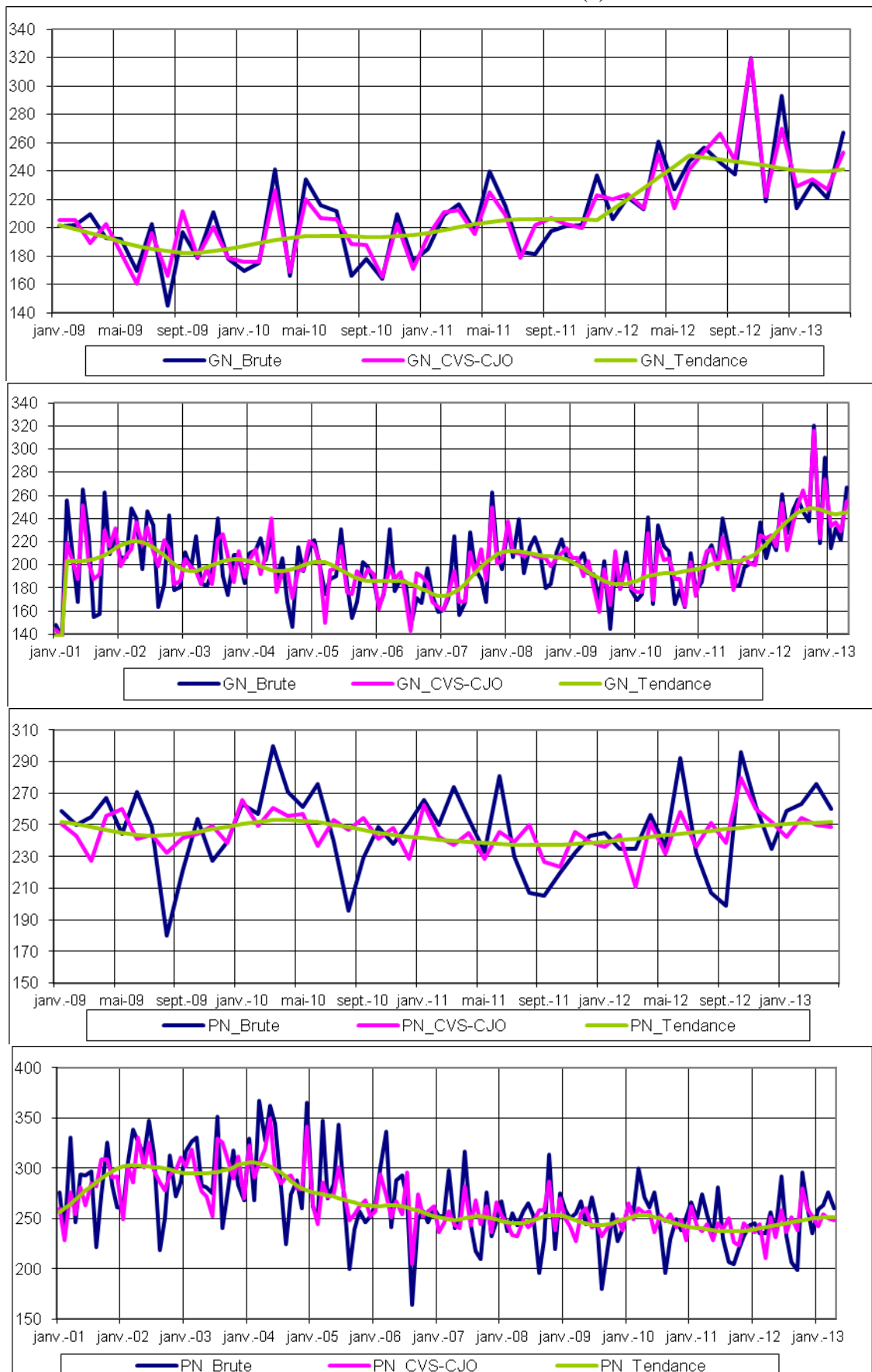
Index 38 : Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés



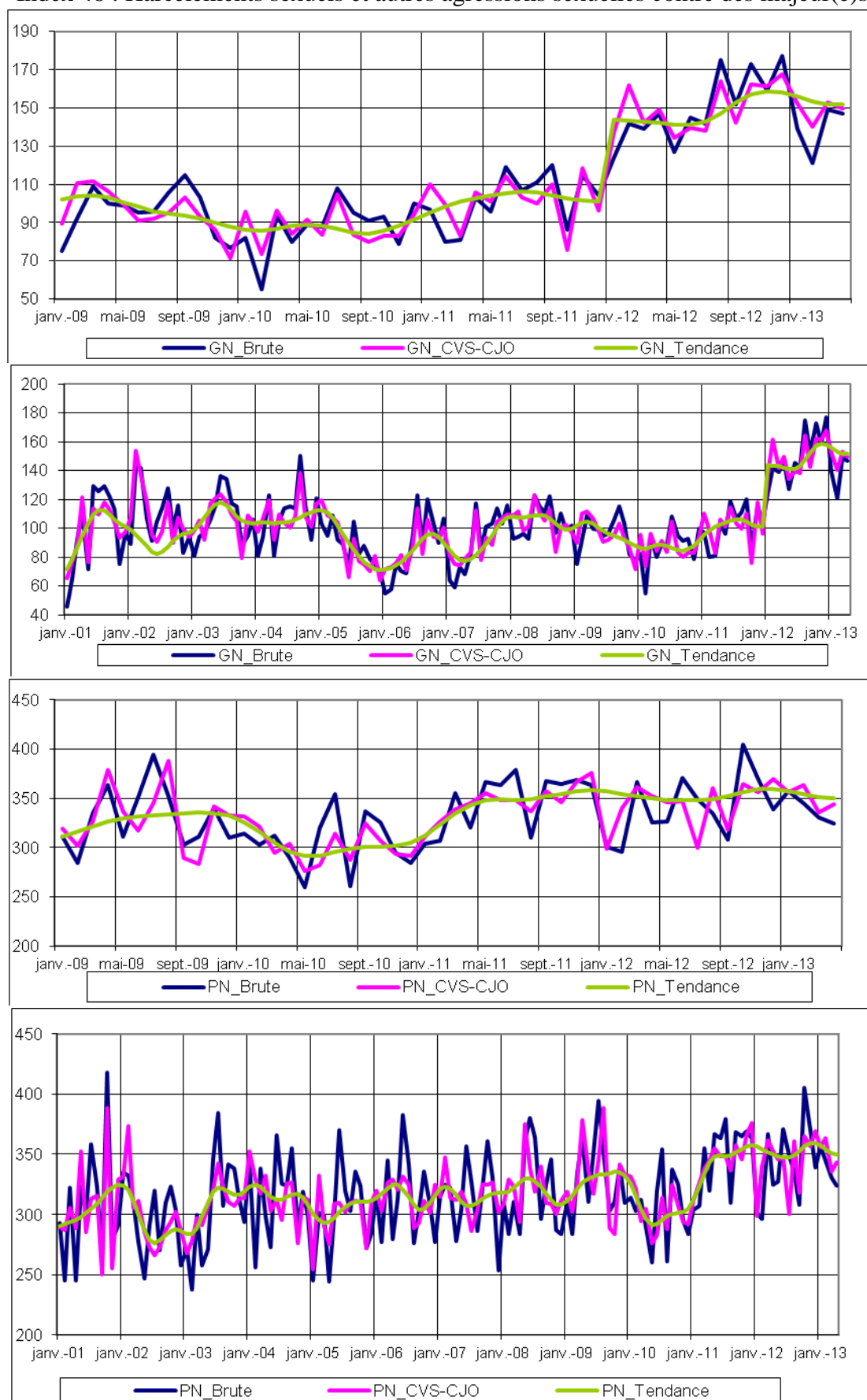
Index 42 : Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés



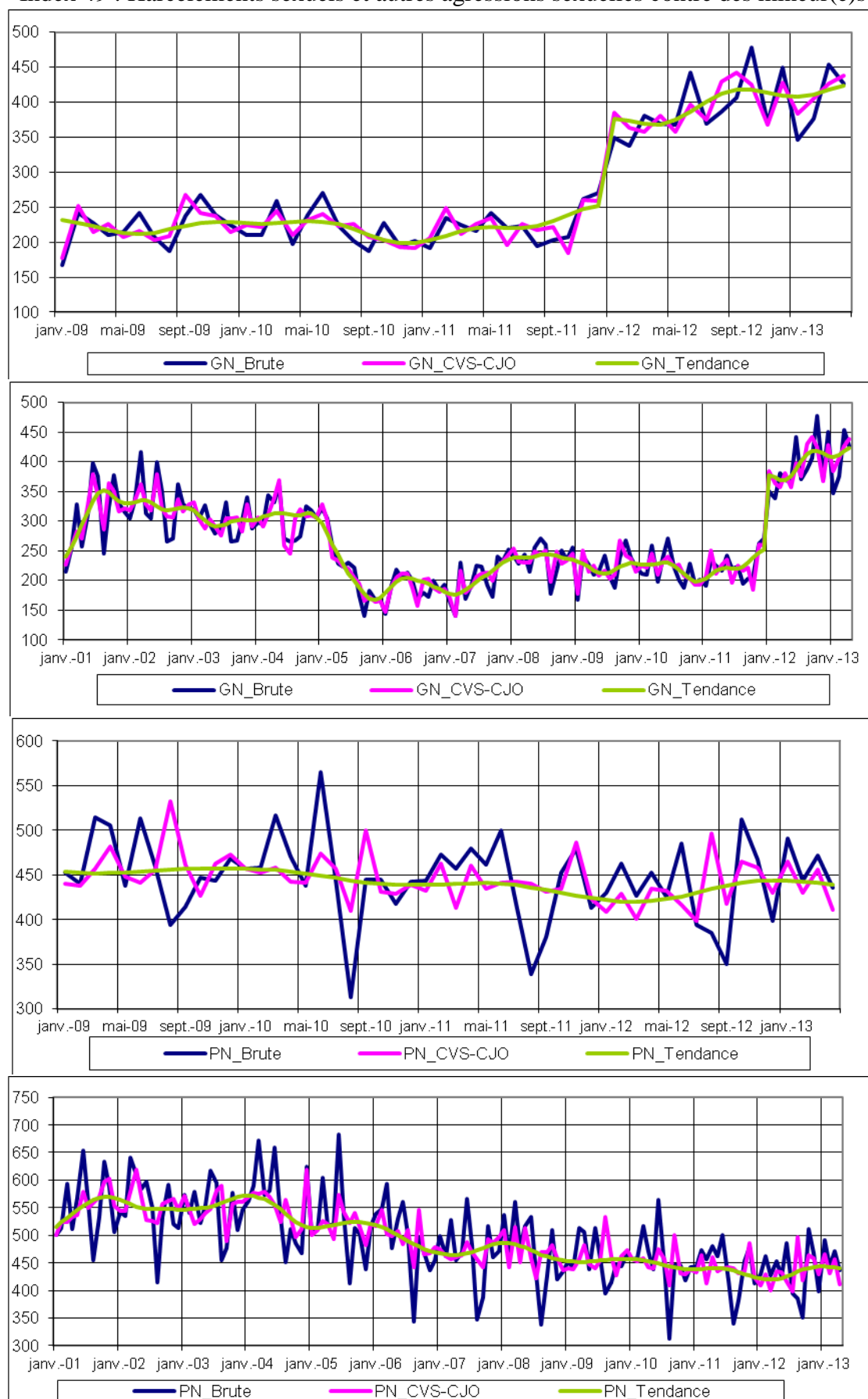
Index 47 : Viols sur des mineur(e)s



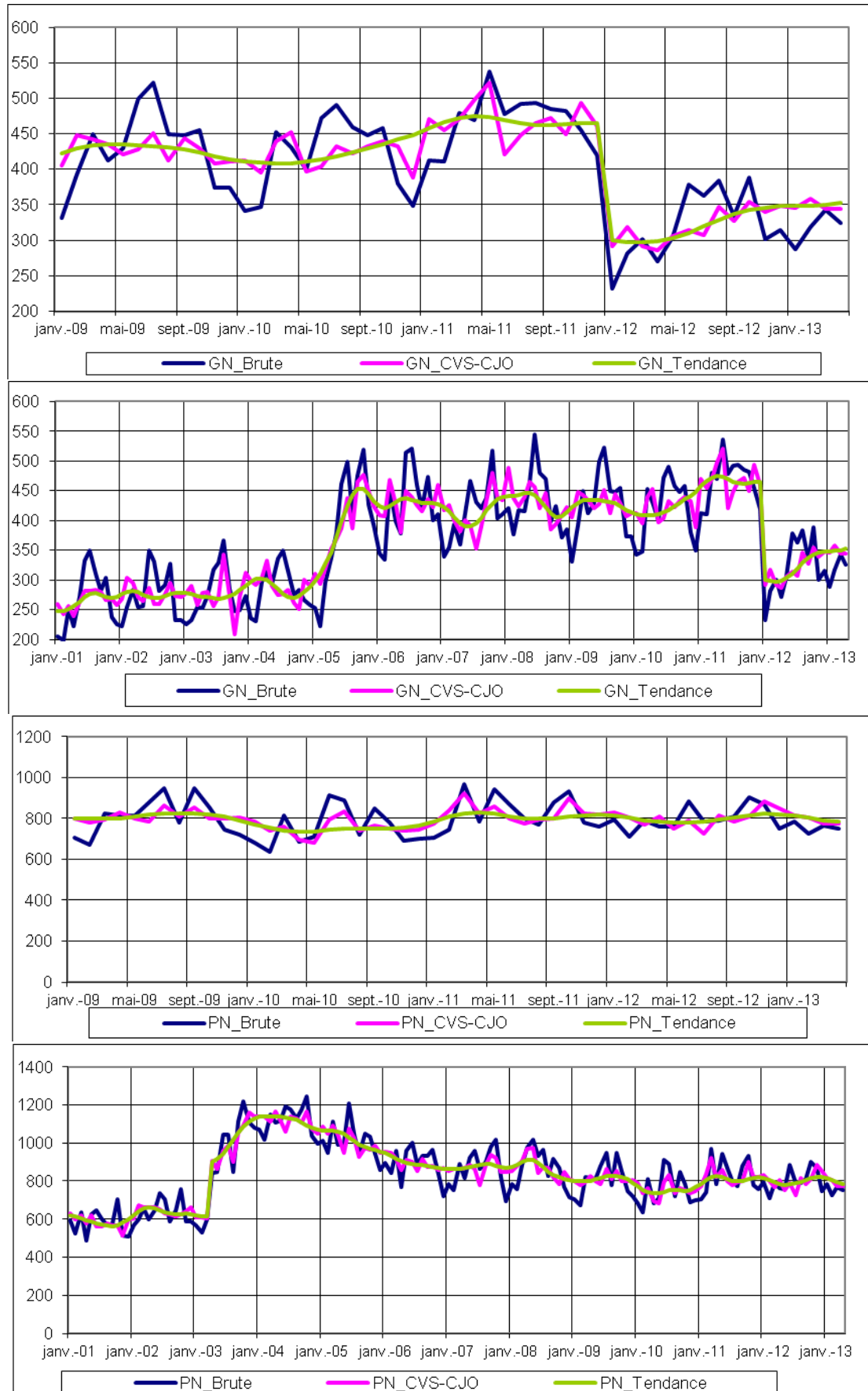
Index 48 : Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s



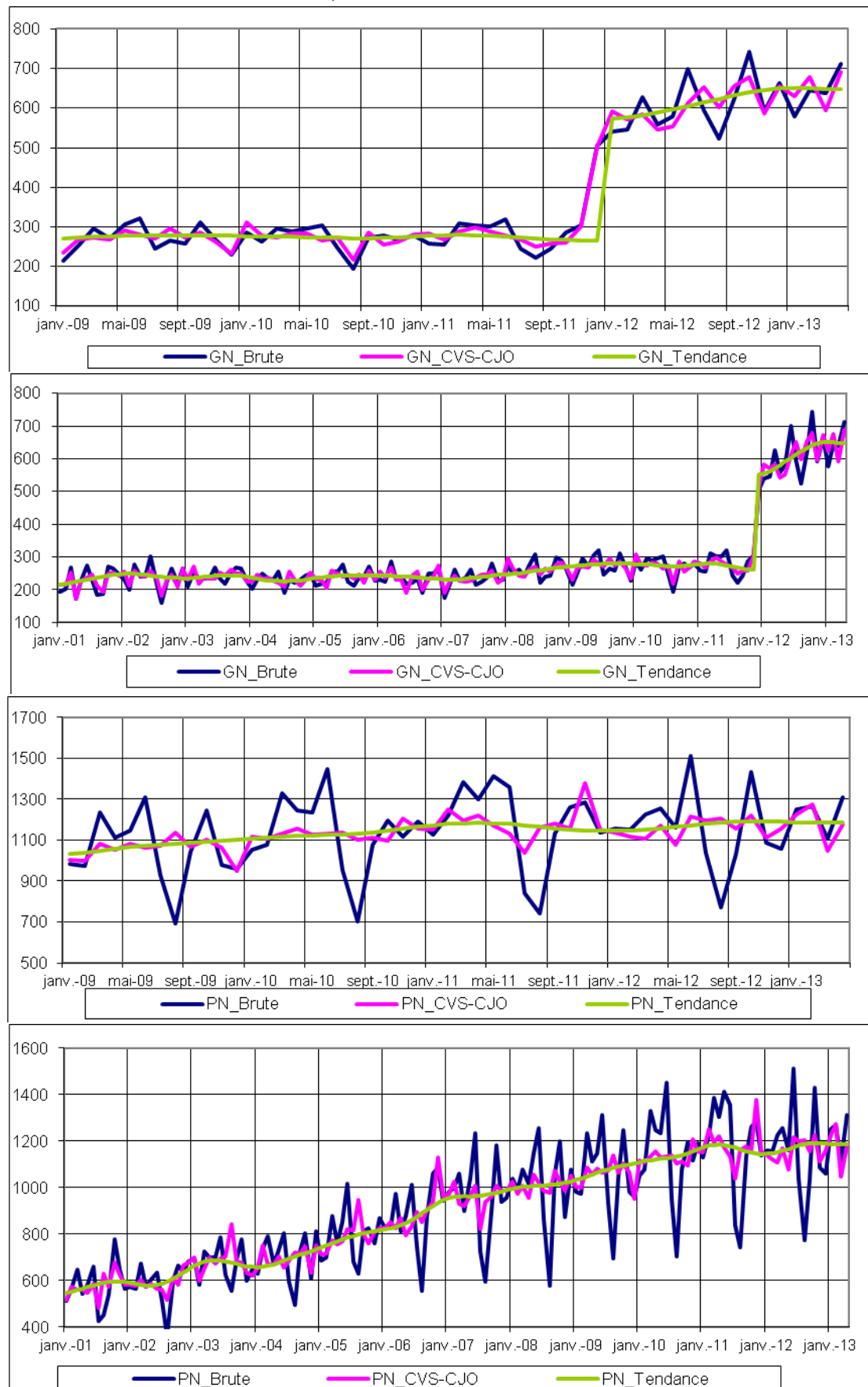
Index 49 : Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s



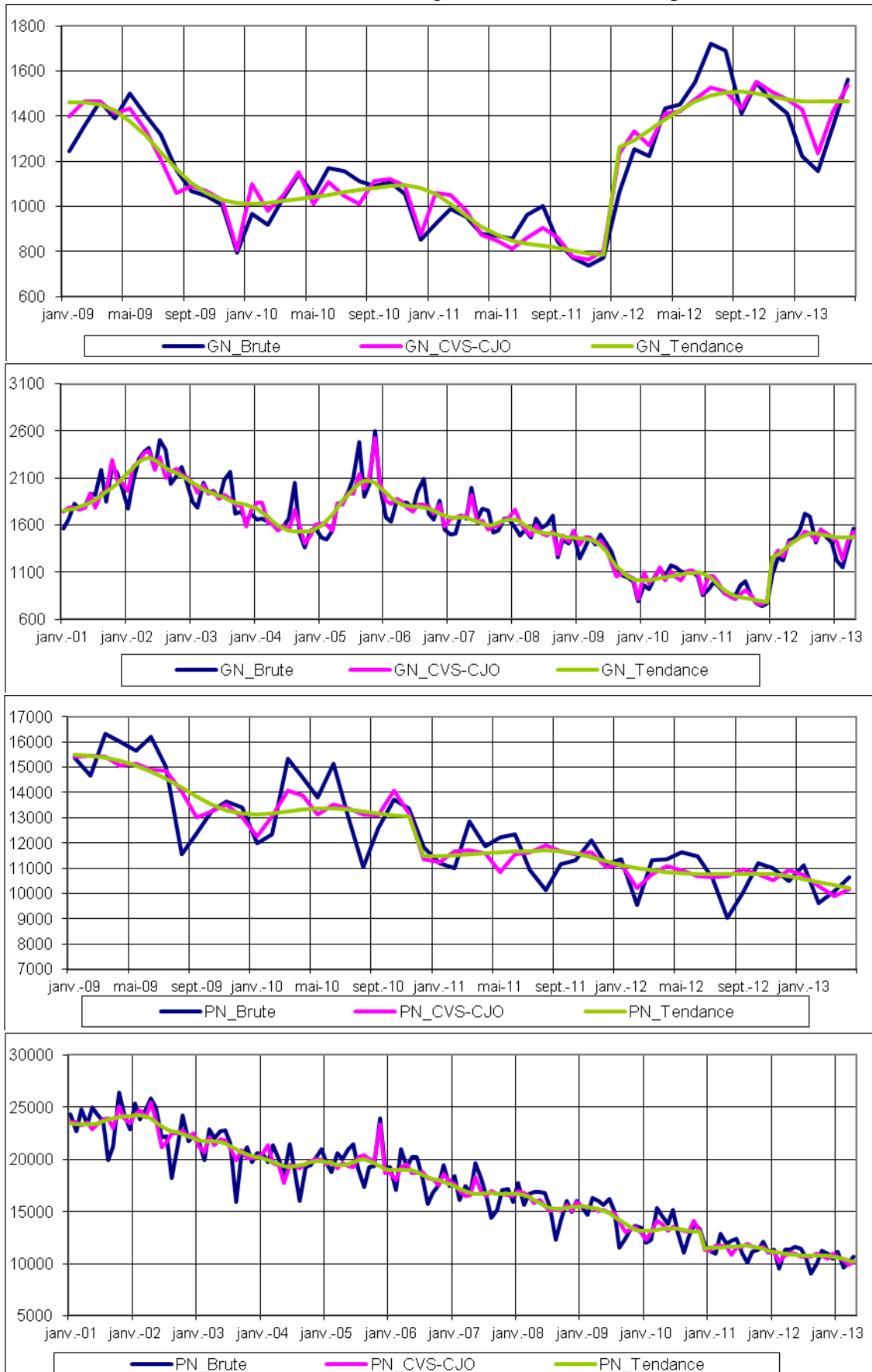
Index 50 : Atteintes sexuelles



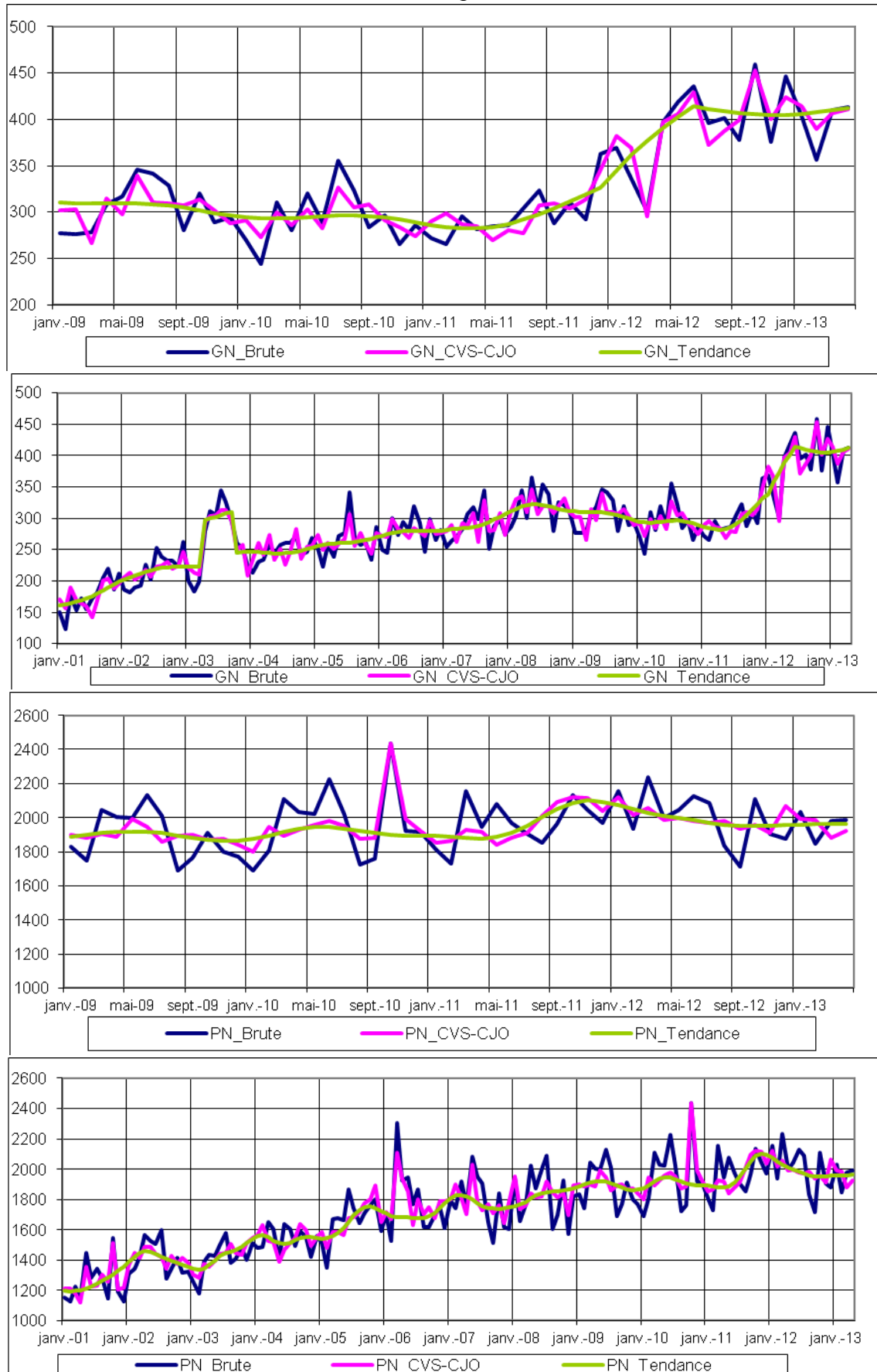
Index 52 : Violences, mauvais traitement et abandons d'enfants



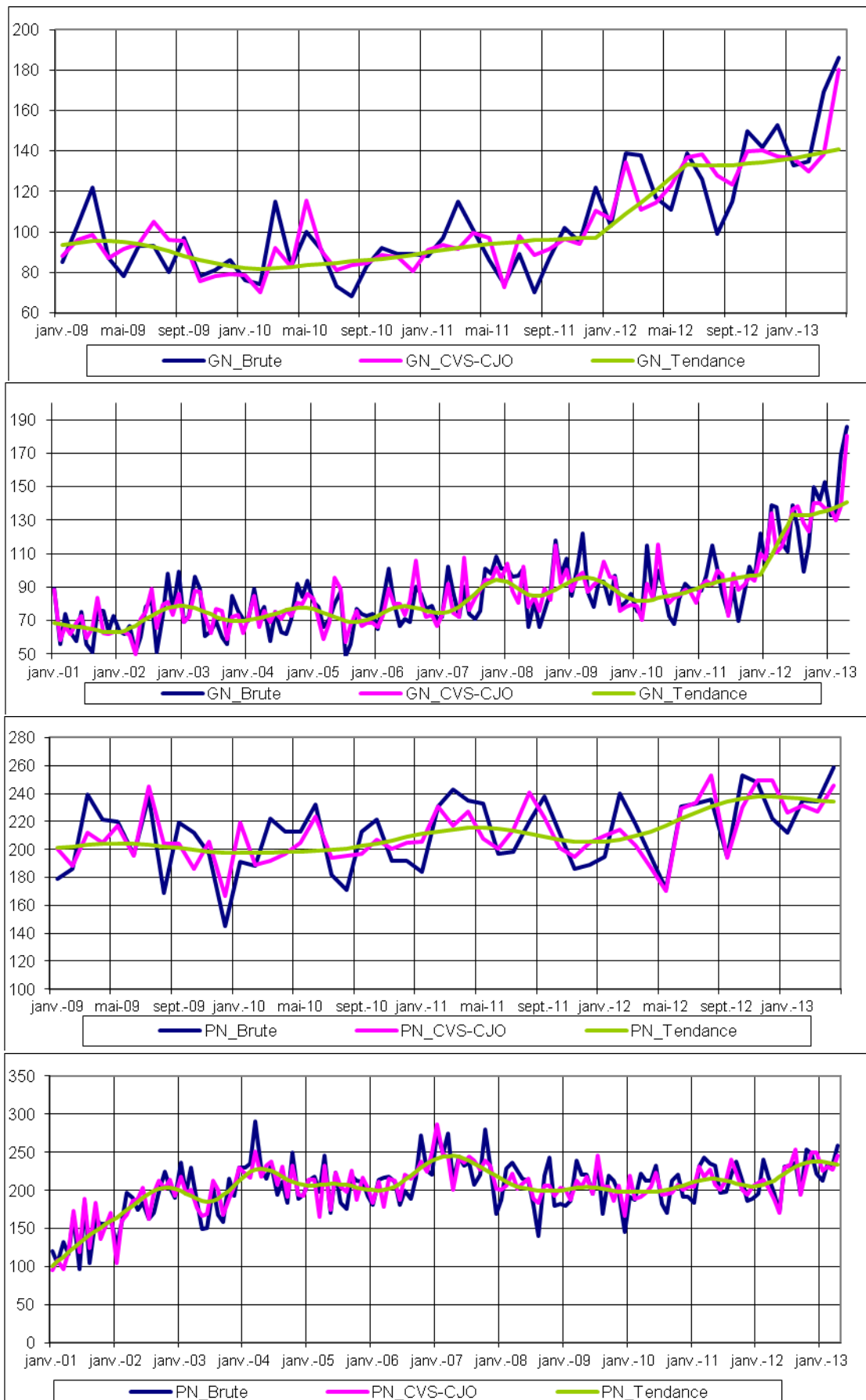
Index 68 : Destructures et dégradations de véhicules privés



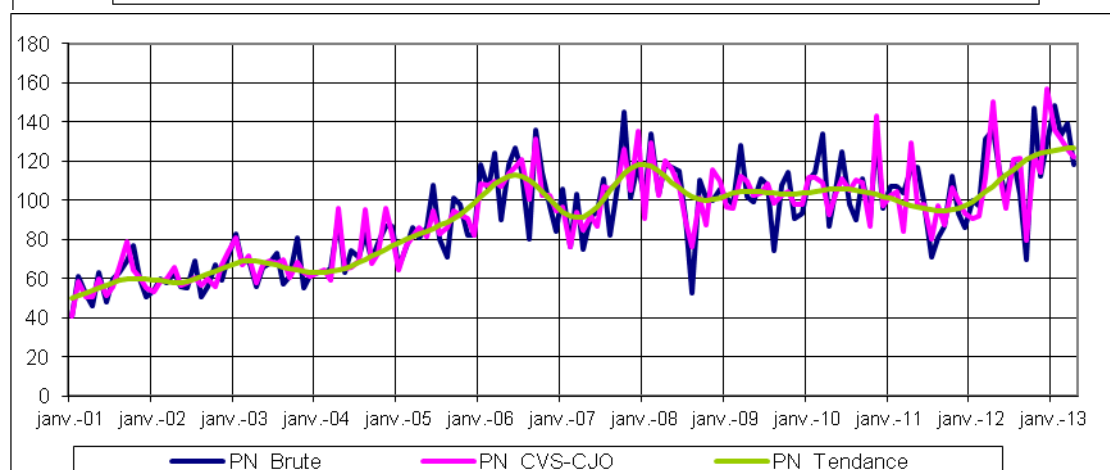
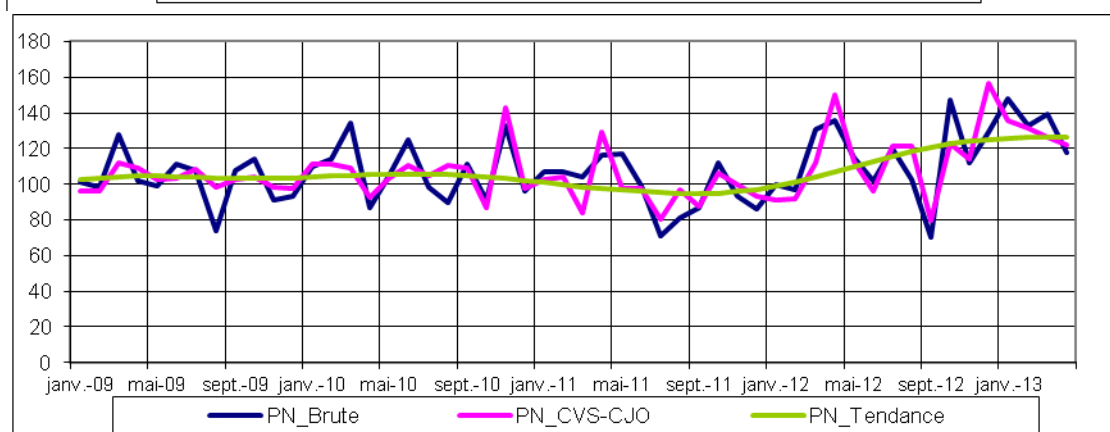
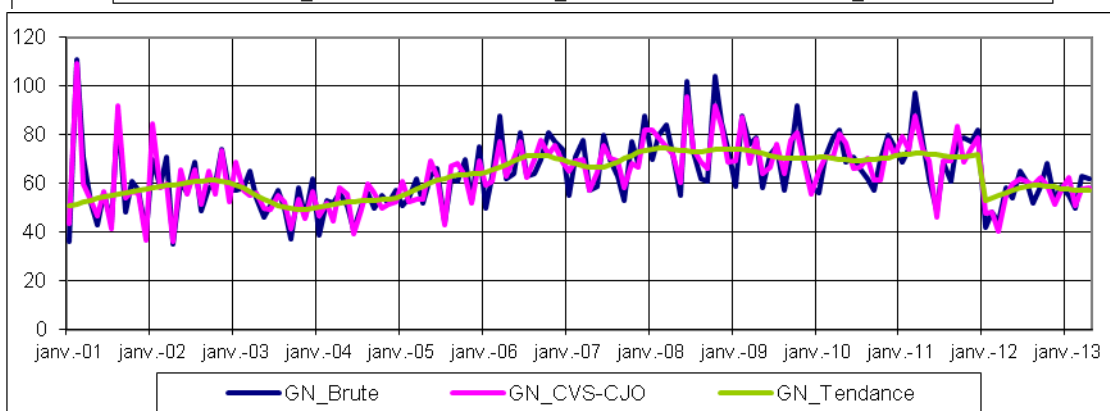
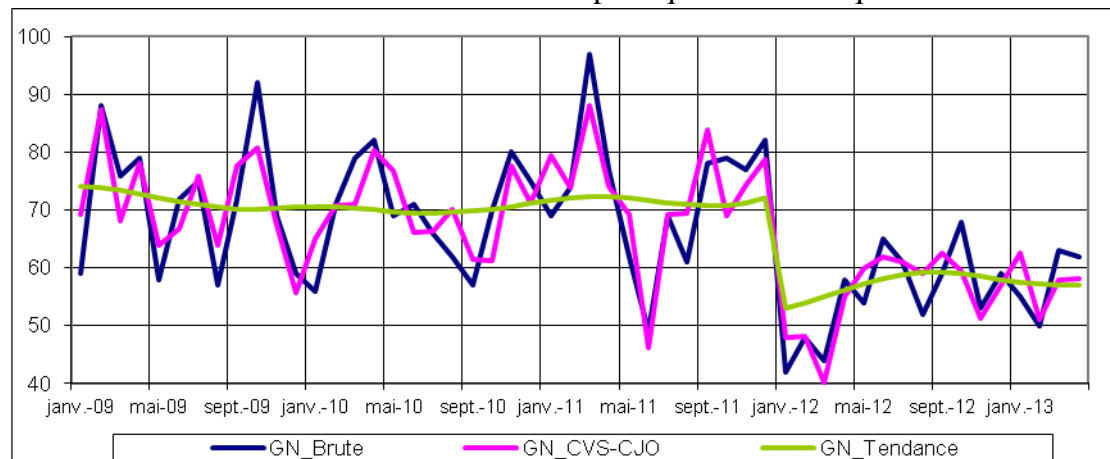
Index 73 : Violences à dépositaires de l'autorité



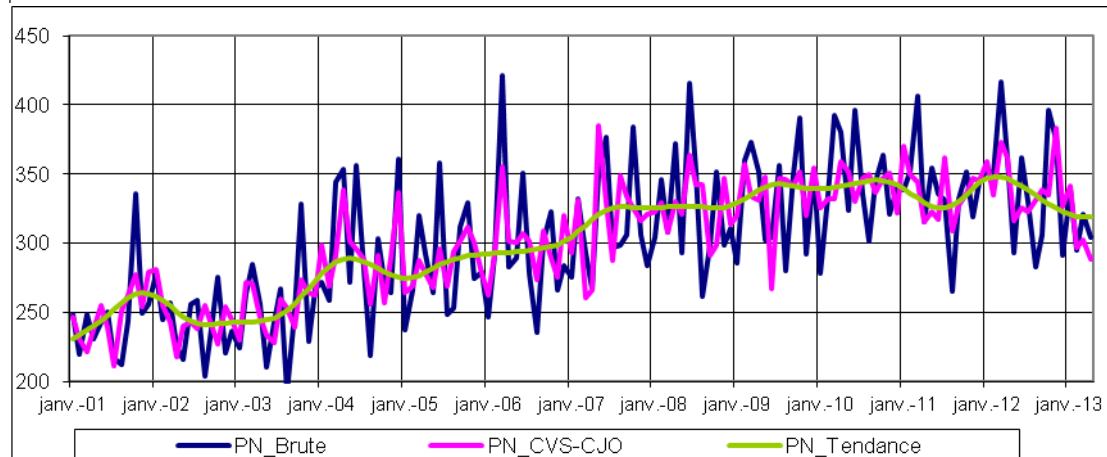
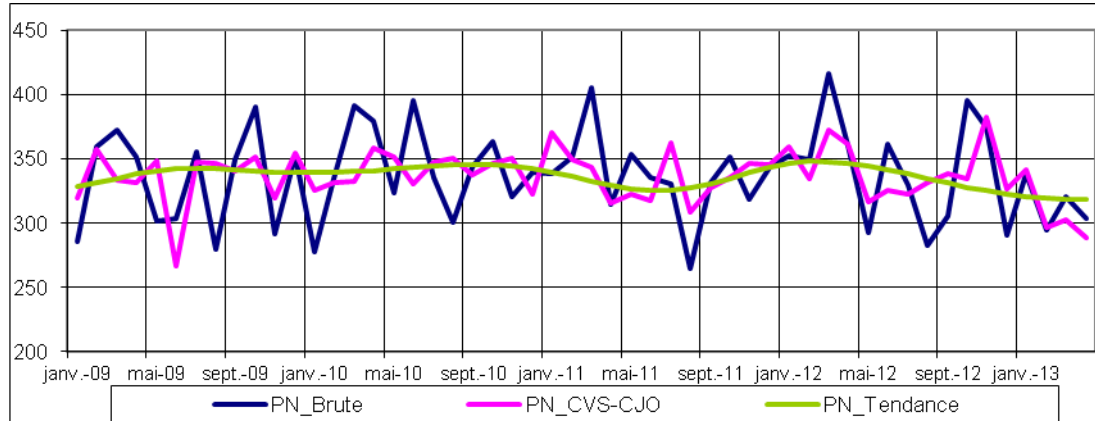
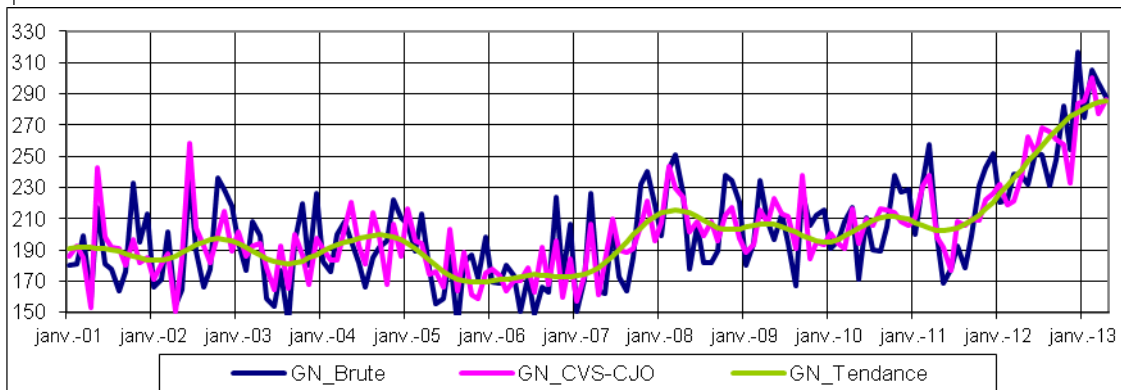
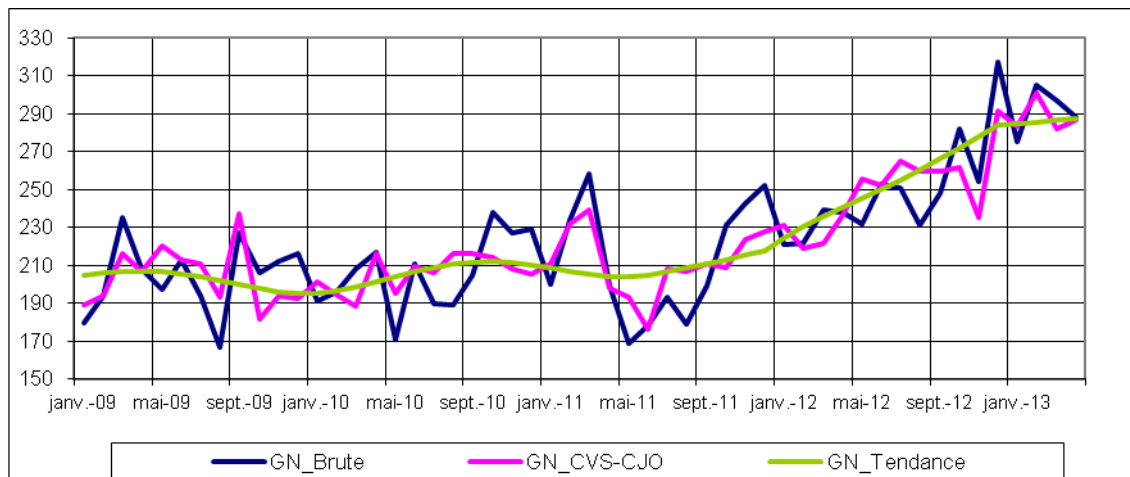
Index 83 : Autres faux documents administratifs



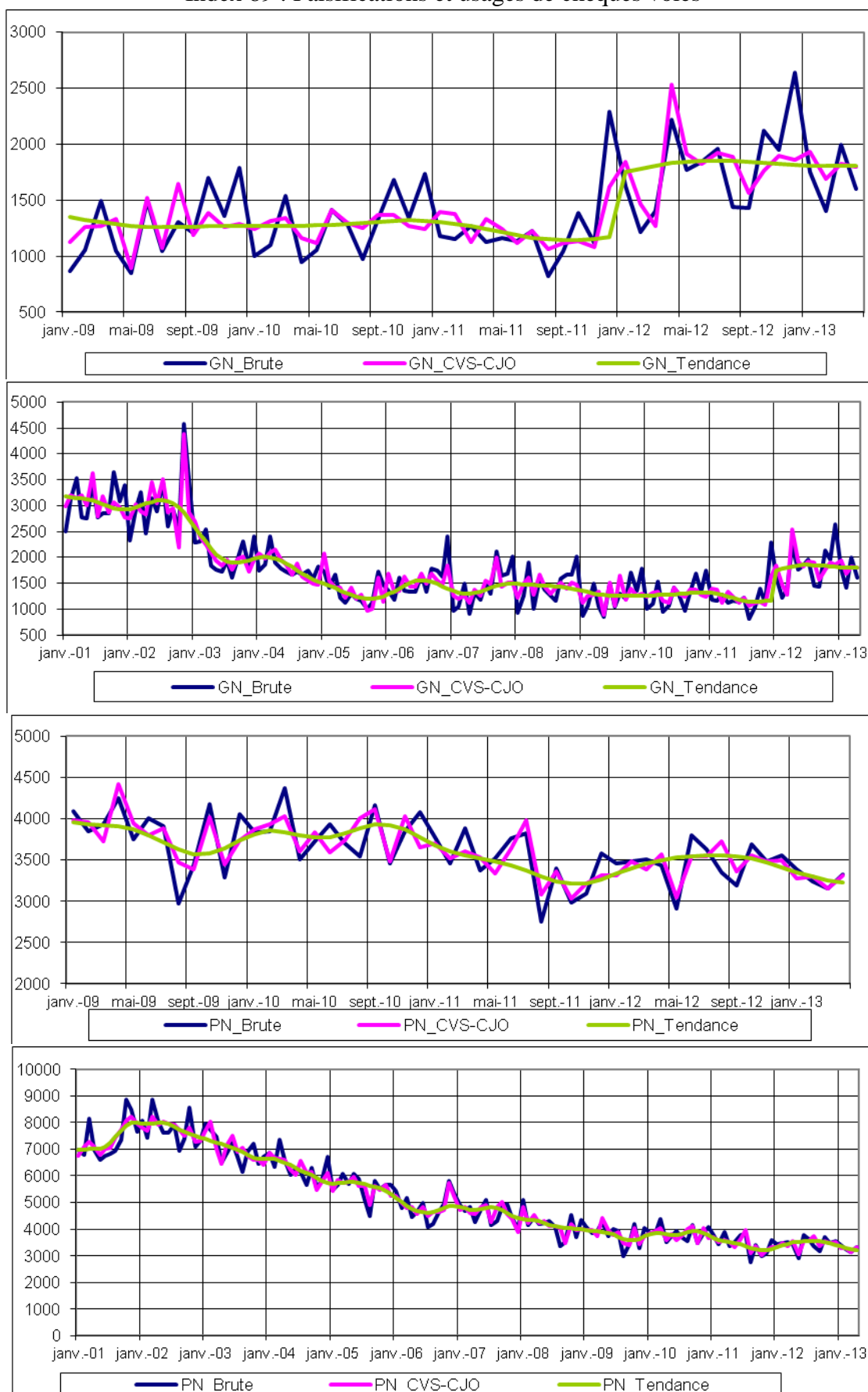
Index 84 : Faux en écriture publique et authentique



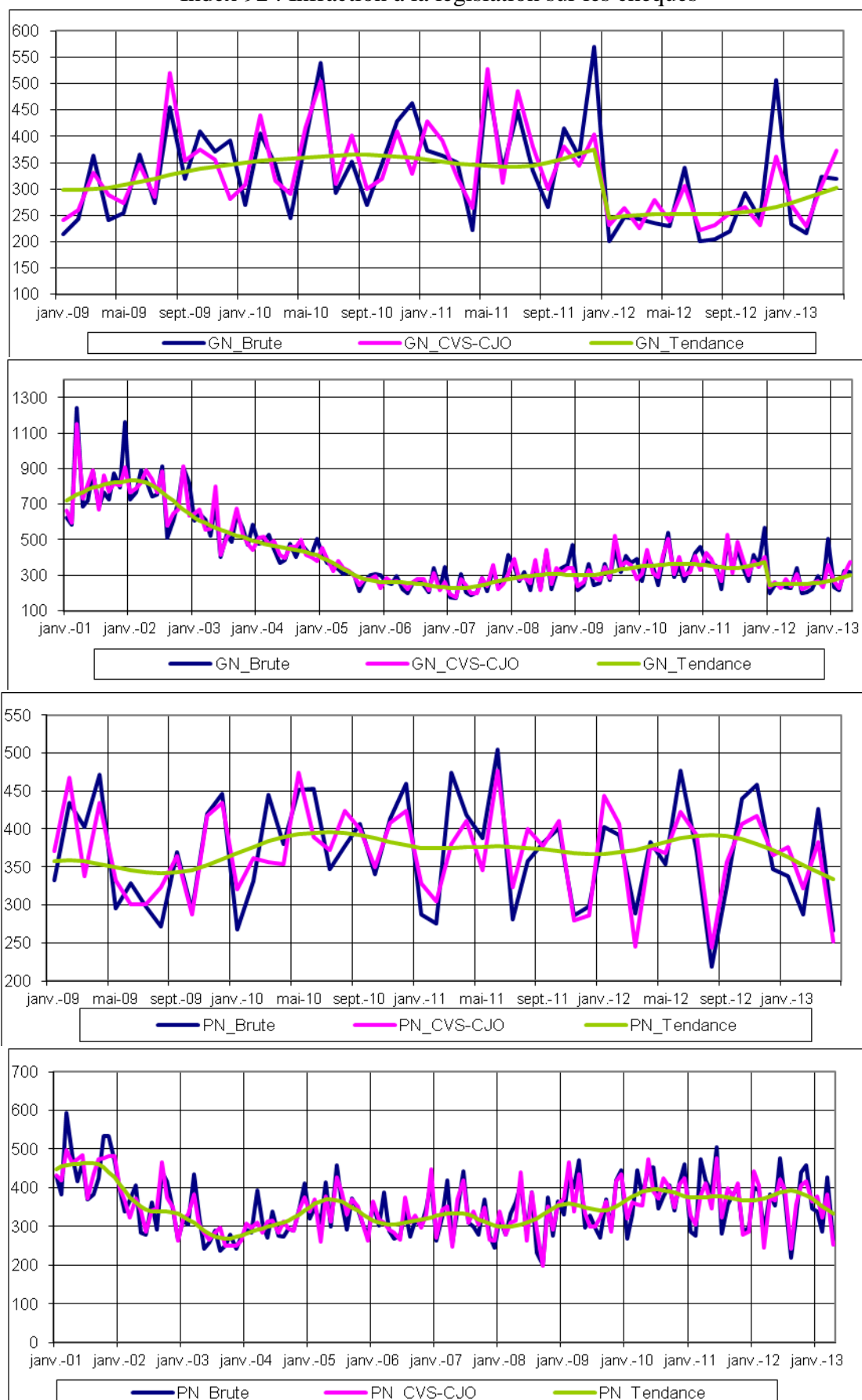
Index 85 : Autres faux en écriture



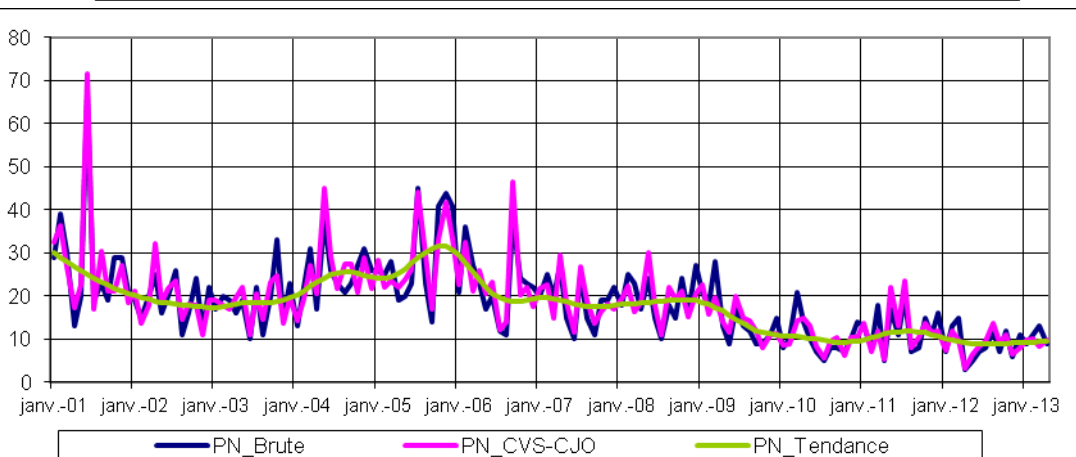
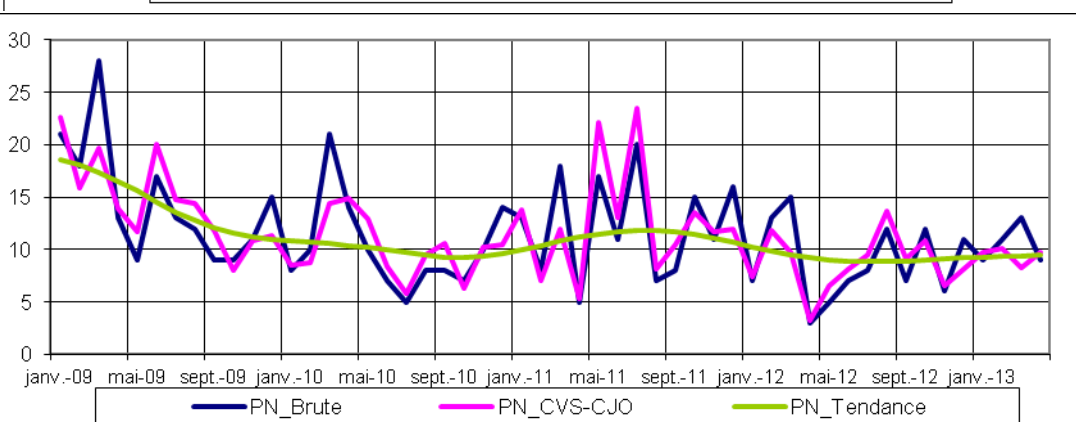
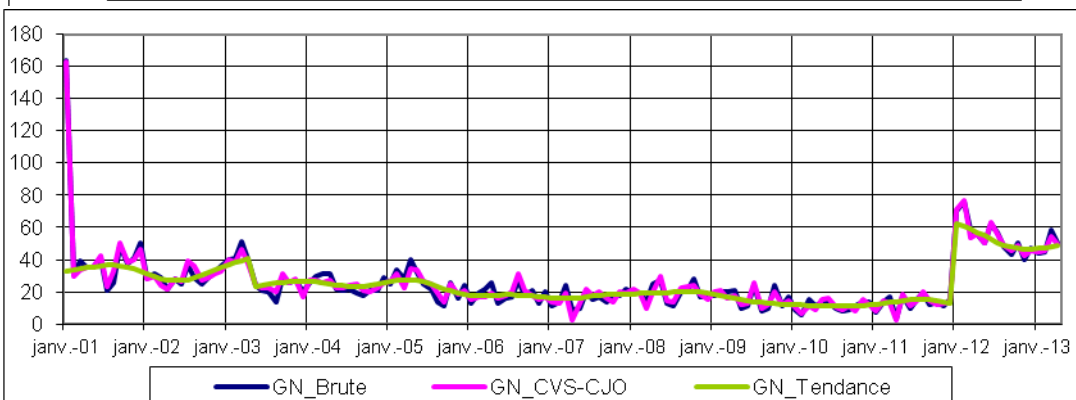
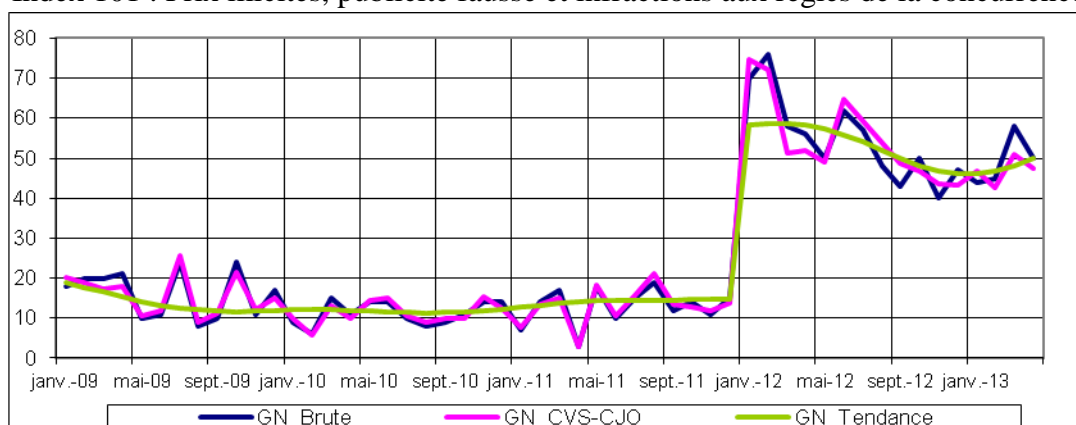
Index 89 : Falsifications et usages de chèques volés



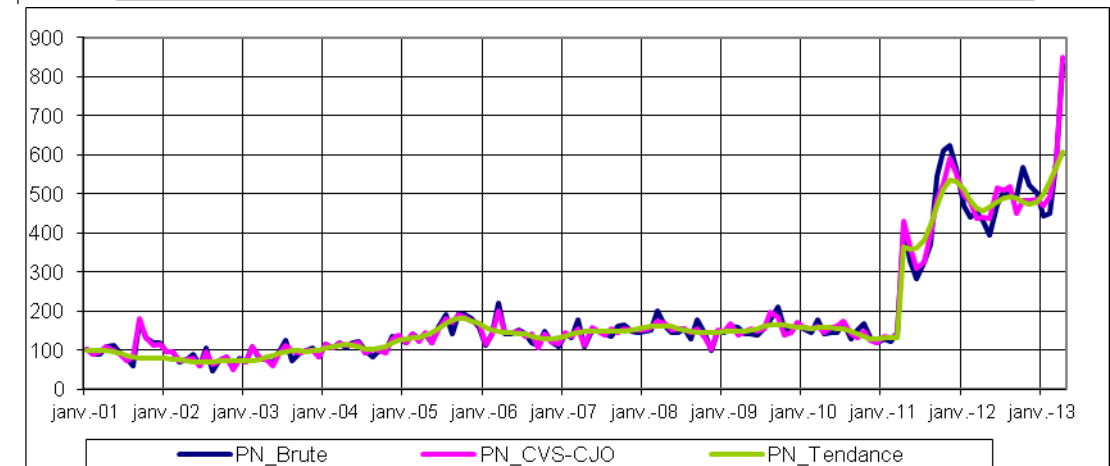
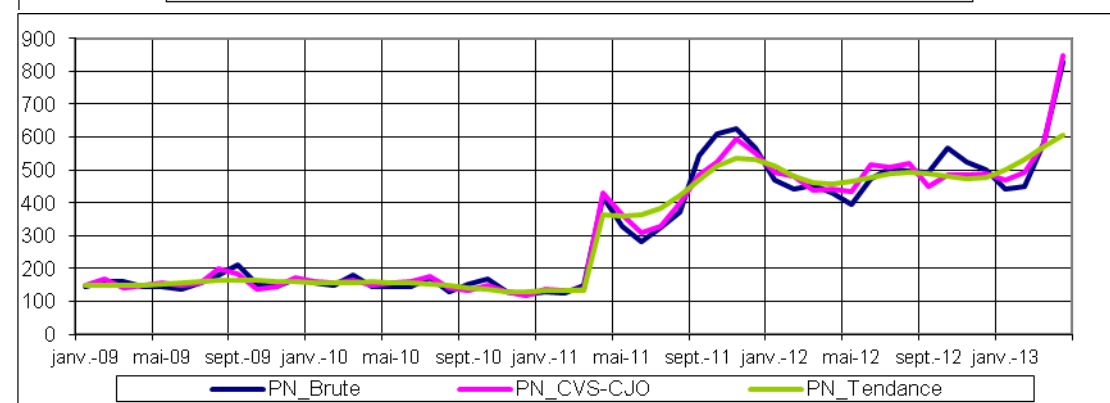
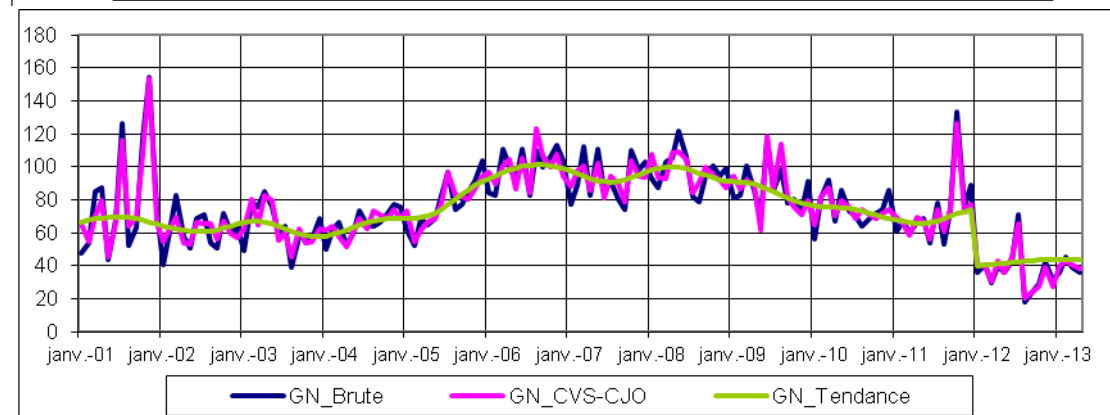
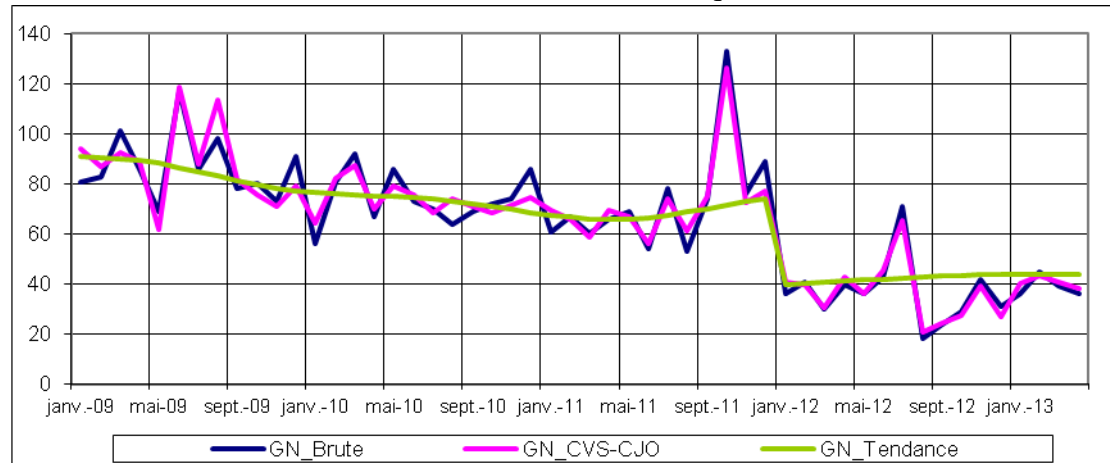
Index 92 : Infraction à la législation sur les chèques



Index 101 : Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence



Index 106 : Autres infractions économiques et financiers



ANNEXE 33 : BILAN PAR INDEX DE L'ETUDE DE LA MISSION SUR LES DECROCHAGES DUS AU LOGICIEL PULS@R-MIS

I/ La comparaison des deux méthodes

Précision méthodologique :

Les tableaux qui suivent établissent les quantifications du décrochage dû au logiciel Puls@r-MIS obtenues selon les deux méthodologies qui ont été décrites dans la deuxième partie du rapport.

Dans la méthode « Insee » s'appuyant sur une analyse uni-variée de chaque index dans le cadre d'une modélisation X12-ARIMA, les sauts sont calculés à partir des coefficients estimés pour chaque index, en distinguant les cas des modèles dits « additifs » ou « multiplicatifs », qui imposent des modalités de calcul différentes. Par ailleurs, dans ce tableau, on a retenu uniquement les ruptures significatives en considérant le T estimé de Student calculé par le logiciel et en retenant comme valeur critique le seuil de 2. Dans le tableau suivant qui comporte l'évaluation chiffrée choisie par la mission, un seuil plus élevé (typiquement 3) est considéré dans l'appréciation de la robustesse de l'impact de Puls@r (colonne « certitude de la mission »).

11/ Les atteintes aux biens

Numéro et libellé de l'index	Quantification effet 2012 / méthode INSEE				Quantification effet 2012 / méthode IGA		
	LS automatique	LS forcé	Rampe semestrielle	Rampe annuelle	Impact calculé annuel ramené mensuel	Impact calculé annuel	Pourcentage de décalage du à Pulsar
34 - Vols de véhicules de transport avec fret	0	0	8	7	0	0	0,0%
35 - Vols d'automobiles	0	0	0	0	252	3025	7,4%

36 - Vols de véhicules motorisés à 2 roues	0	0	0	0	55	659	5,0%
37 - Vols à la roulotte	0	0	0	0	649	7784	9,6%
38 - Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	0	353	0	875	552	6624	15,4%
27 - Cambriolages de locaux d'habitations principales	0	0	0	0	0	0	0,0%
28 - Cambriolages de résidences secondaires	0	0	0	264	0	0	0,0%
29 - Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	0	0	0	644	194	2323	7,8%
30 - Cambriolages d'autres lieux	0	296	474	656	387	4639	20,9%
31 - Vols avec entrée par ruse en tous lieux	0	-69	0	122	-48	-572	-28,0%
32 - Vols à la tire	0	0	669	619	433	5193	22,6%
42 - Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	0	-1062	-1039	-1026	-675	-8102	-10,2%
43 - Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	0	0	0	0	-412	-4940	-5,5%
33 - Vols à l'étalage	0	0	146	0	86	1036	8,0%
39 - Vols simples sur chantier	0	0	0	0	0	0	0,0%
40 - Vols simples sur exploitation agricole	0	122	0	0	0	0	0,0%

41 - Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	0	0	0	0	0	0	0,0%
15 - Vols à main armée contre des établissements financiers	0	0	0	0	0	0	0,0%
16 - Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	0	0	0	0	7	87	12,6%
17 - Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	0	-1	-1	-1	0	0	0,0%
18 - Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	0	0	-5	0	0	0	0,0%
19 - Autres vols à main armée	0	-9	0	0	-3	-40	-14,2%
20 - Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	0	0	0	0	0	0	0,0%
21 - Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	0	0	0	0	0	0	0,0%
22 - Autres vols avec armes blanches	0	0	0	0	0	0	0,0%
23 - Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	0	0	0	0	0	0	0,0%
24 - Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	0	0	0	0	-5	-58	-11,3%
25 - Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	0	68	0	0	44	531	17,6%
26 - Vols violents sans arme contre d'autres victimes	107	107	135	-62	86	1032	23,9%
62 - Incendies volontaires de biens publics	0	-50	107	-69	0	0	0,0%

63 - Incendies volontaires de biens privés	0	0	0	0	0	0	0,0%
64 - Attentats à l'explosif contre des biens publics	0	0	0	0	0	0	0,0%
65 - Attentats à l'explosif contre des biens privés	0	0	0	0	0	0	0,0%
66 - Autres destructions et dégradations de biens publics	0	0	0	0	128	1532	11,0%
67 - Autres destructions et dégradations de biens privés	0	-216	518	0	227	2723	17,7%
68 - Destructions et dégradations de véhicules privés	464	464	0	0	755	9054	52,5%

12/ Les atteintes volontaires à l'intégrité physique (sauf les index déjà présentés dans les AAB)

Numéro et libellé de l'index	Quantification effet 2012 / méthode INSEE				Quantification effet 2012 / méthode IGA		
	LS automatique	LS forcé	Rampe semestrielle	Rampe annuelle	Impact calculé annuel ramené mensuel	Impact calculé annuel	Pourcentage de décalage du à Pulsar
3 - Homicides pour d'autres motifs	0	0	0	0	0	0	0,0%
5 - Tentatives homicides pour d'autres motifs	0	11	9	10	0	0	0,0%
6 - Coups et blessures volontaires suivis de mort	0	0	0	0	0	0	0,0%
7 - Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	0	0	918	1427	327	3927	6,8%
9 - Prises d'otages dans un autre but	0	0	0	1	0	0	0,0%
10 - Séquestrations	0	0	5	7	0	0	0,0%
51 - Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	0	0	0	0	0	0	0,0%
52 - Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants,	290	308	90	92	316	3796	52,1%
73 - Violences à dépositaires autorité	0	66	80	0	105	1265	26,8%
1 - Règlements de compte entre malfaiteurs	0	0	0	0	0	0	0,0%
2 - Homicides pour voler et à l'occasion de vols	0	0	0	0	0	0	0,0%

4 - Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	0	1	0	0	0	0	0,0%
8 - Prises d'otages à l'occasion de vols	0	1	0	0	0	0	0,0%
46 - Viols sur des majeur(e)s	0	0	0	0	-15	-178	-11,4%
47 - Viols sur des mineur(e)s	0	33	52	53	34	404	13,7%
48 - Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	0	43	0	0	38	454	25,2%
49 - Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	0	124	134	0	175	2106	44,7%
11 - Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	0	0	34	45	27	326	15,4%
12 - Menaces ou chantages dans un autre but	0	144	329	574	266	3191	16,5%

13/ Les escroqueries et infractions économiques et financières

Numéro et libellé de l'index	Quantification effet 2012 / méthode INSEE				Quantification effet 2012 / méthode IGA		
	LS automatique	LS forcé	Rampe semestrielle	Rampe annuelle	Impact calculé annuel ramené mensuel	Impact calculé annuel	Pourcentage de décalage du à Pulsar
91 - Escroqueries et abus de confiances	0	0	0	0	0	0	0,0%
84 - Faux en écriture publique et authentique	0	-20	33	-17	-16	-189	-28,6%
85 - Autres faux en écriture	0	0	48	63	39	472	15,8%
86 - Fausse monnaie	0	0	0	0	0	0	0,0%
89 - Falsification et usages de chèques volés	0	549	723	0	657	7883	36,4%
90 - Falsification et usages de cartes de crédit	0	-196	-328	0	-588	-7054	-216,2%
92 - Infractions à la législation sur les chèques	0	-136	-113	0	-131	-1567	-49,5%
87 - Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	0	-15	-14	-16	-28	-341	-57,6%
88 - Contrefaçons littéraires et artistique	0	-5	0	0	0	0	0,0%
98 - Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	0	0	0	6	0	0	0,0%
101 - Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	51	43	31	0	0	0	0,0%

102 - Achats et ventes sans factures	0	0	0	0	0	0	0,0%
103 - Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	0	-9	0	0	-5	-57	-9,8%
104 - Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	0	0	0	0	24	283	14,8%
105 - Fraudes fiscales	0	-15	-9	0	0	0	0,0%
106 - Autres délits économiques et financiers	0	-35	-39	0	-29	-349	-79,2%
93 - Travail clandestin	0	0	0	0	-38	-454	-9,2%
94 - Emploi d'étranger sans titre de travail	0	0	-12	0	0	0	0,0%
95 - Marchandage - prêt de main d'œuvre	0	0	0	0	0	0	0,0%

14/ Les infractions relevées par l'action des services (sauf les index déjà présentés dans les EIEF)

Numéro et libellé de l'index	Quantification effet 2012 / méthode INSEE				Quantification effet 2012 / méthode IGA		
	LS automatique	LS forcé	Rampe semestrielle	Rampe annuelle	Impact calculé annuel ramené mensuel	Impact calculé annuel	Pourcentage de décalage du à Pulsar
55 - Trafic et revente sans usage de stupéfiants	0	0	0	0	0	0	0,0%
56 - Usage-revente de stupéfiants	0	-154	0	0	-101	-1214	-18,9%
57 - Usage de stupéfiants	0	0	0	0	132	1585	4,0%
58 - Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	0	-87	0	0	0	0	0,0%
69 - Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	0	0	0	0	0	0	0,0%
70 - Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	0	0	0	0	0	0	0,0%
71 - Autres infractions à la police des étrangers	0	0	0	0	0	0	0,0%
44 - Recels	0	0	0	0	108	1297	10,6%
74 - Port ou détention armes prohibées	0	-94	219	0	0	0	0,0%
81 - Faux documents d'identité	0	0	0	0	0	0	0,0%
82 - Faux documents concernant la circulation des véhicules	0	0	0	0	0	0	0,0%

83 - Autres faux documents administratifs	0	31	40	49	31	377	24,6%
45 - Proxénétisme	0	0	0	0	0	0	0,0%
59 - Délits de débits de boissons et infraction à la réglementation sur l'alcool et le tabac	0	0	0	0	0	0	0,0%
76 - Délits des courses et des jeux	0	0	0	0	0	0	0,0%
77 - Délits interdiction de séjour et de paraître	0	0	0	0	0	0	0,0%
79 - Atteintes à l'environnement	0	-49	-39	0	-71	-854	-38,8%
80 - Chasse et pêche	0	0	0	0	0	0	0,0%

15/ Les index hors agrégats

Numéro et libellé de l'index	Quantification effet 2012 / méthode INSEE				Quantification effet 2012 / méthode IGA		
	LS automatique	LS forcé	Rampe semestrielle	Rampe annuelle	Impact calculé annuel ramené mensuel	Impact calculé annuel	Pourcentage de décalage du à Pulsar
13 - Atteintes à la dignité et à la personnalité	0	0	0	0	-241	-2891	-32,8%
14 - Violations de domicile	0	0	0	0	0	0	0,0%
50 - Atteintes sexuelles	0	-165	-1	0	-180	-2157	-56,0%
53 - Délits au sujet de la garde des mineurs	0	0	0	0	-52	-622	-3,9%
54 - Non versement de pension alimentaire	0	0	70	0	63	753	8,6%
60 - Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	0	-8	0	0	0	0	0,0%
61 - Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	0	0	0	0	0	0	0,0%
72 - Outrages à dépositaires autorité	0	-88	-86	166	-74	-885	-16,4%
75 - Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	0	-19	0	0	0	0	0,0%
78 - Destructrions, cruautés et autres délits envers les animaux	0	0	0	0	11	138	9,4%
107 - Autres délits	0	0	0	1273	0	0	0,0%

II/ Les résultats de l'étude de la mission

21/ Les atteintes aux biens

Numéro et libellé de l'index	Confrontations des méthodes INSEE/IGA et décisions sur les décalages dus à l'outil								Explications
	Décalage dû à l'outil	Certitude de la mission	Type de décalage	Période du décalage statistique	Quantification du décalage mensuel	Quantification du décalage total	Impact en 2012	Impact en 2013	
34 - Vols de véhicules de transport avec fret	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Ce sous agrégat ne comprend aucun transfert identifié entre index en son sein Seul l'index 38 a été touché par une rupture statistique qui a pris la forme d'une rampe (augmentation progressive) sur l'année 2012. Cette rupture peut provenir notamment d'une meilleure indexation des vols de carburants qui auparavant pouvaient être comptabilisés en vols simples (index 42 ou 43)
35 - Vols d'automobiles	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
36 - Vols de véhicules motorisés à 2 roues	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
37 - Vols à la roulotte	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
38 - Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	OUI	FORTE	Rampe annuelle	2012	700	8400	4200	4200	
27 - Cambriolages de locaux d'habitations principales	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	L'index 30 a subi un fort décalage dû certainement à une meilleure indexation. L'augmentation des faits provient en partie de l'index 27 et certainement également en partie du 42 "autres vols simples dans des lieux privés". Toutefois s'il y a eu transfert du 27 vers le 30, cela ne se voit pas car il est "noyé" par la forte hausse réelle du 27. Ainsi, l'index 27, a potentiellement encore plus augmenté en 2012 que ce qu'il ressort de l'état 4001. Le même constat doit être fait avec l'index 29, même si la rupture est moins certaine. Enfin l'index 31 a subi également une rupture statistique due probablement à une meilleure indexation est s'est reporté essentiellement sur le 27 et le 29.
28 - Cambriolages de résidences secondaires	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
29 - Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	OUI	FAIBLE	Rampe annuelle	2012	300	3600	1800	1800	
30 - Cambriolages d'autres lieux	OUI	FORTE	Rampe semestriel le	1er semestre 2012	340	4080	3060	1020	

31 - Vols avec entrée par ruse en tous lieux	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	-60	-720	-720	0	
32 - Vols à la tire	OUI	FORTE	Rampe semestriel le	1er semestre 2012	450	5400	4050	1350	L'index 32 a subi une véritable rupture statistique qui s'étale principalement sur le premier semestre 2012. Elle provient certainement de l'index 42 grâce une meilleure indexation des infractions jusque là enregistrées dans cet index "fourre-tout". Peut-être y a-t-il eu un effet "catalogue". En effet, sur les Natinf de vols, l'index 32 est proposé en haut de liste des index alors que le 42 est en bas de liste. Dès lors, l'index 42 se trouve également impacté mais par une baisse, une partie des faits se trouvant transférée vers d'autres index. La part de l'effet catalogue et celle de l'amélioration de l'indexation ne sont pas quantifiable. Toutefois, d'autres index (notamment le 41) également souvent en bas de liste ne semblent pas subir de rupture, ce qui laisse penser que l'effet catalogue est limité.
42 - Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	-700	-8400	-8400	0	
43 - Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	NON	FAIBLE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
33 - Vols à l'étalage	OUI	MOYENNE	Rampe semestriel le	1er semestre 2012	120	1440	1080	360	
39 - Vols simples sur chantier	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
40 - Vols simples sur exploitation agricole	NON	FAIBLE	sans objet	Sans objet	0	0	0	0	
41 - Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
15 - Vols à main armée contre des établissements financiers	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Transfert entre l'ensemble des index VAMA (15, 16, 17, 18, 19) avec au final une baisse de l'index "fourre-tout" autres VAMA grâce à une meilleure indexation. Toutefois, ce transfert étant faible et réparti vers les 4 autres index 15, 16, 17, et 18, il n'engendre pas de rupture "visible" de ces index. Seul l'inde 19 subit donc une rupture à la baisse décelable.
16 - Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
17 - Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
18 - Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
19 - Autres vols à main armée	OUI	MOYENNE	Level Shift	Janvier 2012	-5	-60	-60	0	
20 - Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Aucun impact

21 - Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	L'augmentation des index 25 et 26 provient certainement d'une meilleure indexation de vols simples notamment de l'index 42. En revanche, la correction à la baisse du mois de septembre ne trouve pas à ce stade d'explication.
22 - Autres vols avec armes blanches	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
23 - Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
24 - Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
25 - Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	40	480	480	0	
26 - Vols violents sans arme contre d'autres victimes	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier et septembre 2012	50	600	600	0	Aucun impact
62 - Incendies volontaires de biens publics	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
63 - Incendies volontaires de biens privés	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
64 - Attentats à l'explosif contre des biens publics	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Aucun impact
65 - Attentats à l'explosif contre des biens privés	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
66 - Autres destructions et dégradations de biens publics	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	La rupture à la hausse des index 67 et 68 s'explique en grande partie par une meilleure prise en compte des dégradations jusque là qualifiées de contraventionnelles alors qu'elles sont délictuelles. Cette meilleure prise en compte s'explique notamment par le choix de Natinf de dégradations comportant des circonstances aggravantes et qui conduisent alors nécessairement à des délits. Ex: Natinf 80: dégradation ou détérioration d'un bien destiné à l'utilité ou la décoration publique; Natinf 10000 : dégradation légère d'un bien par inscription signe ou dessin ; Natinf 11559 : destruction, dégradation d'un bien par pluralité d'auteurs, ...
67 - Autres destructions et dégradations de biens privés	OUI	MOYENNE	Rampe semestriel le	1er semestre 2012	200	2400	1800	600	
68 - Destructions et dégradations de véhicules privés	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	650	7800	7800	0	
BILAN POUR L'AGREGAT DES AAB					2085	25020	15690	9330	

22/ Les atteintes volontaires à l'intégrité physiques (sauf index déjà présentés dans les AAB)

Numéro et libellé de l'index	Confrontations des méthodes INSEE/IGA et décisions sur les décalages dus à l'outil								Explications
	Décalage dû à l'outil	Certitude de la mission	Type de décalage	Période du décalage statistique	Quantification du décalage mensuel	Quantification du décalage total	Impact en 2012	Impact en 2013	
3 - Homicides pour d'autres motifs	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	<p>Meilleure prise en compte de l'âge des victimes pour l'index 52 ce qui a certainement engendré un transfert de l'index 7 vers l'index 52 (ex NATINF 20737, 20738, 21709, 21710, 21711, 23896, 21709, 21710, ...). En particulier les violences contre mineurs aux abords d'établissements scolaires ou dans des moyens de transport sont sans doute mieux comptabilisés désormais en index 52.</p> <p>Par ailleurs, l'index 7 augmente également mais en raison d'une meilleure prise en compte des violences délictuelles auparavant enregistrées comme contraventionnelles. Comme pour les dégradations, le choix d'une Natinf plus précise et permettant de faire ressortir les circonstances aggravantes de l'acte conduit directement vers des délits via la table de transfert Natinf-index.</p> <p>Enfin, l'augmentation de l'index 73 provient essentiellement d'un transfert de l'index 72 par une meilleure indexation due à l'outil. Toutefois, l'index 72 étant hors agrégat, ce transfert contribue à l'augmentation apparente des AVIP.</p>
5 - Tentatives homicides pour d'autres motifs	OUI	FAIBLE	Rampe semestrielle	1er semestre 2012	5	60	45	15	
6 - Coups et blessures volontaires suivis de mort	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
7 - Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	OUI	MOYENNE	Rampe semestrielle	1er semestre 2012	320	3840	2880	960	
9 - Prises d'otages dans un autre but	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
10 - Séquestrations	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
51 - Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
52 - Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants,	OUI	FORTE	Level Shift	Décembre 2011	310	3720	3720	0	
73 - Violences à dépositaires autorité	OUI	FORTE	Rampe semestrielle	1er semestre 2012	100	1200	900	300	
1 - Règlements de compte entre malfaiteurs	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Aucun impact

2 - Homicides pour voler et à l'occasion de vols	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
4 - Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
8 - Prises d'otages à l'occasion de vols	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
46 - Viols sur des majeur(e)s	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	<p>Transfert de l'index 50 vers les index 47 à 49 grâce à une meilleure qualité de l'indexation. Néanmoins l'impact global reste positif de 70 faits mensuellement, ce qui signifie qu'une part de l'évolution totale 2012/2011 +1325 faits est liée à la meilleur indexation permise par Puls@r certainement depuis l'index 7. En donnée CJS - CVS l'agrégat global baisse sur le 1er quadrimestre 2013 ce qui signifie qu'il a atteint un niveau stabilisé. Il semble par ailleurs qu'il n'y ait pas d'effet catalogue puisque la table de correspondance Natinf-index ne propose jamais simultanément un index de ce sous agrégat et l'index 50.</p>
47 - Viols sur des mineur(e)s	OUI	FORTE	Rampe semestrielle	1er semestre 2012	40	480	360	120	
48 - Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	43	516	516	0	
49 - Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	170	2040	2040	0	
11 - Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	OUI	FORTE	Rampe semestrielle	1er semestre 2012	44	528	396	132	<p>La mission estime envisageable un transfert entre les index 11 et 12 et l'index 13, grâce à une meilleure qualité de l'indexation, car les qualifications pénales sont assez proches et pouvaient générer de la confusion dans l'indexation dans l'ancien système. En revanche, à partir du moment où la Natinf est choisie, il n'y a pas d'index en commun (soit 11 ou 12, mais jamais de choix possible 12 ou 13). Dès lors, il n'y a pas d'effet catalogue, le transfert visible sur les chiffres agrégés découle du choix de la Natinf par le procédurier.</p>
12 - Menaces ou chantages dans un autre but	OUI	FORTE	Rampe annuelle	2012	500	6000	3000	3000	
BILAN POUR L'AGREGAT DES AVIP¹					1532	19404	14877	4527	

¹ Le total de chaque colonne n'est pas égal à la somme des décalages calculés pour les index présents dans le tableau car une partie du total provient des index présents également dans les AAB (index 15 à 26) qui contribuent également aux AVIP.

² Le total de chaque colonne est égal à la somme des décalages calculés pour les index présents dans le tableau car bien qu'une partie des index présents dans les EIEF et contribuant

23/ Les escroqueries et infractions économiques et financières

Numéro et libellé de l'index	Confrontations des méthodes INSEE/IGA et décisions sur les décalages dus à l'outil								Explications
	Décalage dû à l'outil	Certitude de la mission	Type de décalage	Période du décalage statistique	Quantification du décalage mensuel	Quantification du décalage total	Impact en 2012	Impact en 2013	
91 - Escroqueries et abus de confiances	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Aucun impact
84 - Faux en écriture publique et authentique	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	-16	-192	-192	0	
85 - Autres faux en écriture	OUI	FORTE	Rampe annuelle	2012	50	600	300	300	Transfert possible depuis l'index 92. (voir explications index 89, 90 et 92)
86 - Fausse monnaie	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
89 - Falsification et usages de chèques volés	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	600	7200	7200	0	Il s'agit très probablement d'un transfert entre les index 89 et 92 avec changement d'unité de compte. Ce changement d'unité de compte explique la distorsion importante entre les faits en moins constatés pour l'index 92 (unité de compte plaignant) et l'index 89 (unité de compte chèque). Cet effet "créé" de la délinquance à l'instar de la transformation de contraventions en délits. Une partie des faits constatés à l'index 92 a pu également être transférée vers l'index 85, index qui regroupe notamment les faux chèques.
90 - Falsification et usages de cartes de crédit	NON	FAIBLE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
92 - Infractions à la législation sur les chèques	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	-136	-1632	-1632	0	
87 - Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Aucun impact
88 - Contrefaçons littéraires et artistique	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
98 - Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Aucun impact

101 - Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	40	480	480	0	Effet de la table de Natinf, transfert en provenance du 101 et peut être du 107 sans impact visible sur le 107 car petit nombre de faits en proportion du 107 (30 fois moins).
102 - Achats et ventes sans factures	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Aucun impact
103 - Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
104 - Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
105 - Fraudes fiscales	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
106 - Autres délits économiques et financiers	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	-35	-420	-420	0	Effet de la table de Natinf, transfert vers l'index 101 et peut être également vers l'index 107 sans impact visible sur le 107 car petits nombres en proportion du 107.
93 - Travail clandestin	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Aucun impact
94 - Emploi d'étranger sans titre de travail	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
95 - Marchandage - prêt de main d'œuvre	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
BILAN POUR L'AGREGAT DES EIEF					503	6036	5736	300	

24/ Les infractions relevées par l'action des services (sauf index déjà présentés dans les EIEF)

Numéro et libellé de l'index	Confrontations des méthodes INSEE/IGA et décisions sur les décalages dus à l'outil								Explications
	Décalage dû à l'outil	Certitude de la mission	Type de décalage	Période du décalage statistique	Quantification du décalage mensuel	Quantification du décalage total	Impact en 2012	Impact en 2013	
55 - Trafic et revente sans usage de stupéfiants	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Transfert possible des index 56 et 58 vers le 57 sans impact visible sur le 57 car cet index comprend 4 fois plus de faits constatés en moyenne que les deux autres réunis. Il est par ailleurs en forte hausse continue depuis 2009. Dès lors les transferts depuis les index 56 et 58 sont « noyés » dans la hausse du 57.
56 - Usage-revente de stupéfiants	OUI	FAIBLE	Level Shift	Janvier 2012	-100	-1200	-1200	0	
57 - Usage de stupéfiants	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
58 - Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	OUI	MOYENNE	Level Shift	Janvier 2012	-60	-720	-720	0	
69 - Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Aucun impact
70 - Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
71 - Autres infractions à la police des étrangers	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
44 - Recels	OUI	FAIBLE	Rampe annuelle	2012	100	1200	600	600	
74 - Port ou détention armes prohibées	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Aucun impact

81 - Faux documents d'identité	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Transferts possibles entre les index 81, 82 et 83 par une meilleure indexation mais sans impact visible sur les index 81 et 82 car l'effet se dilue sur les 2 index.
82 - Faux documents concernant la circulation des véhicules	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
83 - Autres faux documents administratifs	OUI	FORTE	Rampe semestrielle	1er semestre 2012	40	480	360	120	
45 - Proxénétisme	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Seul l'index 79 est touché. Il s'agit probablement d'un transfert vers l'index 107 mais sans impact visible sur cet index qui comprend en moyenne 12 fois plus de faits
59 - Délits de débits de boissons et infraction à la réglementation sur l'alcool et le tabac	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
76 - Délits des courses et des jeux	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
77 - Délits interdiction de séjour et de paraître	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
79 - Atteintes à l'environnement	OUI	MOYENNE	Level Shift	Janvier 2012	-50	-600	-600	0	
80 - Chasse et pêche	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	
BILAN POUR L'AGREGAT DE IRAS ²					-70	-840	-1560	720	

² Le total de chaque colonne est égal à la somme des décalages calculés pour les index présents dans le tableau car bien qu'une partie des index présents dans les EIEF et contribuant également au IRAS n'est pas répertoriée dans le tableau (index 93 à 95), ces derniers index n'ont pas connu de rupture statistique due à l'outil.

25/ Les index hors agrégats

Numéro et libellé de l'index	Confrontations des méthodes INSEE/IGA et décisions sur les décalages dus à l'outil								Explications
	Décalage dû à l'outil	Certitude de la mission	Type de décalage	Période du décalage statistique	Quantification du décalage mensuel	Quantification du décalage total	Impact en 2012	Impact en 2013	
13 - Atteintes à la dignité et à la personnalité	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	-250	-3000	-3000	0	Transfert vers les index 11 et 12. Voir index 11 et 12
14 - Violations de domicile	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	pas de rupture
50 - Atteintes sexuelles	OUI	FORTE	Level Shift	Janvier 2012	-175	-2100	-2100	0	Transfert vers les index 47 à 49. Voir index 47 à 49
53 - Délits au sujet de la garde des mineurs	OUI	MOYENNE	Rampe semestriel le	1er semestre 2012	-50	-600	-450	-150	Transfert entre les index 53 et 54 en raison d'une meilleure indexation
54 - Non versement de pension alimentaire	OUI	MOYENNE	Rampe semestriel le	1er semestre 2012	65	780	585	195	
60 - Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	OUI	MOYENNE	Level Shift	Janvier 2012	-8	-96	-96	0	Effet outil négligeable, les quelques infractions en moins ont peut être été transférées vers le 61 ou le 107 mais sans effets visibles sur ces index.
61 - Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	pas de rupture
72 - Outrages à dépositaires autorité	OUI	MOYENNE	Level Shift	Janvier 2012	-80	-960	-960	0	Transfert entre les index 72 et 73 par une meilleure indexation
75 - Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	NON	MOYENNE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	pas de rupture
78 - Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	pas de rupture
107 - Autres délits	NON	FORTE	sans objet	sans objet	0	0	0	0	Pas de rupture. Toutefois, l'index 107 a certainement subi des transferts depuis d'autres index regroupant beaucoup moins de faits. Dès lors, aucun impact visible sur cet index n'a pu être identifié.
BILAN POUR LES INDEX HORS AGREGAT					-498	-5976	-6021	45	

III/ Les évolutions de la délinquance enregistrées en gendarmerie corrigées du décalage dû à l'outil³

	Atteintes aux biens	Evolution 2009/2010	Evolution 2010/2011	Evolution 2011/2012	Evolution 2009/2010	Evolution 2010/2011	Evolution 2011/2012	Correctif 2012	Volume 2012	Volume 2012 corrigé	Evolution 2011/2012 corrigée	Evolution 2011/2012 corrigée
Vols sans violence	Vols liés aux véhicules à moteur	- 15 106	- 11 451	5 151	-7,5%	-6,2%	3,0%	-4 200	179 403	175 203	951	0,5%
	Cambriolages	1 303	8 542	14 940	1,0%	6,7%	11,0%	-4 140	150 699	146 559	10 800	8,0%
	Vols simples contre les particuliers	- 290	6 920	- 5 005	-0,2%	3,6%	-2,5%	4 350	192 525	196 875	-655	-0,3%
	Autres vols simples	3 354	3 527	1 496	5,7%	5,7%	2,3%	-1 080	67 435	66 355	416	0,6%
	Sous total vols sans violence	- 10 739	7 538	16 582	-1,9%	1,3%	2,9%	-5 070	590 062	584 992	11 512	2,0%
Vols avec violences	Vols à main armée	- 43	- 131	- 128	-2,7%	-8,5%	-9,1%	60	1 277	1 337	-68	-4,8%⁴
	Vols avec armes blanches	23	- 72	- 83	1,8%	-5,7%	-6,9%	0	1 116	1 116	-83	-6,9%
	Vols violents sans arme	170	403	1 675	2,9%	6,7%	26,1%	-1 080	8 094	7 014	595	9,3%
	Sous total vols avec violences	150	200	1 464	1,7%	2,3%	16,2%	-1 020	10 487	9 467	444	4,9%⁴
Destructions	Destructions et dégradations	- 5 676	- 5 749	7 074	-9,7%	-10,9%	15,0%	-9 600	54 256	44 656	-2 526	-5,4%
	Total atteintes aux biens	- 16 265	1 989	25 120	-2,5%	0,3%	4,0%	-15 690	654 805	639 115	9 430	1,5%

	Atteintes volontaires à l'intégrité physique	Evolution 2009/2010	Evolution 2010/2011	Evolution 2011/2012	Evolution 2009/2010	Evolution 2010/2011	Evolution 2011/2012	Correctif 2012	Volume 2012	Volume 2012 corrigé	Evolution 2011/2012 corrigée	Evolution 2011/2012 corrigée
Violences crapuleuses	Vols avec violences	150	200	1 464	1,7%	2,3%	16,2%	1 020	10 487	9 467	444	4,9%⁴
	Autres violences physiques crapuleuses	- 18	20	1	-33,3%	55,6%	1,8%	0	57	57	1	1,8%
	Sous total violences physiques crapuleuses	132	220	1 465	1,5%	2,5%	16,1%	1 020	10 544	9 524	445	4,9%
	Violences physiques non crapuleuses	- 493	131	8 464	-0,8%	0,2%	13,6%	7 545	70 585	63 040	919	1,5%
	Violences sexuelles	- 110	618	3 086	-1,5%	8,4%	38,9%	2 916	11 026	8 110	170	2,1%
	Menaces et chantages	210	305	3 755	1,2%	1,8%	21,2%	3 396	21 436	18 040	359	2,0%
	Total AVIP	- 261	1 274	16 770	-0,3%	1,3%	17,3%	14 877	113 591	98 714	1 893	2,0%

³ C'est à dire estimation de l'évolution 2011/2012 hors effet Puls@r. L'effet Puls@r étant essentiellement dû à une indexation des faits de meilleure qualité, il n'y a pas lieu de « corriger » l'année 2012, il s'agit ici juste de pouvoir rétablir une mesure de cette évolution annuelle.

⁴ Les corrections effectuées sont une première approximation qui reste à affiner. En particulier, dans le cas des vols à main armée, il conviendrait de compenser la rupture à la baisse de l'index 19 par une remontée des index 15 à 18 de même ampleur. L'évolution de ce sous-agrégat reviendrait alors à -9,1% et celui des vols avec violences s'établirait à -4,3%.

ANNEXE 34 : CHIFFRES DE LA DELINQUANCE ENREGISTREE SUR LRPPN ET STIC-FCE SUR LES 4 SITES PILOTES DE JANVIER A AVRIL 2013

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat du onzième arrondissement à Paris (75)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
1	Règlements de compte entre malfaiteurs											
002	Homicides pour voler et à l'occasion de vols											
003	Homicides pour d'autres motifs											
004	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols											
005	Tentatives d'homicides pour d'autres motifs							1		-1		1
006	Coups et blessures volontaires suivis de morts											
007	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	36	33	23	40	36	42	25	37	-32	120	152
008	Prises d'otages à l'occasion de vols											
009	Prises d'otages dans un autre but											
010	Séquestrations			1		2	1	1		3	4	1
011	Menaces ou chantage pour extorsion de fonds	8	23	4	10	1	6	11	10	-25	24	49
012	Menaces ou chantage dans un autre but	21	9	7	7	15	9	10	6	22	53	31
013	Atteintes à la dignité et à la personnalité	5	1	6	2	7	3	7	3	16	25	9
014	Violations de domicile	3		5		4	1	3		14	15	1
015	Vols à main armée avec arme à feu contre des établissements financiers											
016	Vols à main armée avec à feu contre des établissements industriels ou commerciaux					2				2	2	
017	Vols à main armée avec arme à feu contre des entreprises de transports de fonds											
018	Vols à mains armée contre des particuliers à leur domicile											
019	Autres vols à main armée			1						1	1	
020	Vols avec armes blanches ou par destination contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels		1				1	1	2	-3	1	4
021	Vols avec armes blanches ou par destination contre des particuliers à leur domicile						2	1	3	-4	1	5
022	Autres vols avec armes blanches	1	7	3	8	1	4	1	6	-19	6	25
023	Vols violents sans armes contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels		1			2				1	2	1
024	Vols violents sans armes contre des particuliers à leur domicile	3	6	1	4	2	6	3	7	-14	9	23

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat du onzième arrondissement à Paris (75)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
025	Vols violents sans armes contre des femmes sur la voie publique ou autres lieux	46	30	24	20	40	31	35	23	41	145	104
026	Vols avec violences sans armes contre d'autres victimes	56	27	31	21	24	32	36	31	36	147	111
027	Cambriolages de locaux d'habitations principales	53	66	28	44	34	50	44	52	-53	159	212
028	Cambriolages de résidences secondaires	2		3				3	1	7	8	1
029	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	5	12	2	17	3	17	5	18	-49	15	64
030	Cambriolages d'autres lieux	24	11	12	4	7	7	12	8	25	55	30
031	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	4	1	8		8	4			15	20	5
032	Vols à la tire	146	26	164	13	200	34	194	30	601	704	103
033	Vols à l'étalage	7	12	9	12	10	13	9	15	-17	35	52
034	Vols de véhicules de transport avec fret											
035	Vols d'automobile	18	10	23	10	25	16	13	6	37	79	42
036	Vols de véhicules motorisés à deux roues	18	58	18	25	25	28	29	38	-59	90	149
037	Vols à la roulotte	80	82	51	62	49	63	62	74	-39	242	281
038	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	17	20	14	14	9	9	12	14	-5	52	57
039	Vols simples sur chantier		4	1	1	2	2	1	2	-5	4	9
040	Vols simples sur exploitations agricoles					1				1	1	
041	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	10	20	4	11	4	22	10	27	-52	28	80
042	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	49	45	40	51	39	42	50	50	-10	178	188
043	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	210	325	136	367	108	411	140	426	-935	594	1 529
044	Recels	15	8	11	12	9	16	8	14	-7	43	50
045	Proxénétisme											
046	Viols sur des majeurs						1			-1		1
047	Viols sur des mineurs											
048	Harcèlement sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeurs	2	4	2	1	1	1	2	3	-2	7	9
049	Harcèlement sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineurs					1				1	1	
050	Atteintes sexuelles	1	4	2	3	2	4	1		-5	6	11

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat du onzième arrondissement à Paris (75)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
051	Homicides commis d'enfants de moins de 15 ans											
052	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants			1		1		2		4	4	
053	Délits au sujet de la garde des mineurs	2	1		3		3		3	-8	2	10
054	Non-versement de pension alimentaire		3		1		1			-5		5
055	Trafic et revente sans usage de stupéfiants											
056	Usage - Revente de stupéfiants	2	4		6		8	2	6	-20	4	24
057	Usage de stupéfiants	11	34	4	23	2	23	8	19	-74	25	99
058	Autres infraction à la législation sur les stupéfiants											
059	Délits de débit de boissons et infractions à la réglementation sur l'alcool et le tabac											
060	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène											
061	Autres délits contre la santé publique et la réglementation des professions médicales											
062	Incendies volontaires de biens publics											
063	Incendies volontaires de biens privés	2	1	2	1	1		3	1	5	8	3
064	Attentats à l'explosif contre des biens publics											
065	Attentats à l'explosif contre des biens privés	1								1	1	
066	Autres destructions et dégradations de biens publics	10	3	2		6	1	6	4	16	24	8
067	Autres destructions et dégradations de biens privés	117	23	72	21	50	11	63	22	225	302	77
068	Destructions et dégradations de véhicules privés	18	12	13	13	3	11	13	12	-1	47	48
069	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	26	7	3	10	1	6		4	3	30	27
070	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers											
071	Autres infractions à la police des étrangers	2		1						3	3	
072	Outrages à dépositaires de l'autorité	8	3	8	2	17	2	6	1	31	39	8
073	Violences à dépositaires de l'autorité	16	5	15	6	16	4	10	6	36	57	21
074	Port ou détention d'armes prohibés	8	8	8	7	12	8	12	11	6	40	34
075	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation											
076	Délits des courses et jeux					1	1				1	1
077	Délits d'interdiction de séjour et de paraître											

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat du onzième arrondissement à Paris (75)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
078	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux											
079	Atteintes à l'environnement			1		1				2	2	
080	Chasse et pêche											
081	Faux documents d'identité		1		2		6			-9		9
082	Faux documents concernant la circulation des véhicules			1	1						1	1
083	Autres faux documents administratifs			1			1				1	1
084	Faux en écriture publique et authentique											
085	Autres faux en écriture	1	3	2			1			-1	3	4
086	Fausse monnaie											
087	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	1				1				2	2	
088	Contrefaçons littéraires et artistiques											
089	Falsifications et usages de chèques volés	24	24	13	19	8	14	11	21	-22	56	78
090	Falsifications et usages de cartes de crédits	76	2	43	2	51		40		206	210	4
091	Escroqueries et abus de confiance	32	25	31	29	39	34	39	35	18	141	123
092	Infractions à la législation sur les chèques			1						1	1	
093	Travail clandestin	4	1	3	2	2	1	2	1	6	11	5
094	Emploi d'étranger sans titre de travail	3		2	1	2		2		8	9	1
095	Marchandage - prêt de main d'œuvre											
098	Banqueroute, abus de biens sociaux et autres délits de sociétés											
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence			1						1	1	
102	Achats et ventes sans factures											
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée											
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction							1		1	1	
105	Fraudes fiscales											
106	Autres délits économiques et financiers	5	2	22	1	11	19	16	6	26	54	28
107	Autres délits	39	31	44	24	43	37	39	36	37	165	128
	Total	1 248	1 039	928	933	941	1 070	1 004	1 095	-16	4 121	4137

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés à la circonscription de Laval (53)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
001	Règlements de compte entre malfaiteurs											
002	Homicides pour voler et à l'occasion de vols											
003	Homicides pour d'autres motifs											
004	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols											
005	Tentatives d'homicides pour d'autres motifs											
006	Coups et blessures volontaires suivis de morts											
007	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	21	22	22	29	29	36	26	25	-14	98	112
008	Prises d'otages à l'occasion de vols											
009	Prises d'otages dans un autre but											
010	Séquestrations				1	1		1		1	2	1
011	Menaces ou chantage pour extorsion de fonds	3	2			1	2	1	1		5	5
012	Menaces ou chantage dans un autre but	6	8	7	8	10	11	6	10	-8	29	37
013	Atteintes à la dignité et à la personnalité	4	4	4	4	5	5	3	4	-1	16	17
014	Violations de domicile		2	1	1	1	1			-2	2	4
015	Vols à main armée avec arme à feu contre des établissements financiers											
016	Vols à main armée avec à feu contre des établissements industriels ou commerciaux											
017	Vols à main armée avec arme à feu contre des entreprises de transports de fonds											
018	Vols à mains armée contre des particuliers à leur domicile											
019	Autres vols à main armée											
020	Vols avec armes blanches ou par destination contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels											
021	Vols avec armes blanches ou par destination contre des particuliers à leur domicile											
022	Autres vols avec armes blanches											
023	Vols violents sans armes contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels											
024	Vols violents sans armes contre des particuliers à leur domicile											

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés à la circonscription de Laval (53)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
025	Vols violents sans armes contre des femmes sur la voie publique ou autres lieux	4	3	5	5					1	9	8
026	Vols avec violences sans armes contre d'autres victimes	2	4	4	5	7	6	4	4	-2	17	19
027	Cambriolages de locaux d'habitations principales	20	18	20	19	16	13	29	26	9	85	76
028	Cambriolages de résidences secondaires	1	1			1	1				2	2
029	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	11	9	5	7	12	16	3	3	-4	31	35
030	Cambriolages d'autres lieux	14	12	5	8	12	11	11	10	1	42	41
031	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	1	1			1				1	2	1
032	Vols à la tire	5	6	7	7	11	10	8	8		31	31
033	Vols à l'étalage	6	5	3	5	5	7	7	9	-5	21	26
034	Vols de véhicules de transport avec fret											
035	Vols d'automobile	4	4	9	10		1	2	2	-2	15	17
036	Vols de véhicules motorisés à deux roues	5	4	2	4	5	5	1	1	-1	13	14
037	Vols à la roulotte	21	19	11	14	10	11	10	11	-3	52	55
038	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	15	13	7	7	19	20	17	17	1	58	57
039	Vols simples sur chantier	1	1		1	2	2	1	1	-1	4	5
040	Vols simples sur exploitations agricoles											
041	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	7	7	4	7	12	14	13	16	-8	36	44
042	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	14	18	13	11	15	19	17	18	-7	59	66
043	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	33	30	36	41	25	31	36	40	-12	130	142
044	Recels	2	4	1	6		4		3	-14	3	17
045	Proxénétisme											
046	Viols sur des majeurs							3		-3		3
047	Viols sur des mineurs	2				1	3		1	-1	3	4
048	Harcèlement sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeurs		1	1	1	2	2	2	3	-2	5	7
049	Harcèlement sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineurs	2	1		3	1	2	2	1	-2	5	7
050	Atteintes sexuelles	2	3	1	3			3	3	-3	6	9

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés à la circonscription de Laval (53)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
051	Homicides commis d'enfants de moins de 15 ans											
052	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	1	1	4	3	5	5	4	6	-1	14	15
053	Délits au sujet de la garde des mineurs	1	1	2	4			1	1	-2	4	6
054	Non-versement de pension alimentaire		1			1	2			-2	1	3
055	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	1	1		2					-2	1	3
056	Usage - Revente de stupéfiants	1	1					1	2	-1	2	3
057	Usage de stupéfiants	11	3	2	14	3	3	21	15	2	37	35
058	Autres infraction à la législation sur les stupéfiants											
059	Délits de débit de boissons et infractions à la réglementation sur l'alcool et le tabac											
060	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène											
061	Autres délits contre la santé publique et la réglementation des professions médicales											
062	Incendies volontaires de biens publics	2	4	1	3	3	5	1	1	-6	7	13
063	Incendies volontaires de biens privés	5	4			3	4				8	8
064	Attentats à l'explosif contre des biens publics											
065	Attentats à l'explosif contre des biens privés											
066	Autres destructions et dégradations de biens publics	7	9	4	5	2	2	4	13	-12	17	29
067	Autres destructions et dégradations de biens privés	9	6	8	10	10	9	13	10	5	40	35
068	Destructions et dégradations de véhicules privés	7	10	3	3	5	4	6	7	-3	21	24
069	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	2	2		1					-1	2	3
070	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers											
071	Autres infractions à la police des étrangers	1			1	2	1	1	3	-1	4	5
072	Outrages à dépositaires de l'autorité	6	4	2	3	3	5	3	3	-1	14	15
073	Violences à dépositaires de l'autorité	5	6	4	6	5	7	3	6	-8	17	25
074	Port ou détention d'armes prohibés	2	2			3	4		1	-2	5	7
075	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation											
076	Délits des courses et jeux											
077	Délits d'interdiction de séjour et de paraître							1		1	1	

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés à la circonscription de Laval (53)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
078	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux								1	-1		1
079	Atteintes à l'environnement					1	1	1		1	2	1
080	Chasse et pêche											
081	Faux documents d'identité											
082	Faux documents concernant la circulation des véhicules		1			1	1			-1	1	2
083	Autres faux documents administratifs											
084	Faux en écriture publique et authentique							1	1		1	1
085	Autres faux en écriture	1	1		1	1	1		2	-3	2	5
086	Fausse monnaie			1	1						1	1
087	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales							1	1		1	1
088	Contrefaçons littéraires et artistiques											
089	Falsifications et usages de chèques volés	3	10	5	10	4	5	3	5	-15	15	30
090	Falsifications et usages de cartes de crédits	2	2	4	5	7	7	3	4	-2	16	18
091	Escroqueries et abus de confiance	16	14	9	11	11	9	12	13	1	48	47
092	Infractions à la législation sur les chèques		2				2			-4		4
093	Travail clandestin		2							-2		2
094	Emploi d'étranger sans titre de travail											
095	Marchandage - prêt de main d'œuvre											
098	Banqueroute, abus de biens sociaux et autres délits de sociétés				1					-1		1
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence											
102	Achats et ventes sans factures											
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée											
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction											
105	Fraudes fiscales											
106	Autres délits économiques et financiers											
107	Autres délits	12	10	14	17	10	10	14	12	1	50	49
	Total	301	299	231	308	284	320	297	327	-141	1113	1254

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat de Toul (54)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
001	Règlements de compte entre malfaiteurs											
002	Homicides pour voler et à l'occasion de vols											
003	Homicides pour d'autres motifs											
004	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols											
005	Tentatives d'homicides pour d'autres motifs											
006	Coups et blessures volontaires suivis de morts											
007	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	8	6	3	7	5	5	4	4	-2	20	22
008	Prises d'otages à l'occasion de vols											
009	Prises d'otages dans un autre but											
010	Séquestrations											
011	Menaces ou chantage pour extorsion de fonds	1		1	1	3	3			1	5	4
012	Menaces ou chantage dans un autre but	5	4		3	4	3		1	-2	9	11
013	Atteintes à la dignité et à la personnalité			4	4						4	4
014	Violations de domicile											
015	Vols à main armée avec arme à feu contre des établissements financiers											
016	Vols à main armée avec à feu contre des établissements industriels ou commerciaux	2	2			2				2	4	2
017	Vols à main armée avec arme à feu contre des entreprises de transports de fonds											
018	Vols à mains armée contre des particuliers à leur domicile											
019	Autres vols à main armée											
020	Vols avec armes blanches ou par destination contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels											
021	Vols avec armes blanches ou par destination contre des particuliers à leur domicile											
022	Autres vols avec armes blanches											
023	Vols violents sans armes contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	1						1	1	1	2	1
024	Vols violents sans armes contre des particuliers à leur domicile											

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat de Toul (54)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
025	Vols violents sans armes contre des femmes sur la voie publique ou autres lieux	1	1			2	2				3	3
026	Vols avec violences sans armes contre d'autres victimes			1	1						1	1
027	Cambriolages de locaux d'habitations principales	8	8	6	6	9	9	5	5		28	28
028	Cambriolages de résidences secondaires			1	1	1	1				2	2
029	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	6	7	2	2	2	2	2	2	-1	12	13
030	Cambriolages d'autres lieux			1		5	5	5	5	1	11	10
031	Vols avec entrée par ruse en tous lieux			2						2	2	
032	Vols à la tire			2	3	2	2	1	1	-1	5	6
033	Vols à l'étalage	1	3		2	3	1	6	8	-4	10	14
034	Vols de véhicules de transport avec fret											
035	Vols d'automobile	3	2	4	5	5	7	3	3	-2	15	17
036	Vols de véhicules motorisés à deux roues	2	2								2	2
037	Vols à la roulotte	4	2	7	6	7	8	6	6	2	24	22
038	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	1	1		1	1	1	3	3	-1	5	6
039	Vols simples sur chantier					1	1				1	1
040	Vols simples sur exploitations agricoles							1	1		1	1
041	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	3	4	2	3	3	2	1	1	-1	9	10
042	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	11	8	3	3	1	2	4	3	3	19	16
043	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	6	8	5	6	3	3	4	7	-6	18	24
044	Recels		1		1	2	4	3	5	-6	5	11
045	Proxénétisme											
046	Viols sur des majeurs											
047	Viols sur des mineurs						1			-1		1
048	Harcèlement sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeurs											
049	Harcèlement sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineurs		3			1	1			-3	1	4
050	Atteintes sexuelles						1			-1		1

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat de Toul (54)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
051	Homicides commis d'enfants de moins de 15 ans											
052	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	6	6	1	4	1	1	2	3	-4	10	14
053	Délits au sujet de la garde des mineurs											
054	Non-versement de pension alimentaire			1			1		1	-1	1	2
055	Trafic et revente sans usage de stupéfiants			1	1						1	1
056	Usage - Revente de stupéfiants	1			1			2	2		3	3
057	Usage de stupéfiants		1	3	1	2	8	7	11	-9	12	21
058	Autres infraction à la législation sur les stupéfiants											
059	Délits de débit de boissons et infractions à la réglementation sur l'alcool et le tabac											
060	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène											
061	Autres délits contre la santé publique et la réglementation des professions médicales											
062	Incendies volontaires de biens publics			1	1		1	1	1	-1	2	3
063	Incendies volontaires de biens privés	2	2	1	2					-1	3	4
064	Attentats à l'explosif contre des biens publics											
065	Attentats à l'explosif contre des biens privés											
066	Autres destructions et dégradations de biens publics				1				1	-2		2
067	Autres destructions et dégradations de biens privés	1		2	3	1	2	6	6	-1	10	11
068	Destructions et dégradations de véhicules privés	2	1	4	2	1		1	3	2	8	6
069	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers											
070	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers											
071	Autres infractions à la police des étrangers											
072	Outrages à dépositaires de l'autorité	3	2	1	2	1	2	2	1		7	7
073	Violences à dépositaires de l'autorité	2	5		2	3	3	1	1	-5	6	11
074	Port ou détention d'armes prohibés	1	2	1	4	1	3	1	2	-7	4	11
075	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation											
076	Délits des courses et jeux											
077	Délits d'interdiction de séjour et de paraître											

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat de Toul (54)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
078	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux											
079	Atteintes à l'environnement							1		-1		1
080	Chasse et pêche											
081	Faux documents d'identité					1	1				1	1
082	Faux documents concernant la circulation des véhicules											
083	Autres faux documents administratifs											
084	Faux en écriture publique et authentique											
085	Autres faux en écriture											
086	Fausse monnaie			1	1						1	1
087	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales											
088	Contrefaçons littéraires et artistiques											
089	Falsifications et usages de chèques volés	3			1			2	2	2	5	3
090	Falsifications et usages de cartes de crédits	1	1	5	5			1	1		7	7
091	Escroqueries et abus de confiance	6	5	5	5	4	6	3	6	-4	18	22
092	Infractions à la législation sur les chèques											
093	Travail clandestin	1			1						1	1
094	Emploi d'étranger sans titre de travail											
095	Marchandage - prêt de main d'œuvre											
098	Banqueroute, abus de biens sociaux et autres délits de sociétés											
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence											
102	Achats et ventes sans factures											
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée											
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction											
105	Fraudes fiscales											
106	Autres délits économiques et financiers											
107	Autres délits	8	6	2	6	5	5	4	6	-4	19	23
	Total	100	93	73	98	82	97	82	104	-55	337	392

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat de Briey (54)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
001	Règlements de compte entre malfaiteurs											
002	Homicides pour voler et à l'occasion de vols											
003	Homicides pour d'autres motifs											
004	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols											
005	Tentatives d'homicides pour d'autres motifs											
006	Coups et blessures volontaires suivis de morts											
007	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	2	3	6	10	2	4	8	9	-8	18	26
008	Prises d'otages à l'occasion de vols											
009	Prises d'otages dans un autre but											
010	Séquestrations	1	1								1	1
011	Menaces ou chantage pour extorsion de fonds											
012	Menaces ou chantage dans un autre but	1	1			1	1	3	3		5	5
013	Atteintes à la dignité et à la personnalité					2	1		1		2	2
014	Violations de domicile											
015	Vols à main armée avec arme à feu contre des établissements financiers											
016	Vols à main armée avec à feu contre des établissements industriels ou commerciaux											
017	Vols à main armée avec arme à feu contre des entreprises de transports de fonds											
018	Vols à mains armée contre des particuliers à leur domicile											
019	Autres vols à main armée											
020	Vols avec armes blanches ou par destination contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels											
021	Vols avec armes blanches ou par destination contre des particuliers à leur domicile											
022	Autres vols avec armes blanches											
023	Vols violents sans armes contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	1	1								1	1
024	Vols violents sans armes contre des particuliers à leur domicile											

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat de Briey (54)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
025	Vols violents sans armes contre des femmes sur la voie publique ou autres lieux		1					1	1	-1	1	2
026	Vols avec violences sans armes contre d'autres victimes							1	1		1	1
027	Cambriolages de locaux d'habitations principales	6	5	2	3	5	5				13	13
028	Cambriolages de résidences secondaires											
029	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers					1	1	1	1		2	2
030	Cambriolages d'autres lieux	1	1	1	1	2	2	3	2	1	7	6
031	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	1	1					1	1		2	2
032	Vols à la tire					1	1				1	1
033	Vols à l'étalage			1	1	1		1	2		3	3
034	Vols de véhicules de transport avec fret											
035	Vols d'automobile	2	2			4	4				6	6
036	Vols de véhicules motorisés à deux roues	1	1	1	1			1	1		3	3
037	Vols à la roulotte	1	1	5	5	9	9	8	8		23	23
038	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	1	1	1	1	1	1	4	4		7	7
039	Vols simples sur chantier											
040	Vols simples sur exploitations agricoles											
041	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	6	6	1	2			1	1	-1	8	9
042	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	1	1	3	3	1	1	1	1		6	6
043	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	3	3	2	2	4	5	4	4	-1	13	14
044	Recels						1			-1		1
045	Proxénétisme											
046	Viols sur des majeurs											
047	Viols sur des mineurs											
048	Harcèlement sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeurs											
049	Harcèlement sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineurs							1		1	1	
050	Atteintes sexuelles	1	1								1	1

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat de Briey (54)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
051	Homicides commis d'enfants de moins de 15 ans											
052	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	2	2		2	2	6			-6	4	10
053	Délits au sujet de la garde des mineurs											
054	Non-versement de pension alimentaire											
055	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	1	1								1	1
056	Usage - Revente de stupéfiants											
057	Usage de stupéfiants	3	5		8	3	3	5	5	-10	11	21
058	Autres infraction à la législation sur les stupéfiants											
059	Délits de débit de boissons et infractions à la réglementation sur l'alcool et le tabac											
060	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène											
061	Autres délits contre la santé publique et la réglementation des professions médicales											
062	Incendies volontaires de biens publics											
063	Incendies volontaires de biens privés					1	1	3	3		4	4
064	Attentats à l'explosif contre des biens publics											
065	Attentats à l'explosif contre des biens privés											
066	Autres destructions et dégradations de biens publics	1	1	1	1	1	1	1	1		4	4
067	Autres destructions et dégradations de biens privés	3	3			5	6	2	2	-1	10	11
068	Destructions et dégradations de véhicules privés	1	1	3	3	4	5	3	4	-2	11	13
069	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers											
070	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers											
071	Autres infractions à la police des étrangers											
072	Outrages à dépositaires de l'autorité			1	1	1		1		2	3	1
073	Violences à dépositaires de l'autorité			1	1	1		1		2	3	1
074	Port ou détention d'armes prohibés			1	1	1	1	2	1	1	4	3
075	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation											
076	Délits des courses et jeux											
077	Délits d'interdiction de séjour et de paraître											

Les chiffres des statistiques de la délinquance mensuelle relevés au commissariat de Briey (54)

Index	Intitulés des index	Janvier		Février		Mars		Avril		Analyse		
		LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN	4001	LRPPN-4001	Tot LRPPN	Tot 4001
078	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux											
079	Atteintes à l'environnement											
080	Chasse et pêche											
081	Faux documents d'identité											
082	Faux documents concernant la circulation des véhicules											
083	Autres faux documents administratifs											
084	Faux en écriture publique et authentique											
085	Autres faux en écriture											
086	Fausse monnaie											
087	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales											
088	Contrefaçons littéraires et artistiques											
089	Falsifications et usages de chèques volés											
090	Falsifications et usages de cartes de crédits	1	1	1	1	1	1	1	1		4	4
091	Escroqueries et abus de confiance	3	3	3	2	2	3	3	3		11	11
092	Infractions à la législation sur les chèques											
093	Travail clandestin											
094	Emploi d'étranger sans titre de travail											
095	Marchandage - prêt de main d'œuvre											
098	Banqueroute, abus de biens sociaux et autres délits de sociétés											
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence											
102	Achats et ventes sans factures											
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée											
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction											
105	Fraudes fiscales											
106	Autres délits économiques et financiers											
107	Autres délits			2	2			1	2	-1	3	4
Total		44	47	36	51	56	63	62	62	-25	198	223

ANNEXE 35 : LETTRE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ONDRP AU PRESIDENT DE L'ASP



PREMIER MINISTRE



INSTITUT NATIONAL
DES HAUTES ÉTUDES
DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE

Observatoire national de la
délinquance et des réponses pénales

Paris, le 26 février 2013

Monsieur le Président,

J'ai pris connaissance de votre audition par la Commission parlementaire présidée par M Le Bouillonnet concernant l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). Je tiens en premier lieu à vous remercier pour votre reconnaissance du travail accompli par l'Observatoire, et pour le fait que vous lui attribuez un certain nombre de progrès dans la compréhension des phénomènes de victimation, même si beaucoup reste à faire.

En outre, à l'exception de points d'ordre réglementaire sur lesquels je vais revenir, je partage en grande partie votre analyse sur les progrès qui pourraient être accomplis. En particulier, et comme je l'ai dit à la Commission parlementaire comme au Conseil d'Orientation de l'ONDRP, la mise en place d'un service statistique au sein du ministère de l'Intérieur serait bienvenue car elle permettrait à l'Observatoire de disposer d'un interlocuteur privilégié dans ce ministère, comme c'est le cas actuellement au ministère de la Justice.

Une telle création serait d'autant plus utile que le déploiement de nouveaux logiciels d'enregistrement de la délinquance dans les services de police et les unités de gendarmerie va permettre de disposer de bases de données individuelles pouvant conduire à la réalisation d'études que l'Observatoire appelle de ses vœux depuis sa création. L'accès à ces bases de données permettra en outre une meilleure expertise statistique sur la qualité des données de la délinquance enregistrée.

La mise en place d'un tel SSM, de préférence conjuguée au renforcement du SSM en activité au ministère de la Justice, permettrait comme vous le signalez de conforter le rôle de l'ONDRP en matière de coordination entre l'Intérieur et la Justice, ceci afin d'assurer la plus grande cohérence entre les systèmes d'information des deux ministères, mais surtout la réalisation d'études portant sur la totalité de la chaîne pénale.

Je ne saurais en revanche être en accord avec vos propos lorsque vous déclarez que la production de l'Observatoire n'est pas de la statistique publique. En effet, si je me réfère à la version actuellement en vigueur de la loi 51-711 du 7 juin 1951, je constate que « les statistiques publiques regroupent l'ensemble des productions issues :

- des enquêtes statistiques dont la liste est arrêtée chaque année par un arrêté du ministre chargé de l'économie ;
- de l'exploitation, à des fins d'information générale, de données collectées par des administrations, des organismes publics ou des organismes privés chargés d'une mission de service public.

Or, comme chacun peut le constater, l'ONDRP publie des travaux issus soit d'enquêtes statistiques, essentiellement l'enquête Cadre de vie et sécurité coproduite avec l'Insee, et qui ne pose pas problème, soit de données administratives issues des ministères de l'Intérieur ou de la Justice. Concernant les statistiques provenant du ministère de l'Intérieur, l'Observatoire publie de façon autonome les chiffres de la délinquance enregistrée provenant de l'État 4001, une fois ces données dûment analysées.

Les données administratives publiées par l'ONDRP étant indiscutablement des données collectées par des administrations à des fins d'information générale, il me paraît peu contestable que les productions de l'ONDRP sont des statistiques publiques au sens de la loi, indépendamment de toute labellisation.

Il serait évidemment préférable que ces statistiques puissent faire l'objet d'une labellisation de la part de l'Autorité de la statistique publique, conformément à l'alinéa suivant de la loi, lequel ajoute que : « La conception, la production et la diffusion des statistiques publiques sont effectuées en toute indépendance professionnelle ».

Dans cet esprit, et depuis sa création, l'Observatoire réalise en toute indépendance une analyse critique des données administratives qui lui sont transmises. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne ceux issus de l'État 4001, puisque l'Observatoire déconseille notamment toute lecture en évolution mensuelle et met en garde contre les risques concernant les commentaires sur des chiffres trop agrégés. Encore tout récemment, l'Observatoire a mis en garde contre les conséquences de la mise en place d'un nouvel outil d'enregistrement dans les unités de gendarmerie, et a fourni un guide de lecture faisant le point des difficultés pour les utilisateurs des données de la délinquance enregistrée.

L'intention de l'Observatoire est d'ailleurs de demander à terme à l'ASP de labelliser ses productions. Cette demande sera transmise une fois les nouveaux logiciels d'enregistrement de la délinquance pleinement déployés dans les services, et une fois réalisée une évaluation de ces nouveaux dispositifs, notamment par l'ONDRP.

Vous signalez également que le statut de l'ONDRP n'est pas conforme à celui d'un service statistique ministériel. L'Autorité de la statistique publique a évidemment toute latitude pour apprécier quel type d'organisation administrative convient le mieux pour un SSM. Le décret n° 2009-250 du 3 mars 2009 relatif à l'Autorité de la statistique publique n'introduit néanmoins pas les restrictions que vous évoquez.

Dans son article 9, il indique que « la liste des services statistiques ministériels mentionnés au I de l'article 1er de la loi du 7 juin 1951 susvisée est établie et mise à jour par arrêté du ministre chargé de l'économie ». L'article 1 de ce décret précise seulement que l'Autorité est saisie pour avis sur les projets d'arrêtés portant reconnaissance de la qualité de service statistique ministériel mentionné à l'article 9, la décision finale revenant au ministre chargé de l'économie.

L'Insee a d'ailleurs une vision moins restrictive que celle que vous avancez. Même si l'institut juge préférable qu'un service statistique ministériel appartienne à une administration centrale, il considère, dans la charte des SSM, que « certaines configurations particulières, notamment associées à la production de statistiques sensibles et offrant toutes les garanties d'indépendance professionnelle, devraient cependant être prises en considération et pourraient constituer des exceptions à cette règle ». L'ONDRP est manifestement dans cette situation. J'ajoute que, par le passé, au moins un Établissement public a pu bénéficier du statut de SSM.

Ces deux points de nature réglementaire ne remettent en question ni mon adhésion à vos propos sur les évolutions administratives à recommander, ni surtout l'ampleur des tâches restant à accomplir pour que les statistiques de la délinquance enregistrée puissent à terme faire l'objet d'une labellisation de la part de l'Autorité. L'ONDRP poursuivra ses efforts dans cette voie, et ceci quelles que soient les évolutions administratives concernant les services statistiques au sein des deux ministères. Je peux enfin, si vous le jugez utile, venir présenter devant l'ASP les arguments que j'ai développés dans ce texte.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Stéfan LOLLIVIER

**Président du conseil d'orientation
de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales**

**Monsieur Paul CHAMPSAUR
Président de l'Autorité de la Statistique Publique
18, boulevard Adolphe Pinard
75675 Paris cedex 14**

ANNEXE 36 : LETTRE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ONDRP AU MINISTRE DE L'INTERIEUR



PREMIER MINISTRE



Paris, le 08 AVR 2013

Monsieur le Ministre,

Madame la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, ainsi que vous-même, avez souligné lors de vos auditions par la mission d'information parlementaire présidée par Monsieur Jean-Yves Le Bouillonnet que la statistique sur la délinquance présente de considérables marges de progrès. Des avancées ont néanmoins eu lieu depuis dix ans. De façon indiscutable, l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales a permis, depuis sa création, d'améliorer la compréhension et l'analyse des chiffres de la délinquance enregistrée et de clarifier les débats publics. La mise en œuvre, depuis 2007, de l'enquête nationale de victimation « Cadre de vie et sécurité », réalisée annuellement par l'Insee et l'ONDRP, représente également une avancée majeure en termes de connaissance de la réalité de la délinquance et de caractéristiques des victimes. Elle place aujourd'hui la France dans le groupe des rares pays disposant d'un double système de mesure de la criminalité. Les progrès en cours des systèmes d'information au sein du ministère de la Justice, ainsi que les nouveaux logiciels d'enregistrement des procédures à la Gendarmerie Nationale, puis à la Police Nationale, sont également porteurs d'espoirs d'améliorations. Mais, je partage votre point de vue, l'essentiel d'un système d'information statistique cohérent reste effectivement à construire.

Ce système d'information doit porter nécessairement sur la totalité de la chaîne pénale, de l'enregistrement des faits au jugement des affaires mais également à l'exécution des peines en milieu fermé et ouvert, car c'est bien sur la totalité du processus que porte la demande d'information du public, de la presse, ainsi que des autorités politiques. Il doit également permettre de traiter des questions de réitération et de récidive. De ce fait, le pilotage ne peut être assuré par l'un des deux ministères mais par une structure externe et indépendante, comme l'ONDRP. Il me semble que ce point fait également consensus entre les deux ministères concernés.

La création et l'exploitation d'un tel système d'information supposent que les capacités d'expertise statistique puissent être renforcées à la fois par un accroissement des moyens, notamment humains, de l'Observatoire, comme vous le signalez lors de votre audition, mais également par un accès direct aux bases de données individuelles sur la délinquance enregistrée et les réponses pénales, et non plus à des statistiques agrégées sous forme de tableaux comme aujourd'hui (l'état 4001 est un tableau de synthèse et non une base de données). D'ailleurs, au ministère de la Justice, un infocentre qui s'appuie sur le nouveau système Cassiopée est en cours de déploiement.

Actuellement, la situation concernant la délinquance enregistrée n'est pas satisfaisante, car les données produites par les services de police et les unités de gendarmerie puis expertisées et publiées par l'ONDRP ne peuvent prétendre, au moins formellement, au statut de « statistique publique » au sens de l'interprétation par l'Autorité de la statistique publique (ASP) de la loi statistique de 1951. Selon cette Autorité, les statistiques publiques doivent être soit élaborées par un service statistique ministériel (SSM), soit être labellisées par ses soins.

De mon point de vue, en ce qui concerne la délinquance enregistrée, la labellisation est une perspective lointaine et risquée. Lointaine, car le président de l'ASP a clairement indiqué à la mission parlementaire qu'une labellisation ne serait envisageable qu'une fois stabilisée la mise en place des nouveaux logiciels d'enregistrement. Risquée, car il s'agit d'un sujet très sensible pour lequel l'ASP pourrait faire état de réserves suspensives, éventuellement rendues publiques. Cela représenterait par ailleurs un processus lourd et complexe.

La création d'un service statistique ministériel en charge de l'élaboration et de la publication des statistiques de la délinquance enregistrée semble une voie préférable. Il faudrait néanmoins en préciser la localisation et en examiner les moyens.

Une possibilité serait de créer au sein du ministère de l'Intérieur un troisième SSM chargé de l'élaboration des statistiques de la délinquance enregistrée. Au vu de la taille des autres SSM, la création d'un bureau comportant de vingt à vingt-cinq personnes, essentiellement composé de statisticiens, me semble un seuil minimum. Dans ce cas, l'ONDRP verrait alors renforcées, à moyens constants, ses missions de coordination, entre les deux SSM de la Justice et de l'Intérieur, ainsi que de publications d'études indépendantes sur la chaîne pénale. Toutefois il n'assumerait plus la publication et les analyses régulières des statistiques administratives ce qui pourrait apparaître comme un recul, le ministère reprenant en charge ce qu'il avait confié à un organisme extérieur.

C'est pourquoi, une autre voie, proche de celle que vous évoquiez lors de votre audition, peut être proposée. Elle consisterait à organiser la transformation de l'ONDRP en SSM, afin que le ministère de l'Intérieur lui délègue les compétences d'un SSM chargé de l'élaboration des statistiques de la délinquance, notamment l'expertise sur les sources de données, et leur publication. Compte-tenu des synergies avec les autres activités de l'Observatoire, un renforcement de dix à quinze statisticiens serait compatible avec ces responsabilités accrues. L'existence d'un tel organisme responsable à la fois de la publication des données administratives sur la délinquance enregistrée et des résultats d'enquêtes de victimation est en outre la meilleure garantie de mise en œuvre de l'approche multi sources qu'exigent les statistiques sur la criminalité.

Une des difficultés que présente cette seconde option est qu'elle ne semble pas compatible avec l'organisation administrative actuelle, du moins aux yeux de l'ASP qui doit réglementairement donner un avis avant toute création de SSM par le ministre de l'Economie. Lors de l'audition de mon prédécesseur, Alain Bauer, par l'ASP, son Président avait rappelé que « les SSM sont placés au sein des administrations centrales ou des services déconcentrés de l'État ou sont des services à compétence nationale des ministères ». Pour que l'ONDRP puisse prétendre au statut de SSM, il faudrait probablement qu'il se transforme en service à compétence nationale rattaché au Premier ministre (Décrets n° 97-463 et 97-464 du 9 mai 1997).

Une telle structure étant créée par un décret en Conseil d'État, ce dernier pourrait également préciser que l'Observatoire a pour obligation de respecter le Code des bonnes pratiques de la statistique européenne. Avant d'entreprendre une telle évolution, il conviendrait néanmoins de s'assurer, auprès du président de l'ASP, de sa conformité avec la vision qu'a celle-ci d'un SSM. Une telle solution aurait un triple avantage : garantir et renforcer l'indépendance de l'ONDRP, lui faire jouer le rôle de SSM pour le compte du ministère de l'Intérieur tout en lui conférant des missions d'analyse transversale de la filière pénale, et lui assurer une certaine forme d'autonomie budgétaire qui lui fait actuellement défaut.

Si un SSM était créé soit au sein du ministère de l'Intérieur, soit par transformation de l'ONDRP, il devrait, pour remplir ses missions statistiques, pouvoir accéder directement et sans intermédiaire aux bases de données détaillées gérées par la police et la gendarmerie nationales. Seul l'accès à ces fichiers élémentaires permet en effet aux statisticiens d'évaluer la qualité des données et d'expertiser les éventuelles ruptures de séries.

Précisément, suite aux discontinuités observées dans les statistiques de la gendarmerie nationale à l'issue des évolutions logicielles, des discussions sont actuellement en voie d'aboutissement entre l'ONDRP et la gendarmerie nationale pour disposer de telles bases de données. Des contacts plus préliminaires sont en cours avec la police nationale en prévision des évolutions futures des dispositifs d'enregistrement. L'accès direct à de telles données devrait être mise en œuvre, a fortiori, dans la perspective de la création d'un SSM.

Enfin, si l'ONDRP devait évoluer vers une structure indépendante de type service à compétence nationale, il conviendrait d'examiner les mutualisations qui resteraient possibles avec l'INHESJ, notamment en ce qui concerne les fonctions support, afin de ne pas créer des coûts de gestion inutiles. Une convention entre les deux structures pourrait être envisagée pour ces prestations (gestion du parc informatique et du personnel, maquettage des publications).

Je reste à votre disposition si vous souhaitez obtenir des précisions complémentaires sur ces questions très statistiques.

En l'attente, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de ma haute considération.

**Le Président du Conseil d'orientation de
l'Observatoire national de la délinquance et
des réponses pénales**



Stéfano LOLLIVIER

**Monsieur Manuel VALLS
Ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75008 PARIS**

ANNEXE 37 : REPONSE DU PRESIDENT DE L'ASP AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ONDRP



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La Présidente

Paris, le 10 avril 2013

Monsieur le Président, *et chère ami*

J'ai bien reçu votre lettre du 7 mars et je vous en remercie. J'ai noté avec satisfaction nos points d'accord.

Au sujet de la production de l'Observatoire, l'Autorité de la statistique publique ne partage qu'en partie seulement votre analyse sur le fait que cette production relève de la statistique publique.

Au sens de l'article I de l'article 1^{er} de la loi de 1951 dans sa rédaction issue de la LME du 4 août 2008, il paraît peu contestable à l'ASP que les statistiques de la délinquance sont des statistiques publiques au sens où les chiffres de la délinquance résultent bien de l'exploitation de données collectées par un organisme public à des fins d'information générale.

En revanche, l'ASP ne peut ignorer le contenu du paragraphe II de la loi qui intègre dans la mission même de l'ASP le soin de veiller au respect des principes d'objectivité, d'impartialité, de pertinence et de qualité des données produites.

Les statistiques publiques sont définies par l'article 1^{er} de la loi de 1951 modifiée **tout entier**, de telle manière que cette définition inclut les exigences qualitatives qui découlent des principes ci-dessus mentionnés au II de l'article 1^{er} de la loi.

L'interprétation limitative que vous faites de la loi de 1951 modifiée fait l'impasse sur la préoccupation de l'ASP d'associer à la qualification de « statistiques publiques » les exigences qualitatives qui servent à définir les missions mêmes de l'ASP.

A l'heure actuelle, l'ASP considère n'avoir aucune véritable garantie sur le fait que les principes mentionnés au II de l'article 1^{er} de la loi de 1951 modifiée sont respectés par les productions de l'ONDRP, comme ils doivent l'être pour toute statistique publique.

Toutefois, comme vous le mentionnez dans votre lettre, une fois que les nouveaux logiciels d'enregistrement de la délinquance auront été déployés dans les services de la gendarmerie et de la police et que l'ONDRP se sera donné les moyens d'évaluer la qualité statistique, il serait envisageable que les statistiques de la délinquance puissent faire l'objet d'une labellisation de la part de l'ASP.

...

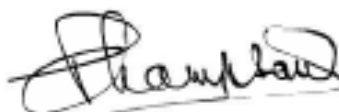
Autorité de la statistique publique, 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris
Téléphone : 01 41 17 50 80 Télécopie : 01 41 17 39 55 - Mél : secretariat-general@autorite-statistique-publique.fr

S'agissant du statut de service statistique ministériel attribué à l'ONDRP, l'ASP rappelle que les SSM doivent être placés au sein des administrations centrales ou des services déconcentrés de l'État ou être des services à compétence nationale des ministères. Or, à l'heure actuelle, l'ONDRP est un département de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la Justice, établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du Premier ministre, incompatible avec le statut de SSM.

Bien entendu, c'est avec plaisir que je vous recevrai afin que nous puissions échanger sur ces sujets.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

très amicalement



Paul CHAMPSAUR

Monsieur Stéfan LOLLIVIER
Président de l'Observatoire national
de la délinquance et des réponses pénales
ECOLE MILITAIRE
1, place Joffre
75700 PARIS 07 SP